

N° 31/32 Sommaire

CHRONIQUE

Amériques latines, mondialisation, révolutions...
Par Claude Bataillon 7

CHAIRE ALFONSO REYES

Bienvenue, Monsieur Charles Fontaines...
Par Jean-Michel Blanquer 11

Les cinq soleils du Mexique
Par Carlos Fuentes 15

DOSSIER

¿ CUBA SI, CUBA NO ?

Avant-propos 33

Cuba dix ans après la chute du mur de Berlin
Par Janette Habel 35

Cuba pendant la « Période spéciale » : ajustement ou transition ?
Par Hubert Escaith 55

Camarades et investisseurs : Cuba, une transition incertaine
Par Haroldo Dilla 83

La petite et moyenne entreprise à Cuba : le point de vue
de trois économistes cubains
Par Julio Carranza Valdés, Luis Gutiérrez Urdaneta, Pedro Monreal Gonzalez 103

L'intendance quotidienne à La Havane dans les années 1990
Par Maryse Roux 121

Vicissitudes de la vieille Havane
Par Denise Douzant-Rosenfeld et Maryse Roux 145

Les défis des réformes dans l'agriculture cubaine
Par Denise Douzant-Rosenfeld 161

États-Unis – Cuba : à l'aube d'un second siècle d'affrontement ?
Par Daniel Van Eeuwen 181

La communauté cubaine des États-Unis : d'« exilé » à « immigré »,
une nouvelle identité ?
Par Michel Forteaux 197

SOMMAIRE

Méditations sur la littérature cubaine d'aujourd'hui <i>Par Abilio Estévez</i>	211
---	-----

ÉTUDES

Les transformations de la migration internationale au Mexique : conditions de crise et logiques territoriales dans les années 1990 <i>Par Laurent Faret</i>	231
Le processus de l'indépendance et la notion de <i>Patrie</i> dans l'imaginaire paraguayen <i>Par Ana María Díaz</i>	261

INFORMATION SCIENTIFIQUE

Frontières et ethnohistoire : le cas Mapuche <i>Par José Manuel Zavala</i>	279
Lectures	289

TABLE DES PHOTOGRAPHIES

1. Un paysan crucifié à Quito (Équateur).	6
2. La conférence de Carlos Fuentes à l'Iheal, le 5 octobre 1999.	13
3. Carlos Fuentes à l'Iheal, devant le buste d'Andrés Bello.	15
4. Carlos Fuentes.	29
5. Leçon de morale sur un mur de Trinidad (Cuba).	32
6. Slogan sur un mur de Trinidad (Cuba).	50
7. « Pains de Paris », chaîne de boulangeries d'État en dollars (Cuba).	51
8. Sortie de l'école à Oriente (Cuba).	54
9. Centre Havane, les petits métiers : triporteur, vendeur de boissons et pâtisseries.	102
10. Cafétéria d'un particulier, intitulée avec humour <i>El Rápido</i> , nom d'un chaîne de caféterias en dollars (La Havane).	120
11. Un poste de vente de manioc (La Havane).	122
12. <i>Agro</i> de Tulipán. Étal et tableau des prix d'un producteur (Cuba).	123
13. Prix des produits alimentaires dans un <i>agro</i> (La Havane).	129
14. Potager collectif urbain (près de la Place de la Révolution).	130
15. <i>La Habana Vieja</i> .	145
16. Maison nouvelle, maison ancienne. Güines. Province de La Havane.	160
17. La <i>zafra</i> à Cuba.	164
18. Slogan sur un mur de Trinidad (Cuba).	195
19. « Cuba ne sera pas la prochaine victime » (slogan sur un mur).	196

Photographie de couverture : « Fresque sur un mur de La Havane »
(Cliché : Lorraine Karnoouh).

AMÉRIQUES LATINES, MONDIALISATION, RÉVOLUTIONS

CLAUDE BATAILLON*

LES ÉVÉNEMENTS de Janvier 2000 en Équateur ont fait, quelques jours, des placards à la « Une », au moins dans *Le Monde* : mise en cause de la mondialisation ? Affirmation d'une nouvelle alliance contre les « politiques » entre l'Armée, les Indiens et la Justice ? Pour ceux qui fréquentent l'Amérique latine depuis longtemps, la prudence dans l'interprétation est de règle, car la facilité de traduction des concepts de la politique locale -équatorienne ici- est souvent un piège. L'Armée n'est pas une ; le monde de la justice n'est pas séparé de celui de la politique ; et surtout les Indiens ne sont pas un Peuple homogène, mais des groupes majoritaires à peu près en Équateur- qui accèdent à la vie politique à travers des leaders dont l'histoire n'est pas simple.

Dépassant cette réaction de méfiance envers l'information de presse, il faut nous interroger sur cette étrange capacité des pays latino-américains à donner à voir au monde leur face exemplaire, universelle en somme, au sein même des événements particuliers -et pittoresques- qui y surviennent : le cas du néozapatisme mexicain est, on le sait, illustratif à cet égard.

Dans nos visions européennes, rappelons-nous que jusqu'aux années 1950 l'Amérique latine appartenait aux satellites de l'Occident moderne appelés « pays neufs » : les manuels connaissaient l'Australie et la Nouvelle Zélande, l'Afrique du Sud, le Brésil et l'Argentine. En première liste d'attente piétinaient le Chili et le Mexique, les autres Latino-Américains devaient faire queue pour entrer dans la modernité.

Photographie n° 1. *Un paysan crucifié à Quito, Équateur*. Face au palais présidentiel, des paysans manifestent contre la mondialisation et le libéralisme (juillet 1998). Cliché Alain Musset.

* CNRS, Toulouse

C'est la décolonisation des années 1950 qui permit la coagulation du concept de Tiers-Monde -un livre, une revue- au sein duquel les Amériques latines jouent un rôle plus exemplaire encore que comme candidats à la modernité occidentale. C'est que, par rapport aux Asies ou aux Afriques, qui elles aussi émergent à l'historicité par la dignité des pauvres et par la vocation à porter le mouvement de mondes meilleurs, les Amériques Latines sont plus simples, plus transparentes, plus dynamiques que les autres. On peut croire qu'on les comprend vite, à travers des langues accessibles.

Si bien que pour ceux qui pensent en termes de révolutions exemplaires qui se propagent, avec la caution de la « première révolution du XX^e siècle » (celle du Mexique), le castrisme et le *Che*, puis leurs avatars au Venezuela ou en Amérique centrale, sont des jalons particulièrement indubitables et clairs d'un mouvement mondial dont certains ne peuvent abandonner l'espoir sans nostalgie. Aussi bien ces mouvements réagissent, pour l'essentiel, à des dictatures particulièrement caricaturales, aux mains de militaires obtus pour lesquels le terme de gorille a été inventé. Ceux-ci parlaient d'un nationalisme d'autant plus illusoire qu'il était transparent, alors que celui de leurs homologues du Tiers Monde de l'Ancien Monde contenait des connotations culturelles exotiques beaucoup moins simples à interpréter.

Pour ceux qui pensent le Tiers-Monde en termes de développement, l'Amérique latine est un champ privilégié pour l'expertise en vue de réformes institutionnelles comme pour les politiques d'assistance. Les praticiens voient dans le sous-continent un champ où les expériences seraient facilement généralisables.

Exemplaire à nouveau, l'Amérique latine de la mondialisation à partir des années 1980 : sa modernité est en quelque sorte inscrite dans ses vieux exploits d'anciens pays neufs, sans passer par les mystérieuses boîtes noires des comportements spécifiques des entrepreneurs asiatiques, dont les solidarités et les schémas moraux permettaient accumulation et modernisation vertueuse. En toute simplicité, c'est par grands pans que des morceaux de Brésil ou de Mexique, un Chili, une Argentine et une Colombie presque entiers entraînent dans le Premier Monde devenu Monde unique : on peut découper selon les pointillés bien plus facilement qu'en Asie... et les pointillés sont visibles beaucoup plus qu'en Afrique.

Nous sommes maintenant, selon l'exemple équatorien évoqué au début, en face d'affirmations identitaires devrait faire hésiter prudemment ceux qui pensent que « les Indiens » ont mis en cause la dollarisation. Ici encore, les identités, nationales ou ethniques, semblent en Amérique latine transparentes, légitimes. Foin des méfiances justifiées face à l'ethnique ou au national de l'Ancien Monde, qui contiennent en germe éradication et purification. Et il est vrai que les codes du Nouveau Monde pour composer - voire bricoler - de l'ethnique ou du national, sont incomparablement plus conviviaux et universalistes : nations qui admettent des origines communes ou au moins semblables, ethnies qui, précisément, revendiquent un sort commun en tant que peuples indiens.

À nous de décoder les nouveaux rapports de ces identités avec une mondialisation aux facettes multiples.

CHAIRE ALFONSO REYES

JEAN-MICHEL BLANQUER
CARLOS FUENTES

CD-AUDIO
LES CINQ SOLEILS DU MEXIQUE

Ce numéro double des *Cahiers des Amériques latines* est livré avec un CD-audio qui reprend l'intégralité de la conférence donnée par Carlos Fuentes à l'Institut des hautes études de l'Amérique latine, le 5 octobre 1999.

BIENVENUE, MONSIEUR CHARLES FONTAINES...

JEAN-MICHEL BLANQUER*

Le 5 octobre 1999, le grand écrivain Carlos Fuentes, invité en France pour l'inauguration de la chaire Alfonso Reyes, a donné une conférence publique à l'Institut des hautes études de l'Amérique latine, en présence de Mme Sandra Fuentes, ambassadeur du Mexique en France, de M. Jean-Louis Leutrat, président de l'université de la Sorbonne nouvelle-Paris III, et de Jean-Michel Blanquer, directeur de l'IHEAL. Le texte de cette conférence, intitulée Le cinquième soleil des Aztèques, a été en partie publié dans le journal Le Monde du 28 octobre 1999. Les Cahiers des Amériques latines présentent ici l'intégralité des propos tenus par Carlos Fuentes, ainsi que le discours de bienvenue prononcé à cette occasion par Jean-Michel Blanquer. Toujours privilégiés, les lecteurs des CAL découvriront dans ce numéro un CD-audio qui leur permettra d'entendre la voix du romancier et de l'archiver précieusement entre deux enregistrements de Los Tigres del Norte, à moins qu'ils ne préfèrent l'écouter plusieurs fois afin de mieux connaître la pensée de l'un des plus grands maîtres de la littérature contemporaine...

MADAME l'ambassadeur, messieurs les ambassadeurs, monsieur le président, mesdames, messieurs, cher maître.

Nous sommes à Paris à la veille de l'an 2000. Autrement dit, nous sommes pratiquement au début de *Terra Nostra*. Cela pourrait justifier en soi de vous avoir invité, comme pour un pèlerinage. Bien sûr, sans vous traiter de faux prophète, la Seine n'est pas en ébullition, mais nous, nous le sommes. Bien sûr, toutes les femmes de Paris ne sont pas en train d'accoucher, mais grâce à votre présence, nous connaissons une joie qui est celle de l'enfantement.

* Directeur de l'IHEAL, Université de Paris III

Et quel est cet enfantement ? C'est l'enfantement de la chaire, une chaire d'études mexicaines. Cette chaire a une histoire, et j'aimerais brièvement vous la raconter. Il y a un an, le ministre Claude Allègre, qui était en voyage dans votre pays avec le président de la République, annonçait tout un programme de renforcement des liens universitaires entre la France et le Mexique. Parmi d'autres choses, il projetait la création de deux chaires d'études mexicaines. Dès son retour, nous avons travaillé. Les forces vives se sont mobilisées, au premier rang desquelles ma voisine, qui est votre homonyme, votre successeur, mais aussi votre amie, madame l'ambassadeur Sandra Fuentes. Avec elle, avec tous ceux qui se sont sentis concernés et que l'on retrouve aujourd'hui dans le comité scientifique de la chaire, nous nous sommes dits trois choses : premièrement, il fallait que la chaire soit tournée vers la modernité du Mexique. Nous parlerons du Mexique d'aujourd'hui dans cette chaire, et toutes les sciences sociales présentes à l'Institut seront mobilisées pour cela : la sociologie, l'économie, l'anthropologie, la géographie, la science politique, l'histoire et le droit.

Il fallait aussi que cette chaire soit ouverte, c'est-à-dire que l'on puisse en faire profiter toutes les autres universités de France intéressées. C'est ce qui va se passer dès cette année avec le premier titulaire de cette chaire, qui sera votre ami Carlos Montemayor. Celui-ci fera une série de conférences intitulées *L'invention du Mexique*, et donnera aussi une autre série de conférences, qui auront trait à votre œuvre, et notamment à *La Región más transparente*, qui, comme vous le savez, est au programme de l'agrégation. Je signale au passage que vous avez reçu ces jours-ci la distinction la plus importante au Mexique de la part du Sénat mexicain, qui vous sera remise après-demain par le président de la République. Eh bien, en France, être au programme de l'agrégation, c'est probablement la distinction la plus honorifique, et vous l'avez aujourd'hui.

Il fallait enfin que cette chaire ait un beau nom, un nom digne d'elle. Lors de la première réunion du comité scientifique, il y a eu une unanimité immédiate et spontanée pour l'appeler « Alfonso Reyes ». Je ne vais pas en dire plus long sur Alfonso Reyes, parce que vous-même allez en parler, mais tout le monde voit bien que cet homme, qui a été un pont entre la France et le Mexique, était finalement l'homme idoine pour donner son nom à cette chaire.

Il restait une décision à prendre : qui allait inaugurer cette chaire ? Avec la même spontanéité que pour trouver le nom d'Alfonso Reyes, votre nom a jailli. L'idée était excellente, évidemment, mais il fallait la réaliser. Les bonnes fées étaient penchées sur ce berceau, de nouveau une fée voisine, qui vous envoya une télécopie, utilisa tous les ponts de la modernité pour vous joindre. Moi-même, j'allais à Rio pour vous rencontrer, au moment où l'on vous remettait le prix de la Latinité. Et grâce à Candido Mendes, je pus vous formuler cette invitation, et vous acceptâtes. Celui qui n'a jamais entendu un discours de Candido Mendes ne sait pas ce qu'est l'art baroque dans le discours à la fin du vingtième



PHOTOGRAPHIE N° 2. LA CONFÉRENCE DE CARLOS FUENTES À L'IHEAL ; DE GAUCHE À DROITE : CARLOS FUENTES, SANDRA FUENTES, AMBASSADEUR DU MEXIQUE À PARIS, JEAN-MICHEL BLANQUER (CLICHÉ ALAIN MUSSET).

siècle. Avec vous, il parcourut en trois langues les rues de Paris si honorées dans votre œuvre, et son parcours était parsemé de cadeaux. Alors, je vais essayer de l'imiter, bien sûr avec beaucoup moins de talent, mais, croyez-le bien, avec autant de sincérité. En fait, les cadeaux que je vais vous faire, virtuels ou réels maintenant, illustrent la participation de chacune des composantes de l'institution à votre venue, parce qu'on s'est un peu préparé comme à une fête, comme à un mariage, à votre venue. D'abord, premier de ces cadeaux, *Présence de Carlos Fuentes à l'IHEAL*. C'est un travail, réalisé par la bibliothèque et le centre de documentation, qui fait le point sur toutes vos œuvres présentes à l'institut. Une vitrine a été faite à l'entrée pour les montrer. Il faut cependant que vous sachiez que certaines d'entre elles n'ont pas pu être montrées : il s'agit notamment des premières éditions de vos premiers romans, parce qu'elles sont trop usées maintenant. Vous êtes probablement l'auteur ou l'un des auteurs les plus lus dans la bibliothèque.

Deuxième cadeau que je souhaitais vous faire, lui aussi très symbolique, c'est celui de l'un de ces tableaux qui se trouvent dans l'amphithéâtre. Ils sont là pour embellir en votre honneur l'amphithéâtre, et parce qu'ils ont été réalisés par une artiste qui, en plus, travaille dans l'administration de l'institut, et c'est donc aussi un symbole de cette joie de l'administration de vous accueillir. Troisième cadeau, un petit cadeau qui est un grand symbole, j'aimerais vous prendre en photo ensuite à côté du buste d'Andres Bello, parce qu'Andres Bello est probablement un de ceux qui illustrent le mieux ce que vous avez dit lors de votre discours, quand vous avez reçu le prix de la Latinité, lorsque vous avez montré le lien qu'il pouvait y avoir entre le droit et la littérature - et c'est un thème qui m'est particulièrement cher. Enfin, et pour ne pas être trop long,

je vous fais un cadeau dont je vous ai parlé lorsque nous nous sommes vus, il y a trois jours. Il prend la forme d'un disque compact, et tout le monde dans cette salle pourra l'avoir aussi, lorsque vous lirez le prochain numéro des *Cahiers des Amériques latines*. Je vous le donnerai aussi sous forme de cassette tout-à-l'heure : c'est en fait la conférence d'Alejo Carpentier, qui vous a précédé dans cette salle, comme d'autres, nous l'avons dit - comme Borges notamment. Nous avons retrouvé les vieilles bandes magnétiques de ces conférences, et nous essayons de les restaurer. Il va de soi que la conférence que vous allez prononcer aujourd'hui s'inscrit dans cette grande lignée dont nous sommes extrêmement fiers.

Je voudrais simplement dire, avant de terminer, que bien sûr l'Institut est très heureux. Très probablement, cette conférence sera marquée d'une pierre blanche dans notre histoire, parce que vous nous faites un tel honneur que, peut-être, ce sera vu plus tard comme une étape essentielle dans les efforts que nous faisons pour le développement de cet institut, développement qui doit aboutir à son déménagement un jour prochain. Et quand il y aura un grand institut de l'Amérique latine à Paris, nous serons heureux de vous y accueillir pour son inauguration. Pour finir, je dirais que dans *La frontière de verre*, l'un de vos personnages dit qu'il n'y a que deux Mexicains qui parlent bien l'anglais : Jorge Castañeda et Carlos Fuentes. Par bonheur, vous parlez encore mieux le français. Madame Fuentes avait insisté, et elle avait raison, pour que vous fassiez cette conférence en français ; alors, je ne dirais qu'un mot : Charles Fontaines, vous êtes ici chez vous.

LES CINQ SOLEILS DU MEXIQUE*

CARLOS FUENTES



PHOTOGRAPHIE N°3. CARLOS FUENTES A L'HEAL DEVANT
LE BUSTE D'ANDRÉS BELLO (CLICHÉ ALAIN MUSET).

MADAME l'ambassadeur Sandra Fuentes, monsieur le directeur de l'Institut des hautes études d'Amérique latine Jean-Michel Blanquer, mesdames, messieurs.

Je veux tout d'abord exprimer mes vifs remerciements à monsieur le ministre de l'Éducation nationale, Claude Allègre, ainsi qu'au directeur de l'Institut des hautes études d'Amérique latine, Jean-Michel Blanquer, tant pour leur décision de créer la chaire Alfonso Reyes que pour l'aimable invitation qu'ils m'ont adressée à venir l'inaugurer. Mes remerciements vont également à l'ambassade du Mexique en France, et à l'ambassadeur, ma chère amie Sandra Fuentes Berain, qui met tant d'imagination et d'énergie au service des relations franco-mexicaines.

Jorge Luis Borges, dont nous célébrons cette année le centenaire de la naissance, déclarait il y a une cinquantaine d'années qu'Alfonso Reyes était le meilleur prosateur de la langue espagnole au vingtième siècle. Avec le recul du siècle finissant, on peut dire que l'opinion de Borges était juste. Le rythme, la clarté, l'élégance, la grâce de la prose de Reyes n'ont pas été dépassés, ni dans la forme, ni dans le contenu, ni dans la profondeur, ni dans l'ampleur. Sa thématique est inépuisable. En littérature, son champ va des classiques de l'Antiquité à ses grandes passions espagnoles : Góngora, Cervantes, Calderón, en passant par ses amours personnelles pour Goethe, Mallarmé et Robert Luis Stevenson.

* Transcription réalisée par François Heiblé. Nous avons choisi de conserver, dans la mesure du possible, toutes les formes de l'oralité qui donnent à cette conférence la saveur d'une causerie ou d'une conversation entre Carlos Fuentes et son public. Le lecteur pourra ainsi mieux sentir la chaleur d'un exposé qui, dans sa dimension humaine, dépasse largement le cadre étroit d'une simple feuille de papier.

Poète et romancier de premier ordre, Alfonso Reyes est également le chroniqueur minutieux de l'or, du café, du coton et du sucre d'Amérique. Il postule sa curiosité en ces termes : une seule branche du savoir peut nous conduire au plus large contact humain, pour peu que nous nous proposons d'ouvrir les vases communicants. C'est pourquoi le poète Alfonso Reyes, l'auteur de *Huellas si proche des fleurs et des parfums de sa terre natale*, est aussi l'auteur d'*Ifigenia cruel*, la tragédie du foyer interdit et du malheur de l'exil. C'est pourquoi le théoricien de la littérature, auteur de *El Deslinde*, est également le praticien méticuleux de la diplomatie, du droit, de l'internationalisme et de la paix. C'est que, chez Reyes il s'agit, comme il le disait devant l'association bancaire de Buenos Aires en 1938, de concilier l'économie et les humanités, de surmonter ce qu'il a qualifié d'antinomie occidentale entre la vie pratique et la vie de l'esprit. Il poursuivait : tout effort en vue de scinder artificiellement l'unité fondamentale de l'être humain a des conséquences funestes - il détruit les sociétés et plonge les individus dans la tristesse.

Reyes était un homme souriant ; il était doué d'une intelligence empreinte de cordialité, de tendresse, de respect envers les autres parce qu'elle se respectait elle-même. Il y a le sourire de Reyes, mais il y a aussi la désolation de Reyes. Désolation devant la tourmente dans laquelle le Mexique se trouvait pris. Dans cette tension entre le sourire et la désolation, Reyes conçoit l'être humain comme un naufragé qui ne se maintient la tête hors de l'eau que grâce à la culture. Écrivain d'Amérique latine, Reyes déclare que le destin du Nouveau Monde est d'œuvrer en faveur de l'amélioration du genre humain. Il pense même que la souffrance de l'Amérique est un mal nécessaire pour accéder à un bonheur difficile. Reyes croyait à l'intégration du savoir. Cette intégration, dit-il, comprend la politique, c'est-à-dire le problème de la cohabitation des êtres humains. Mais outre la cohabitation, il y a le destin des hommes, et pour le réaliser, la politique doit se soumettre à l'éthique.

Nous inaugurons la chaire Alfonso Reyes de l'Institut des Hautes Études d'Amérique latine avec la conviction dont a toujours fait preuve l'auteur mexicain. La réalité est continue, et toutes les connaissances s'entrecroisent ; elles vivent de leur fertilisation mutuelle. Le lieu originnaire d'Alfonso Reyes était Monterrey, la grande capitale du nord du Mexique. Voyageur mondial, Reyes n'a jamais oublié sa ville natale, et dans son poème *Sol de Monterrey*, que je vous citerai en espagnol, il nous dit :

« Cuando salí de mi casa
Con mí bastón y mi hato
Le dije a mi corazón
Ya lleva sol para rato ».

Pour parler du soleil du Mexique, quelle meilleure référence que le soleil de Monterrey, le soleil d'Alfonso Reyes, l'écrivain le plus lumineux de ce siècle ?

Je crois que la modernité mexicaine ne se comprend pas sans la tradition du Mexique : chez nous, le passé est présent.

Donc, mesdames, messieurs, je vous dirai qu'au commencement, il n'y avait rien. Alors, pendant la nuit, les dieux se réunirent à Teotihuacán, et créèrent l'humanité. « Que la lumière soit », déclare la bible des Mayas, le Popol Vuh, « qu'elle éclaire le ciel et la terre. Les dieux ne connaîtront la gloire que lorsque l'homme aura été créé ». Le visage du Mexique est celui de la création inachevée, parce qu'au Mexique, la naissance du pays coïncide avec la création du monde, de l'homme et de la parole.

Le monde fut créé par deux dieux, racontent les mémoires vivantes du Yucatán : l'un nommé Cœur du ciel, l'autre Cœur de la terre. En se rencontrant, la terre et le ciel fertilisèrent toutes choses en les nommant. Ils nommèrent la Terre, et la Terre fut. À mesure qu'elle était nommée, la création se diversifia et se multiplia. Nommées, les montagnes surgirent du fond des mers. Nommés se formèrent magiquement les vallées, les nuages et les arbres, et les dieux ont connu l'allégresse quand ils ont séparé les eaux et donné naissance aux animaux. Mais rien de tout cela n'était doté de ce par quoi il avait été créé, c'est-à-dire la parole. Brume, tigre, pain, eau : muets. Alors, les dieux décidèrent de donner le jour aux seuls êtres capables de parler et de nommer toutes les choses créées par le verbe des dieux. Ainsi naquirent les hommes afin que soit préservée jour après jour la création divine au moyen de ce qui fut à l'origine de la Terre, du Ciel et de tout ce qui s'y trouve, la parole. L'être humain et la parole sont ainsi devenus la gloire des dieux. Cependant, il n'est nul mythe de la création qui ne contienne l'annonce de sa destruction, parce que la création se déroule dans le temps, elle paie son existence avec du temps. Et le temps, disait Platon, le temps est l'éternité en mouvement.

Les anciens mexicains inscrivent le temps de l'homme et de sa parole dans une succession de Soleils. Le premier fut le Soleil d'Eau, qui a péri noyé. Le second se nommait Soleil du Tigre et fut dévoré par une longue nuit obscure. Le troisième, nommé Soleil de Feu, fut détruit par une pluie de flammes. Le quatrième fut le Soleil de Vent ; un ouragan l'emporta. Le Cinquième Soleil, croyaient les derniers Mexicains avant l'arrivée européenne, le Cinquième Soleil est le nôtre. C'est sous son règne que nous vivons, mais lui aussi disparaîtra un jour, englouti comme le furent les autres par l'eau, le tigre, le feu, le vent. Lui, le Cinquième Soleil, le sera par un élément tout aussi redoutable : le mouvement. Le Cinquième Soleil, le dernier, porte avec lui ce terrible avertissement : le mouvement nous tuera. Comment ne pas voir dans ces prophéties liées aux mythes mexicains de la création un miroir de notre temps, miroir où se reflète la persistante discordance entre les promesses de la vie et la certitude de la mort, entre la conscience éclairée, humaniste, scientifique, éthique, verbalisable, et

l'inconscience des pouvoirs aveugles qui mènent à la destruction, au silence et à la mort ?

La création, jouissance de vie, vient donc toujours accompagnée de destruction, annonce de mort. Nous, les hommes soi-disant modernes (mais comment l'avenir nous nommera-t-il ?), nous nous dissimulons, et nous nous faisons sourds devant cet avertissement, alors que les peuples des origines savent que création et catastrophe vont toujours de pair. Ils savent, à l'instar de l'Œdipe de Hölderlin, qu'à l'origine de l'histoire, il y a la peur d'être dévoré par la nature et par le temps, mais aussi la peur d'être expulsé de la nature et du temps, étouffé par l'étreinte de fer, exilé de leurs foyers, déclarés orphelins sans logis, comme le décrit Alfonso Reyes dans sa *Cruelle Iphigénie*. Je vois dans ce sentiment l'origine de la vie mexicaine, sentiment commun à toutes les cultures, mais particulièrement poignant dans la mienne. Cette proximité de la création et de la mort, des temps premiers et de l'apocalypse historique donne une force immense à ceux qui, comme dit un poème maya, ont le pouvoir de compter les jours ; car ce sont eux, ajoute le poème, qui ont le pouvoir de parler aux hommes, aux dieux.

Les hommes qui possèdent le pouvoir, les princes, les prêtres, les guerriers, les scribes, l'exercent afin d'assurer au peuple que le temps durera, que le chaos naturel ne nous anéantira pas une nouvelle fois. Les populations rurales de l'ancien Mexique, afin de concilier la création et le temps, s'efforcèrent d'exploiter peu et bien les richesses de la forêt et les fragiles ressources des plaines. Mais quand les castes gouvernantes placèrent la grandeur du pouvoir au-dessus de la grandeur de la vie, la terre cessa de suffire aux exigences croissantes et trop hâtives des rois, des prêtres, des guerriers. Survinrent alors dans l'ancien empire maya les guerres, l'abandon de terres, la fuite. La terre ne pouvait plus nourrir le pouvoir, le pouvoir s'effondra, la terre resta. Restèrent les hommes et les femmes sans autre pouvoir que celui de la terre. Regardons-nous dans ce miroir de l'antiquité mexicaine. Soyons attentifs, hier comme aujourd'hui, à l'instant où le verbe se voile et cesse de refléter la vie ; le moment où le miroir se rompt et annonce les années de malheur ; malheur qui finit par s'abattre sur le monde indigène du Mexique.

Le dieu le plus célèbre des anciennes cosmogonies mexicaines était Quetzalcoatl, le Serpent à Plumes, dieu créateur de l'agriculture, de l'éducation, de la poésie, des arts et des métiers. Jaloux, les démons mineurs menés par le dieu de la nuit, Tezcatlipoca, dont le nom signifie « miroir de fumée », se rendirent au palais de Quetzalcoatl pour lui offrir un cadeau enveloppé dans du coton. « Qu'est-ce que c'est ? », se demanda le dieu bienfaiteur. C'était un miroir. Lorsque Quetzalcoatl défit le paquet, il vit pour la première fois son visage. Étant un dieu, il croyait qu'il n'avait pas de visage, puisqu'il était éternel. En découvrant ses traits humains dans le reflet du verre, il fut saisi de crainte à l'idée d'être doté d'un destin également humain, c'est-à-dire historique,

c'est-à-dire mortel. Cette nuit-là, il s'enivra et commit l'inceste avec sa sœur. Le lendemain, il quitta le Mexique sur un radeau de serpents et partit vers le Levant, promettant de revenir un jour pour voir si les hommes et les femmes s'étaient bien acquittés de leur tâche, à savoir préserver la terre. Il promit de revenir à une date précise durant le Cinquième Soleil : l'année *Ce-Acatl*, qui signifie « un roseau » et qui, dans les calendriers européens, correspond à l'an 1519 de l'ère chrétienne. Et c'est précisément à cette date, le jour de Pâques de l'an 1519, que le capitaine espagnol Hernán Cortés, à la tête de 508 hommes, 16 chevaux et 11 navires, débarqua sur la côte de Veracruz et s'élança à la conquête du plus grand royaume indigène de l'Amérique du nord : l'empire Aztèque, gouverné par Moctezuma depuis la ville la plus peuplée - alors comme aujourd'hui - de l'hémisphère occidental, Mexico-Tenochtitlán.

Fondée par un peuple d'immigrants sur un lac où ils trouvèrent un aigle en train de dévorer un serpent, la cité des Aztèques s'appropriâ la promesse culturelle de Quetzalcoatl, la vie comme paix et création, mais en l'alliant à la promesse de Huitzilopochtli, le dieu de la guerre, laquelle était une promesse d'expansion territoriale, de soumission des peuples les plus faibles, accompagnée d'exactions, de prélèvements de tributs, et de la terreur des sacrifices humains. Toute nation, dit Isaiah Berlin, voit le jour en réponse à une blessure infligée à la société. C'est une réponse en quête d'adhésion, d'identité : famille, tribu, caste, nation. Si naître peut constituer une blessure, car il faut pour ce faire quitter le ventre maternel, celle-ci est bientôt cicatrisée par le fait même de se trouver vivant dans le monde. Mourir comme est mort l'univers des Aztèques est une blessure qui cicatrise difficilement, mais qui nous a obligés, nous les Mexicains, à construire quelque chose de nouveau, quelque chose de différent et en même temps fidèle à nous mêmes avec le sang jailli de la terrible plaie infligée par les Espagnols au corps de la nation aztèque.

Moctezuma, le Grand *Tlatoani* du Mexique, c'est-à-dire le seigneur de la grande voix, maître absolu de la parole, est dépouillé de ses attributs par un Européen de la Renaissance, un Machiavel avant la lettre, Hernán Cortés, et une femme qui donne la langue indigène aux conquérants et la langue espagnole aux conquis : Marina, la Malinche, princesse esclave, traductrice, maîtresse de Cortés et mère symbolique du premier *mestizo* mexicain, du premier enfant de sang indien et européen mêlés. Moctezuma hésite entre se soumettre à la fatalité des événements - le retour de Quetzalcoatl le jour prévu - et combattre contre ces hommes blancs et barbus montés sur des monstres à quatre pattes, armés de feu et de tonnerre. L'hésitation de Moctezuma lui coûte la vie : il n'est plus maître ni du temps, ni de la parole. Son propre peuple le lapide. Cuauhtémoc, le dernier empereur, lutte pour la survie de la nation aztèque comme centre d'identification du Mexique. C'est trop tard. Cortés, en politicien machiavélique, a découvert la faiblesse secrète de l'empire aztèque :

les peuples soumis à Moctezuma le haïssent. Ils s'unissent donc aux Espagnols pour combattre le despote centralisateur. Ils perdent la tyrannie aztèque, mais ils gagnent la tyrannie espagnole. Ils gagnent cependant quelque chose de plus : le sang de la conquête fait jaillir un pays nouveau, à la fois indien et européen ; pas seulement espagnol, mais, à travers l'Espagne, méditerranéen, grec et romain, arabe et juif.

La prophétie s'est réalisée : le Cinquième Soleil a été détruit par le mouvement, le mythe par l'épopée, l'isolement par le transfert de cultures. Le premier Mexique, isolé dans ses montagnes et coupé de l'océan, fidèle au mythe de ses ancêtres, va s'ouvrir au mouvement épique de l'univers en expansion, monde de découvertes et de migrations, de mercantilisme et de colonisation : le monde de la Renaissance. Soudain, les traditions qui constituent le Mexique se multiplient et se diversifient. Nous cessons d'être un centre d'exclusions pour devenir un centre d'inclusions. Le Cinquième Soleil s'est éteint dans le feu et la poudre à canon. La nation aztèque s'est effondrée.

Aussitôt, un nouveau soleil naissant, inachevé, se lève à l'horizon par où Quetzalcoatl est revenu. Les vieux pôles d'identification et d'adhésion disparaissent, de nouvelles alliances et de nouvelles identités s'établissent. Une nouvelle ère a commencé pour le Mexique, non plus seulement l'ère de la Conquête, mais celle de la Contre-Conquête. Car pour chaque pique espagnole plantée dans le sol du Mexique, il y a une pique mexicaine plantée dans le sol de l'Europe. Des Caraïbes à la Méditerranée, une double circulation s'établit : Conquête et Contre-Conquête. Les anciens dieux sont exilés, leurs temples anéantis, leurs sacrifices interdits. Le christianisme, lui, s'impose doublement, avec une force génétique paternelle et maternelle. Par voie du Père, car la figure du Christ crucifié étonne et subjugué les Indiens : le nouveau Dieu ne demande pas que nous nous sacrifions pour lui, c'est lui qui se sacrifie pour nous. Nous ne sommes plus les fils du conquérant, mais du rédempteur. Par voie de la Mère, car le sentiment d'abandon qui suit la conquête est vite compensé par une opération politique et raciale étonnante : la Vierge Marie, la Mère de Dieu, apparaît au plus humble des paysans indigènes et lui offre des roses en plein hiver. C'est une vierge à la peau sombre, elle porte un nom arabe, elle devient la mère pleine de pureté du nouveau Mexicain : Santa María de Guadalupe.

L'art du baroque, qui dans l'Europe de la Réforme et de la Contre-Réforme sert de refuge aux sensibilités prohibées, sauve le Mexique d'un abîme encore plus profond. Le baroque mexicain comble le vide entre la promesse utopique du nouveau monde imaginé par l'Europe - la politique de Thomas More, et la terrible réalité de la colonisation imposée par l'Europe - la politique de Machiavel. Entre More et Machiavel, Érasme de Rotterdam. Érasme de Rotterdam ouvre le champ de l'humanisme, la sereine folie où tout est relatif, tant la foi que la raison. Le baroque ouvre un espace dans lequel le peuple conquis peut repré-

senter son ancienne foi en la masquant sous les formes et les couleurs, les unes et les autres fort abondantes, d'un autel couronné d'anges bruns et des diables blancs.

Cependant, un nouveau peuple, métis et créole, descendant de la rencontre entre le Mexique et l'Espagne, se demande quelle est notre place dans le monde. À qui devons-nous loyauté? À nos pères espagnols, à nos mères aztèques et mayas? Qui devons-nous prier aujourd'hui? Les anciens dieux ou les nouveaux? Quelle langue devons-nous parler maintenant? Celle des conquies ou celle des conquérants? Le baroque mexicain ouvre un espace pour toutes ces questions, car rien n'exprimait mieux ces ambivalences qu'un art du paradoxe; le baroque, art de l'abondance née dans le besoin, art de la prolifération née de la misère. Le baroque donc s'empresse de remplir le vide de notre histoire collective et individuelle après la Conquête avec tout ce qui lui tombe sous la main, argent et poussière, or et excrément. C'est l'art du sixième soleil, soleil sexuel du métissage, plexus solaire de l'émotion.

Une nouvelle généalogie mexicaine s'est développée sous les auspices du baroque. Grâce à elle, les silencieux ont retrouvé la voix, les anonymes ont trouvé un nom : Indiens, métis, et Noirs. Toutes ces données font de nous, Hispano-Américains, les témoins de la terrifiante simultanité de notre mort et de notre renaissance. Nous avons tous devant les yeux de notre présent le spectacle de l'acte qui nous a engendrés. Éternels témoins de notre propre création, nous, les descendants des Espagnols et des indigènes d'Amérique, nous savons que la Conquête fut un événement cruel, sanglant, criminel. Un événement catastrophique, mais pas un événement stérile. María Sambrano, la grande penseuse andalouse, disait qu'une catastrophe ne se révèle réellement catastrophique que si elle n'engendre rien qui la rachète, rien qui la dépasse. Pour cela, il faut du temps, le temps nécessaire à transformer l'expérience en connaissance, et celle-ci, avec un peu de chance, un destin dirait André Malraux.

Nous ne sommes pas restés dans le désastre dont nous sommes issus. La catastrophe de la Conquête a donné naissance à tous les Indo-Américains. Nous sommes nés métis, d'emblée. Nous parlons l'espagnol en majorité. Et que nous soyons croyants ou non, nous avons grandi dans la culture catholique, mais un catholicisme syncrétique, incompréhensible sans ces masques indiens puis noirs. Nous sommes le visage d'un Occident mâtiné, comme l'a dit le poète mexicain Ramón López Velarde, de maure et d'aztèque - et, ajouterai-je pour ma part, de juif et d'africain, de romain et de grec.

Le fait est que nous ne sommes pas restés dans le désastre qui nous a fait naître. Dès le premier moment, nous nous sommes posés les questions de l'identité : « qui sommes-nous? Quel est le nom de ce fleuve? Comment s'appelait, avant, cette montagne? Qui ont été nos pères et nos mères? Reconnaissons-nous nos frères? De quoi avons-nous mémoire? Que désirons-nous? » Puis nous nous sommes posés les questions de la justice : « à qui appartient

légitimement ces terres et leurs fruits ? Pourquoi si peu ont-ils tant, pourquoi tant ont-ils si peu ? « De nous êtres formulé ces questions depuis le seizième siècle fait de nous, les Mexicains - peut-être - les plus anciens citoyens du vingt-et-unième siècle. Les questions de la fondation du Mexique métis sont les questions de la société migrante et contradictoire de notre époque, coincée entre l'identité traditionnelle et l'altérité moderne, entre le village local et le village mondial, entre l'interdépendance économique et l'indépendance politique. Le Mexique vit dans cette problématique si actuelle depuis cinq cent ans.

Je vous prie de voir dans mes propos donc une approximation d'urgence, un désir de tirer des leçons, mais surtout un effort de relations vitales entre les cultures de l'Ancien et du Nouveau Monde, car nous sommes aujourd'hui, Européens et Américains, confrontés à la même énorme crise de notre civilisation urbaine, et nous nous débattons entre la pauvreté de l'exclusion et la générosité de l'inclusion. La réponse à ces questions s'élabora à partir de la cité baroque comme centre politique, culturel et commercial des nouvelles nations - Mexique, Pérou, Argentine, Chili -, qui se développèrent sous la protection tutélaire de l'empire espagnol et de ses traditions transplantées en Amérique. Ses traditions transplantées en Amérique, c'est-à-dire que le droit, la langue et la religion viennent de Rome. La culture politique est médiévale, scolastique. Saint Augustin et Saint Thomas d'Aquin sont les pères fondateurs de la pensée politique, au Mexique comme dans toute l'Amérique ibérique. Je ne vais pas dire que Saint Thomas d'Aquin est le fondateur du P.R.I., mais presque.

Cependant, malgré les poids du modèle espagnol, un monde nouveau, métis, indigène, créole, a vu le jour, avec ses caractéristiques propres, avec des rythmes, des voix, des couleurs qui lui appartiennent en propre, ni européens, ni indiens. Ayant rarement le profil du bon sauvage, il s'agit le plus souvent du travailleur de l'hacienda ou de la mine, rigidement situé à l'intérieur de classes sociales, plutôt mal protégé, par des institutions dont le but était pourtant de trouver un équilibre entre l'autorité et la justice, entre les espoirs et les désillusions, entre les anciens et les nouveaux dieux, entre les villages isolés et la lointaine métropole espagnole, entre les aspirations et les injustices. Bref, la cité baroque est devenue le centre du nouveau monde hispano-américain, avec les mêmes problèmes qui assaillent toutes les villes du monde en cette fin de notre court vingtième siècle, « the short twentieth century », qui a commencé à Sarajevo et se termine à Sarajevo.

L'Espagne a fondé avec des brins de jeunes Noirs un chapelet incomparable de véritables centres urbains propres au nouveau monde, de San Francisco, en Californie, à Santiago del Extremo Sur en Chile, de San Augustín en Floride à Buenos Aires sur la Plata ; cités forteresses des côtes et des îles : La Havane, San Juan de Puerto Rico, Cartagena de Indias ; serpents de villes minières dans les montagnes : Potosí, Guanajuato, Taxco ; grandes capitales : Lima, Mexico,

Quito. Personne, jamais, sur un territoire aussi vaste, n'a construit autant avec autant d'énergie en si peu de temps que l'Espagne en Amérique. Des villes avec des imprimeries, des universités, des peintres, des poètes, avec des injustices aussi ; des villes nées sous le signe de l'énergie, du contraste et de l'imagination omni-inclusive du baroque.

À l'image de son art, une société énergique, impatiente, injuste, ambitieuse, imaginative, métisse, créole, commence à nourrir des rêves et à réclamer des droits. Les guerres d'indépendance contre l'Espagne, à partir de 1810, affirmèrent l'identité nationale de pays comme le Mexique, le Chili, l'Argentine, le Venezuela, et la Nouvelle Grenade. Mais elles servirent aussi à lutter contre les forces centrifuges : *las republiquetas*, *los caudillos* qui tentaient de balkaniser l'effondrement de l'empire espagnol, comme on le voit aujourd'hui avec l'effondrement de l'empire soviétique et de l'ancienne Yougoslavie. Asseoir les bases de l'unité, seule l'identification à la nation et à sa culture pouvait y parvenir. En revanche, la dynamique modernisatrice des révolutions d'indépendance finit par exclure le passé indigène et le passé africain, considérés comme barbares - de même que le passé espagnol, considéré comme obscurantiste. Le Mexique, comme l'ensemble de l'Amérique latine, se bâtit une façade légale, modernisatrice, derrière laquelle se cachait un arrière-pays pauvre, retardé et injuste. On proclama la liberté, on oublia l'égalité.

Nous avons cru pouvoir nous transformer en démocratie du jour au lendemain, par un simple geste de volontarisme politique, et devenir en quelque sorte des démocraties Nescafé, instantanément - qu'il suffisait de copier les lois en vigueur en France, en Angleterre, aux États-Unis, pour être comme ces pays des nations viables, des nations progressistes. Comme l'a dit Victor Hugo, la constitution de la Colombie a été faite non pour les hommes, mais pour les anges. La nation légale a occulté la nation réelle, et une nouvelle blessure s'est ouverte dans notre corps : nous avons perdu le paternalisme impérial de l'Espagne. Nous nous sommes retrouvés orphelins de nouveau. Nous avons sombré dans l'anarchie ou la dictature. Le Mexique, comme l'exprime l'historien Henrique González Pedrero, devint le pays d'un seul homme, le général Antonio López de Santa Anna, comme le Paraguay devint le pays du docteur Francia, ou l'Argentine le pays de Juan Manuel de Rosas. Cependant, le paradoxe des dictateurs, c'est que, pour nous sauver de l'anarchie, ils créent un autre chaos, despotique, autoritaire - il ne faut pas l'oublier.

Le Mexique, désorganisé, désorienté, devient alors le théâtre de toutes sortes d'interventions étrangères. Nous perdons la moitié de notre territoire national au cours d'une guerre injuste entreprise par les États-Unis d'Amérique, au nom de ce qu'ils considèrent comme leur « *manifest destiny* ». Nous nous débarrassons en revanche de l'empire imposé par la France de Napoléon III à travers deux malheureux personnages, l'archiduc autrichien Maximilien et la

princesse belge Charlotte-Amélie. Nous avons alors failli perdre l'indépendance de la nation. Le président libéral Benito Juárez, en battant le parti conservateur, l'empire de Maximilien et l'intervention française, rend au peuple les sentiments de la nation et pose les bases de l'État. Juárez était un indien zapotèque, qui n'a appris l'espagnol qu'à l'âge de douze ans. Pour vaincre les Français, il devint un avocat plus français que les Français.

Cependant, l'État libéral de progrès conçu par Benito Juárez ne sut pas rassembler la pluralité culturelle du Mexique, les cultures indigènes, mythiques, espagnoles, catholiques, syncrétiques, baroques. Le libéralisme du dix-neuvième siècle plaça la loi, le développement économique, au-dessus de la culture. Pas seulement chez nous, dans toute l'Amérique latine, la civilisation européenne, progressiste, légaliste, devait s'imposer à la barbarie agraire indigène, noire, ibérique. « Civilisation ou barbarie », proclamait en Argentine Domingo Faustino Sarmiento. La longue dictature de Porfirio Díaz au Mexique, qui durera de 1876 à 1910, voulut nous donner le progrès sans liberté. Aux indiens et aux paysans, mais aussi à la classe ouvrière naissante, elle apporta plus de barbarie encore, asservissement et répression. Par contre, le facteur économique de l'équation libérale fut protégé et développé : progrès sans liberté, sans démocratie, sans loi. Le pays finit par rejeter cette formule, de même que la discrimination culturelle qui identifiait civilisation et Europe, race blanche, positivisme.

La Révolution mexicaine fut une tentative - la plus importante de notre histoire, je crois - pour reconnaître la totalité culturelle du Mexique, convaincu qu'aucune de ces parties n'était sacrificable. Les grandes chevauchées des hommes de Pancho Villa venus du nord et des guerilleros d'Emiliano Zapata, qui venaient du sud, sont une revanche contre la mort du Cinquième Soleil qui tua dans un mouvement l'univers indigène. Le mouvement révolutionnaire de 1910 a fondé un nouveau soleil, le Soleil de la reconnaissance mutuelle, de l'acceptation de tout ce que nous avons été, de la valeur accordée à chacun des apports qui font du Mexique une nation multiculturelle dans un monde lui aussi de plus en plus varié et pluraliste. Ne nous y trompons pas : la Révolution mexicaine a été une véritable révolution. Pour reprendre les mots de l'historien Henrique Florescano, la Révolution mexicaine n'est pas une illusion idéologique de changement, c'est un changement réel qui bouleverse l'État, renverse violemment l'ancienne oligarchie dominante, promeut l'ascension de nouveaux acteurs politiques, et instaure un nouveau temps, le temps de la Révolution.

Ce temps révolutionnaire naît d'une nouvelle blessure : un million de morts en dix années de combats acharnés, une destruction de richesses incalculable. Bon nombre de ces blessures cicatrisent grâce à la réussite majeure de la Révolution : le processus d'auto-reconnaissance nationale, la découverte d'une

continuité culturelle qui a survécu à tous les avatars de l'histoire, mais qui ne se reflète pas encore suffisamment dans l'histoire politique et économique du pays. C'est dans la culture que la Révolution s'incarne : pensée, peinture, littérature, musique, cinéma... Une révolution qui fait taire la voix de la création et de la critique est une révolution morte. La Révolution mexicaine, avec tous ses défauts, n'a pas réduit ses artistes au silence. Nous sommes ce que nous sommes grâce à cette découverte de soi qui s'est produite pendant les années de la Révolution. Nous sommes ce que nous sommes grâce à la prose d'Alfonso Reyes, à la philosophie de José Vasconcelos, aux romans de Mariano Azuela, à la poésie d'Octavio Paz, à la musique de Carlos Chávez, à la peinture d'Orozco, Siqueiros, Tamayo, Diego Rivera et Frida Kahlo... Nous ne pourrions plus jamais cacher nos visages indigènes, métis et européens : tous sont les nôtres. Le miroir de Quetzalcoatl s'est rempli de visages : les nôtres.

Mais le temps de la révolution établit aussi un accord tacite, lequel dit en substance : organisons le pays dévasté par l'anarchie et la guerre. Créons des institutions. Créons des richesses. Créons le progrès, l'éducation, la santé et un minimum de justice sociale. Par ailleurs, en bon scolastiques, préservons l'unité contre la réaction interne, contre les pressions nord-américaines, afin d'atteindre les objectifs de la Révolution. Réalisons le bien commun thomiste au moyen de la hiérarchie augustinienne. Les fidèles - entendez : les citoyens - ne peuvent connaître la grâce divine - entendez : la démocratie - par leurs propres moyens. Voici le pacte : stabilité et progrès, mais sans démocratie et pluralisme. Pourquoi ? Pour nous épargner les dictatures militaires, les trop longs séjours au pouvoir, tous ces facteurs du déséquilibre latino-américain. L'armée respecte les institutions, la présidence aussi. Tous les pouvoirs à César, mais pour six ans seulement, jamais plus. Pas de réélection, comme l'a demandé Madero au début de la Révolution de 1910.

Mais Madero demandait aussi le « suffrage effectif ». Et ce vote plein et entier, transparent, crédible, nous ne l'avons pas eu pendant soixante-dix ans. Nous avons lutté pour l'obtenir : aujourd'hui, c'est une réalité. Que s'est-il passé ? La Révolution, par sa politique de santé, d'éducation et de développement national a suscité de nouvelles classes moyennes, jeunes, laborieuses, et une nouvelle classe ouvrière industrielle. Plusieurs générations de Mexicains ont été élevées dans les idéaux de justice, de liberté, de progrès, de démocratie. Finalement, les enfants de la Révolution ont demandé les derniers fruits de la Révolution : développement économique avec démocratie politique, et avec justice sociale. Ils ne sont pas les seuls : toute l'Amérique latine réclame l'union de ces trois facteurs - démocratie, développement et justice - sans ajournements byzantins, sans sophismes intolérables : démocratie, développement et justice. Ce n'est qu'ainsi que notre grande culture ininterrompue donnera vigueur et stabilité à nos systèmes politiques.

L'année cruciale 1968, la jeunesse mexicaine a demandé démocratie et justice à un appareil officiel devenu sourd, satisfait de soi et implacable dans sa réponse autoritaire. Ne vivions-nous pas le « miracle mexicain » ? Que voulaient-ils, ces jeunes étourdis, lecteurs des philosophes de la destruction - voir Herbert Marcuse - influencés par l'exemple exotique du mai parisien ? Le massacre du 2 octobre 1968 à Tlatelolco, Place des Trois Cultures, a signalé le commencement de la fin pour le système du Parti révolutionnaire institutionnel. Au prix de 300, 500 - un seul suffisait - jeunes cadavres, le Mexique a commencé son renouvellement politique, son *aggiornamento* démocratique - avec un double mouvement, il faut l'admettre, de bas en haut, mais aussi de haut en bas. Aujourd'hui, trente ans après Tlatelolco, nous avons une politique pluraliste : 53 % du pays est gouverné par les partis de gauche, Parti de la révolution démocratique, et de droite, Parti d'action nationale. La chambre des députés est contrôlée par une majorité d'opposition au gouvernement. La liberté critique s'épanouit dans les moyens de communication et, l'année 2000, nous aurons des élections à l'échelle nationale dans lesquelles, pour la première fois, un candidat de l'opposition peut devenir président de la République. Les institutions électorales sont crédibles, le vote est respecté.

C'est un long parcours, donc, depuis l'empire de Moctezuma, l'empire colonial espagnol, la fausse république des tyrans ou la république héréditaire issue de la Révolution. Et pourtant, les problèmes sont là. La révolte indienne du Chiapas, en janvier 1994, a été un avertissement : les oubliés ont demandé à être écoutés. Les dix millions de Mexicains qui appartiennent aux cultures ancestrales du pays posent un problème profond : comment assurer les bienfaits essentiels du progrès - santé, logis, éducation - sans sacrifier les antiques traditions communautaires qui, chez les Indiens, donnent aux gens le sens de leur appartenance, de leur identité ? Avec toute l'Amérique latine, nous partageons ensuite d'énormes problèmes d'injustice sociale, de pauvreté et d'inégalité. Nous sommes 450 millions de Latino-Américains. La moitié - 200 millions - vit ou plutôt survit avec 90 dollars ou moins par mois. Et la moitié de notre population - encore 200 millions - sont des jeunes âgés de 18 ans ou moins.

Un monde est-il tolérable, dans lequel les besoins de l'éducation fondamentale des pays en développement, selon le parti socialiste suédois, pourraient se résoudre avec un investissement de neuf milliards de dollars, tandis que la consommation de cosmétiques aux États-Unis est précisément de neuf milliards de dollars par an ? Un monde est-il tolérable, dans lequel les besoins fondamentaux d'eau, de santé et de nourriture des pays pauvres pourraient se résoudre avec un investissement initial de treize milliards de dollars, tandis que la consommation de glaces en Europe est précisément de treize milliards de dollars par an ? C'est inacceptable, nous disent Federico Mayor, directeur général de l'Unesco, et James Wolfensohn, président de la Banque mondiale. Et dans

un monde qui dépense 800 milliards de dollars par an en armements, on ne peut pas trouver la somme estimée à 6 milliards par an pour donner une école à tous les enfants du monde. Eh bien, un avion de chasse pour une armée latino-américaine coûte autant que 80 millions de textes scolaires.

Les injustices et les inégalités persistantes au Mexique et en Amérique latine se déroulent dans le processus de mondialisation qui, comme le dieu Janus, a une double face. La face positive est celle d'un progrès technique incomparable, la rapidité des communications, l'universalité de l'information, l'impossibilité de cacher comme auparavant les abus des tyrans locaux et, finalement, des pas gigantesques vers la consécration des droits humains comme un fait universel, et les crimes contre l'humanité comme des faits imprescriptibles - comme le démontre le cas Pinochet. Par contre, le visage négatif de la mondialisation, lui aussi, est évident. Les distances entre la vélocité du progrès technologique et le retard de ceux qui sont loin dans la course peut laisser ceux-ci, pour toujours, hors de combat dans l'acquisition des techniques. L'information est abondante, certes. Est-elle pour autant bonne et suffisante? Sommes-nous bien informés, ou seulement trop, mais mal informés? Les capitaux circulent avec une rapidité extraordinaire, mais la majorité d'entre eux, au moins 80 %, sont des capitaux spéculatifs, et seulement 20 % des capitaux productifs. Aussi, un gouffre croissant s'ouvre entre le premier et le tiers monde, et à l'intérieur même du tiers monde, et parfois même à l'intérieur du premier monde, entre la minorité qui a beaucoup, et la majorité qui a très peu, ou rien. C'est le darwinisme global.

Tout ceci s'encadre dans une réalité qui n'a pas trouvé sa légalité. Dans l'ordre international, État, nation, souveraineté, non ingérence, droit international sont des notions en crise. Les empires s'écroulent, les nations se divisent, le droit des plus forts s'impose et, bien au-dessus des vieilles juridictions en crise, un nouveau pouvoir sans juridiction parcourt le monde. Le trafic de drogue, nourri par la consommation dans le premier monde, qui provoque l'offre du tiers monde, qui ensuite est accusé de provoquer le problème, est puni avec la soi-disant certification de certificateurs que personne ne certifie. Alors, comment répondre, au Mexique et en Amérique latine, à ce cosmos qui peut devenir chaos, qu'il est là, qu'il ne va pas s'évanouir? Moi, je crois qu'il n'y a pas de gouvernance globale qui ne se fonde sur la gouvernance locale. Les problèmes globaux ont des solutions locales.

Chez nous, au Mexique, il nous faut combattre la corruption, abattre la criminalité, protéger l'environnement, mais surtout profiter de notre immense capital humain, qui est là, qui nous attend, qui émigre aux États-Unis, mais qui pourrait rester chez nous pour organiser la vie démocratique et productive à partir du village. Les programmes de santé, de communication, de protection de la petite et de la moyenne entreprise, de restauration des forêts, de création

de systèmes de micro-crédit, d'aide mutuelle, d'épargne, d'attraits aux investissements productifs, et surtout d'éducation - sans laquelle tous les autres projets économiques, politiques et sociaux s'effondreront - tout cela requiert, dans un cadre démocratique, l'équilibre entre l'État, le secteur privé et la société civile. Le Mexique et l'Amérique latine ont créé, contre l'anarchie du dix-neuvième siècle, des États nationaux viables. Ils sont devenus, dans la seconde moitié du vingtième siècle, trop grands : pas forts, mais grands, même gonflés. Les politiques de raccourcissement de l'État ont une limite cependant : l'État, un État fort, est plus nécessaire que jamais au Mexique et en Amérique latine - pas en tant qu'État propriétaire, mais en tant qu'État régulateur et normatif.

Les agents économiques du secteur privé n'ont pas encore chez nous la force nécessaire pour se passer de l'État. Mais l'État ne peut pas non plus se passer d'un secteur privé actif, c'est-à-dire non privé d'initiative, ultra protégé, pour occuper les espaces que l'État ne doit ou ne peut pas occuper, mais avec les limites qu'impose la cause sociale. La formule de Lionel Jospin fait fortune dans le monde : nous sommes une économie de marché, mais pas une société de marché. Ce qui donne une valeur énorme au troisième facteur de l'équation pour une bonne gouvernance locale : qu'on passe à une participation effective dans la gouvernance globale. Ce facteur est bien sûr la société civile, les syndicats, les coopératives agraires, les associations de quartier, les mouvements de femmes, de respect des préférences sexuelles, de la protection du troisième âge. Ce sont les groupes et manifestations de la culture qui ont soutenu, comme le décrit l'écrivain hongrois Georges Conrad, la viabilité de la société civile en Europe centrale. Occupons-nous donc des problèmes locaux pour pouvoir participer de façon plus sûre au défi mondial. Le monde change et ne nous attend pas. La guerre froide terminée, les Latino-Américains veulent nouer des relations de plus en plus étroites avec le reste du monde.

Il y a 500 ans, le Vieux et le Nouveau Monde se sont rencontrés dans ce *Mare Nostrum* qu'est la mer des Caraïbes, notre Méditerranée. Et de même que la Méditerranée fut un lieu de rencontre de cultures, dans les Caraïbes, nous avons fondé une civilisation d'ascendance indigène, africaine, européenne, qui parle le français, le néerlandais, l'anglais, l'espagnol, et de nombreux autres idiomes nés sur les navires d'esclaves et sur les plantations. À l'avenir, nos relations avec l'Europe auront l'amplitude que les Européens voudront bien leur donner. Nous savons que nous ne sommes pas en tête de vos priorités, mais l'Europe ne sera jamais l'Europe sans cette partie du monde qui ressemble le plus à l'Europe : le Nouveau Monde des Amériques. Des deux côtés de l'Atlantique, nous sommes responsables d'une certaine idée de l'Europe hors de l'Europe. Nous faisons partie du meilleur que l'Europe a promis au reste du monde, et nous serions tous aussi coupables si l'Europe permettait une nouvelle

fois que l'humanité, la sienne comme la nôtre, se trouve dégradée par des politiques basées sur la peur de l'autre.

Apprenons à vivre avec ceux et celles qui ne sont pas comme toi et moi. Tel sera sans doute le défi le plus sérieux du prochain siècle. Nous serons tous, individus, nations, de plus en plus importants les uns pour les autres. Cependant, nous ne serons efficaces sur le plan international que si nous nous montrons responsables sur le plan national. Il revient à chacun de mettre de l'ordre dans sa propre maison... Jamais dans son histoire l'Amérique latine n'a connu une telle prépondérance des systèmes démocratiques. Si la démocratie reste dans les élections, le parlement, la liberté d'expression, et même la fiscalisation du pouvoir exécutif - toutes choses essentielles et souhaitables - mais si elle n'allie pas la démocratie politique à la justice sociale, au bien-être de la majorité, si la démocratie politique ne se traduit pas en faits concrets en faveur de l'individu - sa famille, son travail, et sa culture - alors, la tentation autoritaire, notre plus vieille tradition politique, peut revenir comme un fantôme menaçant qui nous dit : « moi, l'homme fort, je peux vous donner le bonheur. Ayez confiance en moi ». C'est faux : le bonheur, s'il y en a, nous le trouverons seulement à partir d'une rencontre du mieux que nous avons fait - notre culture multiséculaire - avec ce qui nous reste à faire : une communauté démocratique, une politique productive, économiquement et socialement juste.



CARLOS FUENTES (CLICHE ALAIN MUSSET).

Le Mexique et l'Amérique latine ont une culture sans interruption et millénaire depuis les anciennes civilisations maya, aztèque et quechua, jusqu'à ses manifestations les plus modernes de l'art : la musique, la littérature, l'architecture, la pensée. C'est une culture pour l'avenir, puisque son origine est migratoire ; son signe, c'est la rencontre ; sa force, c'est le métissage. Nous sommes le miroir du XXI^e siècle, son présage. Mesdames et messieurs, nous ne nions pas l'immensité des problèmes, mais la grande culture du Mexique répond par la voix de l'imagination, de la diversité raciale, du pluralisme culturel, de la vocation internationale et de la volonté de création. Voyez dans cette histoire que

résume l'illustre nom d'Alfonso Reyes l'ensemble des visages d'un monde inachevé, d'une histoire encore à faire, d'une création qui ne se repose jamais, car elle n'a pas encore terminé sa tâche. Voyez dans le Mexique un exemple suprême de la vitalité de l'histoire : le passé est présent. Il n'y aura pas de futur vivant avec un passé mort. N'ayons pas peur des contacts entre les cultures : les cultures isolées meurent. Seules les cultures en communication avec d'autres cultures restent en vie. Si nous ne reconnaissons pas notre humanité dans les autres, nous ne la reconnaitrons jamais en nous mêmes. Un nouveau soleil se lève ; il attend de nous qu'au nom de toutes nos cultures, au nom de nos valeurs, nous préservions la valeur suprême qui est la continuité de la vie.

DOSSIER

¿ CUBA SÍ, CUBA NO ?

JANETTE HABEL

HUBERT ESCAITH

HAROLDO DILLA

JULIO CARRANZA VALDÉS, PEDRO MONREAL GONZALEZ,

LUIS GUTIÉRREZ URDANETA

DENISE DOUZANT-ROSENFELD

MARYSE ROUX

DANIEL VAN EEUWEN

MICHEL FORTEAUX

ABILIO ESTÉVEZ

**ESTA REVOLUCION
ES MAS GRANDE QUE
NOSOTROS MISMOS.**

Fidel

AVANT-PROPOS

DENISE DOUZANT-ROSENFELD*,
JANETTE HABEL** & MARYSE ROUX***

Que reste-t-il du socialisme à Cuba dix ans après la chute du mur ? Telle est la question qui se pose de ce côté-ci de l'Atlantique, mais dans l'île elle-même, soumise à la dure « période spéciale » et à l'embar-go renforcé par les lois Torricelli (1992) et Helms-Burton (1996). Quarante ans après la victoire des *barbudos*, qui a parachevé la formation de la Nation (formellement conquise en 1902) par une Révolution sociale radicale, le régime castriste survit en dépit des pronostics de l'« exil cubain » et de ceux des médias décrivant la chronique d'une chute annoncée lors des grandes crises de ces dernières années :

- Le « processus de rectification des erreurs et des tendances négatives », adopté lors du Troisième congrès du Parti communiste cubain en 1986, était destiné à combattre les effets de la glasnost et de la perestroïka mises en œuvre par M. Gorbatchev en Union soviétique.

- La « période spéciale en temps de paix » (plan initialement prévu pour faire face à un blocus naval nord-américain), sorte de « communisme de guerre » décidé dans l'urgence en août 1990, n'a pu empêcher l'effondrement économique, en dépit du « plan alimentaire » adopté pour nourrir la population. Son échec a obligé le gouvernement à légaliser l'usage du dollar et à adopter ainsi les premières réformes économiques marchandes. La crise d'août 1994, dite crise des *balseros*, la plus grave sur le plan politique, pendant laquelle s'est

Photographie n° 5. *Leçon de morale sur un mur de Trinidad : « Ceux qui veulent agir trouvent les moyens, ceux qui ne veulent pas agir trouvent des justifications » CDR (Comité de défense de la Révolution).* CLICHÉ DENISE DOUZANT-ROSENFELD.

* IUFM de Versailles-Université de Paris X. GRAL Toulouse.

** Université de Marne-La-Vallée, CREDAL.

*** Géographe.

tenue une manifestation à tonalité anti gouvernementale, a imposé à Fidel Castro de nouvelles réformes, en particulier l'ouverture des marchés paysans et l'autorisation du travail indépendant.

L'ouverture au marché, la loi favorisant les investissements étrangers (1995) et l'essor du tourisme international ont certes permis un début de récupération économique. Mais ces réformes ont déstabilisé l'équilibre social antérieur, alors qu'un développement économique durable n'est toujours pas assuré. L'avenir du pays est désormais hypothéqué par les incertitudes de l'après castrisme, relançant le débat sur les droits de l'homme évoqué lors de la visite du Pape en janvier 1998 et lors du récent sommet ibéro-américain qui s'est tenu à La Havane en novembre 1999.

Nous proposons dans ce dossier des regards croisés sur cette période, encore peu analysée par les sciences sociales en France alors qu'elle est débattue à Cuba. Nous avons demandé à des chercheurs cubains reconnus grâce à la revue *Cuadernos de Nuestra América*, aujourd'hui interdite de fait, d'exprimer leurs points de vue sur l'évolution de l'économie (Julio Carranza, Pedro Monreal, Luis Gutierrez) et du système politique (Haroldo Dilla). L'écrivain cubain contemporain Abilio Estévez dresse un panorama des tendances culturelles récentes. D'autre part l'économiste Hubert Escaith, qui a collaboré à la rédaction d'un rapport de la Cepal sur l'économie cubaine en 1997, fait également une synthèse des grands problèmes de l'heure. Daniel Van Eeuwen analyse les rapports entre les États-Unis et Cuba sur le temps long, tandis que Michel Forteaux précise les tendances à l'oeuvre au sein de la communauté cubaine exilée aux États-Unis. Denise Douzant-Rosenfeld et Maryse Roux observent en géographes l'évolution de l'agriculture et de l'alimentation. Enfin Janette Habel commence ce dossier en s'interrogeant sur l'hypothèse d'une transition à Cuba et les obstacles qui s'opposent à sa réalisation. Ces trois derniers auteurs ont réuni et traduit les textes présentés.

CUBA DIX ANS APRÈS LA CHUTE DU MUR DE BERLIN

JANETTE HABEL *

« Esto no hay quien lo tumbe, pero tampoco quien lo arregle »
(Soledad Cruz)

LA CÉLÉBRATION à La Havane du Sommet ibéro-américain les 15 et 16 novembre 1999 en présence du roi d'Espagne Juan Carlos et de la majorité des chefs d'État latino-américains (à l'exception de cinq d'entre eux) aura été pour Fidel Castro non seulement une victoire diplomatique mais un triomphe personnel. Au bord de l'effondrement il y a dix ans, abandonné par tous ses alliés du camp soviétique, seul face au vainqueur de la guerre froide, isolé dans son aire géographique naturelle, le castrisme semblait n'avoir plus d'avenir.

Une décennie s'est écoulée et le régime a survécu. Sur le plan diplomatique, il a renoué des relations avec la presque totalité des États à l'échelle internationale. Sur le plan économique, il a légalisé le dollar et s'est engagé dans une nouvelle stratégie faisant une large place aux réformes marchandes, aux investissements étrangers et au tourisme, dont les effets ont été profondément déstabilisateurs pour la société cubaine, peu préparée aux inégalités sociales qu'elle connaît aujourd'hui. Mais, sur le plan politique, rien ou presque n'a changé et la transition vers une économie capitaliste et une démocratie représentative à l'occidentale prévue par de nombreux observateurs ne s'est pas produite. Le « modèle » espagnol n'a pas été opérant en dépit de l'aide et des conseils apportés par Felipe Gonzalez et Carlos Solchaga¹. Pourtant le système hybride actuellement en place peut difficilement s'apparenter à une économie socialiste. Et personne ne peut prétendre que la crise ouverte il y a dix ans est résorbée. S'il y a bien une « transition » en cours, nul ne peut prédire ni son rythme ni son issue.

*Université de Marne-La-Vallée, CREALC, Aix-en-Provence.

L'ethnocentrisme des Européens leur a joué des tours. En identifiant trop vite Fidel Castro et Ceausescu ils ont oublié la spécificité de la Révolution cubaine, son enracinement national et sa légitimité. Le conflit historique qui dressa à l'Est de l'Europe la nation polonaise contre l'empire russe opposa dans l'hémisphère occidental la nation cubaine à l'empire nord-américain. *Last but not least*, on a oublié enfin que les transitions espagnole, chilienne et autres avaient opéré des transitions de systèmes politiques dans des pays à économie de marché, autrement dit des pays dont le système économique et social – quelles que soient les différences et le stade de leur évolution – était commun. Pour ces raisons, la « transition » à Cuba ne pouvait s'apparenter ni à celles de l'Europe de l'Est d'une part, ni à celles d'Amérique latine ou d'Espagne d'autre part.

Enfin la désynchronisation entre les crises à l'Est et la crise cubaine explique que la transition brutale au « tout-libéralisme » dans le cadre de la mondialisation, et la catastrophe sociale que connaît la Russie (un tiers de la population vit avec moins d'un dollar par jour, un million d'enfants sont sans domicile fixe) n'aient pas servi d'exemple, ce d'autant que les malheurs de l'ex-URSS sont largement popularisés par la télévision cubaine.

Restaient cependant deux références possibles, celle de la Chine ou du Vietnam dont la crédibilité tenait aux similitudes relatives entre des pays ayant connu un processus de libération nationale. Lors du cinquantième anniversaire de la République populaire de Chine, le dirigeant du bureau politique, Machado Ventura, a réitéré « l'alignement commun des deux pays dans les rangs du socialisme » (*Granma*, 30/9/99). Au-delà des différences d'échelle et de place sur l'échiquier mondial, c'est là que le castrisme trouva une orientation qu'il sut adapter à ses conditions locales, pourtant fort différentes de l'Empire du milieu. Pragmatique, empirique, Fidel Castro s'inspira des préceptes du Président Mao. Comprenant que le pouvoir se préserve sur le plan politique par le contrôle du parti et de son appareil, Fidel Castro tira les leçons des « erreurs » de Gorbatchev. Il fallait certes ouvrir l'économie, mais dans des limites compatibles avec l'exercice du pouvoir du parti unique dans sa version castriste. Cet exercice périlleux a fonctionné pendant dix ans, au prix d'une crise sociale larvée et de difficultés économiques non résolues. Or, l'heure de l'après-castrisme se rapproche inexorablement. Si la stabilité politique a été la condition de l'ouverture économique, cette stabilité dépend d'un homme qui est la clé de voûte des institutions du pays. Arbitre des conflits, organisateur des pouvoirs, grand maître de la Révolution et dépositaire de la souveraineté nationale, le *lider máximo* n'a pas organisé sa succession, sauf à désigner son frère Raoul Castro, généralement peu aimé et craint, comme son héritier. Dans quelle mesure la stratégie adoptée jusqu'alors, sera encore viable à la mort de Fidel Castro ? Telle est la question.

OU EN EST-ON ?

Certes le régime castriste a survécu. Mais le prix à payer est lourd. Le dollar est roi, quel symbole ! C'est la première victoire politique américaine remportée en 40 ans. Washington en a très vite compris l'importance en mettant en œuvre une tactique développant les contacts *people to people*² conformément au *track two* (la deuxième voie) énoncé dans la loi Torricelli (1992). Pour stimuler les envois de dollars des familles exilées, la Western Union a réouvert ses bureaux de change à Cuba. En effet, le montant des *remesas* atteindrait, selon certaines estimations, près d'un milliard de dollars par an, soit la deuxième source de revenus en devises du pays. La multiplication des voyages de hautes personnalités prépare-t-elle un tournant majeur de la politique nord-américaine ou s'agit-il d'une tactique de déstabilisation ? Dans cette dernière hypothèse, il faut résorber la crise et mettre fin à la « période spéciale » pour y faire face.

Or la question centrale - quel décollage économique et quel développement durable ? - n'est pas résolue. Sensée, selon les discours officiels, durer le temps nécessaire pour que Cuba réoriente ses relations économiques et commerciales internationales, restructure son appareil de production, tout en préservant la possibilité de reprendre la construction du socialisme dès que les conditions le permettraient, la fin de la période spéciale n'est pas en vue. Carlos Lage, vice-président du Conseil des Ministres, affirme que le pays « avance vers un processus de récupération économique ».

Mais l'économiste Julio Carranza estime « qu'en quatre ans de croissance l'économie cubaine n'a récupéré qu'un tiers du produit perdu entre 1990 et 1993. En 1997 la croissance retombait à 2,5 % ; en 1998 à environ 1 %. Même avec une croissance moyenne probable de 2 à 4 % en 1999, elle ne retrouvera son niveau d'avant la crise que vers 2003-2007. Cette crise aura coûté au pays entre 13 et 18 ans de croissance économique. Cela souligne la faiblesse de la réactivation en cours ».

En reconnaissant la propriété privée sur les moyens de production et en ouvrant la porte à la décentralisation des entreprises, à partir de l'élimination du monopole de l'État sur le commerce extérieur, l'État a engagé un processus défini comme une « économie socialiste intégrant des mécanismes d'économie de marché », dont les contradictions n'ont cessé de s'approfondir et de se faire sentir pour le citoyen ordinaire. Celui-ci peut « en regardant autour de lui aisément mesurer la détérioration de la société d'équité qu'il a construite à force de mobilisations et de sacrifices permanents pendant plus de trois décennies », constate Juan Antonio Blanco, directeur du Centre Felix Varela. Les inégalités sautent aux yeux. Les marchés agricoles sont bien achalandés mais les prix des produits vendus sont inaccessibles pour une partie des salariés, alors que les produits de base subventionnés sont de moins en moins nombreux. L'écart entre

la capitale et la région orientale s'est accru, les problèmes d'électricité, de combustible, d'emploi, de logement, d'alimentation en eau potable sont tels qu'ils provoquant l'exode des « orientaux » - surnommés les Palestinos par les Havanais - dans les banlieues insalubres de la capitale.

Dans une enquête menée ces dernières années le chercheur Guillermo Milan montre que « des signes inquiétants de polarisation économique existent. 15 % des personnes interrogées à La Havane se considèrent comme extrêmement dans le besoin, tandis que seulement 4 % affirment ne manquer de rien. Parmi les besoins évoqués par plus de la moitié des sondés on peut mentionner ceux liés à la chute du niveau de vie. Dans l'ordre : salaires insuffisants, coût élevé de la vie, difficultés liées aux transports, au logement. Ensuite viennent les besoins liés à la santé, à la stabilité de l'emploi, au développement professionnel et technique, et chez une personne sur cinq, à la stabilité conjugale [...] Seulement un tiers des personnes interrogées expriment un certain optimisme quant à leur avenir » (Nacla, 1999).

En réalité le régime cubain navigue entre deux écueils : celui d'une économie dominée par le libéralisme où le marché ferait la loi, et celui d'une économie de commandement régie par l'arbitraire bureaucratique. Les contradictions de la voie « médiane » choisie, proche de « l'économie socialiste de marché » chère à Pékin, se font déjà sentir dans une île qui ne possède pas - il s'en faut de beaucoup - les atouts de la Chine (lire les articles de Hubert Escaith et Julio Carranza).

C'est sur le plan des rapports sociaux que les conséquences des réformes sont les plus graves. Il s'agit pour Cuba d'un risque majeur. Face au harcèlement américain, le castrisme a pu résister grâce à deux atouts : les conquêtes sociales et la souveraineté nationale. Or, l'affaiblissement des premières menace la seconde. C'est là que se joue l'avenir du castrisme.

LA RESTRUCTURATION DES ENTREPRISES D'ÉTAT

La réduction des subventions pour les entreprises et l'augmentation des impôts font partie d'une restructuration à long terme de l'économie domestique. Le processus de transformation d'une économie centralement planifiée vers une économie où le marché joue un plus grand rôle est en cours entraînant la rationalisation et le combat pour l'efficacité de l'entreprise publique. Le manque de compétitivité, les problèmes de solvabilité sont au centre des préoccupations. L'heure est au « perfectionnement des entreprises » d'État (nom donné à la restructuration), y compris dans l'industrie sucrière. Dans cette dernière, qui emploie un demi-million de travailleurs, seules devront désormais produire du sucre les centrales capables d'atteindre des coûts de production compétitifs ; qua-

rante-deux centrales sucrières vont être fermées et reconverties progressivement vers la production de dérivés de la canne. La nouvelle ministre des Investissements étrangers, Marta Lomas, a déclaré que l'industrie sucrière « ouvre indubitablement de nouvelles possibilités d'affaires » (Granma International, 10 octobre 1999), indiquant ainsi que la présence d'entrepreneurs étrangers était envisagée.

Réaffirmant la place de l'entreprise d'État comme maillon fondamental de l'économie, Carlos Lage a souligné que la nouvelle loi sur le « perfectionnement des entreprises » est destinée à faire « que l'entreprise d'État soit aussi forte et aussi efficace que la meilleure des entreprises privées » (avril 1998). Dans un long article publié par Cuba Socialista, revue du comité central du parti communiste cubain (PCC) les « principes du perfectionnement » sont exposés en 17 points. Il faut « décentraliser de façon harmonieuse et hautement disciplinée la prise de décisions dans les entreprises » (Chaviano Saldana, 1998). Désormais l'autofinancement étant la règle, l'entreprise doit couvrir ses dépenses grâce à ses revenus et générer des bénéfices. Le « perfectionnement » suppose donc qu'elle soit rentable sous peine d'être fermée. Pour ce faire de nouvelles facultés sont attribuées au directeur général.

Hautement significatif est le nouveau rôle attribué à la Centrale des travailleurs cubains (CTC) le syndicat unique. Pour les auteurs de l'article - fonctionnaires du Groupe exécutif pour le perfectionnement des entreprises - « le syndicat, en impulsant la gestion de l'entreprise (souligné par nous), devient un facteur de l'efficacité économique, et son action a une importance particulière pour obtenir l'appui nécessaire dans le processus de prise de décision et sa réalisation ultérieure [...]. Le rôle des cadres et des chefs dans le système est fondamental car sans chefs préparés politiquement et techniquement le perfectionnement sera impossible. Les chefs doivent être les premiers convaincus de la nécessité du changement vers des niveaux supérieurs d'efficacité. Le bon usage des nouvelles facultés conférées au directeur général de l'entreprise rend possible un scénario approprié pour le changement et permet une plus grande participation à la prise de décisions. Le syndicat en tant que représentant des travailleurs constitue un acteur principal de ce processus, par le fait qu'il aide à la compréhension des principes du système afin de garantir que les objectifs et les buts proposés par l'organisation de l'entreprise soient accomplis » (Chaviano Saldana, 1998 : 23). On ne saurait dire plus clairement que le syndicat doit collaborer avec la direction de l'entreprise publique pour accroître la productivité du travail.

Survivance apparemment anachronique : un conseil de direction composé des dirigeants du parti, de la Jeunesse communiste et de la CTC. Ce conseil doit renforcer les relations entre la direction de l'entreprise, le syndicat, le parti et les Jeunesses communistes afin « d'analyser les problèmes sur la base d'une

philosophie collective » dans la lutte pour atteindre les objectifs communs de la production. Destiné à désamorcer les conflits il est précisé que cet organe consultatif ne doit pas porter atteinte à « la responsabilité personnelle du directeur » car « les chefs ne répondent de leurs actes que devant un seul chef ». Quant aux salaires, ils dépendent des résultats de la production. « On doit gagner plus si les résultats sont meilleurs et moins s'ils sont insuffisants » a déclaré Raoul Castro.

Ainsi de nouveaux rapports sociaux sont instaurés dans l'entreprise où le syndicat devient un agent direct de la direction. Certes, l'organisation syndicale n'a jamais été indépendante, mais elle jouait un rôle d'amortisseur entre les salariés et l'administration dans un contexte où le contrôle de la charge de travail était plutôt laxiste, et où le plein emploi (même s'il pouvait s'agir d'un plein emploi en partie fictif) empêchait la crainte du chômage. Il n'en va plus de même face à un directeur aux pouvoirs renforcés qui administre la force de travail, nomme les cadres de direction, etc., alors que la fermeture de l'entreprise peut signifier la perte de son emploi et la suppression des nombreux avantages en nature (crèches, logements, vacances, loisirs). En effet les fonctions sociales des grandes entreprises d'État ne concernent pas seulement le revenu monétaire. Ajoutons que l'indemnité pour mise en disponibilité est de 60 % du salaire (en pesos) pendant un an (tant qu'on est considéré comme « disponible » et à condition d'accepter après un an les emplois proposés dans l'agriculture ou ailleurs). C'est une somme dérisoire pour un salaire mensuel moyen d'environ 200 pesos par mois, alors que le taux de change officiel dans les Cadecas (Casas de Cambio) oscille autour de 20 à 21 pesos pour un dollar.

Tout ceci relativise les propos des auteurs de l'article lorsqu'ils affirment que « les travailleurs doivent se sentir entourés, compris et convaincus que leurs idées sont nécessaires et qu'elles seront mises en pratique si elles améliorent vraiment l'organisation de l'entreprise »

Mais les rythmes d'application du « perfectionnement » prévus par l'administration centrale de l'État se heurtent déjà à de nombreux obstacles. Alors qu'il était envisagé d'appliquer le système dans 94 entreprises en 1998 et d'atteindre l'objectif de 1 200 entreprises en 2002, la situation en 1999 présente des retards très importants. En octobre 1999, 15 entreprises avaient complété leurs dossiers et cinq seulement étaient autorisées par le comité exécutif du Conseil des ministres à commencer à implanter le système. Constatant les difficultés rencontrées, le responsable du groupe gouvernemental chargé du « perfectionnement » admet que « l'on ne perçoit pas encore la dynamique requise pour faire les études nécessaires et élaborer le rapport final. La participation des organismes ne correspond pas à ce qu'on pouvait en attendre car ce processus impose des changements non seulement pour l'entreprise mais pour son environnement. Le résultat c'est qu'un certain nombre d'entités n'ont pas réus-

si à démontrer la faisabilité économique des mesures proposées par le perfectionnement ». Enregistrant ces difficultés Carlos Lage, secrétaire du comité exécutif du Conseil des ministres, n'a pas manqué de rappeler que les forces armées avaient mis cinq ans pour implanter le système dans 230 entreprises « alors qu'il s'agit aujourd'hui d'un processus qui concerne 3 000 entreprises dans un contexte très différent par rapport à la discipline, la systématité et la rigueur existant dans les FAR » (*Granma*, 19 octobre 1999).

La comparaison avec l'expérience de l'Armée est hasardeuse. Évoquer un « contexte différent » comme le fait Carlos Lage est un euphémisme : comment appliquer à l'ensemble de la communauté des salariés un fonctionnement conçu pour un segment de la société organisé selon les règles d'une discipline particulière, ayant vocation à travailler dans un cadre militaire ?

Le but du « perfectionnement » est de « renoncer aux vices centralisateurs et verticalistes du passé » et de décentraliser la gestion affirment les dirigeants syndicaux. Il s'agit également « de former des entrepreneurs qui, dans le cadre d'une stratégie étatique, développent leur propre créativité, leur autorité, et une autonomie qui leur permettent d'être efficaces et compétitifs, condition fondamentale dans le monde économique aujourd'hui [...] où les éléments de gestion et de direction sont des facteurs de la plus haute importance pour l'efficacité des entreprises » (*Trabajadores*, journal de la CTC, 25 octobre 1999).

Pour les directeurs, la tâche est délicate. Leur rôle accru et leurs responsabilités dans les restructurations peuvent en faire des boucs émissaires auprès des salariés et des fusibles faciles à faire sauter pour le gouvernement, si les choses tournent mal. L'immobilisme ou la passivité de certains d'entre eux reflètent la conscience des risques qu'ils encourent.

La pilule n'est pas non plus facile à faire passer auprès des salariés car, comme l'a reconnu Raoul Castro, « les travailleurs associent de manière erronée le perfectionnement avec la suppression des postes de travail pour les uns et l'augmentation des salaires pour ceux qui restent » (*Trabajadores*, 22 novembre 1999). La détérioration des rapports sociaux et des droits qui en découlent dans un régime qui proclame haut et fort défendre le socialisme ne va pas sans poser problème. Le syndicat, dans un État qui garantissait la satisfaction des besoins élémentaires, pouvait servir de courroie de transmission du parti sans remous majeurs. Il n'en va pas de même lorsqu'il faut gérer les restructurations, même si l'éditorialiste du journal syndical *Trabajadores*, conclut en disant qu'il s'agit « de répondre de la gestion des entreprises devant tous les actionnaires : les 11 millions de Cubains » !

Ancien dirigeant de l'école des cadres du PCC, Dario Machado³ résume clairement le dilemme auquel le gouvernement est confronté : « Une partie importante des politiques économiques appliquées aujourd'hui par l'État révolutionnaire pour sauver l'économie nationale et les conquêtes sociales de la

Révolution Socialiste recrée les bases économiques d'une réarticulation potentielle dans la société cubaine d'un système d'idées contraire aux objectifs socialistes » (*Cuba Socialista*, n° 11, 1998). Autrement dit, la stratégie choisie lamine la base sociale du régime. Pour surmonter ces contradictions, le gouvernement a choisi un « modèle » autoritaire de développement.

Le chercheur Haroldo Dilla (cf. son article dans ce même numéro) explique bien les raisons du grand écart entre l'ouverture économique et le durcissement idéologique et politique : « L'insertion de Cuba dans l'économie mondiale capitaliste et l'adoption d'un nouveau modèle d'accumulation basé sur la surexploitation de la force de travail ne sont possibles que dans un environnement politique sous contrôle » (*Nacla*, 1999) - une assertion qui lui valut d'être sanctionné par les instances du PCC de son lieu de travail, mais qui est au cœur des contradictions de la situation actuelle.

LES CHOIX DU GOUVERNEMENT : GESTION BUREAUCRATIQUE ET DÉVELOPPEMENT AUTORITAIRE

Le problème de l'emploi et de sa rémunération est au centre des débats. Avec la restructuration des entreprises et les « dégraissages » le chômage s'est considérablement accru. Le plein emploi n'est plus qu'un souvenir : selon Hubert Escaith (cf. article dans ce numéro) l'emploi public s'est réduit de 15 % entre 1993 et 1996. La Cepal estime que le chômage - sous emploi et chômage déclaré calculés sur la base des niveaux de productivité de 1989 - atteignait 34,1 % en 1996 (Cepal, 1997 : 188), ce qui équivaut à la nécessité de créer des emplois pour plus d'un million de personnes. Pour le résorber, une certaine latitude fut accordée au début des réformes à l'essor du travail indépendant et à l'initiative privée. Aujourd'hui, les entraves au travail *a cuenta propia* (alourdissement des contrôles et de la fiscalité) ont provoqué une diminution sensible des travailleurs indépendants, de 190 000 à 150 000. Interrogé à ce propos, Carlos Lage, principal responsable de la politique économique cubaine, explique que « la diminution des *cuentalpropistas* résulte de l'amélioration de la situation économique et d'une meilleure organisation de cette activité. Le travail indépendant fut une décision prise afin de compléter certains services ou certaines activités que l'État ne pouvait satisfaire, et parce que c'était une source d'emploi et de revenus pour les travailleurs dans une période de grave crise. Or, aujourd'hui, il y a plus d'ordre et plus d'offres qu'il y a quatre ans. Nous n'avons pas interdit cette possibilité. Concernant les petites et moyennes entreprises, nous sommes en train d'impulser les PME d'État. Mais il doit être clair que nous n'allons pas stimuler la petite propriété privée, mais la propriété étatique » (*El Pais*, 8 novembre 1999).

Le gouvernement estime que les gisements d'emploi existent, surtout dans l'agriculture. Selon lui, c'est la mauvaise volonté de la population qui explique le taux élevé des sans-emploi. Cette analyse est illustrée par un article publié dans *Granma* qui évoque l'importance du chômage dans la province orientale de Las Tunas, où 10 000 habitants en âge de travailler sont sans travail. Précisant que malgré ce chiffre élevé « la province ne fait pas partie des pires et ne dépasse pas la moyenne nationale » (le journaliste ne donne pas de chiffres), l'article précise que les offres d'emploi sont nombreuses dans l'agriculture (canne à sucre, cultures variées, élevage du bétail). Pourtant, ces opportunités ne sont pas recherchées car, constate l'auteur « elles ne sont pas de l'agrément de tous ». L'heure, conclut-il, exige « un changement des mentalités ». Mais le journaliste oublie de mentionner les raisons essentielles du malaise : le décalage de plus en plus mal vécu entre les qualifications professionnelles acquises et les débouchés proposés, la tendance générale à l'urbanisation qui rend de plus en plus difficile le retour à la campagne, tel qu'il est proposé dans des régions éloignées, souvent privées de loisirs, où les communications sont difficiles, enfin et surtout l'attrait du dollar rendant peu attrayant un travail éloigné des centres touristiques.

Le tourisme est en effet devenu le secteur le plus dynamique de l'économie, celui où les emplois « attirent comme du pain chaud » reconnaît la journaliste cubaine Herminia Rodriguez, « au point que l'exode intérieur menace d'autres secteurs vitaux pour la vie sociale où les conditions de travail se sont détériorées, où l'on ne bénéficie ni de la même stimulation financière ni de la même reconnaissance sociale », remarque valable pour l'agriculture, et plus encore pour l'enseignement et la santé, où des augmentations de salaires récentes n'ont pas réussi à enrayer les départs des enseignants et des médecins (*Bohemia*, 24 septembre 1999). « L'industrie sans cheminée » continue à se développer, elle requiert une force de travail éduquée. Herminia Rodriguez cite comme exemple Cardenas, une ville moyenne qui se trouve au cœur du pôle de développement touristique Matanzas-Varadero-Cardenas, qui souffre d'un déficit de 200 professeurs. « Ceux qui sont dedans ne veulent plus partir et ceux qui sont dehors veulent y entrer », commente le sous-directeur de la Direction du Travail de la province de Matanzas. Pour combattre ces déséquilibres, on a mis sur pied un système de formation touristique afin de recruter le personnel nécessaire. Des milliers de travailleurs de la province reçoivent des gratifications en devises ; certains estiment que 60 % de la population de Matanzas voit ses revenus augmenter grâce aux pourboires, aux primes, ou à l'essor du travail indépendant. « Dans chaque pâté de maisons, la fille, le neveu ou l'oncle font vivre le reste de la famille ».

Cette bonne conjoncture se traduit sur le plan commercial par les soldes positifs des *Cadeca*. Mais elle a aussi des effets négatifs : l'augmentation des prix sur

les marchés agricoles et la multiplication des constructions illégales, au point que la direction du parti a mis sur pied une Commission d'inspecteurs chargés de faire respecter le plan de construction prévu dans la zone de Varadero. La pénurie de logement est un sujet particulièrement sensible, compte tenu des problèmes d'eau, d'électricité et du manque d'équipements.

Si les retombées du tourisme ont des effets positifs pour certains, le prix à payer est élevé. La prostitution, la délinquance, la corruption, le trafic de drogue modifient le climat social. Sur le plan économique, Francisco Soberon, président de la Banque centrale, a critiqué « la tendance à donner la priorité sans discrimination à des activités qui génèrent directement des devises, au détriment de celles destinées à fournir des prestations de services ou des produits en monnaie nationale pour la population » (*Granma*, 29 septembre 1999). De plus, même si à Cuba le tourisme est en plein essor, le volume global de voyageurs dans la région Caraïbe n'augmente pas. C'est pourquoi l'île favorise le tourisme multi-destinations pour préserver de bons rapports avec ses voisins, dans une perspective de rapprochement régional. La Havane bénéficie d'un préjugé favorable en matière de sécurité face à la crainte que suscite la délinquance en Jamaïque par exemple.

Mais outre les problèmes intérieurs, les incertitudes et les risques à long terme d'un tel choix ne sauraient être minimisés. D'ores et déjà, le Club Méd. et la chaîne hôtelière espagnole Sol Melià ainsi que le tour opérateur allemand LTU sont menacés par la loi Helms-Burton qui prévoit la possibilité de dénoncer devant des tribunaux américains les entreprises qui investissent à Cuba dans des propriétés considérées comme ayant appartenu à des citoyens américains et expropriées par le régime castriste en 1959. Qu'advient-il dans l'avenir des investissements lourds (et de l'endettement) effectués dans le cadre d'entreprises mixtes en matière d'hôtels et d'équipements? Le développement touristique de l'île a représenté le 1/5e de la totalité des investissements réalisés dans le pays pendant la « période spéciale ». Selon le nouveau ministre du Tourisme, Ibrahim Ferradaz, les pronostics parlent de 7 millions de visiteurs en 2010 (pour 1,7 million en 1999). Ce nouveau défi demandera de 5 à 6 milliards de dollars par an, le total des investissements pourrait donc représenter 12 milliards de dollars, au détriment d'investissements sociaux sans cesse retardés et de la dégradation des services publics (*Granma International*, 10 octobre 1999). Encore gratuits ceux-ci se détériorent de plus en plus, provoquant la démoralisation des enseignants et des médecins face à la chute brutale de leur niveau de vie. Les médecins ne peuvent plus voyager sans autorisation. Le régime voit ainsi s'affaiblir sa base sociale privilégiée.

Ceux qui contestent cette politique économique voient dans le renforcement de la répression le corollaire de l'ouverture telle qu'elle est pratiquée. Depuis 1996, année de l'épuration du CEA, le raidissement idéologique est perceptible.

Le 28 septembre 1998, lors de l'anniversaire des CDR (comités de défense de la Révolution), Fidel Castro réaffirmait la nécessité de consolider l'unité nationale et de mettre l'accent sur « la bataille idéologique », « le développement des valeurs patriotiques et révolutionnaires », la « lutte contre les délits et les illégalités ». « Nous devons être décidés à combattre ces difficultés en utilisant l'argumentation, l'intelligence, les méthodes les mieux adaptées de contrôle, de pression, de persuasion et d'influence sociale. Cette lutte, associée à la bataille idéologique, est vitale pour la survie de la Révolution », déclarait-il alors. Mais ces « méthodes de contrôle et de pression » suscitent un malaise chez les jeunes et les intellectuels victimes de tracasseries administratives, de la censure, de l'interdiction de voyager voire de menaces sur leur emploi⁴. L'absence de perspectives leur permettant de vivre en exerçant leur profession, les entraves tant politiques que matérielles qu'ils doivent supporter les poussent de plus en plus au départ vers le Mexique, la République dominicaine, le Canada ou l'Europe, sans rompre avec le régime mais en attendant des jours meilleurs. 500 000 candidats au départ auraient participé au *bombo*, la loterie organisée par la Section d'intérêts (États-Unis) dans l'espoir de quitter le pays.

UNE STRATÉGIE ALTERNATIVE ? PLACE À L'INITIATIVE PRIVÉE

Des économistes de l'ex-CEA, ont proposé une politique alternative : autoriser les petites et moyennes entreprises privées pour créer des emplois (voir l'article de Carranza et al. dans ce numéro des *CAL*). Pour Julio Carranza, « le problème est double : d'une part des centaines de milliers de personnes se retrouvent sans travail. Il faut leur en trouver un. Les entreprises d'État par exemple sont dans une voie sans issue. Si elles ne sont pas rapidement réformées - ce qui signifie pratiquement licencier près d'un million de personnes - elles ne s'en sortiront pas. L'État, quant à lui, ne peut pas assurer des millions de postes de travail ; le « travail indépendant » non plus. Il y a d'autre part des centaines de millions de pesos et des millions de dollars dans les mains de personnes privées qui ne peuvent pas investir. Permettre à ces gens de créer leur entreprise serait la solution la plus raisonnable, qui créerait en outre beaucoup d'emplois en dynamisant l'économie et en allégeant le poids qui pèse sur le peso cubain. Pour nous, cela n'a rien d'incompatible avec le projet d'une économie socialiste, même s'il est vrai que cela créerait une petite ou moyenne bourgeoisie. Certains secteurs de l'État refusent cette réforme, d'autres l'encouragent ». Faisant écho aux déclarations de Carlos Lage, Carranza situe les termes du débat : ils sont essentiellement politiques. Mais, lui objecte-t-on, comment limiter le pouvoir d'accumulation de la petite et moyenne bourgeoisie ?

Et comment lui interdire de vouloir défendre ses intérêts tant sur le plan économique que politique ? Certains secteurs de l'appareil d'État aujourd'hui investis dans les entreprises déjà autonomes ne seraient-ils pas tentés de se recycler pour leur propre compte ?

Les auteurs rétorquent que ce danger existe déjà, aggravé par l'opacité du système. Or, l'expérience du recyclage de la bureaucratie en Europe de l'Est a démontré quels étaient les risques de rentrer de manière mafieuse dans le marché. Les « camarades investisseurs » évoqués par Haroldo Dilla sont des directeurs d'entreprises gérées selon des critères de plus en plus capitalistes. Déjà dans les rapports de bilan présentés dans certaines assemblées provinciales du parti on dénonce des symptômes de corruption, « derrière les apparences d'une économie efficiente se cachaient des pratiques étrangères à l'organisation d'une entreprise socialiste telles que des rapports marchands illégaux, un maniement frauduleux des ressources, des violations de la politique de l'emploi entre autres »⁵.

UNE ÉGLISE À L'OFFENSIVE

Depuis la visite du Pape, l'Église cubaine, traditionnellement minoritaire, est plus audacieuse. Elle pourrait être le vecteur efficace des idées jugées « contraires aux objectifs socialistes » par Dario Machado. La revue Vitral dirigée par Dagoberto Valdès, membre de la Commission Justice et Paix du Vatican, publie de nombreux articles favorables au développement de l'initiative privée de même que d'autres revues publiées par les diocèses de l'Église Catholique (il y en a environ une vingtaine). Il dénonce « l'autre secteur dont les Cubains sont exclus, celui des entreprises : les étrangers peuvent investir à Cuba et créer des entreprises avec l'État ou seuls, ou avec d'autres étrangers mais pas avec les Cubains. Les nationaux ne peuvent pas investir même s'ils en ont les moyens, ni former des entreprises mixtes dans leur propre pays, ni même embaucher des gens dans un petit commerce, sauf s'ils sont de la famille ». L'Église n'a guère de mal à dénoncer les incohérences et les injustices de la politique économique. Dans un autre article intitulé « Pourquoi sommes-nous des exclus dans notre propre pays ? », Dagoberto Valdès proteste contre les discriminations sociales et économiques dont souffrent les Cubains. Soulignant l'impossibilité pour eux d'avoir accès pendant l'été aux centres touristiques opérant en dollars il dénonce le fait que « les lois du marché déterminent si nous les Cubains pouvons ou ne pouvons pas avoir accès aux centres de loisirs de notre propre patrie. La priorité n'est pas la personne, n'est pas le Cubain, ni le droit égalitaire aux loisirs, mais l'économie, le dollar, le premier venu quel qu'il soit, pourvu qu'il ait des devises ».

En répondant à cette mise en cause, Carlos Lage a confirmé l'existence de restrictions dans la fréquentation des installations touristiques selon les « mérites » des individus. Évoquant le besoin de devises et les « sacrifices nécessaires » au développement du pays, le vice-président cubain a précisé que l'accès restreint aux installations touristiques disponibles se faisait en fonction d'une « formule socialiste de distribution ». Ce sont les organisations de masse qui évaluent les mérites des uns ou des autres et c'est en fonction de ces critères, « et non pas en fonction du pouvoir d'achat des individus » qu'est octroyée la possibilité de séjourner dans les hôtels, auxquels accèdent selon le dirigeant cubain environ 500 000 cubains par an (*El Nuevo Herald*, 31 octobre 1999).

Vitral n'hésite pas non plus à aborder un sujet plus sensible : celui des entreprises mixtes. L'absence de conventions collectives, les bas salaires dans les *joint ventures* gérées selon des critères capitalistes ont été critiqués par le Secrétaire général adjoint de la Centrale latino-américaine des travailleurs (CLAT). En effet, l'embauche passe nécessairement par une agence de l'État dont les critères de sélection sont contestés. Les salaires payés en dollars à l'État par les entrepreneurs sont reversés en pesos aux salariés. Un règlement disciplinaire interne établit « les normes de comportement et la discipline du travail » que les employés des sociétés mixtes doivent observer « afin d'assurer les niveaux de production planifiés avec une augmentation constante de la productivité du travail ». On citera parmi les interdictions signifiées aux salariés :

- Toute demande « à la partie étrangère de littérature, de matériel, de certains de ses composants, des instruments et d'autres articles pouvant bénéficier au personnel » (article 4 du règlement⁶).
- L'interdiction pour le personnel de rentrer dans l'entreprise en « portant des appareils photographiques, des magnétophones, des caméras vidéo, ou tout autre matériel similaire sans autorisation correspondante » (Art. 8-ch).
- Le fait de réaliser des actes « qui ne soient pas conformes à la morale collective et aux normes de convivialité de la société » (art.11-k).

La non-observance de ces interdictions constitue une violation de la discipline du travail passible de sanctions qui peuvent aller jusqu'au renvoi à l'unité employeuse (Agencia Empleadora) par la société mixte si le travailleur a eu « un comportement inadéquat, délictuel ou non, portant préjudice au prestige que tout travailleur de la Société doit posséder » (article 15-d). Ces indications figurent dans un code d'éthique annexé au règlement disciplinaire.

Ce code d'éthique prévoit que les travailleurs doivent :

- « agir conformément aux intérêts de notre société »,

- « combattre toute manifestation ou pratique individualiste négligente et/ou irresponsable contraire aux objectifs économiques et sociaux du travail développé »,
- « maintenir une scrupuleuse discrétion sur les affaires qui font l'objet de son attention et les raconter seulement à qui de droit ».

Face à cette discipline rigide, quel est le rôle de l'organisation syndicale et de quels moyens de défense disposent les salariés ? Responsable, avec la sous-direction des ressources humaines de la société mixte, de la diffusion du règlement interne, le syndicat peut aux côtés de la direction « accorder des stimulations et des distinctions morales et matérielles aux travailleurs » de même que le parti et l'UJC (article 21), ou renvoyer un employé (Article 15-d). L'organisation syndicale n'apparaît pas comme un instrument de défense des salariés.

De quel recours ceux-ci disposent-ils ? L'article 18 du règlement précise qu'en cas de désaccord avec une mesure disciplinaire le travailleur peut protester auprès de l'organe de justice professionnel de base (OJLB) de l'unité employeuse, dans un délai de 7 jours. Mais lorsqu'il s'agit des mesures disciplinaires imposées par la société, un représentant de la Direction et de l'Organisation Syndicale sera intégré à l'organe qui règle le conflit (art. 18). Le travailleur peut ensuite faire appel de la décision.

Dans une conjoncture où l'emploi est menacé alors que le dollar est un privilège, l'embauche dans une « mixte » est encore plébiscitée, même si les conditions de travail sont dures. Mais à terme le contraste entre la réalité du rapport salaire/exploitation et le discours égalitaire sur le socialisme pourrait être conflictuel. La CTC pourrait voir contestée sa pratique co-gestionnaire dans les entreprises mixtes. Comme toutes les autres organisations politiques ou de masse, elle est déjà déstabilisée par la fracture sociale que l'Église ne cesse de dénoncer. Seule institution indépendante du pouvoir, l'Église peut compter sur les relais internationaux du Vatican. Liée à l'Église nord-américaine, elle pourrait jouer un rôle de médiateur dans l'avenir

UNE LÉGITIMITÉ QUI S'EFFRITE

Plus encore que la CTC, le PCC et les Jeunesses communistes subissent de plein fouet les conséquences des choix économiques et des contradictions qui en découlent. Or, le PCC est la colonne vertébrale de l'État. « Tout le monde doit se perfectionner », le parti en premier lieu (*Granma*, 27 Octobre 99). Il devient difficile en effet pour les cadres du PCC désorientés de suivre une arlésienne idéologique qui fluctue au gré de la progression des réformes marchandes. Les difficultés de recrutement et de fonctionnement du parti sont à

l'origine des réunions organisées par Raoul Castro, deuxième Secrétaire en titre. Pour préparer l'appareil politique du parti-État aux bouleversements à venir on multiplie les appels incantatoires au « perfectionnement » des entreprises, du PCC, et même de l'Armée dont le fonctionnement n'est plus adapté à la nouvelle situation. Mais ce « perfectionnement » n'est conçu que comme une simple adaptation de forme ou de style. La question centrale reste la séparation du parti et de l'État dont la symbiose historique a eu des conséquences très négatives. Cette séparation suppose une refonte institutionnelle mettant fin au monopole du parti défini dans la Constitution comme ayant un « rôle dirigeant » dans la société, pour instaurer un État de Droit. Un tel changement n'est pas à l'ordre du jour. La campagne menée par Raoul Castro et Machado Ventura (considérés comme les piliers de l'organisation) afin de réduire les tâches administratives assumées indûment par le parti à d'autres objectifs : le parti doit se consacrer aux tâches politiques et idéologiques au sein de la population. Pour le deuxième secrétaire, il s'agit de modifier l'intervention du PCC compromis dans la gestion administrative, en lui permettant de retrouver un rôle d'impulsion politique qu'il a perdu. Une situation d'autant plus préoccupante que les Jeunesses communistes connaissent de grandes difficultés liées à la désaffection des jeunes pour le militantisme politique. Dans certaines provinces un militant de la JC sur deux en âge d'adhérer au parti ne le rejoint pas. « *No hay futuro* », disent-ils.

Les activités illégales n'épargnent pas les militants du parti. Or, même si les gaspillages bureaucratiques sont masqués, la lutte contre la corruption est indispensable si l'on veut préserver la crédibilité du discours égalitaire. Citant les vols réguliers de ciment dans une entreprise à Santiago Raoul Castro s'est interrogé sur le fait que le parti n'a pas fait face « alors que la cellule du parti sait tout ce qui se passe sur le lieu de travail ». Force est de reconnaître que, dans la plupart des cas, « lorsqu'il a fallu expulser des militants qui avaient participé à des vols, à des actes de corruption et autres violations graves, ces faits n'ont pas été pris en charge par les organisations de base mais à partir d'enquêtes et de contrôles policiers », a dû admettre le deuxième secrétaire qui a dénoncé « les difficultés qui entravent le processus d'investissements à tous les niveaux, du fait de retards inexplicables dans les livraisons, l'achèvement des ouvrages etc. ». De manière inhabituelle, Raoul Castro a mentionné l'influence néfaste du modèle et des méthodes des pays de l'Est qui connurent une fin tragique (*Granma*, 5 octobre 1999).

Comment faire en sorte que le parti stimule l'efficacité économique, alors que souvent la logique marchande se heurte à l'incompétence bureaucratique ? Même si l'appareil du parti-État reste le pilier du régime et si sa place reste importante dans la vie économique, son rôle n'est plus le même dans les entreprises :

le « perfectionnement » n'est pas compatible avec un « parti administrateur ». La place est aux gestionnaires efficaces.



PHOTOGRAPHIE N°6. SLOGAN SUR UN MUR DE TRINIDAD : « À CUBA, IL N'Y AURA PAS DE TRANSITION VERS LE CAPITALISME ! » (CLICHÉ DENISE DOUZANT-ROSENFELD).

Renforcer un appareil partidaire qui est au cœur des institutions, tout en limitant ses prérogatives économiques : telle est la quadrature du cercle que le pouvoir doit résoudre. À court terme, l'arbitrage de Fidel Castro peut s'exercer tant bien que mal. Une fois le leader historique disparu, nul ne sait quel type de compromis institutionnel pourrait être mis en œuvre. Même si une direction collective se mettait en

place, comme en Chine après la mort de Mao, ou au Vietnam après celle d'Hô Chi Minh (hypothèse hasardeuse car Cuba est plus vulnérable de par sa situation géopolitique), les risques d'instabilité seraient sérieux.

Le discours des dirigeants du PCC témoigne des difficultés à retrouver une cohérence politique. L'armature institutionnelle du pays est fragilisée. Face aux difficultés du PCC et des organisations populaires, l'Armée subit, elle aussi, le poids de l'insertion dans les affaires et la corruption ; faute d'entraînement militaire (par manque de moyens) elle est depuis 10 ans investie dans la production. Elle aussi doit connaître « un perfectionnement profond et global », reconnaît Granma (21 octobre 99). Les officiers des FAR n'ont plus le même prestige qu'auparavant. Ils apparaissent souvent comme un groupe privilégié, grâce à leur participation aux joint-ventures, notamment dans le tourisme⁷.

À la différence des Forces Armées qui furent très populaires, le ministère de l'Intérieur (Minint) ne l'est pas. Son renforcement est à l'ordre du jour et le recrutement de nouveaux policiers réclamé par Fidel Castro en Janvier 1999 est en cours. Dans la capitale, c'est le mouvement syndical qui en est chargé. Le 15 Septembre 1999, plus de 10 000 personnes, dont 7 000 salariés, avaient été interrogés en vue de leur embauche. Mais ces nouveaux policiers, dont les salaires ont beaucoup augmenté, n'ont plus grand chose de commun avec la Révolution. Leur mission : lutter contre la délinquance et la dissidence comprises au sens large - il s'agit en fait un corps répressif traditionnel prêt à intervenir en cas de crise.

LES USA : « LA GUERRE EST FINIE » ?

Les succès diplomatiques compensent-ils l'affaiblissement de la légitimité du régime ? La visite des rois d'Espagne à Cuba, l'un des « clous » du Sommet

ibéro-américain, a été commentée par l'écrivain Abilio Estevez⁸ : « Le Cubain dont la vie est une dure bataille sans cesse renouvelée n'a que faire de la visite des Rois d'Espagne à Cuba. Pour ce Cubain, ceux qui se promènent dans les anciens palais n'ont pas d'importance. Il a déjà assez à faire en luttant pour sa subsistance et pour sa survie [...]. Alors qu'il n'y a presque pas de bus, et qu'il souffre des coupures de courant, du manque de médicaments, des téléphones qui ne marchent pas, il doit faire ses courses avec des dollars qu'il ne possède pas, manger sans plaisir, sans pouvoir planifier un séjour à Varadero ou sur une autre plage. Le Cubain exténué n'a d'autre choix que de fermer les yeux face à une réalité opaque dont les clés lui échappent et à laquelle il se sent de plus en plus étranger », conclut Estevez (*El País*, 30 octobre 1999). Des propos qui traduisent bien le sentiment populaire face à un discours politique qui apparaît déconnecté de la réalité quotidienne.

Les réalisations de prestige de Fidel Castro, telle l'école latino-américaine de médecine, suscitent des commentaires amers : « ils feraient mieux d'assurer le ramassage des ordures dans La Havane », commente un chauffeur de taxi, « et de distribuer des médicaments dans les hôpitaux », dit un médecin. Le match de base-ball Castro-Chavez, et les promesses potentielles d'un axe La Havane-Caracas (le leader vénézuélien s'est engagé à faire bénéficier Cuba des avantages pétroliers du Pacte de San José) ne dérident pas le Cubain moyen.

Comment la politique américaine évolue-t-elle dans ce contexte ? Pour Washington, le régime n'a que deux possibilités : soit approfondir l'ouverture économique en minant la base idéologique du système, soit choisir le statu quo et l'aggravation des difficultés économiques, provoquant ainsi le mécontentement populaire. Le changement est donc inéluctable, il suffit de le préparer au mieux des intérêts américains.

Les échanges se multiplient. Aux vols directs entre la Floride et La Havane s'ajoutent, depuis décembre 1999, des vols directs New-York-La Havane. Le voyage du Président de la Chambre de commerce des États-Unis, Tom Donohue, en juillet 1999, déclarant qu'un nouveau chapitre s'était ouvert dans les relations entre son pays et Cuba, a été suivi, en octobre, de la première visite d'un gouverneur nord-américain depuis 1959 - le républicain George Ryan de l'Illinois - affirmant que « les préconditions ont été établies pour mettre fin à l'embargo » imposé par les États-Unis.



PHOTOGRAPHIE N°7. « PAINS DE PARIS », CHAÎNE DE BOULANGERIES D'ÉTAT EN DOLLARS - ICI, BOUTIQUE DANS LE QUARTIER DU VEDADO, LA HAVANE (CLICHÉ D. DOUZANT-ROSENFELD).

L'impatience des entreprises américaines, mécontentes de laisser le champ libre à leurs concurrents européens, est contrecarrée par la force du lobby cubain au Congrès. Il y a, à Miami, des entrepreneurs et des capitaux cubains prêts à apporter leur expérience à un secteur privé libéré de ses entraves. Mais cette bourgeoisie, financièrement puissante, est animée d'une volonté de revanche. Elle attend son heure - la chute du castrisme - et veut récupérer ses biens.

Cependant l'exil n'est pas homogène. D'autres secteurs plus modérés ont une autre orientation. Ils misent sur leurs alliés potentiels dans l'île : les gestionnaires et les technocrates pour qui l'ouverture au marché international est irréversible et le retour au capitalisme aussi. Pour ces derniers, les inconvénients du marché sont préférables à la gabegie bureaucratique. Mais pour mener à bien cette transition et désamorcer les tensions sociales qui en découlent, ils savent qu'ils auront besoin de l'appareil politique du PCC. Telle est la thèse de Haroldo Dilla. Or, l'appareil du PCC sait qu'il a peu d'avenir dans une Cuba capitaliste. Aussi est-il vraisemblable qu'il cherchera à se maintenir au pouvoir par tous les moyens (l'analogie avec le PRI mexicain est sur ce plan assez pertinente). Ainsi, à l'interrogation d'un éditorial de la revue *Vitral*, « Vers la réconciliation nationale ? » (*Vitral*, juillet août 1999), l'éditorialiste du *Journal de la CTC Trabajadores* a-t-il répondu clairement : « *No hay olvido* » (*Trabajadores*, 20 septembre 1999).

C'est d'une rupture au sommet de l'État que pourrait venir la crise, une fois Fidel Castro disparu. Ce dernier est le seul à pouvoir préserver une apparence de cohésion au sein d'une hiérarchie dont les intérêts se différencient de plus en plus. C'est ce moment que Washington prépare patiemment, suivant les recommandations du Foreign Relations Council : « Les États-Unis ont tiré des leçons des transitions [d'Europe de l'Est]. Cette expérience leur permet d'approcher Cuba aujourd'hui avec plus de flexibilité que par le passé. Parmi les fonctionnaires qui servent aujourd'hui le gouvernement cubain certains pourront très bien faire partie d'une transition démocratique demain. En vérité, encourager et donner les moyens aux partisans du système actuel d'adopter une transition démocratique et pacifique ferait avancer de manière significative les intérêts américains et cubains dans la région » (Aronson et Rogers, 1999) Sauf si Miami joue les trouble-fêtes !

Notes

- 1 Respectivement ancien Premier ministre et ministre de l'Economie espagnols.
- 2 Bill Clinton, 5 janvier 1999.
- 3 Membre du comité central, ancien dirigeant du PSP, idéologue qui joua un rôle central dans la lutte contre les « idées contraires aux objectifs socialistes » des chercheurs du *Centro de Estudios sobre América* (CEA) en contribuant à leur limogeage. Il est aujourd'hui directeur du CEA, qui n'a qu'une existence fictive.
- 4 C'est le cas du chercheur Haroldo Dilla après la publication de son article.
- 5 Assemblée provinciale du PCC à Villa Clara (*Granma*, 9 novembre 99).
- 6 Le règlement intérieur cité que nous avons en notre possession concerne une entreprise mixte installée à Cuba, qui nous a demandé de respecter son anonymat.
- 7 L'étude des FAR mériterait de plus longs développements, impossibles dans le cadre de cet article.
- 8 Auteur de *Ce royaume t'appartient* (Grasset, Paris 1999). Voir son article dans ce numéro des *Cahiers des Amériques latines*.

Bibliographie

- Aronson, Bernard W. and William D. Rogers, 1999, « U.S.-Cuban Relations in the 21st Century », *Foreign Relations Council*, Janvier 1999.
- CEPAL, 1997, *La economía cubana*. Mexico, Fondo de Cultura Económica.
- Chaviano Saldana, Noel et Grisel Tristà Arbesù, 1998, « El perfeccionamiento empresarial sus principios », dans *Cuba Socialista*, n° 11.
- NACLA, 1999, *Report on the Americas*, mars avril.

RÉSUMÉ - RESUMEN

Dix ans après la rupture des liens avec l'URSS et le Comecon, le régime castriste a survécu. Mais l'ouverture économique et les réformes marchandes, pourtant appliquées de manière lente et graduelle, ont eu des effets profondément déstabilisateurs sur la société cubaine. La légalisation du dollar, la montée des inégalités, la difficile restructuration du secteur d'Etat et la montée du chômage érodent la base sociale du régime instauré il y a 40 ans. L'ouverture économique entraîne un affaiblissement du Parti-Etat alors que les incertitudes de l'après castrisme hantent les esprits. Les États-Unis comptent sur cette perte de légitimité pour assurer une transition en douceur, quitte à recycler les élites issues du castrisme.

Diez años despues de la ruptura con la Unión soviética y el Comecon, el regimen castrista a sobrevivido. Sin embargo, la apertura económica y las reformas mercantiles, aunque lentas y graduales, tuvieron repercusiones desestabilizadoras en la sociedad cubana. La legalización del dólar, el crecimiento de las desigualdades, la difícil reestructuración del sector público y el auge del desempleo erosionan la base social del regimen instaurado hace 40 años. La apertura económica debilita el Partido de Estado, cuando las incertidumbres del post-castrismo provocan inquietudes. Los EE-UU quieren sacar provecho de esta pérdida de legitimidad para asegurar una transición pacífica, incluso si tienen que reciclar las élites formadas por el castrismo.



CUBA PENDANT LA « PÉRIODE SPÉCIALE » : AJUSTEMENT OU TRANSITION ?

HUBERT ESCAITH*

L'ÉTUDE des économies dites « en transition » a soulevé un intérêt particulier au cours des dernières années. Les défis posés par la transformation de systèmes centralement planifiés à des économies de marché, puis l'étude des avancées, des difficultés et des échecs qui ont jalonné cette mutation en Asie et en Europe orientale ont alimenté une vaste littérature, tant d'ordre prescriptif que descriptif. Le cas de Cuba reste un peu à part dans ce panorama, non que cette expérience n'ait été source de nombreuses publications, en particulier en Amérique du Nord, mais peut-être parce que la spécificité géopolitique du « cas Cuba » — ultime point chaud, avec la Corée du Nord, de la Guerre froide — ainsi que le manque d'information statistique ont favorisé des analyses plus politiques que techniques. Cependant, l'étude de cet exemple d'ajustement et de mutation économique présente un intérêt qui va au-delà de l'aspect géopolitique : l'isolement international que subit Cuba en raison de l'embargo américain l'a obligé à rechercher des solutions originales à des problèmes d'ordre économique et financier qu'ont à confronter beaucoup de pays en voie de développement dans leurs programmes de stabilisation et d'ajustement structurel.

Cet essai reprend les principales caractéristiques du modèle cubain afin d'expliquer les conséquences macro et microéconomiques de la crise de 1989. Sont analysées ensuite dans le corps de l'article les stratégies originales d'ajuste-

Photographie n°8. *Sortie de l'école à Oriente* (Cliché Denise Douzant-Rosenfeld).

* CEPALC. Les opinions présentées dans cet article n'engagent que leur auteur et non pas son institution.

ment structurel et de stabilisation mises en place, avant d'esquisser un bilan du processus actuel et d'ébaucher quelques conclusions sur ses perspectives et ses limites.

Quelques remarques préliminaires s'imposent afin de préciser les limites de l'analyse que nous présentons, en particulier concernant les données statistiques disponibles. Jusqu'en 1989, les comptes nationaux du pays étaient élaborés selon le principe du produit matériel. Après une période de silence, en 1996 les autorités annonçaient officiellement le passage à la méthodologie internationale du système de comptes nationaux. Cependant, de l'aveu même des responsables des comptes nationaux, entre 1989 et 1993 le système de suivi de l'information économique a été partiellement démantelé faute de ressources. Ce qui en reste ne couvre pas ou mal les nouveaux secteurs d'activité autorisés.

L'existence de fortes disparités de prix entre les différents segments du marché, la dualité du taux de change et l'importance des revenus non salariaux compliquent encore l'interprétation des grandeurs monétaires. Les conventions et particularités de la comptabilité publique à Cuba rendent malaisée l'interprétation des soldes budgétaires, situation d'autant plus grave que le secteur public représente la majorité des transactions internes. Les considérations politiques influent aussi sur la publication des statistiques officielles. En tout état de cause, les chiffres illustrent plus une orientation qu'ils ne mesurent précisément une situation et les données en volumes paraissent plus fiables que les données en valeur.

LE MODÈLE ANTÉRIEUR D'INSERTION INTERNATIONALE

La révolution de 1959, la rupture au début des années soixante des relations commerciales avec les États-Unis, le rapprochement avec l'ex-URSS et finalement l'intégration au sein du Comecom en 1972 ont conditionné le développement de l'île. En effet, au cours de la Guerre froide Cuba a bénéficié d'une aide économique considérable, en particulier grâce à des conditions très favorables pour les termes de l'échange avec le Comecom et des facilités de crédits non remboursables de facto. Ainsi, l'ex URSS achetait le sucre cubain à des prix très supérieurs aux cours internationaux, et ses exportations de pétrole vers l'île incluait un fort composant de subvention implicite. La subvention pétrolière était d'autant plus appréciable que Cuba recevait plus de pétrole que nécessaire et pouvait réexporter vers des pays tiers le supplément, faisant payer le prix international cette fois-ci. La revente de pétrole permettait de financer en partie les importations de pays non socialistes.

L'insertion commerciale dans le Comecom a induit un double mouvement d'ouverture de l'économie et de spécialisation dans le cadre des échanges avec bloc socialiste. Entre 1985 et 1990, les exportations représentaient plus de 30 % du PIB et les importations 37 % de la demande interne. Les produits pri-

maires exportés étaient peu diversifiés (sucre, agrumes, tabac et nickel), en l'échange de quoi l'île couvrait avec des importations une grande partie de ses besoins en alimentation, combustibles et biens d'équipement.

L'aide soviétique directe et indirecte (subventions des prix, donations et financement du déficit commercial, aide militaire) est difficile à chiffrer. Les estimations fluctuent selon les auteurs et les définitions, entre 10 – 15 % du produit social brut de 1978 à 1986 (Cardoso et Helwege, 1992) à 22 % du revenu disponible (Pastor et Zimbalist, 1995). Grâce à ces transferts, l'économie du pays a pu connaître une phase de croissance soutenue entre 1972 et 1985, de l'ordre de 6 % annuel soit 2,3 points de plus qu'entre 1950 et 1971. En 1985, le produit avait atteint un niveau 60 % supérieur à ce qu'aurait impliqué une simple extrapolation de la tendance pré-Comecom (voir figure n°1). Les premiers signes d'essoufflement commencent à se faire sentir dès 1986, année où l'île du suspendre le service de sa dette externe et remettre en cause son système de gestion et contrôle économique.

L'absence de contraintes financières a aussi créé de mauvaises habitudes. Le budget central constatait les ressources et emplois nécessaires à la réalisation du plan au niveau territorial compétent et le solde déficitaire éventuel se monétisait par émission de la Banque nationale de Cuba (BNC), qui remplissait, entre autres, les fonctions de banque centrale. Les besoins de financement émanant des entreprises publiques résultant d'opérations validées par le Plan, la BNC avançait les fonds automatiquement, assurant aux entreprises le bénéfice d'une restriction budgétaire non contraignante qui n'incitait pas à la recherche de l'efficacité.

Sur le plan microéconomique, les relations privilégiées avec le bloc socialiste se sont traduites par une série de coûts et de handicaps. En particulier, les technologies importées, intensives en énergie et lourdes en capital, étaient inadaptées aux conditions cubaines. En conséquence, le coefficient capital/produit de cette économie à la fin des années 1980 est de l'ordre de 5, soit le double d'une économie latino-américaine comparable. L'efficacité marginale du capital s'est encore vue affaiblie par des problèmes de gestion productive, en particulier du travail et des approvisionnements. Dès 1980, on note de sérieux problèmes d'absentéisme (d'un taux moyen de 11 %) et la moyenne des salaires croît plus vite que la productivité. Ces dérapages entraînent en 1986 la mise en place d'une campagne de « rectification des erreurs ». Les entreprises dépendant de l'armée (Minfar) obtiennent pour la seule année 1987 une augmentation de 27 % de la productivité, en flexibilisant l'organisation de la production et la fixation des salaires. Mais ce furent les seules à vraiment entreprendre une réforme de leur gestion.

L'aide soviétique et l'organisation socialiste de l'économie ont aussi facilité la mise en place à Cuba d'un système social sans comparaison en Amérique latine,

à telle enseigne que l'on a pu parler d'un pays avec une structure productive du Tiers monde et une couverture sociale de pays développé. Les secteurs éducation et santé furent particulièrement privilégiés. Le budget social enregistré dans les comptes de l'état représentait 25 % du produit intérieur à la fin des années 1980 (Cepal 1997), auquel il faudrait ajouter les prestations offertes directement par les entreprises. Ces chiffres sont considérables si on le compare aux dépenses sociales d'autres pays d'Amérique latine (7 % du PIB) ou des Caraïbes (10 %). En termes de couverture médicale, d'espérance de vie et d'éducation, la population cubaine se situe dans le groupe de tête des pays latino-américains.

Le système de pension est aussi particulièrement généreux, considérant le niveau de développement du pays et la productivité moyenne des actifs. L'âge normal de la retraite est de soixante ans pour les hommes et de 55 ans pour les femmes, mais les retraites anticipées pour cause d'invalidité et de veuvage représentent une majorité des pensionnés (Cepal, 1997). Son coût annuel avant la crise de 1989 était d'environ 5 % du PIB, financé par une contribution des entreprises (14 % de la masse salariale) et complété éventuellement par un apport de l'État.

Par contre, la situation du logement et des autres services à la population a laissé à désirer. Le parc de logements s'est détérioré, en particulier dans les grandes villes, et son entretien a souffert des pénuries chroniques de matériaux de réparation et des lenteurs bureaucratiques. L'analyse économique ne peut ignorer non plus le coût en capital humain que représente l'exil d'une partie importante de la population. Les chiffres officiels font état de 716 000 émigrés entre 1959 et 1989 (Figueras, 1994) et on estime le nombre des seuls cubains vivant aux États-Unis à plus d'un million, soit 10 % de la population de l'île.

LA CRISE DE 1989 ET SES CONSÉQUENCES MACRO ET MICROÉCONOMIQUES

Avec la fin du bloc soviétique, disparaissent pratiquement 80 % des marchés d'exportation et des sources d'approvisionnement de l'économie. Le choc commercial se double d'un choc financier avec le tarissement de l'aide – directe et indirecte – et du financement externe soviétiques, dont les effets conjugués représentent un manque à gagner équivalent à un quart du produit intérieur. La réorientation forcée du commerce vers d'autres marchés implique une détérioration des termes de l'échange commercial de l'île évaluée à 33 % entre 1990 et 1993 et la perte de 700 millions de dollars de financement externe (Cepal, 1997).

Cependant, si Cuba a souffert économiquement de la fin de la Guerre froide, elle n'a pas bénéficié des dividendes de la paix. L'île est interdite de financement multilatéral à cause de l'embargo des États-Unis et reste coupée du financement international depuis le moratoire de sa dette avec le Club de Paris (1986). Dans ces conditions, sa seule capacité d'importation réside dans les

ventes à l'exportation et les transferts unilatéraux. Or, en quatre ans, le volume des exportations se réduit presque de moitié (47 %), ce qui, ajouté au choc de prix relatifs lié aux termes de l'échange, implique une chute de 65 % du pouvoir d'achat des exportations. En l'absence d'un financement relais, les importations sont réduites au strict minimum. Entre 1989 et 1993, elles passent d'un peu plus de 8 milliards de dollars à 2 milliards, soit une chute moyenne de 29 % par an. Les ressources en devises vont en priorité aux achats de pétrole et d'aliments. Ces derniers n'en baissent pas moins de moitié entre ces deux dates (520 millions de dollars en 1993, contre un peu plus d'un milliard en 1989), alors que les achats de pétrole baissent de 70 %. Les rubriques les plus sévèrement touchées sont les importations de produits intermédiaires, machines et équipement, qui diminuent de 85 % entre ces deux dates.

La crise externe est aussi un révélateur des déficiences micro-économiques et des rigidités structurelles de l'appareil productif. Même le secteur agricole et agroalimentaire n'échappe pas à la règle, avec ses entreprises surdimensionnées, extrêmement mécanisées et utilisant des technologies intensive en intrants importés (combustible, fertilisants, pesticides et alimentation pour le bétail). Ainsi, loin de constituer un secteur-refuge dans la tourmente économique comme cela fut bien souvent le cas en Amérique latine, les activités d'agriculture et d'élevage furent durement touchées. Entre 1989 et 1993, la valeur ajoutée du secteur (excluant la production de canne à sucre, intégrée à l'industrie dans la comptabilité nationale cubaine) s'est réduite de 52 %, contre 32 % pour l'ensemble de l'économie. Alors même qu'en 1992 et 1993 la population souffrait de carences alimentaires, les fermes d'état étaient pratiquement en faillite. Dans le même laps de temps, la production de sucre, principal produit d'exportation, chutait de 7,6 à 4,4 millions de tonnes.

Le reste des activités industrielles s'est trouvé également affecté. En 1993, la production de l'industrie légère ne représentait plus que 23 % de celle de 1989 (Cepal, 1997). Le secteur textile est un exemple révélateur de cette situation de dépendance. Celui-ci devait fournir le marché est-européen à partir d'usines de grandes dimensions et des technologies lourdes (responsable de 20 % de la production du secteur de l'industrie légère, la branche textile consommait 70 % de l'énergie utilisée par ce secteur). Privée de matière première et incapable de trouver de nouveaux débouchés dans un marché international saturé et très compétitif, la production textile et la confection ont diminué de 85 % dans les cinq ans qui ont suivi la crise.

S'amorce dès lors un phénomène de régression productive. L'énormité du choc de prix relatifs qu'à entraîné la disparition du Comecom a induit une obsolescence accélérée du capital productif. La grande majorité de l'industrie cubaine s'est trouvée au début des années 1990 incapable de produire de manière compétitive au prix du marché international à partir des technologies et du

capital installés. Devant l'impossibilité de s'aligner sur les standards internationaux, s'est amorcé alors un processus d'implosion des capacités productives, tant physiques qu'humaines.

L'investissement brut, qui représentait 25 % du PIB avant la crise, chute à 6 % en 1993. Or le mode de production cubain étant très intensif en capital, ce chiffre était très insuffisant pour assurer la maintenance et le remplacement du capital installé : le désinvestissement net qui en résulte est estimé à 430 millions de pesos par an (Cepal 1997), c'est-à-dire 2,5 % du produit.

Le fossé quantitatif et qualitatif entre l'offre de travail libérée par l'arrêt virtuel de l'économie officielle et la maigre création de postes qualifiés dans le tourisme entraînent un sous-emploi massif d'une main d'œuvre souvent sophistiquée. Le sous-emploi s'élevait à 35 % de la population active, et ce malgré une baisse de 4 points du taux de participation de la population active (Cepal, 1997). Malgré la politique de maintien en entreprise des travailleurs sans emploi (le taux de chômage officiel baisse de 7,9 à 6,2 % entre 1989 et 1993!), cette situation de sous-emploi, alliée à une disette, met en route un processus de destruction du tissu social formel. La population se lance dans des stratégies de survie : marché noir, émigration, parfois prostitution et délinquance.

STABILISATION ET AJUSTEMENT STRUCTUREL

La phase d'attentisme

Le choc externe est tout d'abord confronté d'une façon qui rappelle – toutes proportions gardées – les premières réactions latino-américaines à la crise de la dette dans les années 1980. Le secteur public accommode la chute de l'épargne externe et la baisse concomitante de l'activité économique en augmentant dans des proportions considérables le déficit fiscal. Les entreprises publiques paralysées maintiennent les employés à leur poste, les pertes étant compensées par des transferts du budget central qui s'élèvent à près de 40 % du PIB en 1993. En termes réels, alors que les revenus fiscaux baissaient de 10 % par an entre 1989 et 1993, les subventions aux entreprises pour pertes d'exploitation et les paiements de sécurité sociale s'élevaient à des rythmes annuels de 15 % et 3 % respectivement.

Le déficit budgétaire, qui atteint 33 % du produit intérieur en 1993, est entièrement financé par émission monétaire. Le coefficient de liquidité (monnaie et dépôts bancaires détenus par la population) atteint 73 % sans que cette sur-liquidité s'accompagne d'une inflation galopante, au moins dans le segment du marché officiel. En fait, malgré l'énorme différence entre la demande potentielle (représentée par l'accumulation de signes monétaires dans l'éco-

nomie y l'insatisfaction des besoins fondamentaux de la population) et une offre réduite de 40 %, les prix officiels se sont maintenus constants durant les premières années de la crise. L'inflation contenue sur le marché réglementé s'est en fait traduite par deux phénomènes bien connus des économies en déséquilibre. Premièrement, s'est mis en place un rationnement quantitatif sévère sur le marché officiel des biens de consommation, l'inflation prenant alors la forme de temps perdu en longues files d'attente. Deuxièmement, la pression de demande non satisfaite s'est reportée sur le prix des produits non contrôlés, qui se sont envolés. Les prix du marché noir se multiplient par 15 entre 1989 et 1993, et le cours parallèle du dollar s'élève jusqu'à 130 pesos, c'est-à-dire une dévaluation de l'ordre de 95 %. Pour la famille cubaine moyenne, se nourrir devient un problème insoluble sans l'apport de sources additionnelles (donc illégales) de revenus.

Ironiquement, l'afflux de dollars envoyés à leur famille par les cubains de la diaspora dès 1990 vient constituer à son tour un problème de sur-liquidité en devise, et les prix en dollars des rares biens disponibles au marché noir s'envolent à leur tour.

Les réformes

Déficit budgétaire voisin de 30 % du PIB, taux de change commercial en chute libre et hausse des prix frôlant l'hyper-inflation : Ce panorama finit par convaincre les autorités de l'urgence d'un plan de stabilisation, lorsque finalement s'évanouit tout espoir d'un retour en arrière dans l'ex-URSS. En l'absence de financement relais de la part de la communauté internationale, il n'était pas question pour les autorités cubaines d'opérer un ajustement macro-économique orthodoxe. De toute façon, les racines du déséquilibre plongeaient trop profondément. Il fallait premièrement reconstituer un potentiel exportateur avant de pouvoir rétablir l'équilibre externe. Les conditions politico-sociales de l'île interdisaient en outre un changement brutal des prix et des salaires relatifs, sauf à remettre en cause les fondements politiques du régime en place.

Après une phase d'attentisme, les autorités décident d'attaquer à la fois les deux fronts de la stabilisation et de l'ajustement structurel. Les premiers pas sont faits en direction de l'ajustement structurel, avec une réforme constitutionnelle en 1992 et les premières mesures effectives débutent en 1993 (libéralisation partielle de l'économie). En 1994, avec la réforme fiscale se met en place le plan de stabilisation.

Ajustement structurel

Le processus d'ajustement a commencé avec l'ouverture d'une partie de l'économie au secteur étranger. Lorsque cette ouverture se révéla insuffisante face à l'ampleur de la crise, la réforme s'étendit à l'économie domestique.

Ouverture à l'investissement étranger

Le premier pas, symbolique, de l'ouverture à l'investissement étranger eut lieu en juillet 1992, quand une réforme constitutionnelle abandonna le principe du monopole d'état sur la propriété des moyens de production et sur le commerce extérieur.¹ En 1993, les banques étrangères sont autorisées à ouvrir une représentation dans le pays et en 1994 le gouvernement annonce qu'aucun secteur d'activité ne serait fermé à l'investissement étranger, sauf la défense, l'éducation et la santé. En septembre 1995, la nouvelle loi sur l'investissement étranger fixe le cadre légal qui régit les relations entre partenaires et un an plus tard se réglera la création de zones franches.

Le secteur minier (nickel) est un des premiers secteurs récepteurs de l'investissement étranger, avec la création en 1994 d'une alliance stratégique avec une entreprise canadienne. L'état cubain a apporté dans cette joint-venture des équipements (mines et traitement), plus une concession assurant 25 ans de réserves. La contrepartie canadienne a apporté en dot 50 % d'une entreprise de raffinage et assure le débouché des minerais extraits. Cette association a permis l'augmentation de 59 % de la production dans la seule année 1995.

Le tourisme a été l'autre secteur privilégié par les compagnies étrangères. Cette activité était marginale jusqu'à la fin des années 1980, ainsi Cuba recevait en 1986 moins de touristes qu'en 1955, 282 000, contre 285 000 (Figueras, 1994). En 1994, le secteur s'organise en trois principales chaînes qui concentrent plus de 90 % de la capacité hôtelière internationale. Fin 1994, près de 150 demandes de partenariat avec des entreprises étrangères étaient enregistrées. La concrétisation d'accords de joint-venture avec une quinzaine de grands groupes internationaux a permis d'améliorer la gestion des hôtels et leur incorporation aux réseaux internationaux.²

Les investisseurs se sont aussi intéressés à d'autres secteurs, en particulier agriculture, exploration pétrolière, industrie légère et télécommunication. L'apport financier accumulé par ces entreprises étrangères représentait en 1995 un milliard de dollars, avec des promesses d'investissement représentant le double de cette somme. (Cepal, 1997)

Légalisation du dollar

En 1993, les autorités ont autorisé la possession de devises par la population. Cette décision ne faisait en fait que valider l'importance croissante du dollar comme instrument d'échange et de réserve de valeur, et répondait aussi à la stratégie de pragmatisme idéologique initiée dans le cadre de la « période spéciale ». En effet, la « dépénalisation » de la circulation des devises devait favoriser l'entrée des transferts provenant de l'étranger (remises familiales) et permettre

leur mobilisation au service de l'économie productive, soit à travers leur captation par la vente dans les circuits officiels en dollars de produits de consommation, soit par l'ouverture de comptes d'épargne en devises. En 1995, le dispositif est complété par la création d'une chaîne d'offices de change, entreprise de droit privé mais de capital public, opérant au taux de change parallèle (le taux de change officiel restant fixé à un peso par dollar).

L'augmentation des disponibilités en devises et la dépénalisation des changes parallèles devaient avoir un effet important sur le taux de change non officiel du dollar, qui diminua des trois quarts entre 1993 et 1995.

Restructuration du secteur public

Avec l'affaiblissement de la fonction de planification économique centralisée et l'instauration d'un nouveau style de direction et de contrôle, l'appareil public s'est trouvé un peu allégé. En avril 1994, le nombre des ministères et organismes assimilés passe de 50 à 32. L'autorité de tutelle tente de promouvoir la culture de marché dans les échanges entre firmes publiques. Ainsi, les entreprises sont habilitées à passer entre elles des contrats aux prix négociés par les parties, et non plus fixés par le Plan. En outre, elles peuvent conserver une partie de leurs bénéfices et définir de façon autonome leur plan de financement. À l'intérieur même des entreprises d'État, les autorités essaient d'insuffler un nouvel esprit, plus compatible avec les conditions de l'économie internationale et centré sur la recherche de la rentabilité. Tel a été le cas des entreprises contrôlées par les forces armées, très actives dans certains secteurs commerciaux comme le tourisme. À en croire les responsables économiques, la mutation a cependant été plus difficile dans les autres entreprises, ce qui a entraîné le rappel à l'ordre des dirigeants des entreprises concernées.³ Par ailleurs, un système d'incitation au travail est établi, basé sur des primes en monnaie convertible ou en bons d'achat de marchandises importées. Dès 1996, ce système couvrait 23% des employés publics.

Pour les entreprises même, l'instrument principal d'incitation à l'exportation s'est appelé la Commission des Devises. Le maintien de la parité officielle de la devise pour les transactions industrielles et commerciales, à un taux de change fortement surévalué, obligeait l'instauration d'un système de rationnement. En centralisant l'assignation des ressources en devises convertibles, tout en obligeant les entreprises à en tenir une comptabilité serrée, le gouvernement a fait de l'accès au dollar la clef de voûte de la nouvelle politique industrielle. Les entreprises qui exportent gardent le contrôle de la partie des devises obtenues nécessaire à leur production et leur expansion. Les entreprises déficitaires en devises doivent justifier leur demande, qui n'est souvent acceptée que lorsque ces importations permettent de produire pour l'exportation ou pour le « marché de frontière », c'est à dire substituer des importations pour le secteur touristique ou pour la vente dans les boutiques en dollars.⁴ Ce mécanisme a permis d'imposer rapidement une certaine discipline de gestion aux entreprises, et d'en réorienter la production vers les marchés en devises.

Distribution des terres

Avancée plus fondamentale cependant dans la voie de la réforme, en septembre 1993 une grande partie des fermes d'état est démantelée et la terre distribuée en usufruit aux travailleurs organisés en « Unités de Base de Production Coopérative » (UBPC). Grâce à un prêt de la BNC de 1,2 milliards de pesos, les coopératives ont racheté à l'état une partie des machines agricoles et de l'outillage. Si en 1989, l'état contrôlait 78 % des terres, ce chiffre tombait à 26 % en 1995, le reste se partageant entre les nouveaux secteurs coopératifs (59 %) et un petit secteur indépendant (15 %).

Le premier octobre 1994 s'ouvrirent les premiers marchés agroalimentaires, où les producteurs pouvaient vendre à des prix libres leur production excédant les quotas destinés au circuit officiel. Ces marchés permettaient à la fois 1) d'assurer des débouchés et des liquidités au secteur coopératif nouvellement créé, 2) de compenser la déficience du système de rationnement, qui ne couvrait plus que 50 % des besoins alimentaires, et 3) de coopter un marché noir florissant qui était devenu la soupape de sécurité de l'économie familiale. En décembre 1994 fut autorisée la tenue de marchés de produits industriels et artisanaux, fonctionnant sur un principe identique.

Travailleurs indépendants

La légalisation et l'ampliation du travail indépendant, autre pas important dans la direction d'un assouplissement du régime économique, est ratifiée en 1993. Les autorisations couvrent environ 150 spécialités – souvent minutieusement répertoriées par le législateur, pour la plupart des emplois d'artisans et de service à la population. Bien que la loi ait mis des limites très strictes à l'exercice de ces métiers, ⁵ tolérés à contrecœur et jamais vraiment légitimés politiquement, le nombre des travailleurs indépendant augmente considérablement dans les trois premières années, et représente 8 % de l'emploi total en 1996. L'activité la plus populaire est celle de la restauration, qui devient vite célèbre sous le nom de « paladares » et représente 22 % des emplois créés, les (tout) petits commerçants venant en second, avec 12 %.

La possibilité d'exercer une activité privée dans l'artisanat ou les services est venu compléter le processus d'adaptation de l'économie familiale aux conditions de la « période spéciale », assimilable à l'essor dans le reste de l'Amérique latine, du travail informel comme stratégie de survie face à la crise.

Création d'un véritable secteur monétaire et financier

Le secteur bancaire était très embryonnaire au début des années 1990, étant donné le peu d'importance des opérations financières dans une écono-

mie centralement planifiée. Trois établissements spécialisés couvraient l'ensemble des besoins, de banque du secteur public, de caisse d'épargne et de transactions commerciales avec l'étranger. Afin de faciliter ses relations avec ses partenaires étrangers, la Banque financière internationale créée en 1984 avait déjà une personnalité juridique privée, étant propriété de deux holdings d'État. Cette figure juridique est adoptée pour la création en 1994 d'une autre banque spécialisée dans le commerce international et destinée à appuyer les efforts du secteur exportateur. Contrairement à la tradition d'hermétisme de ses prédécesseurs, cette dernière décide à sa création de faire auditer ses comptes par une firme internationale reconnue. D'autres établissements voient le jour à partir de 1996.

Parallèlement à la clientèle institutionnelle, des comptes en dollars ont été ouverts, afin de capter l'épargne populaire en devises. Les taux d'intérêt dont bénéficie l'épargne en devises sont plus élevés (de 3,5 à 4,5 %) que les taux en monnaie nationale (2 %).

Finalement, en mai 1997 le remodelage du secteur financier cubain est couronné par la division des fonctions de la Banque nationale et la création d'une véritable banque centrale, entité autonome chargée de veiller à la défense de la monnaie et à la supervision du secteur bancaire.

Stabilisation

Les réformes structurelles visant des objectifs de moyen terme, le programme de stabilisation devait s'attaquer aux déséquilibres de court terme, de nature budgétaire et monétaire.

Réforme budgétaire : axe principal de la politique de stabilisation

La politique budgétaire a été l'instrument privilégié de la politique de stabilisation. En effet, en l'absence d'un véritable secteur financier et de restrictions crédibles quant à l'accès des entreprises publiques au crédit interne, la politique monétaire est inopérante. Le contrôle de la sur-liquidité de l'économie et donc du danger d'hyper-inflation passait par deux stratégies complémentaires. Premièrement, retirer du « pouvoir d'achat » aux ménages par une politique fiscale plus stricte. Deuxièmement, réduire le déficit budgétaire par un contrôle des dépenses publiques, en particulier des entreprises nationales.

La réforme fiscale d'août 1994 met en place un régime d'imposition directe et modifie le système d'imposition indirecte. La réforme fiscale accompagne aussi l'ajustement structurel, en adaptant la fiscalité aux règles de la gestion capitaliste. Grâce à cette réforme, la fiscalité cubaine se rapproche des normes internationales familières aux investisseurs étrangers.

Le principe de l'impôt sur les bénéfices (35 %) s'étend à toutes les entreprises, et s'établit un impôt sur l'utilisation de la main d'œuvre (25 % de la masse salariale) ; le tout dans le cadre d'un calendrier prudent de mise en place qui est fonction de la rentabilité de chaque entreprise publique (le pouvoir discrétionnaire du ministère pour l'application de la loi fiscale est très important).

Réapparaît aussi la figure de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. En théorie applicable à l'ensemble des revenus, cet impôt exclu en fait les salaires et les pensions versés par le secteur public et frappe surtout les travailleurs indépendants, ainsi que les percepteurs de revenus en devises. Le taux marginal de l'impôt est de 50 %, applicable sur les revenus supérieurs à 60 000 pesos par an. Le revenu des travailleurs indépendants est déterminé sur la base d'un forfait minimum, modulable selon les cas ; l'impôt pouvant aller jusqu'à 1 000 pesos convertibles (dollars) mensuels pour certains restaurant familiaux opérant avec une clientèle touristique.

Les impôts indirects furent aussi substantiellement modifiés dans le cas de certains produits comme le tabac et les boissons (la taxe a été multipliée entre 5 et 10 fois). Certains tarifs publics (électricité, transport) furent aussi révisés. Une nouvelle figure apparaît sous la forme d'un impôt de 5 % sur les ventes dans les marchés alimentaires libres.

Ces mesures ont permis d'enrayer la chute des revenus fiscaux, qui avoisinait 10 % par an entre 1989 et 1993. Les revenus augmentent en 1993 et 1994, en particulier grâce aux impôts indirects. Cependant, ce transfert de revenus des ménages en faveur de l'état est insuffisant pour altérer la situation de liquidité. En fait, la pression fiscale, après avoir légèrement dépassé la valeur de 1989, avec 66 % du PIB en 1994, se détériore de nouveau à partir de 1995 pour descendre à 52 % en 1997, c'est-à-dire 13 points de pourcentage de moins qu'en 1989. Dans ces conditions, le contrôle du déficit passait par une réduction des dépenses publiques.

Comme souvent dans de semblables situations, le budget d'investissement (15 % du PIB en 1989) a été un des premiers touchés. Les dépenses d'équipement et d'infrastructure ne représentent plus que 7,5 % du PIB en 1997. Cependant, le principal responsable du déficit fiscal et de l'excessive création monétaire était les pertes d'exploitation des entreprises publiques, dont la situation financière s'était extrêmement dégradée, tant pour des raisons techniques (arrêt de la production) que de politique sociale (les entreprises remplissant une fonction para – gouvernementale, en particulier par le maintien en poste des personnels sans travail et la prestation d'avantages para – sociaux).⁶

Une grande partie des pertes provenant des fermes d'État, leur transformation en coopérative se reflète en un double bénéfice dans les comptes du gouvernement central. D'une part, la revente en 1994 d'une partie du capital de travail aux nouvelles coopératives s'est traduite par des rentrées d'argent non

négligeables (4 % du PIB) ; de l'autre, la disparition des entreprises déficitaires a impliqué une chute correspondante des subventions d'opération. Celles-ci diminuent de 5,4 à 3,4 milliards de pesos en 1994, puis à 1,8 milliards en 1995.

Cette grande coupe dans les dépenses budgétisées est complétée par un effort d'assainissement de la gestion des entreprises restant dans le giron du gouvernement général. L'emploi public se réduit de 15 % entre 1993 et 1996, et les directions des entreprises se voient obligées par leur autorité de tutelle à (r) établir la rentabilité financière. La reprise de l'activité productive a permis d'avancer dans cette direction, à mesure que les restrictions de financement externe s'assouplissaient quelque peu et que l'association avec des entreprises étrangères permettait la re – capitalisation et la réactivation de certains secteurs exportateurs. La rationalisation de la gestion des entreprises s'est accompagnée d'un certain durcissement des conditions d'accès au crédit de la BNC, qui a cessé d'être automatique.⁷

En tout état de cause, ces mesures de réduction des dépenses ne se sont pas toujours traduites par une diminution de la création monétaire. D'une part, les employés privés de leur emploi recevaient une allocation de la part du budget de la sécurité sociale, compensant la réduction de la part des salaires dans l'équation d'expansion monétaire par une augmentation symétrique des subsides sociaux (504 millions de pesos d'un côté, 533 millions de l'autre pour l'ensemble de la période 1989-1995). D'autre part, à mesure que la partie non rentable du nouveau secteur coopératif agricole (fondamentalement dans le secteur sucrier) se révélait incapable de rembourser sa dette auprès de la BNC, la diminution correspondante du déficit fiscal (gouvernement) se voyait compensée par une augmentation des pertes opérationnelles de la banque centrale (déficit quasi-fiscal). Finalement, une partie des ménages (parmi les plus pauvres) a commencé à désépargner pour compenser la perte de revenu réel.

Le résultat net sur l'expansion de la liquidité aux mains du public a été finalement mitigé. Seulement en 1994 et 1995 a-t-on pu noter une diminution absolue du stock monétaire, pour un total d'un milliard de pesos. Le coefficient de liquidité monétaire s'est stabilisé ensuite autour de 40 % du PIB (voir tableau n°1).

Rétablir un minimum de convertibilité interne au peso

La réduction de la monnaie en circulation par le biais de la politique fiscale ayant rapidement atteint ses limites et la réduction de la valeur réelle du stock de monnaie via l'inflation étant écartée, il restait à tenter d'augmenter l'offre de biens et de services que la monnaie nationale pouvait acheter aux prix courants. Ceci afin de pouvoir rétablir l'équilibre entre la demande nominale, représentée par le stock nominal de monnaie, et l'offre de biens et services. Dans l'impossibilité où était le gouvernement d'augmenter l'offre globale par

l'importation et ayant accordé la priorité aux entreprises publiques travaillant pour l'exportation, l'augmentation de l'offre sur les marchés intérieurs ne pouvait dans un premier temps venir que de l'économie émergente (la « seconde » économie, constituée du balbutiant secteur privé et d'une partie de l'activité coopérative).

L'offre intérieure en monnaie nationale se porta surtout sur les produits alimentaires vendus légalement en dehors du circuit officiel. La création des marchés agroalimentaires a été, en fait, la légalisation d'une pratique existant depuis longtemps. L'attribution d'une plus grande surface agricole à la production d'aliments et l'augmentation de la productivité liée à la « privatisation » des bénéfices – légalisation de l'activité privée de producteur – négociant⁸, développement des potagers individuels, vente libre de la production agricole du secteur officiel dépassant les quotas planifiés – permettra une rapide augmentation de l'offre agroalimentaire et une baisse importante des prix. La libéralisation des marchés artisanaux et du travail indépendant ont aussi contribué à ce mouvement, encore que de manière plus modeste.⁹

La légalisation de la circulation des devises et l'ouverture de chaînes de distribution de marchandises importées payables en monnaie convertible ont pour leur part servi trois objectifs simultanés. L'augmentation de l'offre de biens de consommation a offert un débouché aux dollars accumulés par la population, diminuant la pression inflationniste sur le secteur dolarisé du marché noir. L'augmentation de l'utilité nette du dollar (plus de pouvoir d'achat et moins de risques légaux) et son rôle dans la stratégie de survie des familles ont encouragé l'envoi de remises familiales en provenance de l'étranger. Le circuit formel étant contrôlé par des entreprises d'état, les bénéfices retirés par les ventes en devise ont servi à diminuer le déficit du secteur public en monnaie convertible.

BILAN ET LIMITES DU PROCESSUS ACTUEL

Évolution 1993-1998 : les grandes lignes

Les réformes faisant immédiatement sentir leur effet, l'économie sembla toucher le fond en 1993. Avec la reprise de la valeur courante du commerce extérieur en 1994 (voir tableau n°2) s'amorce une récupération qui se confirme les années suivantes. Le rythme de croissance s'accélère jusqu'à atteindre près de 8% en 1996, dans ce même laps les exportations de biens et de service augmentent vigoureusement à un rythme annuel de 19%, que surpasse cependant l'augmentation des importations (23% par an sur la période 1993-1996).

Les finances publiques répondent aux mesures de stabilisation adoptées en 1993 : si malgré une brève période de regain, les rentrées fiscales continuent de diminuer entre 1993 et 1996, c'est à un rythme près de 5 fois inférieur qu'auparavant (-2,3 % par an en termes réels entre 1993 et 1996, contre -10 % entre 1989 et 1993). Plus important, les dépenses totales du secteur public bénéficient de la forte diminution des subventions pour pertes d'exploitation au secteur productif (-43 % par an) et baissent en moyenne de 14 % pendant la période 1993-1996, permettant une notable amélioration du déficit budgétaire. Ce dernier, qui avait atteint le chiffre vertigineux de 30 % du produit en 1993 recule à un peu plus de 2 % en 1996.

Dans le même temps, le taux de change du dollar revenait à 20 pesos et on enregistrait une baisse concomitante des prix sur les marchés agroalimentaires libres. Le desserrement de la restriction de l'offre alimentaire tant dans les circuits officiels et parallèles, et la récupération du pouvoir d'achat des revenus des ménages permettent d'améliorer une situation qui avait frôlé la disette¹⁰. Le visiteur note le retour des voitures dans les rues de La Havane, mais l'essence se paye maintenant en dollars.

Par contre, la reprise marque le pas en 1997 et 1998, avec des taux de croissance de 2,5 % et 1,2 %, respectivement. Outre les facteurs climatiques qui indéniablement ont affecté la production agricole, ce tassement de la reprise vient surtout de problèmes structurels non encore réglés. Le plus évident reste la forte propension marginale à importer, qui pèse sur les comptes externes et menace de surchauffer l'économie dès que la reprise se confirme. Le déficit commercial atteint 4 % du PIB, calculé au taux de change officiel. Les exportations de nickel battent des records, mais les prix internationaux ont fortement chuté. Quant au secteur sucrier, il reste exsangue. Le tourisme reste le seul secteur vraiment porteur et apporte près de 2 milliards de dollars de recettes brutes en 1998. Cependant, la recette nette est très inférieure, car la grande majorité des biens et services nécessaires au secteur sont importés. L'investissement étranger semble aussi marquer le pas¹¹. Finalement, la stagnation des deux dernières années coïncide aussi avec une pause, sinon une régression, dans la marche des réformes internes. Le nombre de travailleurs indépendants découragés par une fiscalité agressive atteint 208 000 après une baisse (170 000 en 1997, 140 000 en 1998). Les tentatives de réforme du secteur agricole sucrier semblent avoir échoué et ce secteur stratégique continue à voir diminuer sa production.

Il semblerait ainsi que l'ajustement structurel reste inachevé. Or le chemin qui reste à parcourir pour récupérer un niveau normal d'activité est considérable. Non seulement le PIB est inférieur de 25 % au niveau qu'il avait atteint avant la crise de 1989, mais il est même 15 % en dessous de ce qu'aurait donné une simple extrapolation de la tendance pré-Comecom (1950-1971).

TABLEAU N°1 - CUBA : PRINCIPAUX INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997 a/	1998 a/
A. Produit Intérieur Brut (base 1981)	0,7	-2,9	-10,7	-11,6	-14,6	0,7	2,5	7,8	2,5	1,2
(Taux de croissance annuelle)										
Secteurs										
Agriculture	0,4	-8,7	-24,0	-10,3	-22,7	-4,9	4,2	17,4	-0,1	-5,2
Mines	5,3	-25,5	-10,9	29,5	-8,8	1,1	55,9	16,4	2,8	1,1
Industrie manufacturière	-1,1	-5,0	-9,0	-16,5	-11,5	7,6	6,4	7,9	8,3	3,3
Construction	11,8	11,7	-28,0	-44,4	-36,1	-0,5	7,3	30,8	3,2	5,8
Autres secteurs	0,3	-2,6	-6,7	-6,6	-13,9	-1,2	-0,2	5,4	0,2	0,8
B. Investissement brut (base 1981)	10,1	-2,9	-45,9	-58,3	-39,7	5,8	58,0	10,1	28,7	7,3
C. Prix à la consommation b/										
Indice mixte (1988-1994)	2,2	2,6	91,4	75,9	183,0	-8,5	-11,5	-4,9	2,9	2,7
Décembre-Décembre (1995-1998)										
D. Taux de chômage c/	7,9	7,3	7,7	6,1	6,2	6,7	7,9	7,6	6,8	6,5
E. Coefficient d'investissement d/	26,7	26,7	16,2	7,6	5,4	5,7	8,8	9,0	11,3	11,9
F. Situation budgétaire d/										
Revenus	65,0	62,4	67,4	62,1	63,0	66,4	60,0	53,7	53,2	53,7
Dépenses	72,3	72,4	90,6	94,8	96,5	73,9	63,5	56,2	55,2	56,1
Solde budgétaire	-7,3	-10,0	-23,2	-32,7	-33,5	-7,4	-3,5	-2,5	-2,0	-2,4
G. Panorama monétaire e/										
Circulant	10,9	11,9	20,4	27,4	30,2	18,8	16,3	17,4	17,5	17,8
Dépôts d'épargne	10,7	13,5	20,0	28,7	43,0	33,0	26,2	24,3	23,6	24,0
Total	21,6	25,4	40,4	56,1	73,2	51,8	42,6	41,8	41,1	41,8
H. Taux de change extra-officiel e/	5,0	7,0	20,0	35,0	55,0	60,0	25,0	19,0	23,0	23,0
(Pesos pour un dollar US)										

Source : CEPAL, principalement sur la base de chiffres officiels.

a/ Préliminaire ; b/ Indice mixte basé sur une moyenne pondérée du défacteur du PIB et des prix du marché noir (CEPAL, 1997) ; à partir de 1995, information du Ministère de l'économie. c/ En pourcentage de la population active, d/ En pourcentage du PIB, e/ En pourcentage du PIB, monnaie nationale seulement, e/ Cotisation en fin d'année.

TABLEAU N°1 - CUBA : PRINCIPAUX INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES

POUR MÉMOIRE	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997 a/	1998 a/
PIB (millions de pesos courants)	19 229,9	19 644,8	16 248,1	14 904,6	15 095	19 198	21 737	22 815	22 952	23 216
Gouvernement Général : budget en millions de pesos										
Revenus	12 500,7	12 225	10 949	9 262,5	9 515,9	12 757	13 043	12 242	12 205	12 470
Dépenses	13 904,2	14 213,1	14 713,8	14 131,5	14 566,5	14 178	13 809	12 814	12 663	13 018
Solde budgétaire	-1 403,5	-1 958,1	-3 764,8	-4 869	-5 050,6	-1 421	-766	-572	-458	-548
A. PIB, prix de 1981										
Total	19 008	16 976	15 010	12 777	12 868	13 185	14 218	14 218	14 573	14 754
Agricultura	1 756	1 335	1 197	925	879	916	1 075	1 075	1 074	1 018
Minería	92	82	106	96	98	152	177	177	182	184
Industrias manufacturera	4 640	4 200	3 507	3 104	3 341	3 555	3 835	3 835	4 154	4 291
Construcción	1 508	1 085	604	386	384	412	539	539	556	588
Resto del sector	11 012	10 274	9 597	8266	8 167	8 150	8 592	8 592	8 607	8 673
Inversión bruta interna	5 084,5	2 751,9	1 146,8	692	732,2	1 157	1 274	1 274	1 640	1 886
VAR % Precios unitarios										
Exportaciones	0,84	-39,90	-34,67	1,30	27,09	19,38	-2,50	-2,50	-4,31	-7,80
Importaciones	17,84	-19,11	-17,93	-10,84	-8,25	34,98	13,17	13,17	-3,34	-11,30
1. Medios de pago										
Efectivo en circulación f/	2 102	2 341	3 317	4 082	4 555	3 602	3 547	3 981	4 014	4 130
Ahorro ordinario f/	2 061	2 645	3 246	4 280	6 489	8 342	5 704	5 553	5 427	5 580
Saldo f/	4 163	4 986	6 563	8 361	11 043	9 944	9 251	9 534	9 441	9 710

TABLEAU N° 2 - CUBA : BALANCE DES PAIEMENTS ET DETTE EXTERNE EN MILLIONS DE DOLLARS

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997 a/	1998 a/
Solde des comptes courants	-3 001	-2 545	-1 454	-420	-388	-242	-518	-167	-250	-333
Balance commerciale	-2 615	-2 076	-1 138	-215	-382	-211	-639	-419	-518	-608
Exportations des biens et services	5 993	5 940	3 563	2 522	1 992	2 197	2 926	3 708	3 875	4 046
Biens	5 392	5 415	2 980	1 779	1 137	1 315	1 507	1 866	1 816	1 616
Services	601	525	583	743	855	882	1 419	1 842	2 059	2 430
Importations de biens et services	8 608	8 017	4 702	2 737	2 373	2 408	3 565	4 127	4 393	4 654
Biens	8 124	7 417	4 233	2 315	2 037	2 111	2 992	3 657	3 853	4 084
Services	484	600	469	422	336	297	573	470	540	570
Transferts courants (nets)	-48	-13	18	43	255	310	646	744	761	770
Services des facteurs	-338	-456	-334	-248	-262	-340	-525	-492	-493	-495
Solde du compte de capital	4 122	2 621	1 421	419	404	240	596	175	270	323
Solde global	1 121	76	-33	-1	16	-2	78	8	20	-10
Dettes extérieures globales	6 100	6 800	6 500	6 400	8 785	9 083	10 504	10 465	10 146	10 500

À ce point, il reste à faire un bilan des forces et des faiblesses de cette expérience cubaine.

Les acquis de la stabilisation

Le plan de stabilisation cubain a été possible grâce à la capacité qu'ont eu les autorités pour compenser la monétisation du déficit fiscal par une épargne forcée des ménages. Alors que le déficit fiscal augmentait dans les premiers temps de la crise (la désépargne publique passait de 6 % du PIB en 1989 à 43 % en 1993) et se finançait par émission monétaire, l'épargne forcée des ménages passait de 16 % à 47 % du PIB. La mise en ordre du budget a permis de rétablir l'épargne publique qui redevient positive en 1996 (3 % du PIB). Dans le même temps, l'« épargne » des ménages chute considérablement et représente 2,5 % du PIB seulement en 1996. Cette symétrie des comportements d'épargne explique pourquoi l'accumulation de liquidité ne s'est pas traduite par une hyper-inflation, l'État ayant été capable, grâce au rationnement de l'offre de biens de consommation, d'obliger la population à accepter et conserver la monnaie émise pour financer le déficit public. D'autre part, le secteur régulé a fait fonction d'ancre nominale au système de prix : quand l'offre de biens aux prix officiels s'est partiellement rétablie et que l'offre sur les marchés libres a augmenté, les prix du secteur libéré ont tendu à diminuer – mais non à converger –.

Le déficit budgétaire reste sous la barre des 3 %, même pendant les médiocres années 1997 et 1998. Par contre, les entreprises ont été moins dociles et les tentatives pour imposer une discipline financière dans les relations interentreprises ont été pour l'instant un échec. Confrontées à un durcissement des conditions d'accès au financement du budget du gouvernement (subventions d'opération) ou de la banque nationale (quasi-subventions), les entreprises ont reporté sur leurs fournisseurs leurs difficultés de trésorerie. Ainsi de nombreuses factures restent impayées, pour un montant représentant un tiers du PIB en 1998.

L'accumulation de dettes croisées entre les entreprises est une continuation sournoise des subventions de l'ancien régime. Elle permet dans le court terme la survie d'entreprises et le maintien des postes de travail, mais cette pratique pénalise les entreprises les plus performantes et va à l'encontre des objectifs de la politique industrielle.

Pour autant, la sur-liquidité reste toujours un problème. Les ménages détiennent en avoirs liquides un pouvoir d'achat équivalent à 40 % du PIB (deux fois plus que dans des pays d'Amérique latine comparables), et il n'y a pas de solution évidente à ce problème dans le cadre strict de l'économie publique, sauf à confisquer le pouvoir d'achat, soit par un changement

d'unité monétaire, soit par une réforme en profondeur du système des prix. Il est en effet illusoire de penser rétablir l'équilibre offre-demande en augmentant l'offre publique interne, et l'expansion de l'offre privée est pour l'instant exclue⁹. Vouloir réduire la liquidité en étendant la sphère des relations marchandes à certains biens d'investissement des ménages (Ritter, 1995) ou en vendant les petites entreprises publiques d'intérêt local à la population serait enfreindre un tabou politique.

La réinsertion internationale

La récupération de 70% des exportations totales par rapport au point le plus bas de la crise reste modeste si on considère que les exportations de biens sont toujours loin d'avoir retrouvé leur niveau d'avant crise. Seule la valeur des ventes de nickel et ses dérivés augmentent quelque peu et passent dans le même laps de temps à représenter de 7% à 21% des exportations de biens. Au contraire, le sucre, qui pesait 80% des exportations de biens en 1989, en représente moins de la moitié en 1996 : les ventes s'écroulent entre 1990 et 1996, passant de plus de 4 milliards de dollars à moins d'un milliard. Par contre, les services (tourisme), qui ne représentaient que 10% des exportations totales en 1989, en constituent maintenant plus de 40%.

Sucre, nickel et tourisme, ce sont cependant les mêmes créneaux d'avant la révolution, et on peut se demander si ces marchés permettent d'exploiter les autres avantages comparatifs de l'île, en particulier sa main d'œuvre qualifiée. Pour cela, il faudrait une diversification vers les produits industriels élaborés. Or l'île souffre toujours de son isolement économique et politique, en un monde où les connections aval et amont sont devenues déterminantes pour assurer l'insertion internationale de l'industrie des économies en voie de développement. L'expansion touristique ou la reprise des exportations de nickel n'ont d'ailleurs été possibles que grâce à l'appui des grandes multinationales leader dans leur segment de marché.

Les exportations de produits pharmaceutiques sont peut-être une exception. Après deux années difficiles en 1992 et 1993, elles sont revenues à leur niveau avant-crise. Cependant, le secteur de la biotechnologie cubaine se heurte au problème des brevets et des habilitations pour vendre ses produits aux pays industrialisés. En fait, un des facteurs clef pour une réinsertion cubaine de qualité dans l'économie internationale – c'est-à-dire avec des produits transformés – est l'accès aux marchés, en particulier les marchés régionaux, le premier d'entre eux étant bien entendu le marché américain. Le point de passage obligé de la transformation productive de l'île passe ainsi par une normalisation de ses relations avec son grand voisin.

LES DÉFIS

Les défis externes

Hostilité des États-Unis

Ces relations sont antagoniques depuis le début de la Révolution cubaine. La chute du mur de Berlin, curieusement, a plutôt compliqué ces relations, lorsque des secteurs influents du monde politique américain se sont impatientés et ont voulu accélérer la transition cubaine. Le ton s'est durci en 1992 avec la loi Torricelli, qui vise à limiter le commerce avec l'île, et en 1996 avec la loi Helms-Burton, dont l'objet est d'empêcher la reprise par des investisseurs étrangers d'actifs confisqués à des citoyens américains. Ce durcissement américain s'est vu imité du côté cubain par un « tour de vis » idéologique, après un semblant de perestroïka en 1994. Cette reprise en main, sensible dès le second semestre 1996 et confirmée par le V^e Congrès du Parti fin 1997, a mis fin à la première vague de réformes.

On a pu penser que le panorama extérieur pouvait s'éclaircir en 1998, avec la visite du Pape et un changement d'attitude du gouvernement américain. Cuba a rejoint l'Aladi, association latino-américaine d'intégration, et s'est rapprochée du Caricom, l'association caraïbe. Par une réforme des tarifs douaniers et la création de zones franches, les autorités ont cherché à s'aligner sur les meilleures pratiques internationales. Mais ces pas restent pour l'instant symboliques.

Dettes externes

La normalisation des relations commerciales avec le reste du monde passe de toute façon par la solution du problème de la dette externe. En 1986, le pays a suspendu le service de la majeure partie de cette dette, estimée à environ 10,5 milliards de dollars. La dette théorique avec l'ex-bloc soviétique, en roubles convertibles, est difficile à estimer. Le chiffre de 30 milliards, parfois avancé, ne tient pas compte des réductions à calculer en fonction, entre autres, du taux de change entre rouble et dollar.

Cette situation a empêché le pays d'avoir accès à un financement stable. En l'actualité, la grande majorité du financement externe est le fait de crédit à court terme, lié à des opérations de commerce extérieur et souvent associées de garanties sur le sucre. Bien entendu, tout cela se traduit par des taux d'intérêt très élevés, de l'ordre de 16 à 20 % par an.

Les négociations avec le Club de Paris ont été formellement rompues en 1989, mais la presse fait périodiquement mention de tentatives de rapprochement de la part des autorités cubaines. Cependant, les problèmes financiers ne sont

pas les seuls obstacles sur le chemin de la normalisation des relations économiques. Les pays de l'Union européenne, tout en s'affrontant aux États-Unis sur la loi Helms-Burton, ont été clairs sur leur position quant à la situation des droits de l'homme dans l'île.

Les défis économiques internes

L'objectif des autorités économiques est de transformer la relation État-Industries, en instaurant un système de contrôle indirect par la contrainte financière et les relations de marché, tout en maintenant la propriété étatique des moyens de production. Outre le problème des mentalités, longues à changer, se pose celui du cadre juridique.

En effet, la discipline du marché implique la définition et l'application de sanctions en cas de non respect des termes du contrat, en particulier la possibilité de déclarer en faillite les entreprises insolubles. Cette possibilité doit être réelle, sauf à retomber dans le cercle vicieux du refinancement automatique des déficits. Mais son exercice dans le cadre politico-institutionnel actuel n'est pas évident.

Plus généralement, se pose à terme la question de l'adaptation de la superstructure institutionnelle et politique aux mutations de l'appareil productif et commercial : comment concilier gestion capitaliste des entreprises, ouverture au monde extérieur et socialisme réel? Comment réaliser la conversion de l'ancien personnel d'encadrement et de contrôle qui, outre une fonction économique, a joué – et joue encore – un rôle politique important.

En termes plus techniques, l'économie cubaine se trouve confrontée à un problème classique de segmentation des marchés, segmentation qui réduit singulièrement la possibilité de créer les conditions d'une gestion autorégulée de l'économie et d'articuler le secteur exportateur au reste de l'économie. Par le biais de l'allocation centralisée des ressources en devises s'est créée une nouvelle politique industrielle, axée sur l'exportation et la substitution d'importations. Or les entreprises directement concernées par ce marché représentent une minorité de l'appareil productif cubain. La diffusion de cette dynamique au restant du tissu productif passe par l'extension des relations de sous-traitance entre entreprises exportatrices et fournisseurs nationaux, ainsi que par la relance du marché interne.

Il faudrait aussi laisser se développer un segment de petites entreprises, familiales ou coopératives, dont la contribution à la création d'emplois et à la mobilisation de l'épargne et de l'initiative populaire est si importante dans les autres pays d'Amérique latine. Cependant, les orientations idéologiques actuelles interdisent l'essor de ces activités qui conduirait à faire plus de place au secteur privé, et la solution reste pour l'instant à rechercher dans la restructuration de

l'industrie officielle. Or la structure actuelle des prix et des salaires n'incite pas au changement.

Le même produit connaît des écarts de prix de l'ordre de 1 à 20, selon le segment de marché (libre ou régulé) où il est acheté. L'offre de biens aux prix officiels étant très insuffisante, le complément doit s'acheter aux prix du marché parallèle, ce qui revient à attribuer au salaire marginal un pouvoir d'achat 20 fois inférieur à sa valeur nominale. Or la fonction d'incitation que remplit le salaire, fonction primordiale dans l'analyse microéconomique, se calcule à la marge : quelle incitation peut avoir un employé de faire des efforts importants dans l'espoir de gagner, disons, 20 % de plus sur son salaire, quand l'effet réel de cet effort supplémentaire est d'augmenter son pouvoir d'achat de seulement 1 % ?

Les autorités en furent bien conscientes, quand elles mirent en place le système d'incitation à la productivité payable non en pesos nationaux mais en monnaie convertible (53 dollars par an en moyenne selon Zimbalist, 1998). Mais ce système, qui reconnaît le dollar comme étalon de valeur, est incomplet et temporaire : Dans ces conditions-là, un salaire, des diplômes, pourquoi faire ? Rétablir une certaine logique dans la hiérarchie des salaires et des revenus implique une réforme en profondeur du système officiel des prix et des salaires, très peu touché depuis 1982.

Cette réforme est seule capable d'augmenter la productivité par actif et de créer les richesses indispensables au financement de la politique sociale. Mais l'unification des prix et la réforme des salaires est difficile dans les circonstances présentes. En effet, l'existence de circuits parallèles a permis de diffuser les coûts de la crise et de maintenir en vie des segments non viables de l'économie. Ce transfert est financé par des prélèvements sur d'autres secteurs de l'économie qui sont au contact du monde extérieur. Un réajustement de la structure des salaires et des prix obligerait le gouvernement à valider l'existence de perdants et de gagnants et à approfondir les réformes structurelles et fiscales pour libérer les ressources nécessaires à sa politique sociale.

Les autorités ne sont pas prêtes à franchir ce pas, comme le démontre la tonalité des discours politiques : si l'apport de la seconde économie à la solution des problèmes immédiats qu'affronte l'île pendant la « période spéciale » est reconnu officiellement, la légitimité des agents qui participent à cette économie ne l'est pas. Cette attitude schizophrénique permet d'occulter une série de fractures sociales dont l'approfondissement pourrait remettre en question les fondements mêmes de l'actuelle société cubaine.

La cohérence socio-politique

La ligne de partage entre les gagnants et les perdants de la nouvelle économie passe, contrairement à la période antérieure, par la différenciation des revenus. Alors que 80 % des revenus perçus par les familles cubaines avant la crise provenait de salaires versés par l'état (9 041 millions de pesos), cette proportion chute au cours de la période spéciale. En 1996, les revenus des familles provenant du secteur public étaient évalués à 8 154 millions de pesos provenant de salaires, 1 719 de versement aux UBPC et 1 771 de sécurité sociale. En comparaison, les échanges commerciaux à l'intérieur de l'économie familiale privée se seraient élevés à 6 milliards de pesos, soit 74 % des salaires payés par l'état et 46 % de l'ensemble des revenus d'origine publique (Cepal, 1997). A ces revenus en pesos doivent s'ajouter les devises provenant des remises familiales et des transactions avec les touristes étrangers (on estime que 20 % des touristes logent chez la population, ils sont aussi une source importante de revenu pour les restaurateurs, taxi et autres petits commerçants privés, sans compter la florissante industrie nocturne). Les estimations des revenus privés en devises sont hasardeuses, mais le chiffre devrait s'établir à plus de 800 millions de dollars, peut-être un milliard en 1998. Convertis au taux de change parallèle, ce sont près de 20 milliards de pesos qui entrent dans l'économie familiale, soit moitié plus que l'ensemble des revenus perçus de l'état, qui perd ainsi sa situation de principal pourvoyeur et bienfaiteur des familles cubaines.

Tout cela se traduit par une plus grande différence de revenus. Calculé au taux de change parallèle, un petit restaurateur peut arriver à gagner de 400 à 800 fois le salaire moyen, ou de 200 à 400 fois le revenu d'un chirurgien ou d'un professeur d'université (Mesa-Lago, 1998)¹².

Cette ligne de partage entre perdants et gagnants n'a pas couru de façon aléatoire dans la société cubaine. Entre les nombreuses lignes de fracture, la dimension raciale est une des plus lourdes de menaces pour l'avenir. En effet, les industries les plus affectées par la crise (textile) se situent dans les provinces orientales, alors que les nouveaux centres touristiques se trouvent dans la zone centrale, incluant la Havane. Or les provinces orientales sont aussi les zones privilégiées de peuplement d'origine africaine. En outre, les populations noires ne bénéficient presque pas des transferts qu'envoient les membres de la diaspora, car seul 3 % des Cubains de Miami sont des Noirs (Mesa-Lago, 1998).

L'ampleur du choc subi par Cuba en conséquence de la chute du mur de Berlin en 1989 a été formidable, autant sur le plan politique qu'économique. L'économie cubaine s'est vue privée d'aides équivalant à un cinquième du revenu national et de ses principaux marchés d'exportation. Après une période de stupeur et d'attentisme, pendant laquelle le produit intérieur a chuté de

près d'un tiers et le déficit fiscal a atteint 33 % du PIB. Les autorités ont mis en place un vaste programme d'ajustement structurel et de stabilisation macro-économique. Ces mesures, qui s'appuyaient sur l'investissement étranger pour relancer les exportations et faisaient une petite place à l'initiative privée cubaine, ont permis de rapidement corriger le déficit fiscal et d'entamer une récupération productive.

Même si les résultats ont répondu à l'ampleur du défi, il n'est pas moins vrai que reste ouverte la question de savoir si l'expérience vécue par cette île depuis l'année 1989 ouvre un nouveau chapitre de l'économie des pays en transition ou bien vient seulement compléter la longue saga des bricolages – souvent inspirés mais généralement éphémères – propres aux économies de guerre.

Les conclusions du V congrès du PC Cubain, ainsi que les discours de ses principaux dirigeants ne laissent pas de doute : il n'y a pas de transition voulue vers l'économie de marché ou la social-démocratie. Les mesures de libéralisation prises entre 1992 et 1995 l'ont été sous la contrainte et la nécessité, la situation devant retourner à la « normale » une fois la période spéciale passée.

L'observateur est cependant en droit de douter qu'un retour en arrière soit envisageable. Retour vers quoi, d'ailleurs ? Le modèle antérieur était entré en crise dès la moitié des années 1980, avant la chute du mur de Berlin et la disparition du bloc soviétique.

Volens nolens, les autorités devront probablement se résigner à approfondir les réformes pour adapter l'ensemble de l'économie aux conditions du marché international. Les atouts pour réussir cette mutation sont nombreux. L'île bénéficie d'avantages comparatifs à la fois absolus et relatifs. Dans la première catégorie, nous rangerons les importantes ressources naturelles, celles-là même qui ont permis la survie économique pendant la crise : ressources minières, sites touristiques, terres agricoles et pétrole. Par avantages comparatifs relatifs, ou dynamiques, il faut entendre le capital humain accumulé, la capacité interne de recherche et développement et la proximité du plus grand marché mondial.

Pour l'instant, seuls les avantages statiques sont exploités : la production de nickel est à son niveau maximum, le tourisme devrait doubler sa capacité d'ici quelques années et le pays est en train de mettre en valeur, avec l'aide de compagnies étrangères, les autres richesses du sous-sol. Par contre, les ressources agricoles sont sous-utilisées. Le système économique semble toujours dans l'incapacité de tirer tout le parti possible de ses avantages dynamiques : haut niveau de recherche scientifique appliquée, main d'œuvre éduquée (ce qui n'est pas toujours synonyme de personnel qualifié). Les ressources en devises de la population se dépensent en consommation ou se thésaurisent, faute de pouvoir légalement s'investir dans des activités productives. Il faudrait donc approfondir les réformes économiques. Cependant, une extension des réformes

à l'ensemble de l'économie est-elle conciliable avec une permanence du régime actuel? Comme nous le signalions, les dirigeants politiques sont conscients du danger de se voir dépassés par des réformes économiques qui facilement pourraient acquérir une dynamique propre.

Quelle que soit l'évolution future, et tout en étant conscient des imperfections et des défauts du programme économique, il n'en reste pas moins que la récupération réalisée par Cuba entre 1993 et 1996 est remarquable, même si l'économie a marqué le pas depuis.

Notes

- 1 Un décret-loi de 1982 autorisait les associations avec le capital étranger, mais au début des années 1990 existaient seulement deux exemples de telles associations, l'une dans le tourisme et l'autre dans l'exploitation pétrolière.
- 2 En 1996, 16 accords d'association avec des compagnies étrangères géraient environ 10 500 chambres d'hôtel, soit 39% de l'offre internationale. Par contre, la contribution étrangère au financement et à la construction d'hôtel est réduite (4 projets en 1996).
- 3 Le V^e Congrès du parti communiste cubain fin 1997 a souligné l'exemplarité du nouveau système de gestion des entreprises de l'armée et recommande son extension. Quant aux autres secteurs, « Il faut que l'analyse des coûts et leur réduction se convertisse en devoir quotidien pour les dirigeants d'entreprise, et que sa non réalisation soit aussi inconcevable que le fait de ne pas respirer... l'obtention de subvention pour perte d'exploitation sera conditionnée... à la réalisation de son plan de réduction des pertes » Millares, M. (1995). Présentation du Projet de budget à l'Assemblée populaire, *Gramma* 28 décembre.
- 4 Ainsi cette entreprise de mobilier en acier inoxydable pour les hôpitaux, reconvertie dans la production de matériels pour la bio-industrie et les cuisines d'hôtel.
- 5 Entre autres : interdiction de recruter du personnel salarié, obligation de respecter de strictes limites (par exemple, pas plus de 12 chaises dans les restaurants), interdiction pour les fonctionnaires d'exercer une activité privée comparable à leur fonction, limitations quant aux sources d'approvisionnement et impossibilité de commercer avec des entreprises. En outre, ces activités furent rapidement soumises à une forte taxation.
- 6 Ainsi, on évalue à 50% le taux de sous-emploi de la main d'œuvre dans l'industrie textile.
- 7 Les entreprises se sont vues obligées de justifier leur demande de crédit auprès des autorités bancaires, qui ont ainsi commencé d'assurer une fonction de contrôleur de gestion. Cependant, les demandes de crédit restent généralement acceptées et leur coût n'a pas augmenté.
- 8 Seuls les producteurs ont le droit de vendre leur production, l'activité d'intermédiaire restant prohibée.

- 9 L'offre privée est d'autant plus équilibrante qu'elle ne donne pas lieu au paiement préalable d'un salaire par le secteur public, c'est-à-dire à l'injection de nouveaux signes monétaires dans un marché déjà trop liquide. Le coup d'arrêt porté à la « seconde » économie dès fin 1996 limite fortement ses perspectives d'expansion.
- 10 En 1993, la disponibilité moyenne de 1 863 calories par personne et par jour représentait à peine 65 % de la consommation moyenne de 1989.
- 11 Selon l'Economist Intelligence Unit, les investissements étrangers seraient de seulement 80 millions de dollars en 1996, contre 563 millions en 1994.
- 12 Avant impôts et taxes, qui peuvent en pratique représenter 90 % des revenus des petits restaurateurs (Zimbalist, 1998).

Bibliographie

- Cardoso, E et A. Helwege (1992) *Cuba after Communism*, Cambridge Mass. MIT Press
- Cepal (1997) *La economía cubana: Reformas estructurales y desempeño en los noventa*, Fondo de Cultura Económica, Mexico.
- Cepal (1998) *Estudio económico de América Latina y el Caribe, 1997-1998*, Santiago du Chili.
- Figueras, M. A (1994) *Aspectos estructurales de la economía cubana*, Editorial de Ciencias Sociales, La Habana, Cuba.
- Mesa-Lago C. (1998) *Assesing Economic and Social Performance in the Cuban Transition of the 1990s*, World Development Vol. 26, n°5, pp. 857-876.
- Pastor M. et A. Zimbalist, (1995) *Waiting for Change : Adjustment and Reform in Cuba*, World Development Vol. 23 n°5 pp. 705-720
- Ritter A. R (1995) « La dualidad del tipo de cambio en la economía cubana de los noventa », *Revista de la Cepal* n°57, Décembre.
- Zimbalist, A (1998) *Whether the Cuban Economy? Séminaire Neclas*, Wellesley College, Octobre (miméo)

RÉSUMÉ - RESUMEN

Les années de « la période spéciale » qui recouvrent la crise profonde de l'économie et de la société après la chute du mur sont étudiées à partir du modèle antérieur d'insertion internationale, en trois temps de l'ajustement structurel : la phase d'attentisme jusqu'en 1993, l'analyse des réformes à partir de 1993-94 (légalisation du dollar, restructuration du secteur public, travail indépendant, marchés libres, réforme budgétaire, monnaie...), enfin l'impact de ces dernières et les nouveaux défis économiques internes et externes, alors que les dirigeants n'ont pas voulu de transition vers l'économie de marché.

Los años del « periodo especial » que abarcan la crisis profunda de la economía y de la sociedad tras la caída del muro están estudiadas a partir del modelo anterior de inserción internacional, en tres tiempos del ajuste estructural : la política de espera hasta 1993, el análisis de las reformas a partir de los años 1993-1994 (legalización del dolar, reestructuración del sector público, trabajo por cuenta propia, mercados libres, reforma del presupuesto, moneda...), por fin el impacto de esas y los nuevos desafíos internos e externos, cuando los dirigentes no quisieran la transición hacia la economía de mercado.

CAMARADES ET INVESTISSEURS : CUBA, UNE TRANSITION INCERTAINE

HAROLDO DILLA ALFONSO*

Sous les applaudissements des technocrates et des patrons, le gouvernement cubain a lancé comme action prioritaire ce que l'on a appelé la réforme économique. Les choix étaient peu nombreux quand la décision a été prise. La désintégration du bloc économique est-européen et, par la suite, de l'URSS, a porté un coup sévère à l'économie nationale. Entre 1986 et 1989, l'économie avait pratiquement stagné et, après 1990, elle a connu un déclin brutal : en 1993, la baisse du PIB atteignait 40 % environ. La situation du secteur extérieur était plus complexe encore, car le pays avait perdu brutalement 85 % de ses marchés traditionnels (préférentiels), la quasi totalité de ses lignes de crédit à long et moyen terme ainsi que ses principales sources d'approvisionnement technologique. La capacité importatrice de l'économie était réduite des deux tiers.

Dans une telle situation, le sentiment habituel anti-économie de marché des dirigeants cubains commença à laisser place à l'acceptation pragmatique d'une série de réalités : Cuba devait s'insérer sur le marché capitaliste mondial, le faire sur des bases strictement compétitives et, pour cela, il fallait restructurer un grand nombre des fondements de son organisation économique et sociale. Dans un discours mémorable du 26 juillet 1993, le président cubain a

* Institut de Philosophie de La Havane. Les opinions émises ici sont de la responsabilité de l'auteur et n'engagent pas l'institution où il travaille. Il a été directeur de recherche et animateur de la revue *Cuadernos de Nuestra América*, éditée par le CEA (Centro de Estudios sobre América) avant son démantèlement consécutif aux attaques prononcées par Raoul Castro en mars 1996 (Cf. J. Habel, *Le Monde Diplomatique*, fév.1997). Cet article a été rédigé en avril 1998.

défini les bornes du programme d'urgence : conserver les conquêtes révolutionnaires et attendre des temps meilleurs pour poursuivre la construction du socialisme.

RECTIFICATIONS SOCIALISTES ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Bien que marqué encore par les entraves bureaucratiques et de nombreuses marches arrières, le processus de libéralisation et d'adaptation économiques se produit à un rythme surprenant. Dès 1987, on avait commencé à stimuler les investissements étrangers qui, en 1995, ont reçu une couverture légale grâce à l'approbation d'une loi spécifique de régulation. En 1992, une importante réforme constitutionnelle a été votée, reconnaissant la propriété privée des moyens de production et ouvrant la voie à la décentralisation des entreprises publiques à partir de la suppression du monopole d'État sur le commerce extérieur. Un an plus tard, au beau milieu d'une chute vertigineuse du PIB, tous les cubains étaient autorisés à avoir des dollars et d'autres monnaies fortes, qu'ils pouvaient dépenser dans un réseau de magasins jusqu'alors réservé aux touristes, aux résidents étrangers et à une élite nationale réduite. Dans la même période, on a réalisé le transfert d'un quota important de terres d'État vers des coopératives et, dans une moindre mesure, vers les petits producteurs. Le travail indépendant dans les services a été encouragé par une législation plus favorable.

En 1994 débutait le processus d'ajustement budgétaire, d'augmentation des prix et de mise en place des impôts et contributions, destiné à réduire l'énorme excès de liquidités monétaires. Dans la deuxième moitié de la même année, l'État autorisait les marchés libres des produits alimentaires dont la condamnation avait été la pierre angulaire du discours officiel, à la fin des années 1980. Alors que le panier de la ménagère subventionné se voyait peu à peu réduit, une part essentielle de la consommation populaire était réalisée sur un marché libre dollarisé qui ne se préoccupait plus des prix payés pour la force de travail. Les mesures prises entre 1996 et 1997 ont confirmé la tendance déjà signalée, par une réorganisation de la législation et des institutions économiques : autorisation pour établir des zones franches dans quatre villes du pays, modification de la loi sur les tarifs douaniers, réorganisation du système bancaire, etc.

Les dirigeants politiques cubains ont vanté à de nombreuses reprises les résultats positifs de leur politique d'ouverture dans cette dure période. D'une part, cette politique a en effet réussi à contenir la chute catastrophique de l'économie et à produire depuis 1995 des niveaux de croissance dont le cumul est estimé à un peu plus de 12%. Il faut reconnaître que cela a mis fin à un vœu

de la droite ultra américaine et de ses associés de Miami : une marche « versaillaise » sur une révolution étouffée économiquement. Si nous prenons en considération le fait que ces résultats ont été obtenus pendant une période de forte confrontation avec les États-Unis, dont le blocus économique et la politique d'ingérence ont été catalyseurs de la crise, il faut alors leur attribuer une signification historique nationale et internationale. D'autre part, selon l'argumentation officielle, le redressement a eu lieu sans recourir à l'orthodoxie néolibérale et sans sacrifier les programmes de santé publique, d'éducation et de sécurité sociale, dont les budgets ont été stabilisés ou augmentés (jusqu'à atteindre 60 % du budget national) et tout en conservant un rôle prépondérant à l'État. Voilà qui montre à l'évidence la poursuite de l'engagement social du programme de la révolution.

Cependant des questions clés restent posées concernant l'importance de l'héritage révolutionnaire cubain. Le processus de libéralisation et d'ajustement économiques à Cuba se distingue des processus en cours en Amérique Latine non seulement en raison des arguments ci-dessus, mais aussi parce que, dans ce cas, il ne s'agit pas simplement de variantes du code opérationnel capitaliste, mais de la restructuration radicale de l'économie politique, des modes de régulation sociale et de la production idéologique et culturelle qui ont prévalu durant les décennies antérieures. D'où un signe de transformation qualitative de grande importance : la colonisation mercantile progressive des sphères d'action sociale avec pour conséquence des défis multiples qui touchent au thème central de la politique - la distribution et le partage du pouvoir. Il faut donc s'interroger sur l'amplitude des changements systémiques en cours à Cuba, tout d'abord sur le plan social et ensuite sur la ré-articulation totale de la politique.

L'une des idées centrales de cet article est de montrer que la réforme actuelle produit une recomposition des classes sociales en fonction d'un bloc technocratique-patronal émergent et au détriment des positions des secteurs populaires. Cette tendance, qui conduit à une restauration capitaliste dans le pays (au nom du socialisme et sous l'administration du Parti Communiste) n'est pas inéluctable. C'est pourquoi l'autre autre idée centrale ici développée est qu'il existe des voies alternatives qui impliqueraient un renouveau substantiel du système politique en fonction d'un véritable pouvoir populaire.

LE SCÉNARIO PRÉCÉDENT : UNE UTOPIE SUBVENTIONNÉE

La dynamique de la société cubaine, entre 1959 et 1989, a été dominée par deux tendances contradictoires : le nivellement et la mobilité sociale. La première tendance a dominé dans les premières années et a démarré avec la radicalité du

phénomène révolutionnaire, qui a conduit à la liquidation virtuelle des secteurs bourgeois et d'une bonne partie de la classe moyenne, qui ont émigré ou connu un processus de prolétarianisation. La société s'est peu à peu organisée autour de la domination de formes sociales et étatiques de la propriété des moyens de production. En même temps, ce nivellement social s'est accompagné d'un processus de mobilité ascendant (particulièrement fort à partir du milieu des années 1970) des majorités, s'appuyant sur des programmes publics de création d'emplois et de services sociaux. À titre d'illustration : en 1953, 57 % de la population vivaient en zone urbaine, les analphabètes constituaient environ un quart de la population et seulement 11 % des Cubains avaient un niveau d'instruction moyen ou supérieur. Autour de 1989, dernière année de publication des annuaires statistiques, on comptait un peu plus de 10,5 millions d'habitants dont 73 % vivaient en zone urbaine, et 38 % dans des villes de plus de 100 000 habitants. L'analphabétisme n'était plus qu'un lointain souvenir : plus de la moitié de la population possédait un niveau scolaire supérieur au 6 premiers degrés d'enseignement (soit le primaire) ; le nombre de techniciens et de cadres tournait autour d'un demi million et près de 140 000 personnes poursuivaient des études supérieures¹.

Cette intense mobilité sociale, ainsi que d'autres facteurs ont mis en valeur le concept de « peuple » comme véhicule socio-politique de la transformation sociale et de la défense nationale. Le système politique rendait compte de cette situation en adoptant le modèle léniniste développant les organisations par secteurs sociaux qui agissaient comme « courroies de transmission » entre la totalité de la population et « l'avant-garde » organisée dans le Parti Communiste. Le résultat ne pouvait être qu'une forte concentration de l'autorité politique dans des conditions de quasi monopole dans trois directions au moins.

Tout d'abord dans l'exercice de l'attribution des ressources au moyen d'une planification centralisée, directive et unique, qui s'est vu renforcée par l'entrée de Cuba dans le bloc économique soviétique au début des années 1970. À partir de ce moment là (et jusqu'en 1987) l'économie cubaine a connu un processus de croissance extensive avec des ressources relativement abondantes, dans le cadre d'une économie politique marquée par une production peu exigeante, une distribution équitable et une consommation subventionnée. En deuxième lieu, le modèle léniniste d'organisation politique - encouragé par un fort consensus politique - a été établi par un mécanisme fort de contrôle politique, non seulement en ce qui concerne la répression des tendances opposées au système (assez peu importantes réellement depuis le début des années 1960) mais surtout par la mobilisation populaire et la socialisation des valeurs et des attitudes.

Troisièmement, et ce n'est pas le moins important, il faudrait souligner la capacité de la direction politique à produire une idéologie crédible et qui la

légitimait, opérant comme une sorte de paradigme téléologique tant dans ses aspects internes qu'externes. Il s'agissait d'une idéologie sûre, qui laissait peu de place à l'incertitude quant à la triple interrogation sur ce qui existe, ce qui serait le mieux, ce qui est possible. C'était aussi une idéologie cohérente, étant donnée l'interrelation étroite entre les perceptions des réalités quotidiennes émanant de l'imbrication sociale et du discours institutionnalisé. Elle était également accessible au citoyen moyen dans la mesure où il partageait les valeurs chères à la culture politique nationale valorisée par les principes éthiques, supports de la politique (le patriotisme, l'internationalisme, l'égalité sociale, etc.). Le capitalisme, ainsi que toutes ses catégories organiques (bourgeoisie, consommation, inégalités, marché, etc.) furent durement condamnés et considérés comme appartenant à un passé qui n'aurait pas de deuxième chance.

Pendant, ce schéma contenait des contradictions procédant de ses buts déclarés (socialisation du pouvoir) et de son appropriation progressive par une couche bureaucratique, émergente dans les années 1960 et définitivement consolidée au cours de la décennie suivante, à l'ombre de ce que l'on a appelé le processus d'institutionnalisation. En termes systémiques, la consolidation de la classe bureaucratique n'a pu être obtenue qu'au prix de l'extension des relations clientélo-paternalistes, l'arrêt du processus de socialisation du pouvoir et par conséquent le gel du développement socialiste du projet (Dilla, 1996).

L'histoire s'est chargée de montrer aussi bien les vertus que les inconvénients de ce type d'aménagement de la régulation socio-politique. Tant qu'il s'agissait d'une société de bas niveau que Giddens a appelé « universalité et réflexivité sociale » (Giddens, 1996), ce schéma de régulation politique a fonctionné efficacement : il a permis d'affronter avec succès le danger extérieur réellement représenté par l'agressivité des États-Unis, il a facilité la mobilisation et la distribution équitable des ressources disponibles, a promu une culture politique solidaire et un vaste réseau de participation et mobilisation populaire, entre autres. Mais ses propres succès tissaient son obsolescence, particulièrement quand la mobilité et la haute qualification de l'individu ont commencé à se heurter à la rigidité des mécanismes de contrôle socio-politiques, ce qui tendait à produire des dysfonctionnements comme l'apathie et l'anomie politiques.

La réforme économique s'est chargée du reste. Le marché, acteur discret dans les décennies précédentes, a commencé à jouer un rôle plus important dans l'assignation des ressources et la distribution des maigres excédents - et par conséquent dans la modification des rapports de pouvoir. Les Cubains ordinaires commencèrent alors à constater avec étonnement que le futur n'était pas aussi sûr qu'on le leur avait expliqué pendant des années dans le discours officiel.

CAMARADES ET INVESTISSEURS : SOCIÉTÉ, POLITIQUE ET RAPPORTS DE POUVOIR

Une des constantes du discours officiel a été, d'un côté, d'accepter de renouveler périodiquement les structures politiques, et de l'autre, de limiter les dimensions de ces changements à une série de facteurs qui vont de l'inviolabilité de certains préceptes - le monopartisme par exemple - jusqu'au rejet frontal de toute modification induite par des pressions extérieures, ce qui est parfaitement compréhensible si l'on tient compte des prétentions des États-Unis à modifier le système politique cubain afin de lui permettre de récupérer son rôle d'acteur interne décisif dans les affaires domestiques.

Les échos affaiblis d'un débat

1990 a marqué un moment significatif dans la dynamique de renouvellement politique. Et ce ne fut pas une « bonne année ». L'économie montrait depuis 1987 une tendance persistante au déclin qui ne put être inversée par le programme de « rectification » proclamé par les dirigeants politiques. Les constructions idéologiques autour de l'irréversibilité du système socialiste venaient d'être rudement malmenées, d'abord par les effets de la Perestroïka puis par la chute du Mur de Berlin. Dans la deuxième moitié de 1989, la société cubaine a été secouée par la dénonciation publique de faits de corruption de certains membres des hautes sphères de l'armée, de la sécurité et de l'appareil civil.

La nécessité de retrouver un consensus et de renforcer la légitimité du régime était perçue par la classe politique comme un tâche urgente à la veille du IV^e Congrès du Parti Communiste programmé pour 1991. Le Parti convoqua donc une discussion publique ayant pour but de « favoriser un consensus qui ait pour base la reconnaissance de la diversité des points de vue pouvant exister dans le peuple, et qui se renforce par la discussion démocratique au sein du Parti et de la Révolution, surtout dans la recherche de solutions, dans l'examen des variantes pour atteindre des objectifs socio-économiques, et en général dans la réflexion destinée à perfectionner la société dans laquelle nous vivons »². Pendant plusieurs mois, la société cubaine a vécu l'un des débats publics les plus libres et les plus démocratiques de son histoire. Des millions de personnes dans des dizaines de milliers de lieux (écoles, centres de travail, communautés) ont exercé leur droit à la critique, à proposer des solutions ou simplement à débattre de thèmes qui allaient de la vie quotidienne à la haute politique. Les résultats de ces débats n'ont jamais été publiés, mais les différents rapports et observations réalisés rendent compte une discussion qui venait d'une profonde rénovation systémique dans le cadre d'un engagement fondamental avec les objectifs socialistes et d'indépendance nationale. La classe poli-

tique cubaine avait devant elle un stock d'informations suffisant pour sonder l'état d'esprit, les aspirations et les points de vue de la majorité de la population.

Les changements politiques qui se sont produits au cours des deux années suivantes (1991-1992) n'en ont représenté qu'une sorte d'écho affaibli, en comparaison avec l'intensité des débats ayant eu lieu. D'abord il y a eu une importante réforme constitutionnelle, modifiant presque 60% des articles. Bien que la plupart de ces modifications intéressât la sphère de l'économie (système de propriété, déconcentration du commerce extérieur, etc.), d'autres touchaient - au moins dans les termes - ce que Azcué a appelé « les noyaux durs » de la constitution de 1976 (Azcué, 1996) : proclamation du caractère non confessionnel de l'État et interdiction de tout type de discrimination contre les croyants, suppression des références au centralisme démocratique et à l'unité du pouvoir, suppression de la définition strictement classiste de la base sociale de l'État, établissement d'élections directes pour les sièges au parlement, etc. La loi électorale qui en découlait a rendu compte de cette dernière proposition ; si elle eut la vertu de réitérer la non-ingérence directe du Parti communiste dans la nomination des candidats et dans les votes, et de renforcer le rôle des organisations sociales et de masse, elle en limitait la portée démocratique en restreignant le principe de concurrence qui avait été la pierre de touche des élections locales. En même temps des structures sub-municipales étaient créées - les conseils populaires - qui ont joué un rôle très important dans la mobilisation des ressources locales, dans la prise de décision à ce niveau et, dans certains cas, dans l'élaboration de projets communautaires à forte vocation autogestionnaire et participative.

Ce que certains secteurs avaient imaginé comme la promesse d'un début de construction d'une démocratie pluraliste et participative apportant une réponse politique aux nouvelles conditions sociales dans le cadre de la continuité socialiste, se limitait à une série de changements ponctuels témoignant plus d'un aspect pratique que de préoccupations démocratiques. Certes, le sujet s'avère délicat et complexe, non exempt de risques politiques. Il ne s'agit pas seulement d'évaluer jusqu'où les changements opérés dans le système politique formel sont ou non démocratiques. Il s'agit d'évaluer leurs qualités à partir du fait que la politique à Cuba change à un rythme vertigineux, même si cela ne se voit pas au niveau formel. Et la gouvernabilité que l'on prétend garantir dépend de plus en plus de l'altération des rapports de pouvoir propre au nouveau modèle d'accumulation.

En d'autres termes : si la politique n'est pas seulement - même pas essentiellement - une question institutionnelle ou normative, mais surtout - je reprends une définition de Held (Held, 1992) - l'interaction des acteurs et individus pour le contrôle des mécanismes de répartition des ressources et des valeurs, il est alors possible d'affirmer qu'à Cuba la politique souffre d'un

fonction des exigences du nouveau modèle d'accumulation, dont la nouvelle expression apparaît dans la refonte des réseaux sociaux de pouvoir. Par conséquent, les changements formels qui peuvent être réalisés aujourd'hui sont différents de ceux qui pourront être effectués dans le futur, quand la corrélation des pouvoirs aura varié de façon significative. Une brève analyse du processus de reconfiguration et de recomposition sociale montre une double tendance au renforcement d'un bloc technocratique patronal lié avantageusement au marché (et qui a la possibilité de s'ériger en bloc social hégémonique), et en même temps la fragmentation et l'affaiblissement des secteurs populaires³.

Le recyclage des élites

Du point de vue qui nous intéresse ici, le résultat social le plus évident du processus d'ouverture et de réforme économique a été la formation naissante d'un nouveau bloc social - que nous appellerons ici « technocratico-patronal » - dans lequel on peut distinguer trois composantes fondamentales.

La première composante de ce bloc émergent est située dans l'espace de l'investissement étranger. Selon les chiffres disponibles en 1990 le nombre des investissements étrangers ne dépassait pas deux douzaines. En 1994, il y avait 176 associations à capital étranger, qui s'élevait environ à 1 milliard 500 millions de dollars. Elles étaient établies avec 36 pays et dans 26 branches. On dénombrait en même temps la présence de 400 sociétés commerciales⁴. Fin 1996, on comptait 260 investissements étrangers dont certains commençaient à s'installer dans les zones franches industrielles nouvellement créées. Cette année-là, on indiquait la présence de 800 représentations de sociétés étrangères (*Granma*, 14 décembre 1996). Dans la mesure où il s'agit régulièrement d'associations avec l'État, ce secteur est étroitement lié à une couche de chefs d'entreprises et gérants nationaux qui partagent des expériences vitales, des modes de vie et des aspirations substantiellement différents du reste de la population.

La deuxième composante de ce bloc émergent est formée des chefs des entreprises d'État qui ont gagné des positions avantageuses sur le marché mondial, et par conséquent des capacités supérieures d'autonomie. Ces nouvelles attributions sont incompatibles avec l'image traditionnelle de l'administrateur de biens publics dans le cadre d'une économie centralement planifiée, toujours enfermé dans la tragique triade de ne pas savoir, ne pas pouvoir, ou ne pas vouloir. À leur place surgit un nouveau type de chef d'entreprise national, plus préoccupé d'obtenir le maximum de gains que de considérations politiques. Le nombre d'entreprises concernées ira en augmentation au cours de la réforme.

Une troisième composante (potentielle) de ce bloc est représentée par les gens (paysans aisés, intermédiaires commerciaux, prestataires de services, etc.)

qui ont accumulé de grosses sommes d'argent et d'autres biens par la spéculation dans le marché noir, souvent aux dépens des ressources d'État. Puisque la majeure partie de ces fortunes est d'origine illicite, il est impossible de quantifier leur potentiel économique. Mais il est possible d'avoir une idée de leur dimension à travers l'analyse de la structure des comptes courants, où on dépose approximativement 60 % du total des liquidités monétaires, et qui a présenté ces dernières années une inquiétante tendance à la concentration.

D'après des rapports de la Banque Nationale de Cuba et d'autres agences officielles, vers la fin de 1994, 14,1 % des comptes contrôlaient 77,8 % de la totalité de l'épargne. Un an plus tard, 13,1 % des comptes correspondent à 83,7 % de la totalité, et en 1996 la concentration avait augmenté de telle façon que seulement 12,8 % (environ 600 000 comptes) contrôlaient 84,7 %, ce qui équivalait à plus de 6 600 milliards de pesos. Le plus significatif est peut-être que, dans cette période, 2,7 % des comptes possédaient 43,8 % de l'épargne. En comparant avec l'année antérieure, les comptes d'épargne jusqu'à 20 000 pesos ont diminué de presque 300 millions de pesos, tandis que ceux de plus de 20 000 pesos ont augmenté leur solde pour une valeur de 74,1 millions de pesos (Beruff, 1997). Avec la libéralisation des marchés agricoles et des produits industriels, ainsi que l'ouverture du travail indépendant, ce secteur n'a pas seulement augmenté et « blanchi » des fortunes mais obtenu un contrôle plus grand sur la circulation et la réalisation du marché intérieur. Dans un futur assez proche, ce secteur aura un rôle investisseur dans les petites et moyennes entreprises et dans des accords avec le secteur formel de l'économie, ce qui augmentera ses capacités d'accumulation.

Comme on peut aisément le supposer, l'origine de ces groupes est la bureaucratie traditionnelle elle-même - civile et militaire - et ses familles, ainsi que de jeunes technocrates portés aux nues et recrutés par cette bureaucratie. Dans le troisième groupe, il est aussi possible de trouver un fort lien entre les affaires privées les plus prospères - restaurants, location de chambres aux touristes - et de hauts bureaucrates en retraite ou des membres de leur famille, car en dernière instance ces négoce ont besoin de maisons confortables situées dans des lieux centraux (qui leur ont été attribuées par l'État révolutionnaire).

La fragmentation des secteurs populaires

Avant 1989, les travailleurs cubains formaient une masse relativement homogène. Cette année-là, environ 3,5 millions de personnes, 94 % de la force de travail employée dans le secteur civil, était composée de salariés de l'économie d'État, organisés syndicalement dans leur immense majorité et protégés par un code du travail très paternaliste. Les travailleurs à leur compte ne représentaient que quelques milliers de paysans indépendants ou de coopérateurs. Leur

nombre déjà peu élevé avait progressivement diminué. La crise et le processus de réajustement et de libéralisation ont changé les choses de façon significative.

Il faut noter en premier ses effets sur les secteurs salariés, et surtout sur la classe ouvrière. Ces secteurs connaissent une réduction terrible de leurs effectifs, en raison de nouvelles offres d'emplois plus lucratives dans le secteur privé ou coopératif, et du processus de réduction des emplois surnuméraires dans les entreprises d'État. En 1996, ce secteur regroupait 78 % de la PEA, soit 16 % de moins que huit ans auparavant. L'affaiblissement économique des salariés n'est pas moins remarquable, à cause de la dollarisation des prix d'une partie importante des biens de consommation et des services, et du maintien de salaires prévus pour une consommation subventionnée. En ce sens, les salariés du secteur public sont soumis à un régime de surexploitation, dans la mesure où le prix de la force de travail est inférieur au coût de sa reproduction. Selon des calculs non officiels, une famille cubaine de quatre personnes, où deux personnes au moins travaillent et reçoivent un salaire moyen, aurait besoin du double de salaire pour garantir une consommation minimum en produits alimentaires, d'hygiène et de services commerciaux (Togoros, 1997).

Dans la vie réelle, on pallie cette situation de différentes façons. Presque 20 % des salariés, situés dans des zones privilégiées par la nouvelle dynamique économique (tourisme, technologie de pointe, industrie exportatrice), reçoivent des ressources monétaires ou en espèces ajoutées au salaire officiel, ce qui pourrait donner naissance à une modification virtuelle de la classe ouvrière et des salariés en général par le capital international. Dans d'autres cas, ces mêmes travailleurs ont tenté de s'insérer dans les activités indépendantes (« à leur compte »), de façon formelle (près de 26 % des licences délivrées en 1996 correspondaient à des travailleurs de l'État) ou de façon informelle. Le recours à d'autres expédients non liés au travail est fréquent, avec pour conséquence la prolifération d'attitudes anomiques. Un exemple de cette nature pourrait être l'obtention des aides économiques de la famille émigrée. Un autre, tout aussi important, serait la corruption. Il n'est pas nécessaire de développer les implications éthiques et idéologiques de ces modes de survie.

Une autre tendance sociale significative est la prolifération des producteurs coopératifs et individuels non salariés. Il faut souligner d'abord la situation des petits paysans individuels et des producteurs agricoles associés en coopératives qui, pour diverses raisons, n'ont pas atteint un haut niveau de thésaurisation. Comme nous le remarquons précédemment, ces secteurs avaient connu une diminution graduelle depuis le triomphe de la révolution, de sorte que si en 1970 ils constituaient 11 % des employés du secteur civil, en 1989 ils n'en constituaient plus que 5 %. Avec la création, en 1993, des nouvelles unités coopératives (UBPC)⁵, cette situation a connu un renversement complet. Bien qu'il n'existe pas de statistiques officielles, on compte que 300 000 personnes environ sont

venues grossir les rangs du secteur coopératif agricole, et ont à leur charge 30 % des terres cultivables. 50 000 personnes en plus ont reçu des parcelles à titre individuel (Valdés Paz, 1997).

Un autre secteur en expansion considérable est celui du travail indépendant, principalement dans les zones urbaines. Ce travail n'est pas totalement une nouveauté dans la société cubaine. Dans les années 1970 ce type d'activité avait atteint un niveau de développement qui fut bloqué entre 1986 et 1989, durant le « processus de rectification » considérant cette activité incompatible avec les objectifs socialistes. Pendant l'été 1993, le travail indépendant a été réhabilité comme moyen de créer des emplois et de limiter la portée du marché noir. Mais bien que derrière l'appellation « à son compte » se cachent de véritables fortunes qui ont gagné les meilleures positions et affrontent avec succès l'offensive fiscale du gouvernement, l'immense majorité des négoce couverts par cette loi sont des petites unités individuelles ou familiales dont les revenus nets, même quand ils dépassent ceux de la majorité des travailleurs du secteur formel, ne permettent pas d'entamer un processus d'accumulation.

Autour de février 1994, il y avait 142 000 travailleurs à leur compte légalisés, chiffre qui avait atteint 160 000 en juin, et 208 346 en janvier 1996. En 1997, on a constaté une diminution significative, pour atteindre environ 160 000 personnes. Les chiffres cités ne reflètent cependant pas la véritable dynamique de ce processus. Jusqu'à la dernière année citée, 401 847 demandes de licence avaient été présentées et 158 597 personnes avaient abandonné cette activité, ce qui montre une grande instabilité. Seuls 0,9 % du total en activité se trouvait dans les zones les plus lucratives, les restaurants privés, et 27 % dans des petits kiosques de distribution de nourriture et de boissons non alcoolisées. À ce moment là, 26 % des travailleurs à leur compte étaient en même temps travailleurs du secteur formel, 30 % chômeurs, 18 % femmes au foyer (euphémisme qui désigne souvent la femme au chômage) et les autres à la retraite. 73 % des porteurs de licence étaient des hommes, ce qui laisse penser que les femmes ont un rôle de dépendance et de soutien de l'activité économique. Il est intéressant de remarquer que 80 % des travailleurs à leur compte légalisés possédaient le 9^e niveau d'éducation (fin secondaire premier cycle) ⁶.

Enfin, la société cubaine commence à passer d'une situation de plein emploi (légitimement considérée comme une conquête révolutionnaire, même au prix d'une notable inefficacité économique) à une autre où le chômage devient un trait structurel. En 1994, le chômage atteignait 8,5 % de la PEA et, en 1997, 7 %, ce que certains analystes ont interprété comme un signe positif de régression. Mais il ne s'agit pas d'une tendance irréversible. La gestion du chômage par l'État a été possible grâce à l'application très graduelle, et même a posteriori, de la rationalisation du personnel des entreprises publiques. C'est dans ce cadre graduel que le marché du travail a fourni de nouvelles options d'emploi,

particulièrement dans le secteur privé émergent. Il est probable que la future existence de petites et moyennes entreprises offre de nouvelles soupapes de sécurité à cette situation. Mais ce phénomène ne peut être illimité. La population au chômage croîtra donc dans les années à venir, même si l'économie obtient des résultats réels, précisément parce qu'une des conditions de la reproduction économique dans le nouveau mode d'accumulation est la suppression de la force de travail surnuméraire⁷.

Vers de nouvelles formes d'association

Le renforcement du sujet populaire passe par l'autonomie de ses organisations. Dans les nouvelles conditions, les organisations populaires devront assumer des espaces contradictoires par rapport aux politiques dictées par l'État. Il faudrait tout d'abord stimuler les organisations de secteurs déjà existantes. Disons, par exemple, que la Fédération des femmes cubaines devrait assumer un nouveau rôle, à partir d'un point de vue féministe défiant les structures d'oppression qui demeurent dans la société cubaine et qui pourraient même être renforcées dans l'avenir, en fonction des exigences d'un mode d'accumulation dont un des axes est la dégradation (prostitution, maquilas) de la force de travail féminine.

On pourrait dire à peu près la même chose des syndicats. Tant qu'ils ont opéré dans une économie assistée, protégés par un code du travail paternaliste, les syndicats ont pu conserver leur légitimité, même s'ils n'avaient qu'un rôle discret dans le travail. Dans la mesure où le nouveau mode d'accumulation impose une exploitation intensive de la force de travail et élève le coût de production, le travail devient un nouvel exemple d'aliénation et de contradictions, dont la représentation ne pourra être assumée que par un syndicalisme ayant la capacité légale d'utiliser tout mode de pression, y compris la grève. Tout ceci a un coût. Disons par exemple qu'un syndicat plus vindicatif pourrait provoquer des réserves de la part du capital étranger, qui cherche un profit maximum dans le moins de temps possible⁸. Mais ce coût est incontournable, et de toute façon ce n'est pas obligatoirement ce genre de capital que l'on cherche à capter dans un pays ayant des « attraits » économiques plus sophistiqués qu'une main-d'œuvre bon marché et docile.

Deuxièmement, le potentiel des organisations populaires de Cuba ne se limite pas aujourd'hui aux organisations sociales de masse traditionnelles. Depuis cinq ans, la société cubaine a suscité de nombreuses associations. On peut distinguer des associations civiles, des associations non gouvernementales, des institutions universitaires, des mouvements communautaires, etc. Dans leur ensemble, elles ont lancé d'intéressants débats sur une nouvelle conception du développement avec des thèmes tels que l'environnement, les problèmes hommes/femmes, la participation populaire, les cultures locales,

etc. En particulier, les mouvements communautaires ont essayé, dans la pratique, d'offrir une alternative au développement et à la cohabitation communautaire, et de dépasser ainsi l'antinomie traditionnelle marché-État qui a saturé la discussion publique à Cuba pendant des années (Dilla, 1997).

Paradoxalement, tous ces mouvements ont souffert d'un boycott bureaucratique, dont l'expression majeure a été un document émanant de la direction du Parti, qui déclarait son intention de régenter la dynamique de ces associations à partir de la configuration d'une « société civile socialiste » dont les paramètres d'inclusion (ou d'exclusion) n'ont jamais été définis, et par conséquent restent à la merci des critères arbitraires des organes bureaucratiques (*Granma*, 27 mars 1996). L'argumentation officielle utilisée pour justifier cette décision, ainsi que d'autres attitudes restrictives envers l'autonomie des organisations, était basée sur la considération suivante : la stratégie d'ingérence des États-Unis considérait l'utilisation de la société civile comme une voie pour saborder le système. Formule déjà employée dans certains pays de l'Est européen. Encore que cette perspective d'ingérence soit une constante depuis 1980, explicite dans les lois Torricelli (1992) et Helms-Burton (1996), lesquelles projettent de nouveaux moyens d'opérer, orientés vers la reconnaissance de secteurs sociaux et politiques spécifiques, incluant (mais pas uniquement) les composantes de la société civile⁹. S'il est compréhensible que l'État Cubain ait essayé de protéger la souveraineté nationale des tentatives subversives nord-américaines, il peut paraître absurde qu'il le fasse en imposant des limites et des contrôles à des organisations qui ont exprimé, dans leur déclarations et en pratique, leur rejet total des prétentions à l'ingérence nord-américaine, aussi clairement que l'État l'a fait lui-même. Il est possible que la réaction de l'État contre la « société civile » n'exprime pas seulement le zèle de la classe politique ou la réticence traditionnelle de la bureaucratie à admettre des concurrences légitimes sur le contrôle social, mais corresponde aussi à sa disposition à offrir au capital international « un pays en ordre », incompatible avec l'existence d'organisations autonomes et combattives.

Enfin, le renforcement de l'entité populaire ne peut se limiter à la revitalisation des organisations existantes, mais doit s'étendre à la création d'associations propres à de nouveaux acteurs et couches sociales subordonnés au processus d'accumulation. Les travailleurs indépendants - à leur compte, coopérateurs, ou liés dans l'avenir à la petite et moyenne entreprise - sont un défi pour une classe politique habituée au contrôle vertical centralisé. Les politiques en cours ont consisté à inclure ces travailleurs dans les syndicats existants, ce qui est évidemment non fonctionnel, aussi bien pour les syndicats que pour les travailleurs indépendants, et, de fait, a eu peu d'effets. Tout laisse à penser qu'il serait plus raisonnable de stimuler l'organisation de ces secteurs dans des organisations propres capables de représenter leurs intérêts spécifiques dans le

système, même si cela implique une nouvelle forme de penser et de faire de la politique.

Ce n'est qu'à partir de ce renforcement de l'entité populaire dans les différentes sphères socio-politiques qu'il est possible de penser un projet économique alternatif qui conjugue diverses formes d'économie populaire¹⁰ - avec des mécanismes de cogestion et d'autogestion partant d'un modèle d'entreprise décentralisé -, que le titre de propriété soit public, mixte ou privé. En même temps, il comprendrait d'autres formes d'organisation de consommateurs qui, protégés par une législation cohérente, pourraient contrer les effets destructeurs du marché (que celui-ci soit contrôlé par le secteur privé ou le secteur étatique) sur les niveaux de consommation de la population.

Ce même projet politique doit prendre en compte l'espace nécessaire mais subordonné pour le secteur technocratique d'entreprises. L'importance de ces secteurs émergents ne réside pas dans leur aspect quantitatif. En terme numérique, nous ne parlons que de quelques milliers de personnes dont la place dans l'échelle sociale est encore instable, qui manquent de structures organisées propres et n'ont pas développé une conscience sociale cohérente. L'importance de ce secteur tient à des paramètres qualitatifs, dépendant avant tout de leur position dans les sphères les plus dynamiques de l'économie, ce qui les dote de « biens politiques interchangeables » face à la classe politique et à la bureaucratie traditionnelle. Il s'agit d'une relation complémentaire, bien que non exempte de contradictions, dans laquelle les secteurs émergents fournissent à l'élite traditionnelle les excédents économiques pour la reproduction de son pouvoir, en même temps que cette dernière garantit la paix sociale indispensable au nouveau mode d'accumulation. En dernière instance, nous ne devons pas oublier que les nouveaux technocrates et chefs d'entreprises sont issus de la bureaucratie traditionnelle, ou ont été formés selon leurs politiques en cours, ce qui les situe dans un réseau très sélectif de rapports personnels et leur donne accès aux moyens d'informations et matériels, etc. Cet aspect qualitatif est mis en évidence dans le fait qu'ils possèdent une haute capacité de production idéologique et culturelle, pour laquelle il suffit de se montrer face à la société comme symbole de la réussite personnelle en rapport avec le marché. Ceci a eu un impact sur les attitudes et comportements de parties significatives des secteurs populaires, pour lesquels ce qui était perçu auparavant comme déviation par rapport à la norme (enrichissement, corruption ou marginalité) est vécu aujourd'hui comme la mesure de la réussite, ou simplement comme une résistance légitime dans des aires de survie. Le meilleur exemple serait le modèle chinois, qui parle volontiers de ses succès économiques et de consommation, mais oublie ses résultats désastreux dans le domaine social, politique, culturel et écologique.

C'est là que réside, bien plus que dans d'insignifiants groupes dissidents - avec lesquels le système a appris à vivre sans problème - la base sociale d'un Thermidor cubain. Et ce qui pourrait devenir un problème encore plus grand dans l'avenir : la racine d'une mafia tropicale qui commence à manifester son influence. Les principaux obstacles à son développement comme bloc hégémonique sont la persistance d'une alliance des classes populaires avec l'élite politique issue du phénomène révolutionnaire. Comme je le notais auparavant, les signes de méfiance montrés par les dirigeants politiques (particulièrement les dirigeants historiques) face à la montée du marché et de la réforme expriment la permanence de cet engagement social de base. Par conséquent, l'état actuel de la réforme économique à Cuba, maintient une forte compartimentation des secteurs économiques et une situation de marchés fragmentés, ce qui rend difficiles les relations horizontales entre les différentes composantes mentionnées, et même dans chaque secteur. Il n'est pas difficile de prévoir que cette structure sera diluée par la force du marché si il n'y a pas rénovation du bloc populaire lui-même et de sa projection comme force autonome ayant des positions politiques propres. En termes formels, ceci impliquerait des changements institutionnels, en faveur d'une démocratisation du système.

Institutionnalité et construction démocratique

Un premier maillon de cette chaîne serait un sous-système municipal plus efficace et plus participatif comme premier espace de concertation et de négociation. Les instances locales cubaines ont cessé d'être les vecteurs d'un développement régional équilibré, planifié centralement. Des pôles touristiques, des zones minières, des zones franches industrielles, sont de nouvelles variables qui fragmentent l'espace national et diversifient ce qui est local (Dilla, 1996-c). Les sociétés locales elle-mêmes se transforment avec l'apparition d'agents économiques et sociaux générateurs de nouveaux rapports de pouvoir. Dans ce contexte, il reste peu d'espace pour la forme traditionnelle des prises de décisions fondée sur le plan économique centralisé : addition de demandes de la population et transmission à travers les mécanismes verticaux. Dans un scénario de négociations, le plan devrait être indicatif, décentralisé et pluriel. Le niveau local cubain doit être le premier lieu de la planification démocratique.

Au niveau macro, une redéfinition s'impose sur la façon dont les organismes représentatifs aux différents niveaux sont constitués. Jusqu'à présent, ceci n'a fonctionné qu'à partir des votes populaires organisés par territoires, dans le cas des instances provinciales et nationales, sans qu'existe un espace pour des élections organisées sur la base d'une réelle compétition. Ce qui a eu pour conséquence, d'une part, l'absence de représentation, dans les gouvernements locaux, des groupes de travailleurs locaux et la sous-représentation de secteurs

marginalisés, comme les femmes. D'autre part, ceci a entraîné l'érosion des capacités délibératives des institutions représentatives, ou le recours à des fictions légales dans le but d'assurer cette représentation là où elle est indispensable. Jusqu'à présent, les organes représentatifs ont eu un rôle législatif médiocre, accompagné de maigres calendriers de réunions qui ne dépassent pas en général quatre jours par an, et des votes unanimes inquiétants pour la totalité des sujets discutés. La création d'un espace de libertés, de droits et devoirs du citoyen n'est pas moins importante, clairement définis par la loi et appuyés institutionnellement.

La société révolutionnaire cubaine a de quoi être prodigue dans la définition des droits économiques et sociaux qui ne peuvent être dilués dans « la magie du marché » et doivent être défendus comme une conquête révolutionnaire. Mais, jusqu'alors, l'énoncé des droits politiques et civils est resté faible, imprécis et relégué à l'aspect administratif. Ce qui a produit une pratique arbitraire, au détriment des droits individuels et collectifs, du débat public et des idées qui ne correspondent pas aux désirs de la classe politique. Le Parti communiste cubain ne pourra être étranger à cette transformation. Et il devrait en être le protagoniste. Mais cela impliquerait sa transformation vers un parti plus démocratique, ouvert au débat et permettant les tendances dans le cadre de l'unité de projets stratégiques. Tout en admettant que ceci pourrait aussi conduire à un système pluripartiste, dans le cas où le parti communiste cesserait d'assumer son rôle d'avant-garde. En ce sens, un déplacement du système politique dans la direction signalée pourrait aider à la naissance et au développement de partis responsables en termes de continuité du système.

Le peuple cubain a très chèrement payé pendant près de quarante ans le pêché d'avoir voulu édifier un projet d'indépendance nationale à vocation socialiste dans l'espace considéré par les États-Unis comme leur arrière-cour. Il a également dû payer cher les avantages indéniables de l'aide soviétique. Aujourd'hui, il doit payer doublement s'il veut persister dans cette voie, en se retrouvant à nouveau cruellement seule face à la tragédie historique de la construction du socialisme dans un seul pays. La viabilité d'un socialisme rénové et inscrit dans une stratégie mondiale anticapitaliste ne relève pas de l'utopie absolue. Mais l'invocation traditionnelle des « lois générales de l'histoire » ne le garantit pas plus. Si, par contre, Cuba devait affronter une restauration capitaliste, il faudra continuer à avancer, en pensant que les efforts et le prix payés ces quarante dernières années sont un investissement pour la renaissance d'une future alternative de gauche. Ceci en nous souvenant de l'avertissement de Don Quichotte à son écuyer, même si cela provoque les hurlements des bureaucrates transformés en chefs d'entreprises, des dogmatiques devenus libéraux ou, simplement, de ceux qui imaginent qu'effectivement nous sommes arrivés à la fin de l'histoire, si souvent pronostiquée.

Notes

- 1 Comité Estatal de Estadísticas, Anuario de 1989, La Havane.
- 2 « Llamamiento al IV Congreso del Partido », dans *Cuadernos de Nuestra América*, juil-déc.1990, La Havane.
- 3 Concernant cet aspect il y a une excuse valable : on ne publie pas à Cuba de statistiques officielles systématiques depuis 1989. C'est pourquoi les analyses suivantes ne s'appuient que sur des études partielles et des observations qui laissent toujours place au doute.
- 4 Ces données ont été présentées au cours de la XII^e Foire Internationale de la Havane. Un haut dirigeant affirma aux chefs d'entreprises lors de l'inauguration officielle : « Nous vous offrons un pays en ordre. Une politique d'ouverture aux investissements de capitaux cohérente et irréversible. Une infrastructure économique cohérente et vaste. Un secteur productif en voie de changement vers l'efficacité. Un peuple travailleur et dévoué d'un haut niveau éducatif et technique. Une société qui ne connaît ni le terrorisme ni la drogue. Nous vous offrons une nation souveraine et un gouvernement honnête et incorruptible », *Cuba Foreign Trade*, jul-dec 1994.
- 5 UBPC : Les unités de base de production (UBP) existant dans les fermes d'Etat ont été transformées d'en haut par la loi de 1993 en unités coopérative (UBPC) : le collectif des travailleurs de l'UBP a reçu la terre en usufruit et a racheté les moyens de production. Ils cultivent en commun comme avant, mais ont la responsabilité de la gestion.
- 6 Pour une analyse plus poussée, cf. Tania Garcia « ¿ Cuentapropismo o economía popular? », exposé présenté à l'atelier *Municipios, Economía local y Economía Popular*, CEA 7 & 8 mars 1996. Les données sur les personnes engagées dans le travail indépendant doivent être prises avec précaution. Comme il est fréquent dans ce secteur, derrière tout travailleur légalement inscrit et qui paie ses impôts, il existe plusieurs personnes qui contribuent par leur travail de façon plus ou moins stable au négoce privé. Ceci pourrait multiplier plusieurs fois le nombre réel de personnes dont les ressources proviennent du travail indépendant.
- 7 V. Togoros, Op. Cit., *Granma*, 26 novembre 1997. Les données officielles sur le chômage sont toujours inférieures à l'ampleur réelle du phénomène, car elles renvoient à des gens qui recherchent un emploi dans les bureaux habilités, ce qu'une partie seulement de la population au chômage fait. D'autre part, il n'y pas de données sur le sous-emploi. Le chômage concerne essentiellement les jeunes de moins de 30 ans (60 % des chômeurs) et les femmes.
- 8 À titre d'illustration, voici une anecdote : quand le premier hôtel de la chaîne Melia s'est installé à Cuba, le gérant espagnol avait refusé tout d'abord l'implantation d'un syndicat. D'après le sous-gérant cubain, les espagnols acceptèrent finalement le syndicat car « bien structuré, le syndicat constitue un moteur pour toute activité » (*Granma*, 10 avril 1991). Un consensus

véritablement inquiétant. Mais de toutes façons, il faut remarquer que les syndicats sont l'organisation sectorielle cubaine qui a montré le plus de courage et d'originalité politique face au réajustement et à la réforme (Dilla, 1996-b).

9 En fait, il s'agit plus que d'une déclaration d'intention. Depuis le début des années 1990, diverses fondations de droite des Etats-Unis ont essayé de consolider un front d'actions à Cuba. Il faut cependant dire que les buts de ces actions étaient bien moins la société civile que certains secteurs tels que les fonctionnaires civils, militaires et de sécurité (Azcu, 1995).

10 Dans un but uniquement fonctionnel je définis ici l'économie populaire comme l'ensemble des activités productives ou prestataires de services réalisées par des agents individuels ou collectifs qui dépendent (essentiellement) pour leur reproduction de la réalisation de leur propre travail, et dont le trait distinctif serait l'autorégulation fondée sur des principes associatifs de solidarité (Corragio, 1994).

Bibliographie

- Azcuy, Hugo, 1995, « Estado y sociedad civil en Cuba », dans *Temas*, n° 4, octobre-décembre 1995, La Havane.
- Azcuy, Hugo, 1996, « La reforma de la constitución socialista de 1976 », dans H. Dilla (comp.), *La democratia en Cuba y el diferendo con los Estados Unidos*. La Habana, Centro de Estudios sobre América latina.
- Corragio, José Luis, 1994, « De la economía informal a la economía popular », dans *Nueva Sociedad*, n° 131, mai-juin 1994.
- Beruff, Alejandro, 1997, « Las finanzas internas de Cuba », dans CEEC (Centro de Estudios de la Economía Cubana), *Balance de la economía cubana*. Mimeo, La Habana.
- Dilla, Haroldo, 1996-a, « Cuba ¿ Cual es la democracia deseable? », dans H. Dilla (comp.), *La democratia en Cuba y el diferendo con los Estados Unidos*. La Habana, Centro de Estudios sobre América latina.
- Dilla, Haroldo (comp.), 1996-b, *La participación en Cuba, y los desafíos del futuro*. La Havane, CEA.
- Dilla, Haroldo, 1996-c, « Municipios y construcción democrática en Cuba », dans *Perfiles latinoamericanos*. Mexico, Flacso.
- Dilla, Haroldo, Fernández, A. et Castro, M., 1997, *Movimientos barriales en Cuba*. San Salvador.
- Giddens, Anthony, 1996, *Más allá de la izquierda y la derecha*. Madrid, Ed. Cátedra.
- Held, David, 1992, *Modelos de democracia*. Mexico, Alianza Editorial.
- Togoros, Vivian, 1997, « Enfoque social del desempeño de la economía cubana en 1996 », dans CEEC (Centro de Estudios de la Economía Cubana), *Balance de la economía cubana*. Mimeo, La Habana.
- Valdés Paz, Juan, 1997, *Processos agrarios en Cuba*. La Havane, Ed. de Ciencias Sociales.

RÉSUMÉ - RESUMEN

Le socialisme de marché qui se met progressivement en place à Cuba par l'ouverture aux investissements étrangers sous l'étroit contrôle du parti-Etat (en dépit des dénégations officielles) met au premier plan les camarades investisseurs, dirigeants du parti et de l'armée devenus les gestionnaires de cette nouvelle économie émergente. Recyclage des élites, exploitation des travailleurs et fragmentation des secteurs populaires sous l'effet de la dollarisation sont analysés de façon critique et marxiste. L'auteur plaide pour une organisation et une protection des travailleurs, y compris indépendants. Pour avoir enfreint les tabous du non-dit, il vient d'être sanctionné.

El socialismo de mercado que se está instalando gradualmente en Cuba gracias a la apertura a los capitales extranjeros bajo el estricto control del partido de estado (a pesar de las negaciones oficiales), pone en primer rango a los camaradas inversionistas, dirigentes del Partido o del ejército gestionando la nueva economía emergente. Reciclaje de los más selectos, explotación de los trabajadores y fragmentación de los sectores populares bajo la dolarización, son analizados de manera crítica y marxista. El autor defiende la organización y la protección de los trabajadores, del nuevo sector como por cuenta propia. Por haber violado los tabus del no dicho, acaba de ser castigado.



LA PETITE ET LA MOYENNE ENTREPRISE À CUBA : LE POINT DE VUE DE TROIS ÉCONOMISTES CUBAINS*

JULIO CARRANZA VALDÉS
LUIS GUTIÉRREZ URDANETA
PEDRO MONREAL GONZALEZ

IL EST NÉCESSAIRE d'analyser le régime de propriété à Cuba, dans le cadre du débat interne sur la restructuration de l'économie cubaine. Ce point est cependant assez peu présent dans les discussions théoriques récentes. Nous avons essayé dans cet article d'en étudier deux aspects¹ : d'une part, la liaison insuffisante des formes d'activité économique privées existant dans le pays avec d'autres éléments des changements économiques entrepris à Cuba au cours des années 1990 (nous aborderons cette question en analysant les causes concrètes de la haute rentabilité des activités du travail indépendant ; nous nous intéresserons d'autre part à divers aspects de la propriété des petites et moyennes entreprises, dans le cadre d'un projet intégral de changement de l'économie cubaine. Cette étude mettra en évidence les limites de l'expansion de l'entreprise privée dans la logique d'un modèle socialiste.

Photographie n° 9. *Centre Havane, les petits métiers : triporteur, vendeur de boissons et pâtisseries. En arrière plan, l'enseigne d'un point de vente privé de bières* (Cliché Maryse Roux).

* Article traduit par Maryse Roux et Denise Douzant-Rozenfeld, à partir d'un texte écrit fin 1997. Les auteurs ont été membres du CEA (*Centro de Estudios sobre América*) à La Havane avant son démantèlement en 1996.

« TRAVAILLER À SON COMPTE », UNE ACTIVITÉ DE RICHES ?

Jusqu'à la mi-1993, les changements économiques introduits dans l'économie cubaine en réponse à la crise, ont eu essentiellement pour but l'activation et la réorientation du secteur externe. Au cours du second semestre, les réformes d'orientation du marché ont commencé à dépasser le cadre de ce secteur, et ont concerné l'économie interne. La création des Unités de Base de Production Coopérative (UBPC) dans la culture de la canne et d'autres productions, représente une modification importante des formes d'organisation de la production. Mais ce tournant dans la direction clairement étatiste que l'agriculture cubaine avait suivie dans les années soixante-dix n'a en rien affecté le projet socialiste, dans la mesure où il n'a pas conduit pas à une « désocialisation » de la propriété de la terre, celle-ci n'étant que cédée en usufruit aux nouvelles entités coopératives.

Cependant, le développement du travail indépendant, qui a un impact économique moindre, a été plutôt perçu comme un « recul » dans le secteur de la propriété. Il a signifié un renforcement de la présence du secteur privé, jusqu'alors considéré comme un élément marginal et souvent étranger à la notion de socialisme à Cuba². Les hauts niveaux de revenus obtenus depuis les années soixante-dix par le secteur privé à Cuba ont constitué de fait une contre-tendance à la politique de distribution égalitaire des revenus, menée par le gouvernement révolutionnaire, et surtout en contradiction avec le principe de distribution « à chacun selon son travail ». Cette situation a contribué, puisqu'elle est la plus socialement « visible », à la perception politiquement négative de l'emploi indépendant et à son acceptation, tout au plus, comme élément conjoncturel, dans les limites strictement définies par l'État³.

En 1993, la crise économique aigüe en a renforcé les raisons, et c'est de façon de plus en plus palpable que s'est implanté ce secteur comme source alternative d'emploi. Toutefois, de 1993 à nos jours, la politique en rapport avec ce « travail indépendant » a été limitée par l'absence de définition, des changements fréquents, et on l'a plus laissé faire qu'encouragé. En outre, son manque de lien avec les réformes dans d'autres sphères a produit comme caractéristique la plus remarquable son haut niveau de rentabilité, bien supérieur à celui des périodes précédentes et qui ne correspond pas, de façon générale, à son niveau de technologie ni à l'intensité du travail fourni. Un tel phénomène est source de tensions avec le secteur d'État dans la répartition de la force de travail et des ressources matérielles⁴.

On prétend très souvent que les revenus élevés des travailleurs indépendants sont associés au faible niveau de production, de sorte qu'avec le rétablissement des niveaux de l'offre étatique, cette situation pourrait sensiblement se modifier. Une telle explication est valable seulement si on considère

comme transitoire la dépression de l'offre étatique et qu'il est possible de réorganiser, dans ses traits fondamentaux, le modèle économique ayant fonctionné à Cuba jusque dans les années 1980. Même dans cette hypothèse, la rentabilité élevée du travail indépendant se maintiendrait, quoique probablement à un niveau inférieur, comme l'a montré Kornai, le fameux économiste hongrois (Gonzalez, 1993).

Si on écarte l'alternative d'un réel redémarrage de l'offre étatique, à court ou à moyen terme, associée au rétablissement d'un modèle économique qui préserve fondamentalement ce qui existait à Cuba jusque dans les années 1980 - ce qui, pour être viable, devrait avoir lieu dans un contexte de rapports économiques internationaux qu'il est impossible de reproduire aujourd'hui -, il faudrait alors examiner le secteur non étatique sous un autre angle. En particulier, il faut examiner les causes de la disproportion des revenus et chercher la résolution de telles anomalies dans la perspective d'ensemble de la restructuration de l'économie. Car l'analyse de Kornai, déjà évoquée, n'explique qu'en partie les différences de revenus existant à Cuba entre la moyenne des travailleurs indépendants et les employés du secteur public. Il faudrait identifier d'autres raisons qui ont un rapport direct avec le caractère de la crise, et la forme sous laquelle se sont produits les changements économiques jusqu'à aujourd'hui. Nous exposerons ensuite les causes centrales provoquant la haute rentabilité du secteur privé naissant. Celles-ci ne doivent pas être vues de manière isolée, puisqu'elles se complètent, et elles sont de trois ordres.

La persistance d'un excédent monétaire considérable

La persistance d'un excédent monétaire considérable, non totalement résorbé aujourd'hui, et sa tendance à une plus grande concentration dans certains groupes de population, font que la demande « en retard » arrivant sur les marchés « tire les prix vers le haut » ; cela entraîne des bénéfices supplémentaires pour le secteur privé, qui ne correspondent plus aux revenus et aux économies de la majorité de la population (Carranza, Gutiérrez, Monreal, 1996).

L'excédent de force de travail dans le secteur public fait obstacle à la nécessaire revalorisation des revenus réels de ses salariés, soit par la voie d'augmentation des salaires nominaux, soit par la réduction des prix ; mais les deux ensemble entreraient en conflit avec le plan de démonétisation lente adopté depuis 1994. On peut ainsi expliquer que la plus forte productivité potentielle du secteur public par comparaison avec la productivité - souvent primitive - des travailleurs privés, ne se traduise pas sous la forme de revenus réels plus élevés. D'où le fait que l'amélioration des salaires réels dépende d'une rationalisation du personnel du secteur public, dont l'étendue entraînerait une réaffectation, au moins partielle, des travailleurs déplacés vers le secteur non étatique de l'économie, augmentant potentiellement la masse des travailleurs

indépendante (Carranza, Gutiérrez, Monreal, 1995). La réforme de la gestion des entreprises d'État et le développement des petites et moyennes entreprises coopératives et privées devraient être les « deux faces d'une même médaille ».

Cette dernière considération se distingue de la perspective d'autres économistes, selon lesquels l'existence d'un secteur non étatique de petites et moyennes entreprises ne serait possible qu'après avoir atteint un plus grand renforcement de l'efficacité de l'entreprise publique. De notre point de vue, l'entreprise publique continuerait d'être l'axe fondamental de l'économie et obtiendrait de plus hauts niveaux de compétitivité si, très tôt dans la réforme économique, on stimulait la propriété privée, en tant que secteur de moindre importance et complémentaire, car employeur de main-d'œuvre excédentaire et générateur de biens et services.

Des structures de marché imparfaites

Les obstacles actuellement imposés à l'exercice du travail indépendant et le manque d'une infrastructure adéquate font que les espaces du marché récemment ouverts se caractérisent par leurs structures imparfaites et assurent souvent des bénéfices généraux extraordinaires pour le secteur privé. Nous avons ainsi répertorié cinq types d'obstacles :

- *psychologiques*. Pendant longtemps et aujourd'hui encore, le travail indépendant, bien qu'autorisé, a souvent été jugé moralement négatif, puisqu'une bonne partie des matériaux et des biens en capital utilisés par les « travailleurs à leur compte » sont d'origine illégale ; par ailleurs, nombreux sont ceux qui évitent de s'engager dans des affaires qui, si elles ne sont pas illégales, frôlent l'illégalité. En outre, l'absence d'orientation claire et l'inexistence d'une couverture spécifique de sécurité sociale semblent souvent susciter des réserves quand on évoque l'insertion définitive dans ce secteur.

- *légaux*. Ils dérivent des restrictions à différents niveaux imposées à ceux qui peuvent exercer ce travail, de même que les conditions requises exigées pour cet exercice⁵.

- *matériels*. Ils résultent de l'articulation insuffisante du marché des moyens de production au moment où l'emploi indépendant s'est amplifié en 1993. Les rapports entre les entreprises d'État et les travailleurs indépendants sont infimes⁶. Le prix élevé de nombreuses marchandises, moyens de production potentiel, vendues dans des magasins d'État en devises ou pesos convertibles, est un facteur supplémentaire pour que autour du travail à son compte, s'articule en marché noir important⁷. Outre les anomalies engendrées sur le marché par ces obstacles (qui se reflètent dans le niveau élevé des prix) le coulage de matériel dans les magasins d'État représente, pour ce qui est des coûts, une « économie externe » non négligeable.

- *financiers*. L'absence d'infrastructure financière pour le développement, à côté d'une concentration relativement élevée de l'épargne, devient pour une partie des travailleurs indépendants potentiels à leur compte, un obstacle supplémentaire.

- *informationnels*. Le manque d'information et de publicité adaptées limite l'arrivée de nouveaux travailleurs dans le secteur non étatique, et restreint la concurrence et la création de nouvelles activités. Parfois, étant donnée l'illégalité des sources financières, il faut des relations personnelles ou des informations « spéciales » pour s'engager dans certaines productions. Les barrières de l'information, liées à l'insuffisance des transports, contribuent à la formation de structures de marché de type monopole ou de type oligopole, à des échelles géographiques très réduites.

La concentration géographique des revenus

La concentration géographique des revenus, qui s'accroît avec la réduction des liquidités de la majorité de la population, fait que, dans certaines zones du pays, les travailleurs indépendants obtiennent des bénéfices extraordinaires en captant des « revenus différentiels et monopolistes ». Ils dépendent de la proximité du marché et, par conséquent, de la réduction des frais de transports, de prix plus élevés et de ventes en plus grande quantité. On les identifie aussi comme des rentes de situation (Zamora, 1973 : 692-693). La récente augmentation à La Havane des taxes concernant la plupart de ces activités semble ne pas avoir suffisamment pris en compte les grandes disparités de revenus existant entre les municipes de la capitale (Avendaño, 1996). De sorte que cette mesure pourrait avoir un effet contradictoire : d'une part elle vise à améliorer la distribution des revenus, mais en même temps elle peut être « régressive » pour les travailleurs indépendants ayant un niveau moindre de bénéfices, même s'il s'agit d'une « anticipation » du futur impôt progressif sur les revenus personnels. Elle peut aussi devenir une barrière à l'entrée dans le secteur privé, ou dériver vers le passage à la clandestinité. De fait, ce phénomène s'est accentué avec l'élévation des taxes mensuelles fixes, considérées comme une anticipation de l'impôt annuel sur le revenu personnel. De plus, il est difficilement identifiable. Des travailleurs à leur compte ayant renoncé à leur licence ne vendent plus leur production directement au public mais à d'autres possesseurs de cette licence, qui réalisent alors la commercialisation au détail.

Évidemment, tous ces phénomènes contradictoires, suscités avant tout par le contexte et non par la seule activité privée, démontrent que, si on accepte le secteur d'État comme une des composantes structurelle et organique de l'économie cubaine, le problème n'est pas d'ajouter des éléments ou des modifications au modèle économique en vigueur. Il s'agit plutôt, comme nous l'avons affirmé précédemment, de passer à un autre modèle d'économie socialiste.

Pour cela un projet intégral de restructuration économique est indispensable (Carranza, Gutiérrez, Monreal, 1995).

Dans un scénario caractérisé à la fois par une présence plus grande du marché dans la répartition des ressources, par l'opération d'une entreprise étatique réformée dans ses principes et subissant de plus grandes pressions financières, par une plus grande ouverture commerciale et par un fonctionnement macro-économique d'une stabilité déterminée, une part importante du secteur indépendant (à cause de ses limites et de son retard technologique), sera probablement - au contraire de ce qui se passe aujourd'hui - un secteur de revenus modérés ou faibles, et de petite capacité d'absorption d'emploi. Ceci nous incite à aborder plus avant le sujet polémique et complexe de la petite et moyenne entreprise non étatique à Cuba.

LE DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE ET LA QUESTION DE LA PROPRIÉTÉ

C'est, semble-t-il, un sujet à la mode parmi les spécialistes universitaires et ceux qui mettent en œuvre les politiques économiques de nombreux pays sous-développés. Cependant, sa « redécouverte » récente, particulièrement en Amérique latine, est en rapport avant tout avec la crise de l'industrialisation par substitution des importations et avec l'impossibilité qui en découle de poursuivre le modèle d'industrialisation à grande échelle jusqu'alors adopté (Spath, 1993). De fait, la promotion de la petite et moyenne entreprise a été une composante du projet néolibéral qui a primé en Amérique latine ces dernières années. En ce qui concerne Cuba, celle-ci correspondrait à un contexte et un modèle économique différent, au contenu clairement socialiste.

Sans nier la contribution que peut avoir, comme unité économique, la petite et moyenne entreprise, il nous semble nécessaire d'évaluer ses avantages. D'une part, l'expérience de plusieurs pays développés et sous-développés montre que le processus d'industrialisation passe d'une étape de domination de l'artisanat dans l'industrie manufacturière, à celle dans laquelle les petites usines remplacent l'artisanat, et finalement à une phase où la grande industrie remplace la majorité de l'artisanat restant, et une partie de la petite entreprise⁸. D'autre part, on ne peut ignorer que les appels de l'extérieur à encourager la petite et moyenne entreprise ne sont pas toujours fondés sur des informations « techniques », et ont souvent pour objectif d'introduire un agent qui pourrait devenir dans l'avenir un élément anti-systémique. De plus, il est probable que, plus tard, une partie du capital pour la création de petites et moyennes entreprises privée proviendra de l'émigration cubaine aux États-Unis, d'organisations privées étrangères soutenant le secteur non étatique, et même de l'auto-

risation de crédits orientés uniquement vers des activités privées, avec des connotations économiques, sociales, politiques et idéologiques que l'on ne peut minimiser⁹. Ce n'est cependant pas une raison pour écarter les petites et moyennes entreprises comme option possible et même nécessaire, mais plutôt d'en assumer les différents aspects.

Avant d'aller plus avant, il nous faut premièrement, les définir. De notre point de vue, les petites et moyennes entreprises se caractérisent par :

- a) un rapport capital/travail relativement bas ;
- b) un développement dans des structures de marché non oligopolistes ;
- c) en vertu de leur taille, une identité potentielle entre le propriétaire et l'administrateur (la séparation fonctionnelle entre la propriété et la gestion n'est pas obligatoire)¹⁰.

En bref, ce sont des entités dont la production n'atteint pas un degré de socialisation tel qu'il entre en contradiction avec leur caractère de propriété privée. En ce qui concerne Cuba, où le modèle de création industrielle s'est caractérisé par la formation de grandes unités, avec une forte intégration verticale et de hauts niveaux d'autarcie interne, l'analyse des avantages de la petite et moyenne entreprise doit être réalisée en prenant en compte deux dimensions :

- la première (sur laquelle portent les travaux de divers spécialistes) est en rapport avec la restructuration des entreprises d'État existantes, orientée vers la formation d'unités plus petites ou vers la création de nouvelles petite ou moyennes entreprises étatiques. De ce point de vue, la petite et moyenne entreprise, dans certains secteurs et activités, pourrait être complémentaire de la grande industrie, et doter le tissu productif d'une plus grande flexibilité. En terme d'efficacité productive (comprise comme production au moindre coût), pour des raisons liées à son échelle, elle pourrait avoir des avantages comparables à ceux de la grande entreprise, en vertu de sa localisation et des économies de transport qui en découlent, des caractéristiques du processus productif qui font que ce qui est économique pour certains produits est la production à petite échelle et de la taille limitée du marché.

- La seconde, moins abordée par les chercheurs universitaires, se réfère directement à la question de la propriété. Nous avons déjà défini dans un article antérieur les petites et moyennes entreprises comme type spécifique d'entreprise que nous appelons de type C, et auquel différents types de propriété pourraient correspondre : étatique, coopérative, privée et mixte (dans l'entreprise privée, comme nous l'avons définie, se trouve inclus le travailleur indépendant ou à son compte). Nous avons aussi limité la présence coopérative et privée à la petite et moyenne entreprise. Dans la grande entreprise, nous ne concevons que la participation de l'État, et en cas de besoin, du capital étranger. Nous détaillerons ici cinq critères décisifs pour l'acceptation des formes de propriété non étatiques dans une alternative de restructuration socialiste :

la contribution au problème de l'emploi ; la mobilisation potentielle de l'épargne et l'investissement coopératif et privé ; le rapport entre l'efficacité productive et les formes de propriété ; l'établissement de limites extra-économiques à la croissance de la propriété privée ; et l'articulation de rapports entre le secteur étatique et la petite et moyenne entreprise non étatique.

Contribution à la question de l'emploi

Le développement des formes de production non étatiques dans le secteur de la petite et moyenne entreprise semble être une nécessité pour entreprendre la réforme de l'entreprise d'État cubaine, dans le but d'augmenter son efficacité, sa rentabilité et sa compétitivité, et comme alternative pour absorber et réemployer la force de travail. Génératrice d'emploi grâce à son rapport plus faible capital/travail, ce serait une option dans le cas cubain (Spath, 1993 : 23-26). Il faut cependant préciser qu'il n'est pas toujours souhaitable que soient créés plus d'emplois, si cela se fait au détriment de la grande entreprise. Il faudra donc probablement combiner la promotion des petites et moyennes entreprises non étatiques avec des investissements publics dans la construction, et la réparation d'infrastructures qui sont souvent grandes consommatrices de force de travail (CEPAL, 1993). En ce sens, tout en mesurant l'impact sur l'emploi, il faudra aussi évaluer globalement leur contribution aux gains en efficacité selon l'échelle et la diversification des formes de propriété et leur apport à la croissance de l'épargne et de l'investissement coopératif et privé.

Ainsi, quand bien même l'industrialisation s'accompagne d'une nette tendance à la suprématie de la grande entreprise, plusieurs expériences dans le monde montrent un dynamisme et des gains en efficacité déterminés par le secteur des petites et moyennes entreprises, souvent connecté de manière intégrale à la grande entreprise et même au marché extérieur, comme en donnent l'exemple l'Italie et le Japon. Il faudrait ajouter qu'elles ne contribuent pas seulement à l'équité sociale par le fait qu'elles sont une source alternative d'emploi. L'appui institutionnel apporté au développement technologique des petites et moyennes entreprises pour améliorer leurs niveaux de production est une condition, avec la régulation du marché du travail, pour garantir des revenus plus élevés aux travailleurs de ce secteur (CEPAL, 1992). En ce sens, il sera difficile d'atteindre une équité et une augmentation de la production si le secteur non étatique se limite au travail indépendant.

La présence croissante d'investissements étrangers et de plus grands espaces de marché, ainsi que l'orientation productive « vers l'extérieur » comme caractéristiques stables de l'économie cubaine, imposent un défi sérieux pour neutraliser les tendances déjà existante à la concentration des revenus. De sorte que le développement des petites et moyennes entreprises pourrait être une solu-

tion, au moins partielle, pour contrer ces tendances. La révolution technologique en cours, déplace de la force de travail et accentue la polarisation des rémunérations. Mais, si dans les pays développés on peut proposer une réduction du temps de travail pour faire face au chômage, cette variante est impensable dans les pays en voie de développement comme Cuba.

Mobilisation de l'épargne et investissement coopératif et privé

Le développement de petites et moyennes entreprises non étatiques peut encourager les initiatives coopératives et privées, en permettant le déploiement de savoir-faire acquis par des individus qui ne peuvent ou ne souhaitent pas être insérés dans des entreprises publiques, pour diverses raisons telles que l'éloignement de leur domicile, les problèmes de transports, leur situation personnelle (femmes au foyer, pensionnés, malades...). Étant donné que l'épargne interne est généralement une source importante de l'investissement nécessaire à la formation de petites et moyennes entreprises, leur essor pourrait stimuler l'augmentation de l'épargne nationale. D'autre part, des moyens considérés jusqu'alors comme des biens de consommation pourraient avoir une fonction productive (outils, voitures, bâtiments, biens d'équipement, etc.), sans que cela implique, d'un point de vue économique, un investissement supplémentaire. Ceci représenterait une contribution importante dans les conditions aigües de pénurie en ressources matérielles et financières.

Efficiences productive et formes de propriété

À l'échelle mondiale, la nature des activités économiques des grandes, et d'une partie des moyennes entreprises privées, ainsi que leurs besoins en capitaux, ont entraîné la séparation de la propriété et de la gestion. Leur fonctionnement en monopoles ou en oligopoles, aussi bien d'un point de vue théorique que révélé par la pratique empirique, ne montre pas d'avantages évidents de l'entreprise privée par rapport à l'entreprise publique en termes d'efficacité productive. Il est cependant évident que l'efficacité interne dépend de la structure du marché et non du type de propriété lui-même (Gutiérrez, 1995).

Cependant, en raison de la nature de leur activité spécifique, de la complexité, et des échelles de production, les petites et une grande partie des moyennes entreprises, surtout celles qui relèvent de l'État, ne demandent pas beaucoup de capitaux. La séparation artificielle entre la gestion et la propriété présente donc des inconvénients. D'abord parce que le propriétaire (c'est-à-dire l'État) doit nommer un administrateur, ce qui augmente les coûts de gestion. Pour les diminuer, on centralise fréquemment certaines phases de l'administration, et des entreprises plus grandes se forment sans qu'il y ait une concentration objective de

la production. Il en découle l'éloignement de l'administration générale des processus de production, des lenteurs dans les prises de décisions, des oublis ou des erreurs dans le flux des informations et de nouveaux problèmes, cette fois entre l'administrateur général et les administrateurs des unités qui lui sont subordonnées. L'entreprise coopérative ou privée, où il n'y a pas de séparation propriétaire-administrateur, doit faire mieux que l'entreprise étatique pour ce qui est de l'efficacité de la production.

Nous reconnaissons ainsi qu'il faut admettre et promouvoir, dans certaines limites, des formes de propriété non étatique dans le cadre des petites et moyennes entreprises. Cependant, d'autres facteurs économiques et sociaux que l'efficacité justifient aussi la présence directe d'entreprises étatiques là où opèrent les petites et moyennes entreprises non étatiques : quand, pour les besoins de la distribution des ressources, il faut réguler les prix et les volumes, ou encore l'approvisionnement sélectif de certains biens et services ; quand il faut entreprendre des activités à haute technologie ou à risques, qui font rechercher la participation productive de l'État. Évidemment, nous ne nous référons pas à l'entreprise publique telle qu'elle opère aujourd'hui sur la scène économique cubaine, mais à une entité qui aurait un plus grand degré d'autonomie, où les relations entre l'État et l'administration passeraient par la vigilance de comités administratifs *ad hoc*, qui auraient assimilé à sa gestion les objectifs financiers et qui, tout en poursuivant un certain nombre d'objectifs sociaux, seraient soumis à un contrôle étroit, en même temps qu'à un système de « fortes restrictions financières » pour faire face à la concurrence. Dans ces conditions, les secteurs étatique, coopératif et privé ne s'excluraient pas mais seraient complémentaires.

Jusqu'à présent, nous avons identifié par un seul terme - entreprise non étatique - l'entreprise coopérative et l'entreprise privée. Cependant, en fonction de la vocation socialisante de la restructuration socialiste, nous nous prononçons, à chaque fois que cela est possible, pour les coopératives¹¹. Même s'il est très probable que les coopératives connaissent aussi des conflits, il est sûr que ceux de nature antagonique sont plus réduits que ceux qui découlent de la propriété privée. Précisons cependant que des éléments controversés concernant les coopératives ne peuvent être évacués du débat, sous peine de défendre la socialisation à outrance pour une simple « question de foi ».

En premier lieu, la formation de coopératives ne peut se faire sous la contrainte, même si elle doit être soutenue et stimulée¹². Deuxièmement, les coopératives ont comme prémisses, pour fonctionner comme telles, un certain degré de coopération directe entre leurs membres, ou, pour le dire autrement, il faut laisser co-exister différentes modalités dans la coopération qui puissent exclure des étapes du processus productif ; de plus, toutes les activités ne peuvent être réalisées en coopératives. Troisièmement, arrivées à un certain nombre de

membres, il peut se produire une certaine dissolution des droits de propriété : il devient alors plus difficile qu'un copropriétaire seul soit suffisamment motivé pour couvrir le coût de l'information et exiger des résultats, en sachant que les bénéfices seront répartis entre tous (phénomène d'externalité). De plus, il y a le problème du financement : face aux besoins financiers pour couvrir les investissements, les coopératives doivent recourir à des sources externes d'épargne qui pourraient faire perdre aux travailleurs le contrôle de l'entreprise. Pour éviter ce problème, il faudrait probablement reléguer les petites et moyennes entreprises coopératives à des activités peu exigeantes en capital. Finalement, il y a aussi, au moins sur un plan théorique et controversé, leur plus grand degré d'aversion pour le risque, si on les compare aux entreprises gérées par des cadres, étant donné que les copropriétaires engagent directement leur patrimoine (Roemer, 1995 : 70-72 et 165-167).

Établissement de limites à la croissance de la propriété privée

Ce point est absolument indispensable dans n'importe quel débat sur la restructuration économique socialiste avec la diversification des formes de propriété, et particulièrement la propriété privée. Pour empêcher le développement et la consolidation de tendances opposées à la restructuration socialiste, il faut fixer des limites claires extra-économiques à la croissance de l'entreprise privée, et éviter ainsi que se régénère une bourgeoisie ayant un pouvoir économique et politique lui permettant de rétablir l'hégémonie du capital. Ces restrictions de type extra-économique (par exemple le nombre d'employés, les types d'activités, le montant des ventes ou du capital) en complétant la politique fiscale et les régulations du marché du travail, permettraient de maintenir ce secteur intégré au modèle socialiste.

L'instauration d'un système efficace de régulation fiscale est aussi une des composantes indispensables du contexte économique dans lequel doit avoir lieu l'instauration d'un secteur de petites et moyennes entreprises non étatiques. Un système efficace d'impôts progressifs est la pierre angulaire de la redistribution équitable des revenus et la reproduction des équilibres sociaux qui doivent correspondre à une société socialiste. Pour atteindre cet objectif de caractère éminemment social et politique, se pose une question très importante de type technique, car l'articulation d'un système d'impôts qui n'opérerait pas en pratique de façon efficace, pourrait avoir des effets sociaux et économiques contraires à ceux recherchés. Le caractère progressif des impôts doit être basé sur la correspondance proportionnelle entre les charges et le niveau réel de ressources des contribuables. En ce sens, il est indispensable que le gouvernement développe une capacité effective pour vérifier la déclaration périodique de ressources que chaque entreprise doit faire. Il est donc très important de poursuivre

la réforme bancaire qui doit donner à cette institution un rôle actif dans la nouvelle dynamique économique.

Les régulations du marché du travail sont une question centrale de la restructuration socialiste de l'économie comprenant l'élargissement des espaces de marché et la diversification des formes de propriété et de production. L'État socialiste doit garantir l'exercice total des droits des travailleurs et empêcher que soient introduits dans la société des formes de surexploitation du travail salarié. Des mesures comme l'instauration d'un salaire minimum, la limitation de la journée de travail, les conditions de sécurité et d'hygiène, les congés payés, les contributions à la sécurité sociale, constituent, entre autres, des mesures fondamentales pour la régulation du marché du travail, et sont en outre des voies à travers lesquelles l'État socialiste établit une répartition plus équitable des ressources.

Cependant, si les limites fixées ne s'articulent pas avec des actions complémentaires, elles pourraient constituer un frein à l'investissement privé et à la mobilisation productive de l'épargne. Dans le but de neutraliser ces freins potentiels, il faudrait proposer deux solutions : la possibilité et l'obligation d'association avec l'État à partir d'un certain seuil, ou l'instauration d'un marché de bons d'investissement qui puisse canaliser vers d'autres entreprises les excédents de capital, mais ne donne pas au titulaire un contrôle sur la gestion. Ainsi on imposerait de forts impôts sur les héritages et les successions. John E. Roemer suggère en outre que l'achat des entreprises privées qui atteindront les limites, à condition que cela représente une valeur importante, apporterait aux propriétaires les mêmes stimulants que ceux qui existent pour ceux qui créent des entreprises nouvelles afin d'introduire des innovations sur le marché (*op. cit.*).

Articulation des rapports entre le secteur étatique et les petites et moyennes entreprises

L'interaction des diverses formes d'organisation économique qui se renforcent mutuellement dans le contexte du modèle économique que nous proposons, est une condition indispensable au fonctionnement de ce modèle. L'organisation de telles interactions implique, par définition, le transfert ordonné et planifié de trois types de droits (droits de propriété, d'opération et de développement) du secteur étatique vers d'autres secteurs (investissement étranger, secteurs coopératif et privé nationaux). Le développement de la petite et moyenne entreprise non étatique à Cuba exécuterait ces transferts à partir du secteur d'État. De fait, comme nous l'avons dit auparavant, des transferts de ce type ont déjà eu lieu dans le pays. Ce qui serait nouveau dans le futur serait que ces transferts se feraient à plus grande échelle. Le processus de restructuration de l'économie exige un maniement flexible et précis des transferts des

droits qu'accomplirait le secteur d'État. Il n'y a pas de règle fixe pour ces transferts qui doivent être déterminés et orientés par des principes et des objectifs clairement définis dans le contexte de restructuration économique.

Les principaux mécanismes pour accomplir ces transferts seraient les suivants (Unctad, 1995) :

1. Réforme des entreprises d'État.
2. Diversification de la gestion administrative : contrats d'administration, baux et concessions.
3. Mécanismes de contrat de productions et services à des sociétés non étatiques de la part des entreprises d'État.

Dans le cas de la réforme des entreprises étatiques, nous faisons référence aux aspects qui peuvent avoir une incidence sur le fonctionnement des petites et moyennes entreprises. Par la place centrale qu'elle occupe dans la restructuration socialiste de l'économie, la réforme de l'entreprise étatique inclue aussi des aspects qui influent sur le fonctionnement du secteur non étatique de l'économie. En particulier, les restructurations dans l'organisation et dans le personnel des entreprises d'État auraient un impact important pour le développement des petites et moyennes entreprises non étatiques et pourraient conduire à la formation d'unités de production de moindre échelle, susceptibles de devenir des entreprises non étatiques (coopératives ou privées). De plus, l'introduction dans le fonctionnement des entreprises étatiques de principes et d'objectifs de gestion plus flexibles, conduirait à la création de conditions plus favorables à l'établissement sur le marché de relations entre les entreprises étatiques et les autres. La coexistence de diverses formes d'organisation économique conduirait au développement d'un environnement relativement plus complexe.

S'il est vrai qu'une des conséquences de la réforme de l'entreprise étatique peut être le transfert du droit de propriété du secteur public vers le secteur non étatique, dans le cas d'une diversification de la gestion administrative il n'y a pas transfert de propriété. Le transfert des autres droits se fait de façon différenciée et dépend de la forme spécifique adoptée. Par exemple, les contrats de gestion se limitent au transfert des droits de gestion sans transfert des risques financiers, tandis que les concessions transfèrent les droits de gestion et ceux de développement, et par conséquent transfèrent les risques financiers et d'investissement. Dans le cas particulier de Cuba, il y a une vaste gamme d'activités productives et de services où il serait possible et souhaitable d'établir de petites et moyennes entreprises non étatiques, à partir de l'utilisation combinée des mécanismes décrits précédemment dans le contexte d'une restructuration intégrale de l'économie.

Nous avons essayé d'introduire dans la discussion un thème qui fera débat dans l'immédiat et le proche avenir. Nous avons orienté notre point de vue dans deux directions : l'analyse des conflits autour du travail indépendant au

cœur des nouveaux espaces de marché récemment ouverts dans l'économie cubaine, et la place que doivent occuper les secteurs coopératif et privé dans une alternative de restructuration socialiste, ainsi que les limites à poser au développement de l'entreprise privée.

Finalement, en ce qui concerne cette deuxième dimension, nous devons dire que, dans les circonstances actuelles et dans le cadre d'un projet intégral de changement à Cuba, aussi bien le travailleur indépendant que les petites et moyennes entreprises non étatiques, en raison de leur contribution potentielle à l'efficacité économique et à la création d'emplois, auront besoin d'un appui institutionnel intégrant l'assistance technique et productive, un financement à court et à long terme, une vaste couverture de sécurité sociale, des systèmes de baux et, probablement, le développement de marchés de capitaux. Les coopératives dans les secteurs secondaire et tertiaire, si peu développées dans les expériences socialistes, seront certainement un des thèmes centraux du débat.

Dans notre perspective, la réarticulation de l'entreprise non étatique à l'économie cubaine n'est pas un processus exempt de contradictions et de conflits. Concevoir un secteur privé politiquement passif serait une naïveté impardonnable. Mais comme nous l'avons affirmé par ailleurs, le socialisme ne doit pas s'assumer comme un système aux caractéristiques « immaculées ». Confondre le modèle de construction socialiste avec la préfiguration de l'avenir est un obstacle à la transformation du présent.

Notes

1 Nous faisons référence aux activités de l'industrie et des services. Le terme d'entreprise privée renvoie au contrôle privé des moyens de production et à l'embauche de force de travail extérieure, il inclut aussi le travail indépendant (*por cuenta propia*). Par entreprise coopérative, nous entendons celle où participent en tant que propriétaires ou locataires plusieurs individus, qui opèrent comme producteurs directs, participent à la direction collective de la société et se répartissent les bénéfices. Sont considérées également comme coopératives, les entreprises dans lesquelles on utilise le travail salarié, à condition que les producteurs soient des coopérateurs.

2 Avec l'offensive « révolutionnaire », en 1968, 5 630 petite unités privées concernant 120 000 personnes avaient été nationalisées. L'implantation du Système de Direction et de Planification de l'Économie, à travers le Décret-loi n°14 de 1978, offrait un espace étroit au travail indépendant. Ainsi, de 30 000 en 1970, le nombre de travailleurs à leur compte était passé à 39 500 en 1985. Avec les actions entreprises dans le cadre du « processus de rectification » dans la deuxième moitié des années 1980, le nombre était réduit à 25 200 en 1989. En 1993, avec le Décret-Loi n°141 et la Résolution Conjointe n° 1 CETSS-CEF, les activités considérées comme indépendantes ont été étendues. À la fin de 1995, 208 500 travailleurs avaient obtenu une licence.

- 3 *Gaceta oficial de la República*, Décret-loi n°14, « Sobre el ejercicio de actividades laborales por cuenta propia ». La Havane, 7 juillet 1978.
- 4 Situation différente de celle de l'Amérique latine. Par exemple, selon une étude réalisée dans huit pays (Argentine, Brésil, Panama, Guatemala, Uruguay, Venezuela, Paraguay et Mexique), les revenus des travailleurs du secteur privé étaient, dans sept d'entre eux, inférieurs, semblables, ou tout au plus légèrement supérieurs, à ceux des salariés. Dans le cas du Mexique, où ils représentaient le double, il était recommandé de prendre ces données avec prudence. Bien que tous les travailleurs du secteur informel ne soient pas pauvres, la majorité des pauvres appartient à ce secteur (Rossenbluth, 1994).
- 5 Voir par exemple les articles 1, 5 et 18 de la Résolution Conjointe n°1 CETSS-CEF ; les articles 3 et 4 de la Résolution n° 10/1995 du Ministère du Travail et de Sécurité Sociale ; et le chapitre 6 de l'Accord n° 84 du Conseil d'Administration du Pouvoir Populaire de la Ville de La Havane.
- 6 Il est vrai que pour obtenir une relation économique fluide entre les secteurs public et privé, afin de minimiser les phénomènes de corruption et le passage de fonds bâtards vers le secteur privé, il faut, entre autres conditions, le développement d'un système de « restrictions financières fortes », la modification des principes de fonctionnement des entreprises et sociétés publiques, et le développement d'un marché des moyens de production. Actuellement, dans les ateliers publics, on fait des réparations et on fabrique des pièces, des outils et des équipements destinés à être vendus illégalement au secteur privé : on connaît cela sous le nom de *chivos*. Ce n'est pas un phénomène nouveau, mais il a indiscutablement pris de l'ampleur ces derniers temps.
- 7 Bien que l'évaluation générale de la politique des prix des produits vendus en devises ou pesos convertibles dans le réseau étatique ne soit pas l'objectif de ce travail, nous croyons nécessaire de signaler que les prix élevés relatifs pour des produits de première nécessité tels que le savon, l'huile de table, les détergents, les vêtements et les chaussures pour enfants, etc. montrent que cette politique est en régression. Il faudrait évaluer, en ayant présent à l'esprit la pénurie aiguë de devises, la possibilité d'une réduction des prix des produits de base ; en la compensant par la hausse d'autres prix, on pourrait même envisager l'établissement de subsides croisés.
- 8 Par exemple, en Corée du Sud la petite et moyenne entreprise générait en 1958 67 % de l'emploi du secteur manufacturier, tandis qu'en 1975 sa part était réduite à 26 %.
- 9 Ces intentions sont explicitement formulées dans la loi Hems-Burton. Par exemple dans le Titre 1 Section 112, il est dit que le président des États-Unis, « avant d'accepter la restitution de licences générales pour l'envoi d'argent aux familles à Cuba de personnes résidant aux États-Unis, insiste sur le fait qu'avant

une telle restitution, le gouvernement devra permettre le libre fonctionnement de petites entreprises avec le droit plein et entier d'engager et de payer des salaires à d'autres personnes ».

10 Il est très important de signaler que, dans notre conception, ce qu'on appelle petite entreprise peut avoir des échelles considérablement inférieures à celles des autres pays. Ces échelles seraient établies extra-économiquement par l'État...

11 Nous précisons une fois encore que nous parlons de la coopération dans les petites et moyennes entreprises. Bien que la coopération dans la grande industrie soit un sujet passablement polémique, nous pensons que dans ce secteur ce serait un recul Lénine, V., « Le caractère démocratique et socialiste du pouvoir soviétique », dans *Obras Completas*, Tome 36, Editorial Progreso, Moscou.

12 Il faut pour cela l'attribution d'avantages de type économique, comme expression de la volonté politique. Comme l'affirmait Lénine à ce sujet : « Tout régime social apparaît exclusivement avec l'appui financier d'une classe déterminée », dans *Lenin sobre la cooperación*, Editora Política, 1978, p. 151.

Bibliographie

- Avendaño, B., 1996, « Trabajadores por cuenta propia. Incremento de las cuotas fijas mensuales », dans *Tribuna de La Habana*, 11 février 1996.
- Carranza Valdés, Julio, Luis Gutiérrez Urdaneta et Pedro Monreal Gonzalez, 1995, *Cuba : la restructuración de la economía. Una proposición para el debate*. La Habana, Editorial de Ciencias sociales.
- Carranza Valdés, Julio, Luis Gutiérrez Urdaneta et Pedro Monreal Gonzalez, 1996, « La demonetización de la economía cubana : una revisión de las alternativas », dans *Economía y Desarrollo n° 2*, Faculté d'Économie, Université de La Havane.
- CEPAL, 1992, *Ecuidad y transformación productiva : un enfoque integrado*. Santiago de Chile.
- CEPAL, 1993, *La pequeña y mediana empresa. Algunos aspectos*. Santiago de Chile.
- Everlery, O. et, V. Togores, 1996, « Las pequeñas empresas en Cuba. Posibilidades », dans le dossier *Cambios y perspectivas de la economía cubana*, CEA, La Havane.
- Fernandez, M., 1995, « la restructuración tecnológica de la economía cubana en los próximos años », dans *Economía Cubana, Boletín informativo*, n° 23, CIEM, La Havane.
- Gonzalez, A, 1993, *Modelos económicos socialistas : escenario para Cuba en los años 90*. La Havane, Institut de Recherches Économiques.
- Gutiérrez, L., 1995, « La eficiencia pública versus la privada : el mito y la evidencia », dans *Cuadernos de Nuestra América*, vol. XII, n° 24, Centro de estudios sobre América, La Havane.
- Lee, S., « Batallas prioritarias : ordenar el trabajo por cuenta propia, garantizar el cobro de impuestos y eliminar toda ilegalidad », dans *Granma*, 29 décembre 1995.

- Martinez, S., 1995, « Trabajo por cuenta propia. Diálogo con Salvador Valdés Mesa » [Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale], dans *Granma*, 1er juillet 1995.
- Pérez, R., 1995, « La estrategia de redimensionamiento de la empresa cubana », dans *Economía y Desarrollo*, n°1, Faculté d'Économie, La Havane.
- Roemer, J.E., 1995, *Un futuro para el socialismo*. La Havane, Editora Crítica.
- Rossenbluth, G., 1994, « Informalidad y pobreza en América Latina », dans, *Revista de la CEPAL* n° 52, Santiago du Chili.
- Spath, B., 1993, *Small Firms and Development in Latina America*. Genève, International Institute for Labour Studies.
- Torras, R., 1995, « Ideas para el perfeccionamiento del sistema empresarial cubano », dans *Economía Cubana*, Boletín informativo, n° 21, CIEM La Havane.
- UNCTAD, 1995, *Comparative Experiences with Privatisation, Policy Insight and Lesson Learned*. Genève.
- Zamora, F., 1973, *Tratado de Teoría Económica*. La Havane, Ed. de Ciencias Sociales.

RÉSUMÉ - RESUMEN

Cette équipe d'économistes cubains intervient dans le débat actuel à Cuba relatif au rôle à donner à la petite et moyenne entreprise, privée ou publique, au sein d'une économie socialiste en transition. Ils plaident pour son développement contrôlé et l'organisation des travailleurs du secteur, car elle fournit une réelle alternative au déficit d'emplois dans le secteur des entreprises d'Etat en cours de rationalisation, appelée perfectionnement.

Este equipo de economistas cubanos interviene en la discusión actual en Cuba relativa al rol que se debería dar a la pequeña y mediana empresa, privada o pública, dentro de una economía socialista en transición. Argumentan para su promoción controlada y para la organización de la mano de obra de este sector, porque proporciona una verdadera alternativa al déficit de empleos aparecido en las grandes empresas estatales en vía de racionalización llamada perfeccionamiento.



L'INTENDANCE QUOTIDIENNE À LA HAVANE DANS LES ANNÉES 1990

MARYSE ROUX*

QUICONQUE s'est aventuré à La Havane par intermittence ces trente dernières années, sans informations intermédiaires, aura eu le sentiment de connaître une ville à la fois pérenne et différente, flétrie mais aussi rajeunie, maltraitée ici, et là enjolivée, du moins en portant les velléités. Comme si des bombardements virtuels et sournois, inaudibles et invisibles, n'avaient eu de cesse de déchiqueter une texture et une âme urbaines qui résistent. Comme si des cyclones avaient - en écho au discours de forteresse assiégée - il y a plus de trente ans, vidé les boutiques, a commencé, depuis quinze ans, à s'attaquer aux vieux édifices ; alors qu'au début des années 1990, ils touchaient plus méchamment que de coutume les champs et les troupeaux alentour (une partie ici étant d'origine naturelle reconnue), et qu'une tornade récente, torve et indifférente aux maux (et aux mots), s'est insinuée, faisant surgir des oisifs dans les rues, qu'elle parsème, narguant la pierre blessée et la nécessité, de vitrines et d'enseignes de produits flottant au-dessus du pouvoir d'achat le plus bas. Pour ses habitants, ces dix dernières années ont été celles de l'expulsion progressive du paradis (vu un effacement très relatif et graduel du rôle de l'État bon papa), avec la chute en enfer des années 1993-1995 en écho de la déflagration subie par l'économie. Le fait qu'un peu plus de la moitié de la population cubaine ait au plus l'âge de la révolution renforce cette appréciation insulaire. Pour l'autre moitié, la perte de la sécurité gagnée il y a 40 ans et la remise en cause des efforts et des privations assumés dans l'espoir génèrent aussi un malaise ; c'est encore des sacrifices pour les générations des

Photographie n°10. *Caféteria d'un particulier, intitulée avec humour El Rápido, nom d'une chaîne de caféterias en dollars* (Cliché Maryse Roux).

* Géographe



Photographie n°11. *Un poste de vente de manioc* (CLICHÉ MARYSE ROUX).

pères et des aïeuls. Pourtant le niveau de vie des havanais retombés plus profond dans le Tiers monde marque encore la distance avec celui du Quart monde, ces quartiers misérables des grandes villes des pays sous-développés, pour en rester aux milieux urbains.

L'impact de l'effondrement du bloc socialiste était considéré en 1993 par la Cepal comme l'équivalent des crises subies par les économies d'Amérique latine au début des années 1980. Outre le refus de solution néo-libérale, et sans modèle tout prêt à porter, on allait en fin de compte à la dévaluation préférer des ajustements successifs macro et microéconomiques (Gonzalez, 1997)¹ - dont, entre autres, la diminution de la circulation fiduciaire, les marges de manœuvres que facilite la double monnaie, la réduction du déficit budgétaire, avec ses répercussions sur les entreprises et l'emploi essentiellement publics, accompagnées du maintien des acquis sociaux bon an mal an.

Conjonctures économique et alimentaire

Des données sur lesquelles appuyer une quelconque approche de la crise vécue sont déjà connues. Étant donné la raréfaction des échanges avec le bloc socialiste la capacité d'achat du pays a diminué des trois quarts entre 1989 et 1993, et le PIB d'un tiers ; pendant ce temps les prix au marché noir étaient multipliés par dix, voir treize avant l'ouverture des nouveaux marchés libres en octobre 1994. Le rapport assez direct de l'un à l'autre n'est nullement surprenant dans un pays à l'économie traditionnellement et toujours extravertie, et qui n'a pas comblé les carences de sa couverture alimentaire². La crise s'installant sert alors aussi de révélateur grossissant : la baisse des calories et des protéines ingérées journalièrement par chaque cubain s'inscrit en réalité dans un contexte de diminution de la production agricole dès 1986, à l'exception des agrumes et des légumes, -ceci en dépit des investissements consentis en 1988 et 1989- que le maintien des bas prix à la production et des maigres salaires agricoles contribuent à expliquer, annulant les effets de l'ouverture au mouvement

coopératif décidée en 1975 pour relancer l'agriculture non sucrière (Sequeira Sanchez, 1995). Entre la période 1986/1990 et 1992, le nombre de calories consommées par jour passe de 2 869,2 à 2 275,7 (inférieure au minimum FAO de 2 310) et la quantité de protéines de 76,7g à 55,5g (minimum FAO 35,5 g). Cette baisse est en bonne partie responsable des pertes de poids alors remarquées et des carences alimentaires ayant prédisposé à des polynévrites. L'État cubain a alors financé des distributions gratuites de vitamines, chez les populations touchées et à risque; la prévention, dont la pertinence s'est amenuisée, se poursuit.

Une première perception officielle des symptômes du socialisme importé (organisé dans le cadre du Comecon à partir des années 1970), de manière encore plus théorique que pratique, avait fait proclamer l'ère de la rectification dès 1986, dans une voie économique opposée à la perestroïka. Le congrès du PCC reporté de 1989 à 1990, dans la nouvelle conjoncture internationale proclamait « la période spéciale en temps de paix » (adaptant les mesures de production et d'approvisionnement prévues en cas de guerre) et refusait alors, pour des raisons politiques et idéologiques évidentes, d'entériner le rôle de moteur économique du marché, même sous contrôle socialiste, qui sera adopté en situation plus difficile en 1993 (Roux, 1997; Douzant Rosenfeld, Linck, Zequeira, 1995). Concrètement, la hausse des prix au marché noir accompagnait l'effondrement de la production et de la distribution étatiques, traduisant aussi l'échec partiel (en raison des fortes carences en intrants, mais aussi des problèmes d'organisation et de motivations) de la réforme dans sa conception initiale du programme alimentaire (1990/1992), qui s'appuyait en partie sur l'envoi des citoyens aux champs. L'inflation achève sa course vers fin 1994; les prix des

denrées non subventionnées se stabilisaient sur le plafond atteint lors de l'ouverture des nouveaux marchés, qui servent alors de débouchés à une nouvelle organisation de la production agricole restructurée et en partie décentralisée à partir d'août 1993 (Douzant Rosenfeld, 1997).



PHOTOGRAPHIE N° 12. AGRO DE TULIPAN. ÉTAL ET TABLEAU DES PRIX D'UN PRODUCTEUR. A DROITE, AU TROISIÈME PLAN, FIOUQUE DE LA CADECA POUR LE CHANGE À L'ENTRÉE DU MARCHÉ (CLICHÉ MARYSE ROUX).

La reprise économique commence à pointer son nez à partir de 1994, s'emballe dès 1995 avec une augmentation de 2,5 % du PIB, mais s'essouffle à partir de 1997 (2,5 % au lieu des 4 % prévus) et reste honorable avec 1,2 % en 1998.³ Elle s'appuie d'abord sur les secteurs du versant devise (recevant des investissements externes et générant des devises), le tourisme en premier lieu, et son effet d'entraînement sur la production et l'industrie locales, dont les biens alimentaires et sanitaires, et les petits équipements. Une partie de ces biens de consommation en vente dans les boutiques en devises est accessible, officiellement depuis la « dépenalisation du dollar » en 1993, à la population qui en détient⁴.

La relance de la production alimentaire, très relative en 1996, globalement négative (-2,8 % pour l'agriculture et l'élevage) mais inégale en 1997, se confirme en 1998⁵. Elle est le fait des différents acteurs définis depuis 1993⁶. Dès 1996 l'offre en calories remonte à 2 456 par jour selon les données fournies par le PNUD, et en 1998 les gains sont de 5,7 % en calories et de 5,3 % en protéines par rapport à 1997 (d'après le bilan annuel présenté à l'Assemblée nationale).

Le manger : modes d'approvisionnement

La nouvelle organisation progressive de la distribution améliore l'accès aux denrées. Après les pénuries de 1993 et 1994, elle permet une consommation diversifiée mais plus dépendante des revenus ; et en plus du ré-élargissement de l'approvisionnement par la libreta (voir plus bas) des palliatifs partiels ont commencé d'améliorer l'ordinaire des plus démunis. L'objectif de juguler le marché noir et l'inflation l'accompagnant a été en partie atteint avec l'ouverture des nouveaux marchés (Roux, 1995). Mais s'ils offraient l'avantage d'un approvisionnement en volume et à prix plus stables, les prix définis par l'offre et la demande vont rester élevés tant que le rôle des producteurs liés à l'État reste faible ; or leur forte participation initiale est vite démentie, réduite à 20 % des ventes en octobre 1995.

Ce n'est surtout que ces deux dernières années qu'ils viennent concurrencer, parfois dans les agros (nouveaux marchés) mêmes, les ventes indépendantes, incitant à une baisse des prix ; mais le plus souvent sur des points de vente extérieurs, placitas ou autres, avec un arrivage irrégulier mais à des prix inférieurs.⁷ Et il faut y ajouter les ferias où les camions du service de collecte d'État « Acopio » qui viennent vendre en direct un dimanche par mois leurs produits⁸ sur au moins trois grandes places de La Havane (Place de la révolution, Plaza Roja dans 10 de octubre pour les quartiers sud, et à Mariano pour les quartiers ouest) : durant l'été 1998, les prix pour les végétaux (racines, légumes et fruits) sont moitié moindres que ceux de l'agro, la différence est faible (10 à 20 %) pour la viande porc, par contre on y trouve de la volaille (type dinde et lapin, seulement présents au grand marché de Cuatro caminos, près du port et de la vieille Havane) à des prix proches de ceux des ex-marchés parallèles d'État (qui

offraient le complément de la *libreta*, voir plus bas). Mais ce volume dominical est évidemment minime ; il serait par contre intéressant de savoir si, ajouté aux quantités commercialisées par les *placitas*, il est encore loin derrière les ventes mensuelles sur les nouveaux marchés. Reste aussi que la consommation pour un nombre de salariés qui a certes décliné se fait aussi à bas prix dans les cantines d'entreprises⁹ et enfin, *last but not least*, la part de la distribution subventionnée à laquelle donne droit la *libreta* est d'autant plus importante dans un foyer que les revenus restent minimum.

LES HAUTS ET LES BAS DU PANIER DE LA MÉNAGÈRE

Le volume et l'éventail des produits acquis par le système de la *libreta*¹⁰ est changeant, tributaire des pénuries ou bénéficiaire des améliorations. La distribution a toujours été irrégulière selon les mois et les quartiers. Il suffit de consulter chaque semaine le journal provincial Tribuna de La Habana pour s'en rendre compte, ou d'écouter les conversations des ménagères.

Le système sert à répartir équitablement (par quantité fixée ou cuota) les produits jugés de base pour le panier de la ménagère (ce qui définit alors la *cesta básica*) et ceux dont la production est insuffisante pour être vendus par la libre, c'est à dire à des prix non subventionnés et sans volume attribué. En 1989 les œufs par exemple changeaient facilement de catégorie (cuota ou libre) suivant les mois. À côté de la *bodega*, point de vente général pour 2 ou 3 pâtés de maison, et des points spécialisés (boulangerie, boucherie, poissonnerie, crèmerie, petits marchés de fruits et légumes), offrant les deux types de denrées suivant l'arrivage, la vente parallèle d'État se concrétisait dans les sortes de supérettes (*supermercados*) qui offraient aussi des conserves locales ou importées par exemple, et les deux grands marchés aux limites de la vieille Havane, Cuatro Caminos (volaille et lapin, viande de porc et de mouton, fruits et légumes) et Centro (on y trouvait de tout, pâtisserie incluse). À titre d'exemple sur la différence de prix, un poulet subventionné à 3 ou 4 pesos (avec droit à environ la moitié d'un par personne tous les 9 jours) valait alors 8 à 9 pesos ; le lait distribué sous la norme quotidienne de 1 litre par foyer, plus 1 litre supplémentaire par enfant et vieillard, coûtait 25 cts la bouteille, et tout supplément éventuel en fonction de l'approvisionnement, 1 peso. Les produits de base comme le riz, les haricots et le sucre n'étaient accessibles que par la *libreta*, à raison de respectivement 5 livres, 2 livres et 10 livres (1/2 blanc, 1/2 roux) par quinzaine par personne, à quelques centimes la livre (5 à 15) ; il en était de même pour le café, le fromage, ou encore le poisson (saurels et petits maquereaux, peu appréciés) et le boeuf à 1 peso la livre. C'est au restaurant (ou dans quelques cas à la cantine, avec un repas pour 1/2 ou 3/4 de peso) que l'on pouvait

savourer la pêche locale (espadon, pagre, requin, langouste en sauce) et des rations de boeuf supplémentaires, à 6 pesos le plat environ. Les fruits, les légumes et les racines (malanga, manioc, patate douce) offertes en faible quantité, s'obtenaient en général à travers la cuota au prix de quelques centimes (5 à 20) la livre.

Au plus fort de la crise, les rations durent être révisées à la baisse, à prix constant. Le riz et les pommes de terre parce qu'en majorité importés, le sucre et le café pour au contraire laisser une plus grande marge à l'exportation ; les haricots faute d'être produits en quantité (déjà insuffisante auparavant), et toute la production végétale à l'avenant ; le bétail et la volaille étaient victimes d'un élevage industriel utilisant des aliments importés ; tout comme le lait, le yaourt et le fromage l'étaient aussi de la facilité consistant à les importer en bonne part dans le cadre de l'aide socialiste. La cuota de riz, haricot et sucre passait respectivement à 3 livres, 1 livre et 5 livres (3 de blanc, 2 de roux). Rations de viande et de volaille, d'huile, de savon s'évanouissaient petit à petit ; le pain (blé oblige) était limité à un petit pain rond par jour et par personne ; le poisson « arrivait » encore à l'étal par à coup. Le lait était maintenu un jour sur deux pour les malades et les enfants, qui gardaient aussi l'avantage fort irrégulier du quart de poulet. La population tenait le coup grâce à son sens habituel de l'humour et de la solidarité, et aux pratiques devenues courantes du système D : celui-ci commençait aux recettes échangées entre voisins ou amis¹¹ et terminait dans les méandres du marché noir. On passait alors du zoo à la jungle.

Le marché noir sur la nourriture était peu développé dans les années 1980 ; de plus, on ne saurait en effet y assimiler le troc des cigarettes contre du lait, du sucre ou du riz par exemple. Mais l'inflation monétaire commençait de toucher le troc, avant et alors que se développent les échanges commerciaux illégaux. La spirale du marché noir s'amorçait vers 1991 : un œuf qui avant 1991 coûtait officiellement 10 cts allait valoir 3 pesos au début 1993 ; les vendeurs qui demandaient 90 pesos pour le carton de 30, commencent à réclamer 1 dollar en équivalent, pour terminer par 3 dollars à la mi-1995. Le change non officiel allait atteindre jusqu'à 120 pesos et plus au début de l'année 1994 (contre 10 en 1989), baisse à 80/100 à l'ouverture des nouveaux marchés, et un an plus tard à 25 en décembre 1995 (Marquetti Nodarse, 1997)¹², en liaison aussi avec les mesures d'assainissement financier : le dollar est stabilisé autour de 20 pesos. Vu la réduction de la capacité d'approvisionnement de la libreta et l'inflation, on peut évaluer que le pouvoir d'achat s'est trouvé en 4 ans divisé au moins par dix.

POUVOIR D'ACHAT DES SALAIRES ET CONSOMMATION

Certes la notion de pouvoir d'achat présente ici ses particularités, définies par la structure des dépenses d'un foyer d'une part, et les possibilités de revenus supplémentaires dits « alternatifs », d'autre part.

La rubrique dépenses du budget type familial est en effet fort peu grevée en matière de logement et de transport, sans parler de la santé et de l'éducation, gratuites comme l'on sait. Depuis la réforme urbaine de 1959, le loyer correspond à 10 % des revenus du chef de famille ou de la personne ayant souscrit le bail avec l'organisme de la Réforme urbaine, et, avec le développement des nouveaux logements sociaux (« de microbrigades »), ceux qui les habitent n'acquittent alors que 6 % de ces revenus (ie. de leur salaire). En réalité, une bonne partie des Havanais sont même redevenus propriétaires, une fois considérée comme réglée la valeur de leur logement, comme le stipulait la loi de 1985¹³ ; mais il leur incombe alors les frais d'entretien¹⁴. Si le coût des autobus a certes grimpé de 5 cts à 10 en 1991, et 40 cts en 1993, la mise en service postérieure et partielle de nouveaux bus avec limitation du nombre de passagers (pour éviter un délabrement rapide) amène dans ce cas le voyage à 1 peso, ce qui devient lourd à assumer s'il est utilisé régulièrement pour se rendre au travail pour un salaire moyen qui aujourd'hui atteint les 217 pesos. Les solutions alternatives depuis plus de cinq ans sont ici la bicyclette et le stop, comme l'on sait. Les factures d'électricité, dérisoirement basses avant, ont été augmentées, en conjoncture de pénurie, avec un surplus tarifaire dissuasif, au delà du seuil fixé (à 100 kw/h par mois, ce qui divise la population en deux moitiés) de consommation : la moyenne est de 10 à 20 pesos. Le poste habillement passe presque obligatoirement par le marché noir ou les réseaux de magasins ouverts en devises (appelées en général *Tiendas de recaudación de divisas*, Boutiques de récupération des devises, nom significatif)¹⁵. Avec les produits d'entretien, les vêtements relèvent déjà du luxe. Encore que l'on peut en trouver, dans les nouveaux marchés de produits artisanaux et industriels (nés un mois après les agros), quelques uns en pesos à des prix inférieurs à ceux en dollars¹⁶. Ainsi peut-on dire que les salaires couvrent le gîte (peu coûteux) et un minimum du couvert, donc pour l'essentiel le poste alimentation.

Avec la reprise de la production, la distribution par la *libreta* s'est légèrement améliorée. Non point tant en quantité, encore que sa capacité d'approvisionnement soit remontée vers 1997/1998 à 54 % des calories ingérées, mais certains produits apparaissent un peu plus régulièrement comme le café ou le savon, et nous avons évalué les achats effectués pour 1 famille de trois personnes (2 adultes et 1 enfant) par ce système à 80 pesos environ par mois en 1998 (cf. tableau 1). Les besoins en denrées de base se trouvent ainsi couverts pour 2 ou 3 semaines environ. Alors les ventes réalisées sur les placitas aident aussi la

ménagère à résoudre la quadrature du « que faire à manger? » : à des coûts inférieurs à ceux des marchés mais plus élevés que les prix subventionnés. C'est sans parler de comment effectuer la cuisson, car le gaz de ville est peu répandu encore, celui en ballon aussi, et l'on cuisine dans plus de la moitié des foyers au kérosène, disparu un temps de la cuota vu les problèmes d'énergie : le litre est irrégulièrement fourni, et il est difficile d'en trouver au marché noir.

La consommation induite par les revenus réels (plus difficiles à apprécier) sert de révélateur des différences de niveaux de vie. Si 90 % des salaires sont inférieurs à 250 pesos (Gonzalez, 1997), et l'échelle très réduite (de 1 à 4, dans quelques exceptions à 5 ; le salaire minimum est de 110 pesos), ceux-ci n'assurent que difficilement le quotidien, on l'a compris. Le salaire moyen (187 pesos en 1989) est passé de 207 à 214 et 217 pesos depuis 1996. L'augmentation de 3,3 % en 1997 couvre la hausse de 2,9 % de l'indice des prix du commerce d'État ; par contre celle de 1,4 % en 1998 est dépassée par les 2,7 % de cet indice. Si l'incidence n'est pas très grande sur le pouvoir d'achat d'une bonne minorité, elle l'est au contraire pour les détenteurs de petits salaires, sans ressources alternatives. Un ménage avec 1 enfant, ayant comme seuls revenus par exemple deux salaires moyens, soit 434 pesos, aura déjà du mal à compléter les 80 pesos environ de produits obtenus à la bodega, sa consommation sera plus strictement sélective : en effet, les achats complémentaires de notre foyer aléatoirement choisi (tableau n°2), voisinent les 400 pesos de plus pour la nourriture ; mais il dispose de revenus se situant sans nul doute entre la moitié et le quart supérieur de l'échelle sociale¹⁷. Si l'on se risque à une grossière esquisse des dépenses de base par foyer, la fracture est donc considérable entre ceux disposant de complément en monnaie forte et ceux à qui il fait défaut (cf. tableaux 3 et 4). Bien entendu les cas de retraités isolés à 60 pesos par mois (ce qui est assez rare, seuls 23 000 seraient dans ce cas (Ferriol Muruaga, 1997), car on vit en famille élargie, mais ils sont alors en partie à la charge des enfants) relèvent de l'assistance sociale : ils ont accès aux cantines d'entreprises de leur quartier ou des foyers de personnes âgées. Plus délicat encore sont les cas de mères seules avec 1, parfois 2 enfants (Roux, 1989)¹⁸ et un salaire minimum (toutes ne partagent pas le toit d'un parent et même alors), la charge est lourde à assumer d'autant plus les dépenses d'habillement liés à la croissance des enfants. Si les parents sont à la retraite, les petits travaux à domicile, sont alors un palliatif, de manière informelle comme un peu de couture, ou officielle comme l'artisanat encouragé par les autorités municipales, lorsqu'elles ne peuvent organiser d'ateliers d'objets usuels et divers. Il n'est pas étonnant aussi de voir dans la rue parmi les petits vendeurs plus ou moins occasionnels, des personnes âgées, et aussi faisant du porte à porte, souvent des femmes. Version plus aisée des revenus complémentaires et plus souvent alternatifs : les petits kiosques individuels,

moyennant patente, sous un porche ou dans les jardinets sur rue vendant sandwiches, pâtisseries et rafraîchissements (non importés) pour quelques pesos¹⁹.

LES RESSOURCES ALTERNATIVES

Le niveau de vie différencié des foyers est donc fonction des possibilités de ressources « alternatives ». Celles-ci sont d'origine diverse, officielle ou non, évaluées en devises fictives ou réelles et touchent des segments différents de la population : stimulants, revenus autorisés (liés à une activité ou provenant d'envois des familles à l'étranger) et revenus informels forment les principales.

Parmi les ressources légales on peut d'abord distinguer des stimulants en devises sous forme de bons d'achats ou de marchandises, correspondant à une intervention de l'État. Pour les bénéficiaires de ces bons, ils peuvent être gratuits pour une petite somme ou bien fonctionner avec un taux de change particulier (« subventionné » dirons-nous), par exemple de 1 dollar pour 3 pesos ; et les sommes autorisées sur des produits donnés (souvent habillement, produits de toilette et d'entretien) sont remboursées, sous forme d'échéances en pesos avec un crédit gratuit, par système de retenues sur salaire ; ce système fonctionne dans des entreprises considérées comme secteur de pointe (comme la recherche) et pour l'ensemble des salariés de l'entreprise. Dans l'autre

cas, il s'agit de complément alimentaire (huile, lait en poudre), sanitaire (savonnettes, poudre à laver), vestimentaire (vêtements et chaussures) remis en fonction du travail accompli, c'est-à-dire à ceux considérés



PHOTOGRAPHIE N° 13. PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES DANS UN AGRO (CLICHÉ MARYSE ROUX).

comme les meilleurs (ponctualité, présence, travail réel, résultats). En réalité les cas de figure sont multiples suivant les différents ministères, et même les entreprises. En 1998, 1 275 000 salariés ont bénéficié de ce double système, soit environ un quart de la population active²⁰.

Essayer de percevoir une équivalence du pouvoir d'achat des salaires ne peut se résumer à l'application d'un taux de change d'un dollar équivalent à 20 pesos : on achète bien plus avec 20 pesos dans une partie du réseau peso (sauf au marché noir où le taux de change de l'offre et de la demande est appliqué) qu'avec l'équivalent d'un dollar dans le réseau officiel dollar à Cuba (et a fortiori sur un quelconque marché français), et ceci au delà de la couverture même partielle assurée par la libreta (ainsi que les soins et les médicaments), outre que s'y ajoutent les capacités supplémentaires, fournies mainte-



PHOTOGRAPHIE N° 14. POTAGER COLLECTIF URBAIN (PRES DE LA PLACE DE LA RÉVOLUTION). CLICHÉ MARYSE ROUX.

nant par l'État lui-même pour une partie de la population. Les boutiques de récupération des devises ont de ce fait, en plus du rôle défini par leur appellation, celui de fournir des marchandises « subventionnées en devises », ce qui correspond il est

vrai à un faible volume de leurs ventes dans la capitale, mais l'impact pour les familles les plus démunies et dépourvues de ces ressources est important.

On peut rattacher à cette catégorie de travailleurs bénéficiant de stimulants, les employés des sociétés mixtes, qui reçoivent « un filet garni », quelques vêtements et chaussures ou d'autres stimulants (week-end à l'hôtel à la plage par exemple). À côté de ceux qui disposent de devises réelles, et ce officiellement comme dans le tourisme avec les pourboires. Dans cette branche, ces boni ne sont pas, tout comme pour les stimulants, le seul privilège de la capitale même si elle en rassemble sans doute la majorité.

Autour du tourisme gravite une série d'activités informelles non autorisées et de petits métiers légalisés par une patente, apportant des revenus non salariés, peu aisément comptabilisables : par exemple, cas d'une part du *botero* qui racole le client dans sa voiture à la sauvette, et d'autre part, du taxi privé ou du triporteur. La location de chambres d'hôtes ou d'appartements, sévèrement contrôlée par la loi (autorisée pour combler les lacunes par rapport à la demande, surtout sur La Havane), rapporte des revenus partagés entre l'État, qui par le biais de l'impôt récolte une bonne part,²¹ et le particulier. La régle-

mentation est aussi sévère pour les tables d'hôtes (paladars ou restaurants privés), fréquentées tout autant sinon plus par une élite citadine locale et étrangère. En 1996 on estimait entre 20 et 50 milliards de dollars les revenus en devises que le tourisme engendrait (pourboires, locations de logements et de voitures).

Les envois d'argent des familles à l'étranger ; atteignaient en 1996, selon des estimations cubaines, de 300 à 500 millions de dollars, et 3 milliards de dollars pour la période 1989-1996 selon la Cepal (Marquetti Nodarse, 1997 ; Cepal, 1997). Certes ils représentent des revenus irréguliers par nature et en fonction de la conjoncture politique avec les États-Unis d'où proviennent la majorité d'entre eux²². Avec sans doute une forte part pour La Havane, principal pôle d'émigration comme l'on sait. Reste à savoir quel est le volume entré par la voie administrative ou officielle et celui empruntant des voies détournées ; le premier est fortement taxé.

La proportion des havanais jouissant de revenus en devises n'a cessé d'augmenter selon les estimations officielles du 1/4 en fin 1994 aux deux-tiers à fin 1997, et ils sont plus favorisés que le reste du pays (entre 1/3 et 2/3 suivant les provinces) (Rodriguez, 1997). Mais cette part est très variable dans les revenus des familles, depuis quelques rentrées plus ou moins occasionnelles à la sauvette, en passant par les envois eux plus ou moins réguliers pour des sommes plus ou moins importantes, et ensuite les revenus variables des « indépendants » (ou « à leur compte »), différents entre les tricycles et les cafétérias ou les restaurants privés.

Avec la crise le Havanais a pris l'habitude de passer d'une monnaie à l'autre pour résoudre les problèmes de sa vie quotidienne ; et depuis trois ans le réseau des points de change (« intérieurs », réservés aux résidents) appelés *Cadeca*, étendu à tous les quartiers comme les kiosques des TRD, facilite le change de dollars contre des pesos. La revalorisation initialement fragile du peso qui semble s'affermir et l'offre croissante diversifiée des produits disponibles sur le marché légal et illégal tendent à renforcer le pouvoir d'achat du peso en accroissant le volume des ventes dans cette monnaie. On en trouve la répercussion dans l'accroissement des ventes (en valeur) sur les nouveaux marchés : 10 % pour les agros et 26 % pour les produits industriels et artisanaux en 1998, et 16,1 % pour les vente en devises dans les magasins des réseaux dollars. Ces dernières reflètent aussi sans nul doute un accroissement des disponibilités en devises, opératoires sur les deux marchés. Et l'État, qui avant recouvrait à la source, lorsqu'il contrôlait la quasi totalité de l'économie, une partie de la plus value (inexistence des impôts sur le revenu), continue sur un volume moindre d'activité productive et récupère aussi aujourd'hui un volume de devises sur le flux financier importé des particuliers et les ventes à la consommation.

REVENUS ET DIVERSIFICATION DE L'EMPLOI

L'examen des différents revenus montre que l'État n'est plus le seul pourvoyeur de ressources. La crise a créé ou accru des problèmes caractéristiques de la société cubaine, auxquels celle-ci a répondu à la fois de manière spontanée et gouvernementale. Au recensement de 1981 on pouvait évaluer à 3 % les individus d'âges actifs sans occupation professionnelle, taux qui devait avoir peu varié vers 1989; l'onde de choc de la commotion a dû être maximale en 1994/1995 avec un taux officiel de chômage de 8 % (et 10 % pour La Havane), pour retomber à 6,4 % dès la fin de 1996 (Martin Romero ; Capote Gonzalez, 1997) ²³. La répartition de la population active par secteurs a évolué ainsi : entre 1989 et 1994, la part relevant du secteur d'État est passée de 94,4 % à 69,8 %; du secteur coopératif de 1,4 à 7,8 %, du secteur mixte de 0 à 0,6 %, et du secteur privé de 4,2 à 21,8 % (Espina, Nuñez, Martín et al., 1995).

Le développement de l'emploi informel accompagne le marché noir. Mais la définition légale du travail indépendant (*cuentapropismo*) permet de l'organiser et de le contrôler en partie. La résolution ministérielle de 1996²⁴ a pour but de superviser l'activité indépendante, et les taux d'imposition ont sans doute alors influencé à la baisse le nombre de travailleurs à leur compte alors officiellement enregistrés (outre les contrôles sur le mode de fonctionnement et la source des intrants, dans chaque branche) : il passe de 208 000 à 171 000 entre décembre 1995 et février 1997 (source MTSS). Des calculs effectués sur la base de paramètres de l'OIT permettent d'évaluer que pour chacun de ces indépendants, il existe environ 3,5 travailleurs non enregistrés, et ce secteur a pu compter jusqu'à un million d'individus avant sa « légalisation » et peut atteindre de 600 000 à 700 000 personnes actuellement²⁵. La Havane concentre 22 % d'entre eux. C'est semble-t-il souvent le moyen d'obtenir des revenus supérieurs au travail salarié, donc d'une substitution d'emploi, et en proportion moindre une création d'emploi (Nuñez Moreno, 1997) ²⁶.

Le passage d'un secteur à l'autre, du secteur d'État, vers l'indépendant, ou vers les sociétés mixtes, a été abondamment commenté dans le cas du tourisme ; on en relève aussi dans le secteur de l'import-export. Les employés du secteur mixte sont évalués à quelques dizaines de mille, et une majorité, sans aucun doute réside dans la capitale. Ils se trouvent dans des conditions de travail et de stimulation supérieures aux travailleurs d'État, même s'ils doivent répondre à de plus fortes exigences d'efficacité et de compétitivité.

L'emploi dans le secteur d'État a évolué non seulement en quantité mais aussi en qualité. Pratiquement les deux tiers de ces salariés le sont dans des conditions de précarité liée au fait que leur salaire ne permet pas l'accès au marché en devises ou au marché noir ; le tiers restant de ces salariés sont localisés dans des entreprises ayant un financement en devises, et se trouvent de ce fait en situation plus avantageuse par le biais des stimulants (Martin Romero ; Capote Gonzalez, *op. cit.*).

On peut également noter dans ce cadre l'accroissement de la part de l'assurance sociale (17 %) touchant 1,3 millions d'individus en 1996 (certes aussi en fonction du nombre croissant de retraités) et de l'assistance sociale (23 %) pour les cas sociaux et secteurs de population les plus défavorisés, souvent sous forme de compléments apportés collectivement ou individuellement.

Cette approche, malgré ses aspects empiriques, fournit quelques éléments concrets pour une première esquisse des transformations en cours au sein de la société cubaine en l'absence d'études disponibles qui fournissent une coupe transversale plus fine de ce devenir. On conçoit que succédant à trente ans d'égalitarisme, correspondant au partage des difficultés de la conjoncture révolutionnaire cubaine, et d'une amélioration postérieure dans les années 1980, le retour ou l'apparition (selon les âges) de clivages marqués, soient difficilement vécus, et que les lignes de fractures engendrent un sentiment d'injustice opposée aux objectifs de justice sociale pour lesquels la population était encouragée à multiplier les efforts. Même si l'État s'emploie encore à sauvegarder les avantages notoires que sont la santé et l'enseignement gratuits, secteurs qui connaissent cependant de grandes difficultés de fonctionnement. De telles conditions soulagent néanmoins la population la plus fragilisée de la grande misère, avec aussi les aides fournies par l'assistance sociale à environ 10 % de la population. Il n'est cependant pas aisé de déterminer les seuils dessinant une pyramide sociale qui, même aplatie n'avait jamais, évidemment, totalement disparue. Selon une évaluation sur le changement dans la redistribution du revenu national entre 1953, 1960 et 1973, les 60 % de la base de cette pyramide en avaient ainsi successivement possédé 17, puis 34,5 et 39,5 % ; et les 20 % du sommet, 60 puis 48 et 35 %. Et dans les années 1980 le différentiel entre les 20 % de la base et les 20 % du sommet était estimé entre 3 et 4 par le même auteur (Brundenius, 1979 ; Brundenius, Zimbalist, 1989). Aujourd'hui la relance des 24 % ces quatre dernières années faisant suite à une chute de 33 % du PIB en cinq ans donne un gâteau plus mince à partager qu'en 1989, et une partie des revenus dont disposent les familles n'y sont pas comptabilisés, particulièrement en devises (dont dispose en gros la moitié de la population). Et si l'on s'en tient à la seule population active, même parmi les 2,5 millions de salariés environ relevant du secteur d'État le plus précaire, une certaine partie (impossible ici à chiffrer) dispose de devises. Une estimation a été risquée et publiée en 1996 sur le différentiel entre les 20 % et les 20 % disposant des revenus les plus élevés et les 20 % touchant les moins importants : il serait de 6, soit de peu supérieur à celui de l'échelle des salaires distribués par l'État²⁷. Ce qui nous paraît, à défaut de connaître les critères retenus, a priori très sous-estimé si l'on s'en tient aux aspects que nous avons évoqués de la consommation des ménages en fonction des revenus disponibles. D'ailleurs d'autres évaluations font état d'une échelle de 1 à plus de 20. Le volume des apports en devises selon les foyers reste l'inconnue qui masque la réalité des disparités.

TABLEAU 1 : Exemple d'approvisionnement par la libreta

FAMILLE 2 + 1	2 ^e quinz. avril 98	1 ^{re} quinz. mai 98	2 ^e quinz. avril 99
Produits	unités prix	unités prix	unités prix
Riz	9 livres 4,32	9 livres 4,32	9 livres 4,32
Sucre blanc	9 livres 1,26	9 livres 1,26	9 livres 1,26
roux	6 livres 0,48	6 livres 0,48	6 livres 0,48
Haricots			
rouges	3 livres (m) 0,90	3 livres (m) 0,90	3 livres (m) 0,90
pois cassés		6 livres (m) 0,60	6 livres (m) 0,60
lentilles			3 livres (m) 0,54
pommes de terre	9 livres 2,70		9 livres 2,70
café (sachet 2 onces)	3 sachets 0,72	(ir.)	3 sachets 0,72
poisson	3 rations (m) 2,70	3 rations (m) 1,05	(ir.)
poulet			
adultes	(ir.)	(ir.)	2 livres 1,60
enfants	1/4 (1 livre) 0,70	(ir.)	1 livre 0,80
oeufs		6 (m) 0,70	18 1,20
yaourt	(ir.)	2 litres 2,00	(ir.)
yaourt (soja) enfant	(ir.)	2 litres 2,00	2 litres 2,00
pâte dentifrice	1 tube (m) 0,65		1 tube (m) 0,65
savon type Marseille	1 (ir.)		
liquide vaisselle		1 flacon (2m) 3,60	
Total achats livreur	pesos : 15,18	pesos : 16,00	pesos : 14,87
lait (enfant)	1 litre x 8 j. 16,00	1 litre x 8 j. 16,00	1 litre x 8 j. 16,00
pain	3/j. x 16 j. 4,80	3/j. x 16 j. 4,80	3/j. x 16 j. 4,80
Total achats voisine	pesos : 20,80	pesos : 20,80	pesos : 20,80
TOTAL GENERAL	pesos : 36,00	pesos : 36,80	pesos : 35,67

Produits effectivement consommés par le système de la *libreta* pour 1 foyer de 2 adultes et 1 enfant, en établi à partir de la consultation des reçus laissés par le jeune livreur (chargé d'aller faire la queue à la bodega quand les produits arrivent pour cette famille) payé 30 pesos (petit travail informel autorisé). En 1998 cela fait 31,20 pesos (plus la livraison 30 pesos) pour un mois. Il faut ajouter le pain (10 cts par personne) et le lait (1 litre de lait en poudre peu dilué à dédoubler tous les 2 jours à 2 pesos) : à la charge quotidienne et biquotidienne de la voisine, soit 41 pesos sur un mois. Si l'on considère des rations manquantes ou d'autres produits non distribués sur cette période vu les retards parfois accumulés, les dépenses mensuelles sous cette rubrique libreta doivent tourner au plus autour de 80 pesos. A noter en 1999 l'amélioration pour le poulet et les oeufs, l'huile en revanche est rarement fournie. (m) par mois; (2 m) : pour 2 mois; (ir.) : irrégulier.

TABLEAU 2 : Exemples de complément alimentaire sur les marchés en pesos en 1998

Produits	Famille Ex. Placita	Famille Ex. Agro	Famille Fict. Placita	Famille Fict. Agro
Riz		6 livres 30 p.		12 livres 60 p.
Haricots noirs		5 livres 40 p.		2 livres 20 p.
Racines malangas		8 livres 32 p.		3 livres 12 p.
patates douces				
tomates	10 livres 15 p.		8 livres 12 p.	
sauce				
salade	10 livres 10 p.	2 livres 20 p.	8 livres 8 p.	
Légumes				
concombres		2 livres 4 p.		2 livres 4 p.
carottes		2 livres 4 p.		
aubergines		4 unités 12 p.		
soja frais		2 livres 20 p.		
salade verte		4 unités 28 p.		
oignons	1 botte 8 p.		1 botte 8 p.	
ail		6 gr. têtes 9 p.	6 p. têtes 6 p.	
persil, coriandre		bouquets 12 p.		
orange amère		3 unités 3 p.		
Fruits				
agrumes	20 livres 5 p.	5 unités 15 p.	12 livres 3 p.	
bananes	20 unités 10 p.	3 livres 18 p.	20 unités 10 p.	
goyaves				
papayes				
Viandes				
porc		2 livres 70 p.		
lard	2 livres 25 p.		2 livres 25 p.	
mortadelle	1 livre 8 p.		1 livre 8 p.	
mouton		2 livres 50 p.		
dinde	1/2 30 p.		1/2 30 p.	
TOTAL	pesos 116	pesos 307	pesos 110	pesos 92

La Famille Ex. correspond à l'exemple réel ; la famille Fict. est construite à partir de nos observations dans les foyers à revenus modestes, pour illustrer l'exemple fictif du foyer avec 2 seuls salaires moyens.

TABLEAU 3. Dépenses de base (alimentation et hygiène) en dollars en 1998

Produits	marché noir fam. Ex.	TRD fam. Ex.	marché noir fam F.	TRD fam. Fict.
poulet	25 \$ = 100 p.	25 \$ = 100 p.	25 \$ = 100 p.	25 \$ = 100 p.
oeufs	30 3,75 \$ = 75 p.		30 75 p.	
fromage paysan	5 livres 5\$ = 100 p.		2 livres 40 p.	
huile		1 litre 2,25 \$		1 litre 2,25 \$
lait en poudre		1 kg 6,40 \$		
café		250 g 3,10 \$		
saucisses		3 X 10 3,60 \$		
chorizo		1 paqu. 2,20 \$		
beurre		250 g 2,50 \$		
savonnettes		2 unités 0,60 \$		2 unités 0,60 \$
serpillère*		1 unité 0,30 \$		1 unité 0,30 \$
déodorant*		1 unité 1,00 \$		1 unité 1,00 \$
shampooing*		1 flac. 2,00 \$		1 flac. 2,00 \$
poudre à laver*				1 paqu. 2,00 \$
TOTAL	\$13,75 = 275 pesos	USD 25,95	pesos 115	USD 6,15

Les paiements sur le marché noir s'effectuent en monnaie locale ou forte.

* : produits achetés tous les deux mois ; ainsi pour l'exemple fictif, les dépenses par mois en dollars s'élèveraient à 2,25 d'huile + 5,10 : 2, soit un total de 3,80. On peut aussi trouver ces produits plus difficilement au marché noir en pesos à prix un peu plus bas, mais l'insuffisance du pouvoir d'achat demeure, d'où la nécessité en cas d'absence de revenus en devises légaux, de recourir aux activités informelles, plus ou moins légales ou tolérées, qui permettent d'élargir la consommation.

TABLEAU 4. DISTRIBUTION DES DÉPENSES DE BASE RÉALISÉES PAR FOYER

Famille type	libreta pesos	Placita pesos	Agro pesos	Marché noir	TRD alim . hyg.	énergie Transpt
Famille Ex.	72	116	307	275 p. = 13,75\$	26 \$	20p. + 150p.
Famille Fict.	72	110	92	115 p.	4 \$	10p. + 32p.

La différence dans les coûts de transport est notable, le foyer plus aisé utilise des bus à 1 peso, voire des taxis à 10 pesos la course, voire le stop, tandis que la famille type n'utilise que les train-bus appelés « chameaux », en ne calculant que les voyages pendulaires domicile-travail. La famille Fictive serait en déficit dans ce cas des 4 dollars ou 80 pesos qui peuvent se négocier par une quelconque activité informelle. Mais le poste vestimentaire n'est pas inclus dans les deux cas ; une marge pour acheter dans les TRD est permise par les revenus de la famille Exemple, laquelle dispose d'une voiture utilisée en cas d'urgence ou visites, à raison de 30 USD pour 30 litres d'essence et frais de réparation par mois en moyenne ; il reste alors 20 USD environ pour les vêtements et les chaussures (à titre d'exemple un jean, une robe ou une paire de chaussures coûte environ 20 dollars). Dans le cas de la famille Fictive, il lui faut donc trouver des ressources complémentaires au coup par coup, à moins que ne joue le système des stimulants. énergie = électricité + gaz (éventuellement)

Notes

- 1 Sur le chemin de la flexibilisation d'un modèle devenant semi intégré, concentrant la planification sur les grands axes, élargissant les modes de propriété, substituant la valeur de la production au volume des biens matériels, les principaux défis à relever sont alors 1/la « dollarisation » de l'économie, comment en reverser les effets sur la population et réajuster les taux officiel et informel 2/la reconstitution d'un fonds de consommation 3/la croissance de la productivité dans l'agriculture et l'élevage 4/la restructuration de l'emploi et l'adaptation des entreprises à l'autofinancement et aux relations mercantiles.
- 2 Particulièrement en protéines animales, graisses, haricots et riz. Cf. Deere Carmen Diana, mai 1994 -Déclaration devant le sous-comité sur l'agriculture et la faim, du comité sur l'agriculture du Congrès des États Unis, (également publiée dans *Economía Cubana*, n°18, 1994).
- 3 Dans une conjoncture internationale de crédits renchérissés et de coûts additionnels frappant le commerce extérieur, embargo ravivé oblige, ainsi que de baisse des prix des matières premières, pour le nickel en premier lieu. Cf. l'intervention de Carlos Lage à l'Assemblée nationale sur le bilan économique annuel, le 21 décembre 1998, publiée dans *Granma*, 23 décembre 1998.
- 4 La mesure était prise en réponse à l'énorme masse de dollars en circulation (estimée alors à 100 millions de dollars) en liaison avec le développement du marché noir ou informel, et la nécessité d'assainir les finances et le budget l'État. Accompagnée de la législation mise en place concernant les travailleurs indépendants (ou « à leur compte »), essentiellement autorisation et imposition, elle aura aussi comme résultat de réduire le secteur informel.
- 5 L'offre élargie en riz et haricots en 97 vu les bonds faits par les récoltes se maintient en 98, la baisse des tubercules est enrayée, avec une hausse de 4 %, l'amélioration concernant les légumes se poursuit vigoureusement avec 40 % ; l'offre en produits lactés et viande de porc, mouton et volaille est en légère hausse. (cf. les rapports sur les bilans économiques annuels à la session de décembre de l'assemblée nationale, in *Granma* 16 et 17 déc. 1997 et 22 et 23 déc. 1998, et observations personnelles)
- 6 Les différents producteurs : fermes d'État, surtout celles relevant de l'armée et employant les conscrits, nouvelles (UBPC) et anciennes coopératives (CPA) pour le secteur lié à l'État, petits producteurs indépendants (souvent regroupés en coopérative indépendante, CCS), agriculteurs marginaux urbains sur des potagers individuels ou collectifs, ces derniers pouvant fournir les cantines scolaires et d'entreprise.
- 7 La différence est très inégale selon les produits ; ainsi la livre d'oranges ou de pamplemousses (2 ou 3 fruits) est ici vendue 25 cts (sans doute en fonction des surplus non utilisés dans les fabriques de jus de fruits) contre selon le début ou le milieu de la saison, de 1 peso à 25 cts le fruit à l'agro ; la différence est aussi

forte pour l'ail et l'oignon ; pour les légumes et les racines, selon la période elle pouvait être du tiers à la moitié en 1997 et début 1998, mais fin 1998 début 1999, l'écart a diminué, avec une baisse irrégulière sur les prix de l'agro. Certes la qualité, et la présentation, peuvent être inférieures. Le plus intéressant concerne la viande porc, on peut y trouver la livre à 12-15 pesos au lieu de 20/25 (pour le jambon et la mortadelle, produits élaborés la différence est minime ou nulle).

8 Selon notre enquête auprès des vendeurs, il s'agit des produits dont le volume est sous contrat avec l'État, soit des anciennes et nouvelles coopératives, des fermes d'État encore existantes, surtout celles cultivées par les jeunes conscrits (Ejercito Juvenil del Trabajo).

9 Dans la période la plus difficile 92-94, le volume de cantines en services a fortement diminué ; le recrutement de « travailleurs volontaires » citadins pour aller cultiver les champs dans le cadre du programme alimentaire faisait qu'ils consommaient en partie directement sur place les denrées manquantes en ville. Avec surtout l'essor des potagers collectifs urbains, certaines entreprises ont rouvert les cantines ; mais elles sont loin d'assurer la variété et la qualité (inégalité) antérieures à la crise (différents poissons, viande, volaille, foies, boulettes et autres) ; souvent encore les divers haricots sans un bon assaisonnement de la soupe, avec juste du riz blanc n'ont rien d'enthousiasmant. C'est en réalité au cas par cas selon la débrouillardise et bonne volonté du chef. Des améliorations sont notables ici et là.

10 Il s'agit d'un petit carnet par foyer que le vendeur annote ; pour les vêtements et les chaussures, il comportait des coupons, mais ceux-ci ne seront pas renouvelés et donc la possibilité d'acquisition disparaît progressivement à partir de 1991/1992.

11 Telle cette écorce de pamplemousse, servie traditionnellement en fruit confit, qui devenait avec un peu de pain sec râpé et un fond d'huile pour le faire frire (2 choses difficiles à détenir), un « steack », dont le goût, psychologie aidant, ressemblait fort à une escalope panée. Ou comment accommoder les rations d'une sorte de farce industrielle à base de soja distribuée comme base de protéines par la libreta.

12 Au printemps 99, le taux de change « intérieur » était de 1 pour 22, confirmant la reprise de la production et de l'offre, et confortant le rôle du peso dans l'économie de base ménagère.

13 À partir de 1994 des escomptes de 20 et 25 % sont même accordés pour la liquidation du solde à régler ou des crédits en cours pour ce faire ; la banque d'épargne (Banco popular de Ahorro) estimait en 1995 à 1 milliard de pesos le volume global de ces crédits. Cette forte ponction a contribué de manière non négligeable à la réduction de la masse monétaire en circulation, car on considérait que les 2/3 de l'excédent fiduciaire étaient alors déposés sur des

comptes d'épargne. Selon *Cuban Review*, La Havane, Amsterdam, oct. 1995. On estime à 80 % le nombre de propriétaires de leur logement.

14 Beaucoup ne peuvent y subvenir, et la différence des revenus se lit alors directement dans le paysage, pour les maisons individuelles, quelques unes redevenues coquettes, à la Vibora par exemple, ancien quartier résidentiel de couches moyennes aisées. Dans les quartiers centraux surpeuplés, et délabrés après un siècle parfois de non entretien, outre les outrages naturels supportés par un matériau de construction fragile face à la corrosion marine et la pollution portuaire, les dégâts sont souvent irréparables : des immeubles entiers devenus des cuaterias ou solares dans la phase déclinante de la « pseudo-République », sont à terre ou près de s'écrouler. Les autorités doivent multiplier les foyers d'accueils provisoires. Solution qui risque de durer longtemps vu l'acuité connue dans la capitale du problème du logement, qui ne cesse ainsi de s'aggraver. Et de plus la crise a ralenti le plan de construction sociale vu le manque de matériaux ; outre la réduction de la planification des ouvrages, leur réalisation aussi accuse des difficultés : en 1998, 4000 logements seulement sur 7 000 prévus devraient être terminés, (compte rendu de la réunion de l'Assemblée provinciale de Ciudad de La Habana, publié dans *Tribuna de La Habana* 13 déc.1998). Certes le logement est la question prioritaire des Conseils Populaires des municipes havanais les plus touchés par le délabrement (Habana Vieja, Centro Habana, Cerro, 10 de octubre), et les fournitures de matériaux divers à bas prix à la population permet ici et là « un ravalement de surface » réalisé par la population elle même, mais qui risque d'être éphémère.

15 Le réseau des TRD Caribe fournit de l'épicerie, des vêtements simples tels les t-shirts, les shorts, les jeans et les tennis à plus bas prix pour une qualité moindre dans tous les quartiers, comparés aux chaînes Cubalse, Caracol et Panamericanas, initialement développées pour touristes et étrangers. Le réseau Cimex, également de 2^e génération est plus spécialisé dans l'épicerie, les boissons, les produits d'entretien, le matériel électrique et autres, sans pour autant être dépourvu de quelques point de vente en vêtements et électroménager, comme ceux de 1^e génération. Un premier centre commercial (type européen ou américain) fonctionne depuis 3 ans non loin de l'université aux limites de Centro Habana, et un second est en construction dans le quartier plus résidentiel de la frange littorale de Playa, dans la zone de développement hôtelier. À noter qu'entre 1994 et 1997, selon Hiram Marquetti, *op. cité*, les activités de services et commerce de détail en devises ont rapporté plus 1, 5 milliards de dollars, soit des revenus supérieurs à ceux apportés par les exportations de tabac, d'agrumes et de produits de la mer. Et le bénéfice net d'une centaine de produits (de toilette et d'entretien, huiles et graisses, farine et dérivés, matériel électrique ou autre matériel pour la maison) tourne autour de 100 %, soit supérieur à celui du tourisme, lui autour de 30 %.

- 16 Telle l'eau de Javel à 10 pesos le 1/2l, des bougies, des lampes, de quoi coudre, et quelques confections entre 50 et 200 pesos ; on y trouve aussi des pièces pour cafetière, Cocotte-Minute, sorbetière, et ces objets eux mêmes, de fabrication artisanale, à un prix inférieur (200/300 pesos une cocotte minute, contre 23/27 dollars dans les boutiques TRD).
- 17 Pour notre famille-exemple, les deux parents travaillent : l'un dans les moyens de communication, et l'autre dans une entreprise mixte. Leurs revenus sont les suivants : 700 pesos pour leur deux salaires, et 100 dollars de la main à la main dans le second cas, car les salariés des entreprises mixtes sont en réalité employés par des entreprises spéciales de main d'œuvre cubaine (étatiques) qui reçoivent des règlements en dollars pour les services de cette main d'œuvre, mais reversent des salaires en pesos assez élevés. Ce foyer ne dispose d'aucune rentrée de devises provenant de membres de la famille à l'étranger.
- 18 À noter que depuis le début des années 1980, pratiquement la moitié des havanaises (de plus de 15 ans) ont entre 0 et 1 enfant. Et les incitations très relatives et indirectes au deuxième enfant envisagées ou appliquée dans ces années là, auront été freinées par la crise. La Havane se caractérise par son plus fort taux d'occupation féminine avec de plus un niveau élevé de qualification, souvent égale ou supérieure aux hommes. D'ailleurs à partir des années 1970, la réserve de main d'œuvre masculine, épuisée dans le pays pour les tâches de défense ou de production lourde, les femmes sont rentrées massivement dans la sphère du travail, surtout avec le développement des services, santé et éducation pour l'essentiel. C'est le facteur le plus décisif de la baisse de la fécondité. C'est, a contrario, bien sûr dans les milieux aux revenus les plus bas que l'on a toutes les chances de trouver les travailleuses les moins qualifiées, ou de moindre activité, et les plus fortes fécondités accompagnant les niveaux scolaires les plus bas (primaire). Toutefois la valorisation (facteur positif) de la maternité est telle, qu'avec aussi une concurrence moindre des autres facteurs « négatifs » intervenant dans les sociétés dites développées, elle définit très fortement l'image de la femme accomplie : aussi bien des naissances sont le fait de mères jeunes, y compris avec un niveau scolaire élevé (université) ; même si l'âge tend à reculer ; et les séparations étant fréquentes ou la volonté de célibat se développant, jeune mère et enfant vivent alors sous le toit des parents souvent d'âge actif, avec encore la présence d'un frère ou une soeur célibataire, les salaires s'additionnant, et tous s'occupant de l'enfant.
- 19 En 1998 un sandwich au jambon coûte 20 pesos contre un dollar un mauvais hot-dog des chaînes Rapido ou Cupet, symbole de la « modernisation » ; car même le réseau Cupet (distribution d'essence en dollar, 75 et 90 cts le litre) a doté ses points de vente de supérette/caféteria.
- 20 Ils ont acheté pour 45,9 millions de dollars dans le premier cas, et l'État a apporté une subvention de 84,9 millions de dollars dans le second cas

- (cf. *Granma*, 23 déc. 1998) ; mais il est possible que cette dernière somme, à la rubrique renforcement alimentaire, englobe des aides apportées à des cantines scolaires, des foyers 3e âge, ou que la rubrique vêtements inclut ceux de travail. En 1997, le chiffre de 1 400 000 personnes incluait les membres des nouvelles coopératives (UBPC), ce qui représentait 37 % des employés du secteur d'État. En un an ce type de dépenses effectuées par les salariés et de coûts assumés par l'État ont augmenté de 20%. Cela remplace en partie les anciens coupons de la *libreta*.
- 21 Taxe de 6 dollars mensuels le mètre carré, d'où des déclarations si faire se peut sous-estimées sur le rôle.
- 22 Selon les derniers rebondissements des accords sur la question migratoire entre l'administration Clinton et La Havane, ils sont officiellement limités depuis les États-Unis à 100 USD par mois par foyer ; mais on connaît le rôle de passeurs par pays tiers durant par exemple la prohibition complète décidée en août 94 par Washington pendant la crise des balseros.
- 23 Le chômage touche dans sa grosse majorité les jeunes (60 %) et les femmes, avec souvent un niveau équivalent au brevet ou au bac, vivant la plupart dans les villes (*Granma* du 3 janvier 1997). On pourrait parler pour une partie de « non emploi » car le manque de bras est notoire dans l'agriculture et la construction. Notons que selon Angela Ferriol, op. cité, la baisse de l'emploi entre 1989 et 1995 n'est pas apparue dans le taux de chômage avant 1994, traduisant un certain désintérêt de la population pour garder une activité économique -officielle dirons-nous- et sans nul doute un intérêt certain pour les activités informelles plus lucratives. Solution possible en raison de la grande convivialité des familles, et aussi de facteurs particuliers telle la gratuité des soins médicaux. Selon une enquête sur les jeunes chômeurs, 71 % déclaraient ne pas se sentir inciter à travailler et être entretenus par la famille, souvent grâce à des envois d'argent de l'étranger (résultats publiés dans *Granma internacional*, suplemento, 29 janvier 1997).
- 24 Il s'agit de la résolution conjointe n°1 du ministère du Travail et de la Sécurité sociale (MTSS) et du ministère des Finances et des Prix (MFP) d'avril 1996 qui réglemente ces activités indépendantes et en donne le contrôle au conseil d'administration des assemblées provinciales du pouvoir populaire. Sont exclus les étudiants, les dirigeants et les fonctionnaires, et pour les titulaires d'un diplôme universitaire l'exercice indépendant de leur fonction propre. Sont interdits l'emploi salarié et les intermédiaires pour la commercialisation. Mais la possibilité de mini entreprises avec 2 à 3 salariés est en discussion dans différents milieux.
- 25 Selon les calculs des chercheurs du Centro de Estudios Laborales y del Trabajo. Près du quart représentent ceux du sous groupe restauration (cafétérias, « paladares », points de vente d'aliments « de rue » et boisson), qui avec les taxis ont les revenus les plus élevés ; et le reste, des métiers liés aux

activités de service (barbiers, coiffeurs, manucures, menuisiers, plombiers, cordonniers).

26 Sauf apparemment dans les provinces orientales où selon le MTSS, 40 % des indépendants enregistrés étaient des sans emplois déclarés. Par ailleurs les exemples de diplômés universitaires qui se sont tournés vers les occupations informelles, ou vers l'établissement à leur compte, ou encore vers l'emploi touristique, ont déjà été mentionnés dans la presse ou ailleurs.

27 Selon une tentative pour mesurer l'inégalité en matière de revenus monétaires faite et mentionnée par Ferriol Muruaga, 1997, op. cité.

Bibliographie

- Brundenius, Claes et Zimbalist, Andrew, (1989), « Crecimiento con equidad : el desarrollo cubano en una perspectiva comparada », in *Cuadernos de Nuestra América*, junio-dic.
- Brundenius, Claes, (1979), « Measuring income distribution in pre and post revolutionary Cuba » in *Cuban Studies*, Massachussetts.
- CEPAL, (1997), « La economía cubana : reformas estructurales y desempeño en los noventa », *LC/Mex/R. 621*, 26 de agosto.
- Douzant Rosenfeld D., (1997), « L'approvisionnement alimentaire à Cuba : les producteurs entre l'État et le marché », in *Cahiers Agriculture*, 6.
- Douzant Rosenfeld D., Linck T., Zequeira M., (1995), « Se nourrir à Cuba : les enjeux de l'agriculture dans la région de La Havane », in *Cahiers des Amériques latines*, IHEAL, Paris.
- Ferriol Muruaga, Angela, (1997), « Política social cubana : situación y transformaciones », in *Temas*, n°11.
- Gonzalez, Alfredo, (1997), « Economía y sociedad : los retos del modelo económico » in *Temas*, n° 11, juil-septembre, La Havane, paru en 1998.
- Marquetti Nodarse, Hiram, (1997), « La economía del dólar : balance y perspectivas », in *Temas*, n°11.
- Martin Romero, José Luis, ; Capote Gonzalez, Armando, (1997), « Reajuste, empleo y subjetividad », in *Temas*, n°11.
- Espina, Mayr ; Nuñez, Lilia ; Martín, Lucy et al., (1995), « Impactos socioestructurales del reajuste económico ».
- Nuñez Moreno, Lilia, (1997) « Más allá del cuentapropismo en Cuba », in *Temas*, n°11.
- Rodriguez, José Luis, (1997), « Informe sobre los resultados económicos de 1997 y el plan económico y social para 1998 », in *Granma*, déc.
- Roux, Maryse, (1989), *Cuba : population et développement, premier essai à travers la fécondité, mémoire de DEA*, Université de Paris VIII, résumé dans les Cahiers des Amériques latines, 1991, n°11.

- Roux, Maryse, (1995), « Les nouveaux marchés agricoles à Cuba : entre principe et réalité », in *L'Ordinaire latino-américain*, n°157/158.
- Roux, Maryse, (1997), « 1993 et le tournant obligé », in *Cuba* (ch. 6 Les tyrannies de l'économie), Ed. Karthala.
- Sequeira Sanchez, Mario (1995), « Abastecimiento de productos agrícolas », in *L'Ordinaire latino-américain*, n°157/158.

RÉSUMÉ - RESUMEN

Le choc de la chute du mur sur le porte-monnaie des Cubains ne s'est pas encore atténué. Pour avoir vécu cette période, l'auteur l'analyse à travers le pouvoir d'achat des Havanais muni de leur livret de rationnement ou ayant peu ou prou accès aux précieux dollars sans lesquels on ne peut plus vivre aujourd'hui dans l'île du socialisme. L'essentiel des ressources des travailleurs salariés en pesos passe dans l'alimentation, alors que les autres services sont aussi déficients. Triste retour en arrière pour une population qui avait cru sortir du sous-développement.

El choque de la caída del muro sobre el monedero de los Cubanos ya no se está atenuado. Por haber vivido este periodo, el autor lo analiza a través el poder adquisitivo de los Habaneros, teniendo en una mano la libreta y en la otra los preciosos dolares sin los cuales no se puede vivir hoy en la isla del socialismo. La mayoría de los recursos de los trabajadores del Estado pasan en la compra de alimentos, cuando los demás servicios son igualmente deficientes. Triste retroceso para una población que pensaba haber salido del subdesarrollo.



VICISSITUDES DE LA VIEILLE HAVANE

DENISE DOUZANT-ROSENFELD*
MARYSE ROUX**

LA VIEILLE HAVANE, appelée *Habana Vieja*, ou tout simplement *La Habana* encore aujourd'hui par les anciens, a été dotée par l'imaginaire occidental d'une aura qui va au delà de ses vieilles pierres : le rôle plusieurs fois séculaire de la clé du Golfe du Mexique y est inscrit, mais la réhabilitation de la perle des Antilles, blottie à l'entrée de sa baie en bouteille, ne saurait s'en tenir à la simple sauvegarde de l'un des plus grands ensembles architecturaux anciens de l'Amérique latine, sous peine de la vider de sa substance. Le découpage administratif de 1975 ne l'a pas fait strictement correspondre avec le noyau historique, aire construite autrefois à l'intérieur de l'enceinte, démolie au XIX^e siècle - soit environ, avec les forts et les terrains restés libres alentour, le *ring*, une superficie de 5,5 km² (le municipe s'étendant au delà en suivant le port jusqu'à la *vía Blanca*) sur laquelle vivent 70 000 habitants, dans plus de 2 400 bâtisses créoles sur un total de 3 000 édifices environ, dont 900 sont considérés comme monuments (figure 1). Le phénomène classique d'abandon et de paupérisation des vieux centres villes ne l'a pas épargné, même si elle a échappé à la destruction pure et simple, même partielle, sous prétexte de modernisation. Réduite à l'état de « Belle au bois dormant » décatie sous le tropique, elle est depuis quelques années menacée de s'effondrer petit à petit comme un château de cartes. Intérêt et désintérêt ont alterné au cours du siècle que nous allons étudier : le plan d'aménagement récent, conçu comme intégral, qui prétend à une sauvegarde globale, tant du point de vue du patrimoine que du point de vue social, est-il à même de tenir ses promesses ?

Photographie n° 15. *La Habana Vieja* (Cliché Denise Douzant-Rosenfeld).

* Géographe, Université Paris X-Nanterre et GRAL-Toulouse

** Géographe

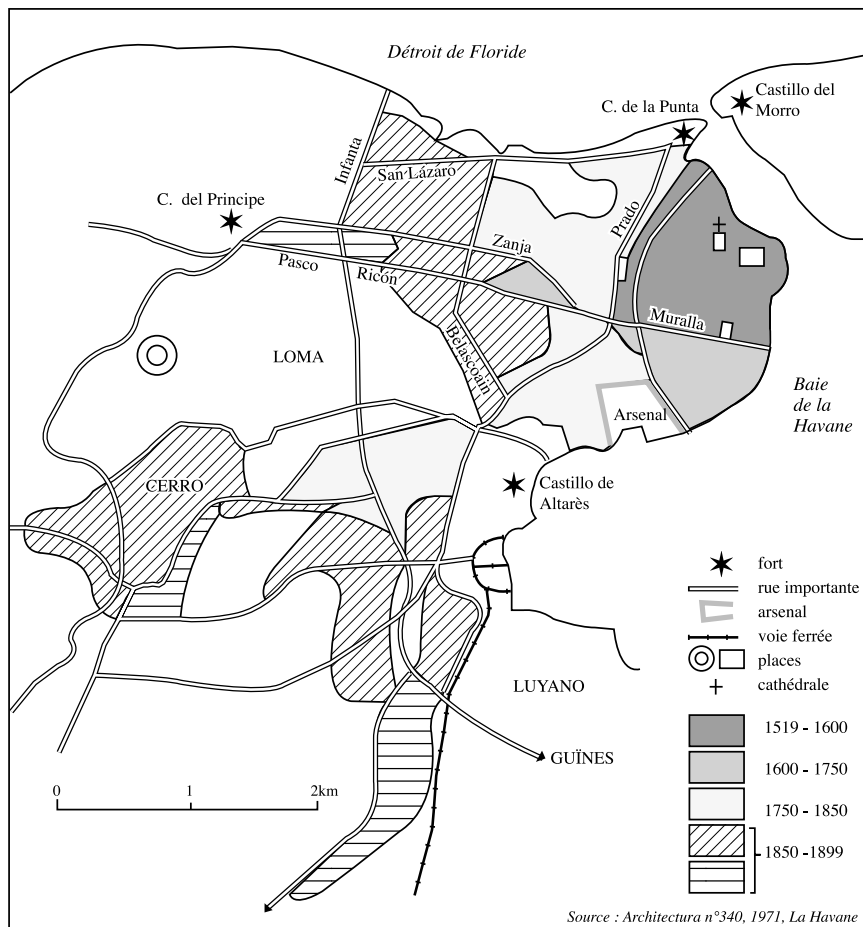


FIGURE 1 - La Havane : croissance urbaine 1519 - 1899

DÉTÉRIORATION ET MARGINALISATION

La *Havana Vieja* exhibe à la fois des édifices délabrés sous les offenses que lui ont infligées le temps, le climat et les hommes, et quelques pâtés de maisons, presque de poupées mais de grandeur humaine, fleurant bon le souvenir de la colonie. Ces derniers, parfois malgré eux, servent alors de décor au cinéma récent, national ou étranger, qui relate en couleurs vives les temps anciens, comme en écho des splendeurs du siècle des lumières, lorsqu'à partir de la fin du XVIII^e la ville (dans et déjà hors les murs) se parait de colonnes - alors qu'à côté semble se jouer un film réaliste ou néo, en noir et blanc, sur les temps actuels. Cette image contrastée marque l'état des lieux.

Autre paradoxe du noyau historique de la capitale cubaine : la centralité géographique, politique et économique liée à son développement, a été progressivement et par à coup remise en cause depuis presque un siècle. Bien que décalé dans le temps, ce phénomène est allé de pair avec une ségrégation résidentielle qui selon le schéma classique a marginalisé les vieux quartiers centraux (figure n°1). En réalité la trame urbaine a lancé ses tentacules hors les murs très tôt et, depuis un bon siècle et demi, l'expansion résidentielle de l'élite sociale a conquis d'abord les collines plus saines dans la seconde moitié du XIX^e siècle (Cerro suivi d'un début de déboisement du Vedado), et au XX^e siècle le bord de mer vers l'ouest (Vedado puis Miramar et Playa) éloigné du port (figure n°2) ¹. Entassement – des habitants, des logements, des commerces et des entrepôts -, encombrements de la circulation (aujourd'hui limitée), caractérisent alors le vieux centre à peine un siècle après que Cuba soit devenue la manufacture mondiale du sucre.

Avec l'appropriation des signes urbanistiques par les régimes forts de la « pseudo-république » (dictature de Machado et de Batista), il est l'objet de peu de considération dans les plans d'aménagement, avant la mise entre parenthèses lors de la prise de pouvoir révolutionnaire, suivie des années plus tard par le regain d'intérêt proclamé pour le patrimoine culturel et la sauvegarde du noyau historique. On peut donc, pour l'essentiel, parler d'un siècle de détérioration et de marginalisation de la Vieille Havane, faisant suite à une modernisation remarquable des infrastructures commencée dès avant la première moitié du XIX^e ^{e2} ayant valorisé ses fonctions administratives et économiques. Quels sont les principaux facteurs de ce processus et son déroulement ?

Un abandon commencé dès le début du siècle

En partant des causes naturelles pour aller vers les responsabilités humaines, le vieux tissu urbain s'est terni et effiloché sous l'action de la brise marine chargée de sel corrosif et des intempéries tropicales sur un matériau de construction fragile, calcaire coquiller pour l'essentiel, et des initiatives humaines : la restauration ponctuelle décidée vers 1930 des monuments autour des places d'Armes et de la cathédrale baroque qui lance la mode à la Viollet-Leduc, dénué de la fragile pierre calcaire de son revêtement chromatique protecteur ; d'autre part, à partir des années 1960, le désintérêt puis les manques de moyens et de matériaux d'entretien. Corrélativement jouait tout autant, sinon plus, l'essor portuaire et industriel responsable d'une forte pollution des eaux de la baie et de l'atmosphère, avec la croissance des échanges et l'essor de la néo-colonie dès le tournant du siècle.

Le processus de détérioration est également lié à l'inaction privée ou publique des propriétaires et des locataires caractérisant l'entretien tant des entrepôts,

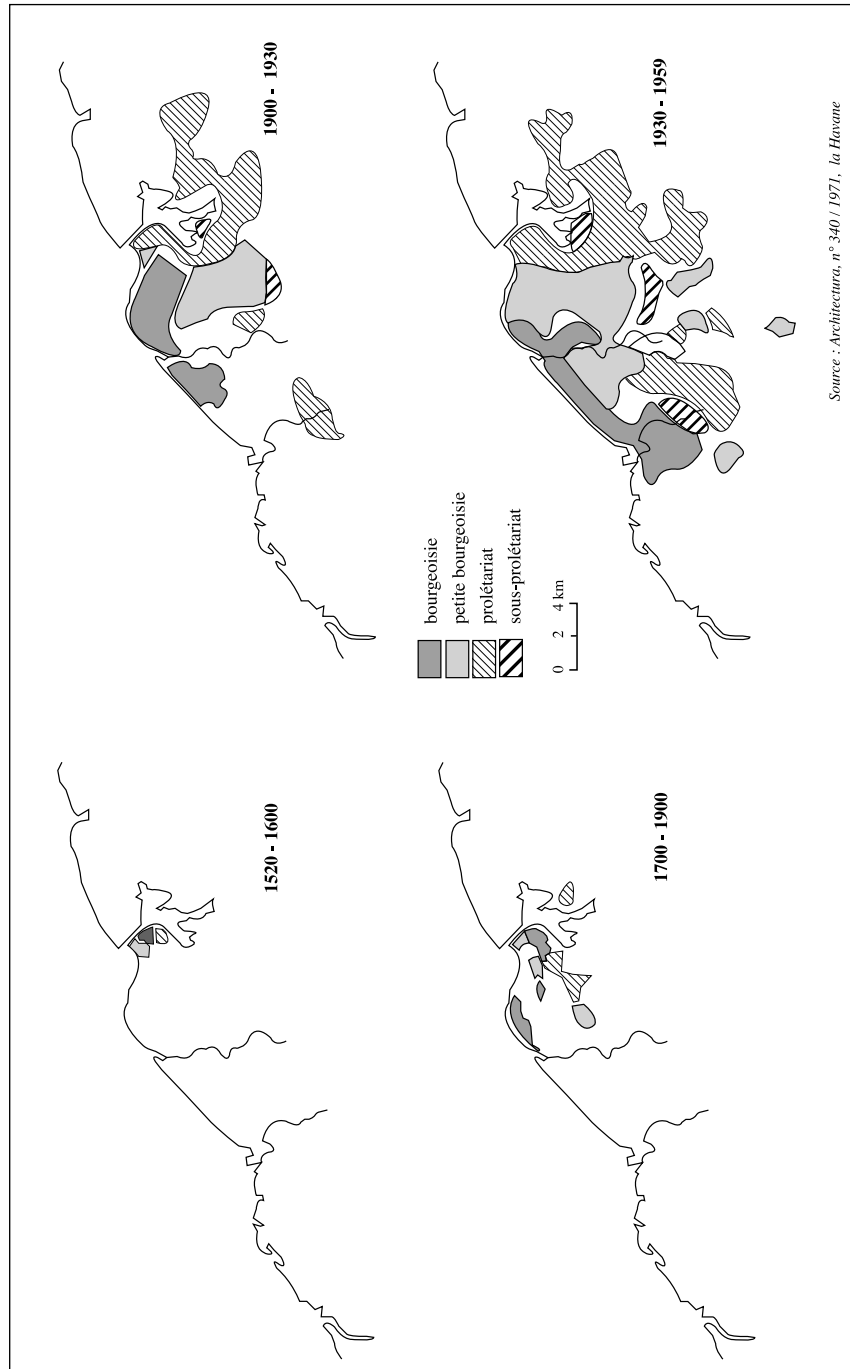


FIGURE 2 - Croissance et ségrégation résidentielle

parfois déjà monuments désaffectés, que des anciens palais et demeures créoles (de deux ou trois étages organisés autour d'un patio) croulant sous les densités élevées d'une population progressivement prolétarisée sous la république : dans cet habitat inadéquat les couches populaires ont taillé des sortes de cellules par famille, les *cuarterías*, pièce unique, avec arrivée d'eau et douches collectives dans le patio central.

Certes, les mêmes phénomènes ont touché un peu plus tard tout aussi durement de l'autre côté du *ring*, vers l'ouest, les quartiers de *Centro Habana*, au patrimoine immobilier aussi important du point de vue du legs culturel, quoique plus récent (1750-1950), avec une densité municipale de population actuelle plus élevée : 47 700 contre 22 800 habitants/km² au recensement de 1981 - les deux plus fortes densités de la capitale (pour des populations respectives de 167 112 et 103 029 habitants). Aujourd'hui, la parcellisation, d'horizontale, est devenue verticale. En coulant une plaque de béton à mi-hauteur des murs élevés, caractéristiques des bâtisses créoles, pour faire des sortes de mezzanines, les pièces, uniques ou doubles, sont devenues les duplex des humbles.

Rappelons qu'en 1931 le million de citoyens représentait le quart de la population cubaine, mais 700 000 étaient concentrés à La Havane³, après la dernière vague d'immigration espagnole des années 1920. Il faut aussi considérer, après la grande crise qui marque le début du déclin du modèle néo-colonial, la pression de l'exode rural qu'elle a engendré, et qui investit les quartiers à la paupérisation accélérée du centre vieilli, mais aussi les espaces libres (*terrenos yermos ou solares*) ou marginaux de la ville et de son habitat précaire, les *solares*. Depuis la fin du XIX^e siècle, les Espagnols en premier lieu ont construit l'espace entre ce qui est aujourd'hui la *Habana Vieja* et *Centro Habana*. Les fortunes plus ou moins anciennes se lisent dans les édifices du Paseo de Isabel II, rebaptisé Prado José Martí, et en haut de cette Ramblas havanaise, dans les somptueux centres asturien et galicien, sur le terre-plein voisin de l'ex Champs-de-Mars devenu le Parque Central, promu nouveau centre de la ville. La symbolique politique du noyau historique avait déjà commencé d'échapper à La Havane intramuros bien avant la fin du XIX^e siècle, avec les réunions de la jeunesse créole pro-indépendantiste au café du Louvre. Les nouveaux symboles du pouvoir républicain, le palais présidentiel (inauguré en 1920) et le Capitole (siège de l'Assemblée nationale et du Sénat, commandé et inauguré par Machado), s'établissent dans cette frange du *ring* et servent de points d'appui au plan d'urbanisme élaboré par le français J.-C. Forestier pour la capitale.

Les facteurs s'inscrivant dans le cadre des plans d'aménagement de la capitale, ou leur dédain envers le centre historique et la marginalité qui en découle pour la vieille Havane, voire son abandon, ne sont pas les moins importants, au contraire. Le projet Forestier (1926-1930), d'inspiration hausmanienne⁴, aère

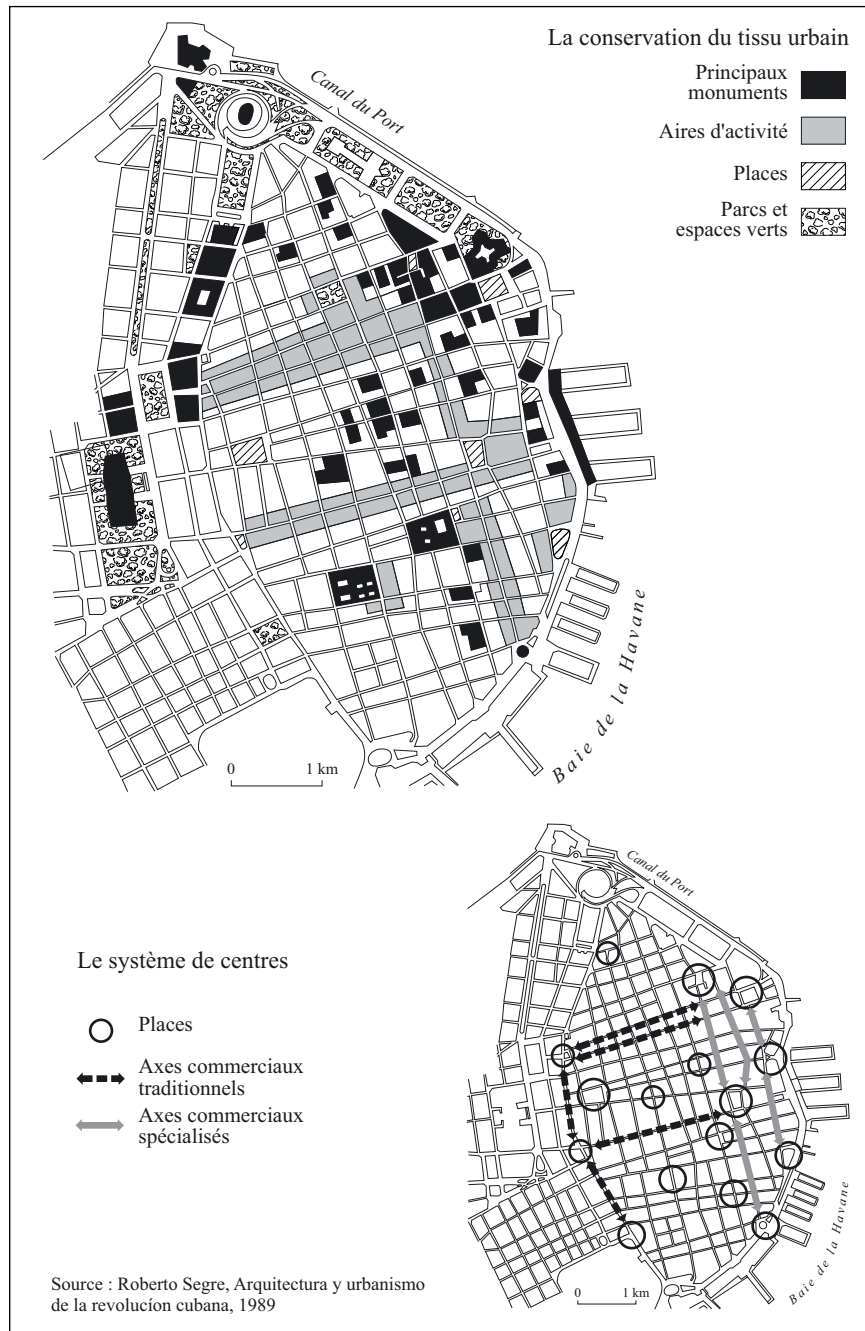


FIGURE 3 - Plan de restauration de la Vieille Havane (1980-1982)

la ville de grandes avenues, dont celles qui vont entourer le noyau colonial d'une façade unifiant le baroque et le néoclassique et servant de paravent à la paupérisation : la avenida del Puerto, Monserrate et la avenida de las Misiones. Quelques monuments vont disparaître, tels la vieille prison de Tacón et la *Maestranza de artillería*, pour aménager un terre-plein scénique devant le palais présidentiel ; ou encore, et dans le sens contraire à l'abandon résidentiel, et en écho de la réactivation des fonctions financières proches du port, le couvent de Santa Catalina de Sienne sacrifié au siège de la National City Bank, et le couvent de Santo Domingo, siège de la première université (pontificale) havanaise, derrière le palais des capitaines généraux, rasé pour un bloc carré de bureaux (aujourd'hui siège du ministère de l'éducation).

Pourtant, dans l'ensemble, hormis quelques restaurations qui seront petit à petit réalisées⁵, ainsi que le projet avorté d'élargir Teniente Rey en avenue transversale reliant les douanes au Capitole - trait d'union fort symbolique, allant dans le sens de la marginalisation du noyau historique - ce processus était en cours. Aspect néanmoins positif : le déplacement de la centralité politique (et en partie culturelle avec l'université) d'une part, et commerciale d'autre part (sur les axes des calzadas del Monte, de Reina, puis Galeano et Infanta) sauve la vieille Havane d'une brutale modernisation des structures administratives et commerciales qui ont arasé les centres historiques de Caracas, Buenos Aires ou Santiago du Chili. Notons toutefois que les fonctions administratives, aux côtés de celle de centre financier, restent encore vivaces malgré la perte du centre de décision politique (elles occupaient alors ensemble 40 % de l'aire construite). En revanche, les tours des grands hôtels et les casinos se construisent désormais au bord de mer, dans le Vedado et à Playa.

La Place Civique achevée (aujourd'hui Place de la Révolution) paraît couronner l'arrivée au pouvoir de Batista : réalisée en arrière du Vedado, elle en accompagne la symbolique centralité, qui repose sur ses fonctions tertiaires, y compris ludiques, tandis que les anciens et nouveaux riches s'installent le long de la 5^e avenue à Playa. Mais déjà le plan d'urbanisme de 1955⁶, proposait un troisième centre politique avec un nouveau palais présidentiel entre les forteresses du Morro et de la Cabaña de l'autre côté de la baie vers l'est, avec un fort développement résidentiel et touristique (dont le projet Habana del Este). La vieille Havane allait retrouver sa centralité sur l'axe ouest-est du développement urbain, et pour autant devait être modernisée avec la création d'un axe rapide longitudinal le long de la rue Habana, la reconstruction d'un centre financier, commercial et hôtelier, ainsi que l'ouverture d'espaces verts et piétonniers, changeant radicalement sa physionomie traditionnelle. Mais seul le tunnel sous la baie était achevé par la Compagnie des grands travaux de Marseille à l'avènement de la Révolution.

La Habana vieja congelée par la Révolution

Réchappée du massacre, la Habana Vieja va connaître d'autres vicissitudes. Outre la suspicion classiste et politique que la capitale inspire au nouveau pouvoir, les années 1960, qui seront aussi celles du combat contre les foyers contre-révolutionnaires, et les années 1970, marquées par la normalisation socialiste, ne sont pas favorables à l'examen des problèmes urbains de la grande ville des Caraïbes. Par ailleurs, l'arrivée de l'Armée Rebelle à La Havane a accru le courant migratoire vers la capitale, compensé en bonne part par le départ du pays des élites sociales ; mais ce boom démographique des années 1960 à court et moyen terme va aussi y aggraver le problème du logement. Le développement de la production de ciment dans la seconde décennie révolutionnaire permet de concrétiser les axes d'un aménagement du territoire renforçant les principaux chefs-lieux de province, ce qui endiguera quelque peu le flot des migrants vers la capitale⁷.

Dans la Vieille Havane, la question de la restauration des monuments, dans le cadre d'une conception « a-touristique », est alors occultée par le constat de la détérioration croissante de certains secteurs (comme ceux de Paula et de San Isidro vers le sud) avec la prolifération d'ateliers et d'entrepôts, apportant certes animation et activités, et la disparition début 1970 de l'essentiel des petits commerces après leur interdiction, qui seront transformés en logements précaires et insalubres (reçus en général à titre gratuit) sous la pression démographique, saturant encore d'autant le fonds immobilier et les infrastructures vieillies et insuffisantes (canalisations d'eau et de gaz datant du début du siècle), auxquelles s'ajoute l'inexistence d'un système d'égouts.

Une première version du schéma directeur de La Havane, dans les années 1970, pose comme prémisse le maintien de l'activité et des services (culturels et de santé) pour la population résidant dans le noyau, mais orientés vers le *ring* et le Parque Central, vu la densité de l'occupation du sol. Un avant projet de conservation et de revitalisation du noyau historique est défini en 1976, l'étape immédiate prévoit la substitution des entrepôts par des activités administratives, culturelles, commerciales et artisanales réhabilitant les principaux axes, ainsi qu'un entretien superficiel des façades (figure n°3, plan de restauration 1980/82, conservation du tissu urbain et systèmes de centres)⁸. Parallèlement, divers organismes se penchaient sur la question de la cohérence de la trame urbaine et des monuments. De premières restaurations ponctuelles ont lieu⁹, avant qu'une aide ne soit sollicitée auprès de l'UNESCO pour la Plaza Vieja, et que l'ensemble du centre historique ne soit déclaré Patrimoine de l'Humanité en 1982.

Mais les pluies commencent à venir à bout de certains édifices entiers qui s'effondrent : *La Habana Vieja* et *Centro Habana* tentent alors de se défendre dès

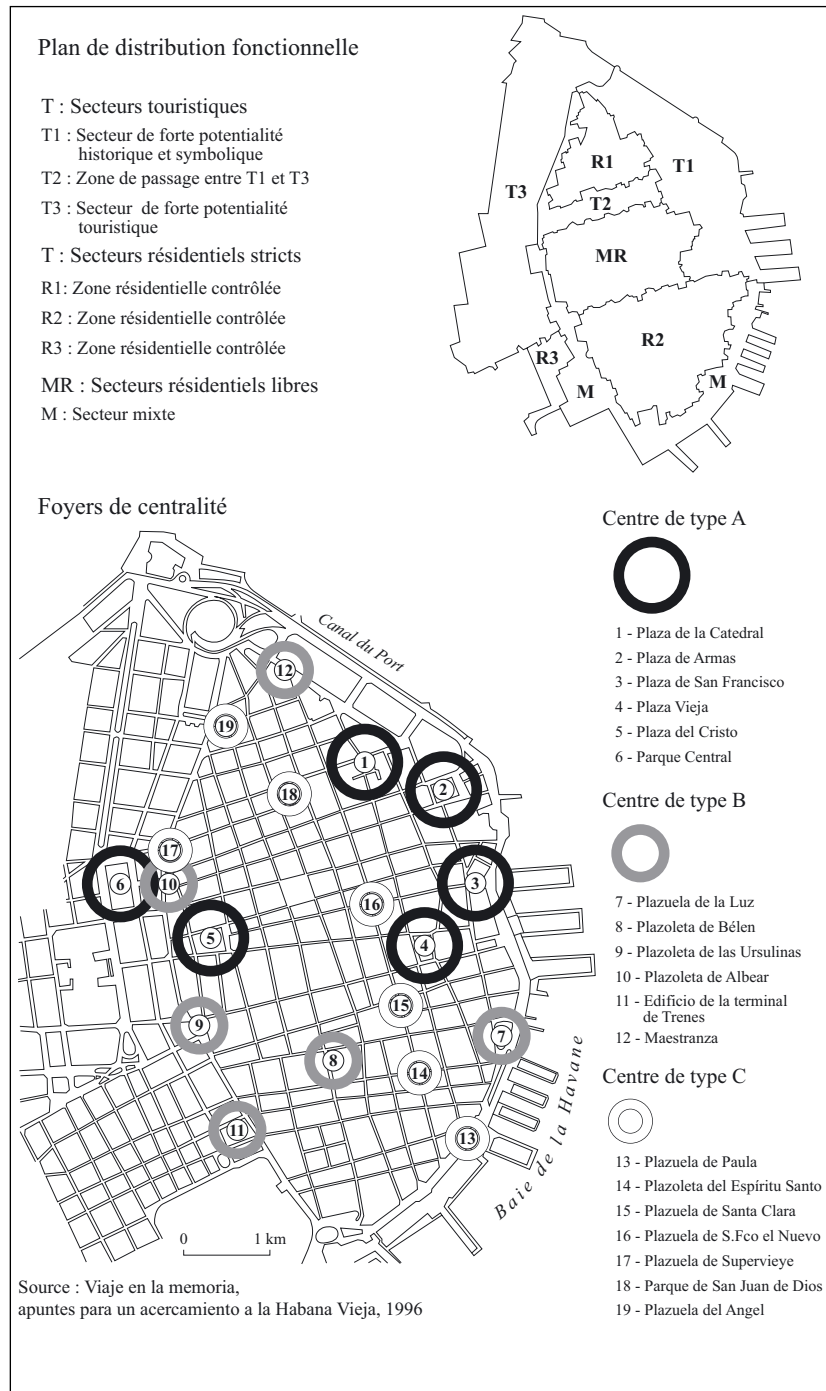


FIGURE 4 - Schéma directeur de la Vieille Havane (1994)

la fin des années 1980 avec une armée de poutres et d'échaffaudages étayant les constructions. Les autorités municipales relogent alors les populations touchées dans des foyers « provisoires ». Comment alors tout concilier, surtout quand la crise économique faisant suite à l'effondrement du bloc socialiste met en péril les acquis de la révolution et sa survie ?

RÉHABILITATION ET RÉNOVATION

On peut d'abord noter que la problématique exposée ci-dessus va subir un infléchissement et que la gestation des projets aura été lente. Sous la direction du patrimoine relevant du ministère de la culture, des enquêtes avaient abouti en 1976, on l'a vu, aux premières propositions de réhabilitation ponctuelle de monuments s'inscrivant dans un projet visant à revivifier le quartier pour ses habitants, dans le cadre de la pratique socialiste existante, non marchande. Pourtant, la concrétisation va se faire attendre, hormis quelques réfections de canalisations ou de boutiques. En 1981, l'État dote le Bureau de l'historien de la ville de premiers fonds, tandis qu'est créée l'Entreprise de restauration des monuments et l'Atelier d'architecture. Lorsque le centre historique est reconnu Patrimoine de l'Humanité, le Centre national de conservation, restauration et muséologie, regroupant des organes antérieurs, est mis en place, et devient opérationnel de manière conjointe avec la direction provinciale (ville de La Havane) de la Planification physique et de l'architecture en 1985. C'est l'époque où le tourisme international, déjà réamorcé (et reconnu en 1981 avec la 1^{re} convention internationale du tourisme), est en passe d'accéder au tourisme de masse - et de prévision devenir réalité.

Il faut cependant attendre 1991 pour que la direction municipale (de *La Habana Vieja*) de l'architecture et de l'urbanisme mette en œuvre la première étape d'un plan directeur, sans aucun doute en raison de moyens insuffisants dans une approche de gestion encore strictement territoriale, et peut être aussi vu les inquiétudes provoquées par l'avènement de la « période spéciale » où tous les moyens sont rationnés. Tout alors s'accélère, lorsque la possibilité d'association avec des entreprises ou des organismes étrangers apportant du capital est validée par la loi de 1992 : un accord est passé entre l'Agence espagnole de coopération ibéroaméricaine et le Bureau de l'historien de la ville Eusebio Leal (équivalent de l'architecte en chef), dont l'autonomie d'action est élargie par le Conseil d'État l'année suivante, lui permettant de créer une société mercantile, Habaguanex, chargée de récupérer des fonds pour l'autofinancement de l'opération de réhabilitation à travers le réseau hôtelier, gastronomique et commercial de la zone concernée. Celle-ci est déclarée de « forte signification touristique » en 1995, alors que le « Schéma directeur de la revi-

talisation intégrale de la Vieille Havane » était présenté en décembre 1994¹⁰ (figure 4). En moins de cinq ans, le long chantier de la Plaza vieja est en cours d'achèvement (photographies a et b), un nombre important de batisses baroques ont été rénovées et converties en commerces, galeries, services touristiques. L'infléchissement des orientations, en liaison avec le rôle moteur du tourisme à l'échelle globale de l'économie devenu ici bien évidemment primordial, appelle à se demander quels en sont les éléments dynamisants, les facteurs de risque et les réponses qui y sont apportées.

La rénovation accélérée et déviée

Mais d'abord, si, comme le chantait à la fin des années 1980 le groupe à la mode, les Van Van, *La Habana no aguanta más* (« La Havane n'en peut plus »), comment se présente à cette époque l'état des lieux ? Il est donné par l'enquête ayant précédé la rédaction du plan directeur et le recensement (non encore publié) de 1995. L'état de dégradation du patrimoine immobilier se traduit dans l'existence des *cuarterías* pour plus de la moitié des 22 500 logements et l'état technique de ces derniers (40 % avec des fissures dans le plafond et autant pour les murs, les 3/4 avec des infiltrations et 1/4 avec un enfoncement du sol) ; également la vétusté extrême de la voirie et des canalisations ou l'absence même d'infrastructures, constituent des conditions de vie parmi les plus difficiles de la capitale¹¹. Pourtant, si les habitants se plaignent des problèmes de distribution d'eau et de gaz, de l'absence de système d'égouts et des conséquences que ces carences entraînent sur l'hygiène, ils apprécient la centralité et la valeur historique de leur quartier, sans parler - surtout aux heures plus aiguës de la crise - de l'inexistence des coupures d'électricité (vu l'ancienneté du réseau). Ils sont prêts, dans leur très grande majorité, à mettre la main à la pâte pour retaper et restaurer leurs demeures, voire certains à y investir. Quelques uns, à diverses époques et depuis des années, y ont paré, souvent de manière illégale, faute de réglementation ou de référence à celle-ci, de manière plus ou moins agressive pour le patrimoine culturel. Mais l'effort coordonné dans le cadre du plan serait ici éminemment positif pour les secteurs considérés comme résidentiels (marqués par un R sur la figure n°4). Cependant, la densité élevée de résidents, quoique relative (3,3 hab./ pièce), ne permet pas à tous d'y rester après réhabilitation.

D'ailleurs, le plan a découpé un zoning suffisamment édifiant (voir la figure n°4 de distribution fonctionnelle). Sur les aires plus directement considérées comme touristiques (T), et où ont eu lieu les premières réhabilitations centrées sur les places (figure n°5), aux alentours, les quelques pâtés de maison restaurés n'ont pratiquement pas retrouvés leurs habitants : une très forte sélection a eu lieu, avec une réimplantation d'artistes ou d'officines de représentation

culturelle ou commerciale étrangère, avec participation de capitaux étrangers (c'est le cas entre la place d'Armes, en allant vers celle de San Francisco et la Plaza Vieja), en même temps qu'a commencé la réhabilitation et la modernisation d'anciens hôtels et la construction de nouveaux, en utilisant les façades classées. Certes, quelques rares édifices de « micro-brigade », c'est-à-dire des préfabriqués en ciment, au style ici heureusement intégré, construits par les habitants, en ont en recueilli quelques uns. Il faut dire que les réfractaires à l'installation dans les « super-grands ensembles de micro-brigades », particulièrement à Alamar (à la périphérie), sont nombreux.

Plus chanceux sont ceux qui ont participé à la construction de la Villa Panamericana, de l'autre côté du tunnel de la baie, et qui ont pu y obtenir leur résidence. Mais ont-ils le choix ? La discrétion est des plus grandes dans les délogements (vu le porte-à-faux incontournable avec les objectifs proclamés pour et au nom du peuple), à l'instar des expulsions pratiquées dans les autres villes de la planète. Le mutisme ici l'accompagne. Si on ne peut à l'évidence parler d'opérations de spéculation foncière ou immobilière publiques ou privées, dénoncées ici et là, dans des cas semblables de réhabilitation de vieux centres, on ne manque pas de relever que les investissements ponctuels réalisés par l'État, seul ou en association avec du capital étranger, ont un but immédiatement lucratif. Comme le déclarent les habitants eux mêmes, ils ne bénéficient d'aucune retombées directes, hormis celles à caractère informel, car les activités indépendantes sont elles strictement contrôlées. Certes, les dividendes récupérés par l'État sont *a priori* destinés à financer un projet qui se met à peine en place en dehors des zones touristiques définies, celles-ci étant en cours de réhabilitation, de manière encore plus ou moins ponctuelle.

Le changement induit de population dans celles-ci n'est certes pas innocent, si l'on se réfère aux dernières données du recensement : seuls les 2/3 de la population d'âge actif avaient effectivement un emploi en 1995. L'essor du tourisme, avec sa cohorte de « perversions » économiques, sociales et culturelles soulignées ailleurs, trouvait un environnement social d'autant plus fragilisé que la crise frappait le pays dans les années 1990, quand le niveau de vie des habitants a été divisé en gros par dix. Différents trafics et négoce illicites (cigares, œuvres d'art, drogue, prostitution pus ou moins déguisée) ont alors fleuri, comme aussi des petits services privés type restaurants (*paladares*) et cafétérias, d'abord plus ou moins tolérés, avant d'être strictement réglementés. Nul doute sur le fait que la Vieille Havane, visitée par les 2/3 des voyageurs étrangers, était unanimement considérée comme présentant des records nationaux (quoique relatifs) de délinquance. C'est alors aussi à l'aide de nouveaux vigiles, comme dans d'autres villes à vocation touristique, que les aires vouées à cette activité ont été récemment nettoyées des prétendants au vol à la tire et à l'agression, tout comme pour rendre plus difficiles le négoce clandestin et la pros-

titution. Le revers de cette aseptisation, dans les conditions de la revitalisation adoptée, est ici l'aspect de quartier mort et l'évolution vers les traits artificiels des zones touristiques urbaines rénovées comme on le voit ailleurs, avec des risques de nouveau type de marginalisation (par le vide) dans ces secteurs.

Les zones classées en « Résidence », encore peu touchées par la rénovation, pourront-elles toutes bénéficier de l'expérience en cours dans l'une d'entre elles, le quartier de San Isidro, vers le sud, l'un des plus sinistrés d'une longue guerre invisible, et marginalisé socialement ? Comme d'autres micro-projets dans le reste de la ville, souvent réalisés avec plus ou moins de moyens (en général peu) sous l'autorité des Conseils Populaires¹², ce plan de réhabilitation (d'ailleurs plus axé sur le social), a bénéficié, au-delà des matériaux fournis aux habitants pour réparer leurs logements¹³, d'une dotation pour aménager et faire fonctionner diverses infrastructures sociales, comme un foyer du 3^e âge, une école pour enfants anormaux, une polyclinique et des ateliers d'artisanat destinés à former une nouvelle génération de producteurs liés au tourisme, qui peuvent vendre sous licence.

Certes, il y a déjà eu quelques antécédents dans les quartiers à risque comme celui de Cayo Hueso (*Centro Habana*), mais c'est maintenant une bonne partie de la capitale qui est touchée par la désintégration du tissu urbain et social. Or, comme, on le sait, le problème s'étend au delà des infrastructures : il réside aussi dans la participation réelle des résidents à la définition et à la mise en œuvre des projets de réhabilitation. On ne peut donc que s'interroger sur les décideurs, les compétences des divers organes de planification et les moyens des administrations. Le cas de la Vieille Havane, directement subordonné au Conseil d'État par décret-loi en 1993, échappe en grande partie aux pouvoirs locaux, déjà fortement hiérarchisés et sous la coupe des directives et des budgets centraux à Cuba. Il se distingue ainsi des petits projets pour lesquels l'administration locale ne dispose pratiquement pas de moyens, et parfois développés à l'initiative de quelques individus, chercheurs en sciences sociales ou autre¹⁴

En tout état de cause, la Vieille Havane se ressent aujourd'hui de la même dichotomie que l'économie, entérinée par le zoning de l'aménagement, sous le double signe monétaire du dollar ou du peso, symboles d'une nouvelle ségrégation sociale et résidentielle en suspension dans cette aire de concentration de l'activité touristique. Ce qui ne saurait faire sous-estimer, dans le cadre de solutions dérivées de la nouvelle orientation économique (qui repose en bonne part, à court et à moyen terme, sur le tourisme), ni les actions menées pour sauvegarder un grand patrimoine culturel, ni les tentatives de revitalisation des quartiers, dessinées avec l'expérience de San Isidro. Malgré leurs limites et leurs contradictions, dans le contexte d'une conjoncture économique qui rend difficile toute stratégie de sauvegarde des centres historiques, les politiques

urbaines de l'État cubain restent très opposées ou très éloignées de celles qui sont en cours dans d'autres pays de la région.

Notes

- 1 Pour une analyse du développement urbain de La Havane, on se reportera au numéro spécial de la revue *Arquitectura/Cuba*, « Habana 1 », n°340, 1971, dont nous reproduisons en croquis quelques cartes. Au recensement de 1759, la population intra-muros était déjà évaluée à 70.000 habitants, autant qu'aujourd'hui.
- 2 Dans les années 1830/40 : pavement des chaussées, couverture de la Zanja Real apportant sur 15 km l'eau de l'Almendares, premier train vers Bejucal et l'arrière pays sucrier, petits bateaux à vapeur pour rallier Regla et Guanabacoa, (réservoirs de main-d'œuvre noire en bonne part de l'autre côté de la baie), éclairage public au gaz, remplacé par l'électricité en 1913, le téléphone depuis 1881 et l'aqueduc d'Albear en 1893
- 3 Soit dix fois plus d'habitants qu'en 1759 intra-muros, et sur un espace urbain agrandi au moins dans la même proportion, mais sur plus de la moitié duquel s'étalent les résidences de la petite et grande bourgeoisie (cf. figure 1 et 2 de la croissance urbaine et de la ségrégation résidentielle)
- 4 Cf. Segre, Roberto, 1982, « Los epigonos del modelo haussmaniano en América Latina. La Habana de Forestier », dans *Quaderns d'arquitectura i urbanisme*, n°151, Barcelone, mars-avril 1982, et Segre, R., 1984, « El sistema monumental en la ciudad de La Habana : 1900-1930 », dans *Universidad de La Habana*, n°222, monographie « La Habana 465 aniversario », janv.-sept. 1984.
- 5 Sur les démarches et actions entreprises pour restaurer ou éviter la disparition d'un certain nombre de monuments, on se reportera à l'activité menée par le Bureau de l'historien de la ville, créé en 1937, dirigé par Emilio Roig de Leuscherling, et l'on peut consulter : « Veinte años de actividades del Historiador de la ciudad de La Habana, 1935-1955 », 2 tomes publiés par le Bureau, rattaché à la municipalité en 1955, et « La Habana. Apuntes históricos », édité par le Consejo Nacional de Cultura, 1963
- 6 Réalisé par les urbanistes américains Paul Lester Wiener, Paul Schultz et espagnol José Luis Sert. Cf. Bastlund, Knud, 1967, *José Luis Sert, Architecture, City Planning, Urban Design*, éd. Thames and Hudson, Londres.
- 7 Si l'on considère les dates de construction du patrimoine immobilier, entre 1946 et 1958, près de la moitié des constructions ont lieu dans l'ancienne province de La Havane (et donc la capitale), mais pour les périodes suivantes de 59-70, 70/75 et 75-80, la proportion se réduit à 10%. Par contre, l'Oriente bénéficie du tiers (*Censo de población y viviendas*, 1981, volume général).
- 8 Segre, Roberto, 1989, *Arquitectura y Urbanismo de la Revolución Cubana*, La Habana, Editorial Pueblo y Educación
- 9 La *Oficina del historiador de la ciudad* et la *Comisión de los monumentos* centrent d'abord leurs efforts, à la fin des années 1970, sur l'entretien des forteresses, des palais et des places (d'Armes et de la cathédrale, puis de San Francisco), ainsi que l'église de Santa Maria del

Rosario et le palais Aldama. Puis, avec la création du *Centro de conservación, restauración y museología*, on passe à la restauration détaillée de quelques édifices ponctuels (tels la casa del conde Barreto, le couvent de Santa Clara). Voir Rivero, Angel : « Una vieja ciudad rejuvenece », dans *Revolución y Cultura*, n°107, julio 1981.

- 10 Version image de marque du *Plan maestro de revitalización integral de la Habana Vieja*, publié par l'Agence de coopération ibéroaméricaine, sous le titre *Viaje en la memoria*, Barcelone, 1997.
- 11 Sur 70.658 habitants recensés en 1995, dont 513 personnes déplacées, 50% seulement sont blancs, les autres sont déclarés métis ou noirs. 3/5^e des foyers ont un chef de famille femme et 37% ont des personnes âgées. Plus de la moitié des résidents sont considérés comme des immigrants, en provenance surtout des provinces orientales. Parmi les migrants, un tiers vit depuis plus de 20 ans, mais un quart est arrivé entre 1990 et 1995. Sur la population ayant un travail, 4% seulement sont déclarés comme travailleurs indépendants et 91% comme travailleurs du secteur d'État. 52% des habitants vivent en *cuartería*.
- 12 Cellules de base du pouvoir municipal, où se trouvent représentées les organisations de masse aux côtés des élus de ces circonscriptions, et sur lesquelles reposent l'action des conseils municipaux; l'objectif est de gouverner et de faire participer aux actions décidées à ce niveau la population sur ces différentes portions de territoires composant le district municipal.
- 13 Comme c'est le cas, en premier lieu, pour quelques quartiers les plus sinistrés des municipes situés aux alentours de *Centro Habana* et *Cerro*, mais aussi dans d'autres. Mais, dans ce profil bas, du point de vue des moyens, les résultats de ce type d'intervention risquent d'être assez superficiels et éphémères.
- 14 Éléments confirmés par l'architecte García Pleyan de l'entité Habitat-Cuba. La compréhension et l'acceptation d'une conception participative et sa mise en œuvre ne sont d'ailleurs pas chose aisée, car elles rompent avec les pratiques habituelles.

RÉSUMÉ - RESUMEN

La Vieille Havane, centre historique colonial de la capitale cubaine, présente un riche ensemble architectural, heureusement préservé par l'histoire du XX^e siècle d'une modernisation ailleurs dévastatrice, mais fortement détérioré. Inscrite au patrimoine de l'Unesco en 1982 mais avec trop peu de moyens, elle doit paradoxalement à la crise qui a suivi la chute du mur d'avoir trouvé les ressources (grâce à la collaboration avec des capitaux étrangers et un statut d'autonomie accordé à l'architecte en chef) pour accélérer sa réhabilitation. Cependant les projets réalisés et prévus se révèlent davantage tournés vers la mise en tourisme que vers la rénovation des logements et des services à la population résidente, antérieurement proclamée.

La Habana Vieja, centro histórico colonial de la capital cubana, ofrece un rico patrimonio arquitectónico, afortunadamente preservado por la historia del siglo XX de una modernización en otros lugares devastadora, pero fuertemente deteriorado. Inscrita al patrimonio de la Unesco en 1982, con muy pocos medios, debe paradójicamente a la crisis que siguió la caída del muro el hecho de haber encontrado los recursos (gracias a las inversiones extranjeras y un estatuto especial acordado al historiador de la ciudad) para activar su rehabilitación. Sin embargo, los proyectos realizados o previstos se revelan más dirigidos hacia la puesta en turismo que hacia la remodelación de las cuarterías y de los servicios a la población antes proclamada.



LES DÉFIS DES RÉFORMES DANS L'AGRICULTURE CUBAINE

DENISE DOUZANT-ROSENFELD*

LORSQUE le marché protégé du CAEM s'est défait, il y a dix ans, les Cubains se trouvaient dans une position difficile concernant les productions vivrières, dont les quantités stagnaient depuis le milieu de la décennie 1980, après une augmentation notable. Cette dernière était essentiellement due à deux facteurs : une modernisation de l'agriculture en général (intrants et semences importés, mécanisation, irrigation, énergie pétrolière) délaissant les traditions de polyculture de l'agriculture paysanne devenue très minoritaire, axée sur les grandes étendues de culture d'un seul produit en plein champ et l'élevage industriel (alors que les prés extensifs se détérioraient faute de pâturage), ainsi que sur la collectivisation pour faire des économies d'échelle (fermes d'État se substituant aux *latifundios* pré-révolutionnaires, coopératives de production agricole -CPA- regroupant à partir de 1975 les petits producteurs volontaires dans une même exploitation) ; et bien sûr l'omniprésence de la canne à sucre, le produit d'exportation sur lequel était basée l'économie de troc -sucre cubain contre pétrole soviétique-. D'autre part, si les rendements avaient peu augmenté dans le secteur collectif (90 % de la SAU), l'extension des surfaces pendant plus de vingt ans l'avaient compensé, mais la pénurie de main d'œuvre était devenue un obstacle à la poursuite de la croissance : depuis une génération, les emplois dans les secteurs publics urbains étaient autrement plus attractifs que dans l'agriculture où les salaires étaient restés bas, en dépit d'un équipement important des villages en services de base (électrification, construction de logements, de routes, transports collectifs, médecin de la famille...). L'extension

Photographie n° 16. *Maison nouvelle, maison ancienne. Güines. Province de La Havane* (Cliché Denise Douzant-Rosenfeld).

* IUFM de Versailles-Université de Paris X. GRAL Toulouse

des surfaces était bloquée faute de main d'œuvre permanente, la mécanisation et le latifundium ne compensant plus ces handicaps structurels. Faire dépendre les résultats agricoles de la mobilisation des jeunes scolarisés, des conscrits, des retraités (la retraite est acquise entre 55 et 60 ans) et de la bonne volonté des habitants des villes coûte cher (hébergement, transport...) et donne des résultats toujours inférieurs aux prévisions (Collins J., Scott M, 1987 ; Douzant Rosenfeld, 1991).

Ces pénuries structurelles bien connues (les cultures alimentaires représentant au mieux 20 % de la SAU) étaient compensées par les importations du camp socialiste (environ 50 % des besoins en intrants, produits industriels, protéines animales...). C'est pourquoi la question de la sécurité alimentaire, si prégnante dans les autres îles des Caraïbes victimes d'émeutes de la faim – comme la République dominicaine en 1984 (Douzant Rosenfeld, Girault, 1990)-, était sous-estimée par les autorités assurées d'importations à bas prix et par la population rassurée par l'accès égalitaire aux produits de base subventionnés via la libreta (le livret d'alimentation rationnée).

Lorsque le commerce extérieur protégé s'effondre brutalement et que le pouvoir d'achat du pays se mesure en devises convertibles, le modèle tant vanté de production collective et d'approvisionnement égalitaire ne répond plus aux besoins et la question alimentaire passe au premier plan, car les pénuries s'aggravent dès 1991. La « période spéciale », décrétée dans l'urgence, accélère la centralisation des moyens publics mobilisés entre autres pour réussir un ambitieux « plan alimentaire ». Le rétablissement (dit récupération) de l'agriculture et de l'élevage devient vital pour la survie de la population et pour celle du régime : il faut compenser les importations alimentaires et d'intrants, qui n'arrivent plus qu'au compte-gouttes et en devises fortes, par une relance de la production vivrière, celle des grains -le plat de base est l'assiette de riz, accompagnée de haricots noirs, banane plantain et racines, et bien sûr de viande -porc ou poulet-, celle des tubercules et racines (appelées viandas), celle des légumes et des fruits. La reconversion du cheptel laitier Holstein (qui ne sait plus manger de l'herbe) ou des élevages industriels de poules pondeuses, viande de poulet et porcs ne peut se faire du jour au lendemain. À défaut, les autorités en distribueront les poussins et on élèvera des cochons chez soi. Les paysans privés, organisés le plus souvent en Coopératives de crédits et de services (CCS) pour avoir accès aux intrants, se révéleront presque seuls à pouvoir immédiatement augmenter leurs productions (que les urbains vont chercher à la ferme), avec les moyens du bord – polyculture, cultures associées, engrais verts, maraîchage intensif, élevage renforcé- mais leurs surfaces sont faibles (relativement moins dans la région de La Havane où le maraîchage privé est resté dynamique), voire marginales dans certaines régions. Les coopératives CPA du secteur alimentaire – dit cultures variées-, si elles assurent à leurs membres

l'« autoconsommation » – ce qui limite en leur sein l'exode de main d'œuvre-, ont du mal à produire davantage, faute d'intrants et de stimulants (les prix restent bloqués par le seul acheteur autorisé, Acopio, l'organisme d'État) ; quant aux fermes d'État, qui occupent l'essentiel des surfaces et continuent à recevoir les moyens du plan, elles sont handicapées par leur taille et les pénuries en intrants et main d'œuvre.

Si moins de 10 % des terres à sucre sont autoritairement transférés vers les cultures variées à la fin de la décennie 1980, essentiellement dans les régions périurbaines, cette transformation requiert encore plus de main d'œuvre spécialisée et introuvable. La figure 1 montre l'importance de cette reconversion dans la province de La Havane, dans la plaine sud très fertile (municipes de San Antonio de Los Baños, Guira, Quivican...). Lorsque ce sont les CPA de cultures variées qui en sont bénéficiaires, leur apport est perceptible dans les productions annuelles. En revanche, le « Plan alimentaire », lancé dès l'automne 1989, qui vise à la mobilisation des moyens existants en direction de la production vivrière (augmentation des surfaces plantées, promotion de l'autosuffisance de chaque province faute de moyens de transport pour les flux traditionnels interrégionaux, mobilisation de main d'œuvre en ville et dans la jeunesse) comme à la distribution des produits excédentaires aux collectivités et à la population ne peut donner tous les fruits attendus (Douzant Rosenfeld, Linck et Zequeira, 1995). En effet, les moyens sont prioritairement donnés au secteur collectif, peu à même de s'adapter à la nouvelle donne. Dans l'esprit des responsables politiques, le modèle des fermes d'État reste « supérieur » et l'on demande aux agronomes et aux chercheurs de mettre la science et la technique au service de l'agriculture (mise en place du goutte-à-goutte pour de nouvelles plantations bananières, recherche d'intrants biologiques...). Les initiatives de retour à des pratiques traditionnelles comme le complantage (des haricots ou des cucurbitacées dans la jeune canne, par exemple) ne sont pas admises là où les agronomes de l'État veillent et ne peuvent qu'avoir raison. La mise au garage des tracteurs est vécue d'autant plus douloureusement que la pratique des travaux avec les bœufs de labour avait disparu, sauf dans le secteur du tabac, chez les paysans privés et en Oriente. Si les quantités globales augmentent (du moins dans les statistiques, car on plante en masse des produits qui pèsent lourd, comme les choux, les bananes plantain...), pour la population les pénuries s'aggravent considérablement au point de provoquer épidémie et disette en ville en 1993-1994 (Douzant Rosenfeld, 1993) ¹.

Car les objectifs agricoles affichés sont contradictoires, vu l'histoire agraire et les pesanteurs sucrières de l'île. Il s'agit de produire à la fois pour le marché intérieur (et même davantage pour compenser l'absence de produits importés) et pour le marché mondial. Le sucre, le tabac, les agrumes (en 1992, l'excellente récolte ne trouvera pas preneur et se retrouvera bénéfiquement sur le



PHOTOGRAPHIE N° 17. LA ZAFRA EN CUBA (CLICHÉ DENISE DOUZANT-ROSENFELD)

marché intérieur), voire le café, sont indispensables, à côté de la relance de la production de nickel et autres minéraux, pour que l'État, responsable de toutes les activités, trouve les ressources minima à la survie du pays dans le socialisme proclamé, quitte à faire des entorses à l'idéologie en utilisant le marché, mais sous strict contrôle. Cependant le débat au IVe congrès du parti communiste et au sein de l'ANAP (Association politique représentant les producteurs privés) sur la réouverture des marchés libres agricoles comme stimulant à la production est ajourné devant l'ampleur des risques de différenciation sociale. Pourtant le marché noir est florissant et discriminant ; il s'accompagne d'une chute du pouvoir d'achat du peso, car tous les prix réels s'expriment en dollars (Douzant Rosenfeld, Denise, 1995).

Ainsi l'armée, secteur traditionnellement protégé, est-elle incitée à s'auto-provisionner et à participer à l'alimentation de la population et du secteur touristique relancé comme la bouée de sauvetage de la nouvelle économie. En effet, faute de pouvoir emprunter sur le marché international des capitaux, l'appel aux investissements étrangers -sauf nord-américains- peut seul, en dépit de l'embargo du grand méchant voisin, relancer l'économie dans les secteurs considérés comme porteurs : le tourisme international et le nickel, les agrumes, le tabac, les boissons, les produits de la mer. C'est la mise en place du « secteur mixte » émergent, dont la place va grandissant et entraîne des contradictions sociales importantes (voir les contributions de Dilla, Escaith ou Habel dans ce même numéro).

Pour produire plus et pour produire mieux, il faut surmonter des handicaps anciens et récents, au delà des pénuries de main d'œuvre déjà signalées. Sur le temps long, les inconvénients de la monoculture sucrière transmise de la colo-

nie à la néo-république et conservée par la révolution, comme la marginalisation de l'agriculture vivrière sont patents en période de crise, où la diversification est impérative (Larifla, 1995). Sur le temps plus court du régime socialiste, les choix de collectivisation sans autonomie des producteurs, sans même que les ouvriers agricoles disposent d'un jardin individuel ou collectif, les rendant ainsi dépendants à 100 % de l'État providence pour manger, ont forgé des mentalités difficiles à modifier. De même, la taille des fermes d'État (en moyenne 20 000 ha), le paternalisme des salaires bas mais garantis quelle que soit l'efficacité du travail, l'irresponsabilité abritée derrière des critères opaques de gestion, la croyance dans la modernisation bénéfique (modèle nord-américain autant que modèle soviétique) et dans l'appui indéfectible des « frères socialistes », ces différents éléments conjugués ont rendu toute réforme difficile, avec une bureaucratie agronomique envahissante et arrogante. C'est ce qui peut expliquer la lenteur des changements et leur strict contrôle jusqu'à présent au sein d'une planification centrale maintenue. Le moment clé se situe en 1993-1994, lorsque le modèle supérieur des fermes d'État est abandonné, puis lorsque les marchés agricoles libres sont réouverts.

Nous allons développer deux aspects des enjeux agricoles aujourd'hui : d'abord les conséquences des réformes au niveau de la production ou offre, ce qui renvoie à la « troisième réforme agraire » décrétée en 1993 et à la mise en place de nouvelles formes de tenure et de types de production (Valdes Paz, 1997) ; ensuite celles au niveau de la distribution, avec la mise en place d'une pluralité de circuits, en prise avec le début de récupération de l'industrie agroalimentaire en dollars. C'est le rôle de l'État, acteur essentiel dans un régime socialiste, qui sera le fil conducteur. Les autres acteurs, dont la mobilisation et l'autonomie sont indispensables à la réussite des réformes, seront examinés en contre point.

LES ENJEUX DE LA TROISIÈME RÉFORME AGRAIRE

À l'automne 1993, après une année de pénuries alimentaires sévères, est annoncé, sans consultation des intéressés, le démantèlement des fermes d'État. Il s'agit de relancer l'offre par la déconcentration de la gestion productive. Les unités de base constituant l'exploitation (UBP) sont appelées du jour au lendemain UBPC, unités de base de production coopératives. La terre est transférée au collectif de travailleurs de l'UBP en usufruit collectif gratuit et indéfini, les moyens de production sont vendus, moyennant un accord avec le siège de l'ancienne entreprise qui reste le représentant du Ministère de l'agriculture dans la zone (Minag) et garde quelques installations et le monopole de la fourniture des intrants. La réforme s'applique immédiatement au secteur sucrier

dépendant du ministère industriel du Sucre (Minaz), au démarrage de la campagne de coupe ou zafra, et progressivement dans les autres secteurs administrés par le Minag entre 1994 et 1995. Une minorité de terres publiques n'entre pas dans ce processus -secteurs expérimentaux, fermes de l'armée, par exemple- (Douzant Rosenfeld, 1997). Dans le même temps, pour pallier la faiblesse de la main d'œuvre dans les secteurs d'exportation comme le tabac, le café ou le cacao, des parcelles plus ou moins étendues, issues du secteur étatique en crise, sont distribuées en usufruit gratuit à des familles qui s'engagent à les entretenir et à fournir leurs produits à l'État. Ces attributions renforcent le mouvement spontané de distribution de parcelles de jardin (moins de 0,5 ha) effectué sous l'égide des municipalités et conseils populaires dès 1991-1992 pour alléger la pression alimentaire, générant une nouvelle agriculture urbaine. Elles sont complétées par la résolution 223/95 de 1995 d'« élargissement des surfaces », qui permet aux paysans individuels et aux CPA d'élargir la surface de leur exploitation en demandant des terres publiques abandonnées en usufruit.

Les grandes tendances de l'application

La rapidité de l'application a empêché toute expérimentation. Les travailleurs agricoles n'étaient aucunement préparés à se transformer en coopérateurs – dueños de la tierra. Lors de nos enquêtes de terrain de 1994 à 1997 dans la région de La Havane et dans les montagnes caféières, ils se déclaraient encore comme « travailleurs » lorsqu'ils parlaient d'eux-mêmes. Sauf exception, c'est encore le cas lors de nos enquêtes de 1999. La direction de la coopérative est le plus souvent la même que celle de l'UBP, unité de 600 ha environ (taille moyenne d'une CPA), surgie avec la campagne de « rectification des erreurs » entre 1986 et 1989. Selon le principe d'une liaison accrue entre le travailleur et la terre travaillée (collectif de travailleurs associé à une même parcelle, ou un même troupeau), davantage de responsabilisation était déjà en cours. Mais on ne remarque pas un saut qualitatif avec la réforme, sauf peut-être, et c'est fondamental, dans la durée de la journée de travail, portée à 8 heures effectives lorsque les conditions sont réunies (Tulet, 1998). En effet, si la néo-coopérative est capable de fournir à ses membres des rations alimentaires correctes, grâce à la gestion adéquate et sur une superficie suffisante des parcelles collectives d'« autoconsommation », comme les grains, la viande et le lait, les œufs, les légumes et les fruits, ainsi que de proposer à ceux qui le désirent l'accès à des lopins privatifs (type kolkhoziens), elle peut stabiliser la main d'œuvre, augmenter la productivité, faire des bénéfices qui seront distribués en fin d'année, en sus de l'avance mensuelle sur salaire, voire accéder pour ses excédents à la vente profitable au marché libre. Dans ce cas l'UBPC est déclarée rentable. Cependant en 1996, cette situation enviable n'était acquise que par 40 % des UBPC (surtout en

cultures variées) alors que 76 % des UBPC spécialisées dans la canne et l'élevage bovin étaient déclarées en déficit, ce qui signifie des salaires plus faibles pour les membres et des dettes pour l'exploitation.

Le démantèlement des fermes d'État ne s'est pas encore traduit par l'autogestion

On remarque que les néo-coopératives nées de ce que les universitaires cubains appellent la troisième réforme agraire restent très dépendantes de l'entreprise mère dont elles sont issues. Leur gestion, officiellement autonome, est strictement encadrée par les ministères de tutelle. Si elles ont eu le droit de ne pas réembaucher les techniciens agronomes pour faire des économies de gestion du personnel, cette décision a pu se révéler dommageable lorsqu'elles n'avaient pas de personnel formé. Elles ont besoin de comptables et de gestionnaires, qui leur sont ensuite proposés par le ministère lorsque leurs comptes sont déclarés déficitaires. Cependant quelques unités dynamiques, bien gérées et s'appuyant sur une main d'œuvre à faible mobilité, montrent des résultats positifs : dépassement des quotas du plan, alimentation autonome et variée, planification de quantités de produits pour le marché libre, capacité à l'autofinancement (pour la construction de maisons neuves, l'achat de machines, de camions...).

Les enquêtes des sociologues cubains (*Desarrollo*, 1997), comme nos observations, font apparaître une série de causes qui se superposent et conduisent à l'échec ou la stagnation, comme de mauvaises conditions de départ (terres ou matériels épuisés, déficit en main d'œuvre, déficit en terres réservées à l'autoconsommation) aggravées par une gestion aléatoire aboutissant à des pertes d'exploitation, au découragement des membres et au départ des plus dynamiques vers d'autres exploitations rentables. Car la main d'œuvre est très mobile, que ce soit pour le travail temporaire ou les contrats annuels, calée sur un mouvement migratoire structurel des orientaux vers les provinces centrales et occidentales, où les salaires dans l'agriculture sont en moyenne deux fois supérieurs. Ces mouvements se font au bénéfice de la plaine de La Havane, du moins pour les UBPC de cultures variées ou de tabac qui sont attractives sur cette main d'œuvre flottante, cherchant l'embauche dans le secteur agricole comme moyen d'entrer dans la province capitale. Même si les conditions d'hébergement restent précaires (auberges rudimentaires sur des lieux mal desservis et isolés, hommes et femmes séparés, difficultés à héberger la famille...), les revenus se révèlent supérieurs aux possibilités de leur région d'origine, où souvent ils vivaient après leur licenciement ou leur départ des emplois urbains en faillite.

Vu l'ampleur des surfaces et des personnes concernées, l'avenir de l'agriculture cubaine se joue dans ce secteur encore en transition entre l'économie administrée et la gestion locale « autogérée », dans le cadre du socialisme toujours proclamé. Les néo-coopérateurs seront-ils capables de devenir les producteurs de demain, c'est-à-dire de remplacer ceux qui partent à la retraite, de rester à la campagne après la fin de la « période spéciale » ? Une véritable autonomie des néo-coopératives supposerait une décentralisation politique et un contrôle social, avec des moyens, qui n'ont pas eu lieu. Les prix de vente à la ferme, administrés et équivalents d'une subvention déguisée au budget national par les producteurs, n'ont rien à voir avec les coûts réels ; ce qui oblige en contre partie l'État à fortement subventionner le coût des intrants importés. Les UBPC restent organisées dans le secteur d'État, alors que les autres coopératives, qui ont leurs terres en pleine propriété, avec gestion familiale ou collective, dépendaient jusqu'à peu du « secteur paysan » du Minag, encadré par l'organisation politique de l'Anap (Asociación Nacional de Agricultores Pequeños). Les logiques et les cultures à l'œuvre dans ces deux secteurs ne se sont pas encore rejointes, même si le Minag vient récemment de recentraliser la distribution des intrants au sein d'une unique entreprise d'État par municipale et par filière pour une distribution plus égalitaire des moyens à tous les types de producteurs. Cet écart est bien démontré par Angelina Herrera dans sa thèse de géographie récemment soutenue à l'université de La Havane (Herrera, 1999).

Les coopératives de production rencontrent de nouvelles difficultés

Cependant, les CPA dont la montée en puissance a été effective jusqu'en 1985, où elle ont administré plus d'un million d'hectares dans 1378 unités regroupant 70 000 membres (maximum en 1983 avec 82 611 membres), rencontrent une crise de croissance et de moyens. En 1998 on ne comptabilisait plus que 1139 unités pour 710 000 ha, regroupant encore 63 000 associés mais dont une partie n'étaient plus actifs (Herrera, 1999). En effet, les paysans d'âge mûr des années 1975-1980 ont fondé les coopératives parce qu'ils y voyaient des avantages évidents : l'accès à la retraite comme un travailleur classique, l'aide à la construction d'une maison neuve pour se regrouper dans une nouvelle communauté ou en bordure du bourg, l'accès aux divers services dont l'école, le médecin, le bus, l'électricité, le tracteur, etc. Dans la décennie 1990, et cela coïncide avec la période spéciale, les plus âgés sont partis en retraite, leurs enfants occupent des emplois de médecins, professeurs, économistes, etc. qui les éloignent du travail agricole. Les CPA sont souvent en meilleure position pour recruter de nouveaux membres, lorsqu'elles sont installées dans des zones périurbaines ou bien desservies. Ce n'est pas le cas des

zones de montagne. Un certain nombre d'entre elles ont été regroupées, mais les données disponibles cernent mal ce phénomène. Cependant dans la région de La Havane, les CPA de cultures variées restent très florissantes et obtiennent de meilleurs rendements que les UBPC de la même filière. Elles servent de meilleurs revenus à leurs membres, comme aux ouvriers temporaires bien payés.

Les paysans privés sortent renforcés de la crise, dans les secteurs les plus porteurs

Après une baisse en nombre importante, les petits producteurs qui ont résisté à la phase de collectivisation, se retrouvent en bonne position pour rentabiliser leur exploitation, surtout dans l'agriculture périurbaine de maraîchage et dans la culture du tabac. Davantage se sont organisés en CCS pour avoir accès aux intrants : en 1998, c'était le cas de 168 000 membres déclarés auprès de l'ANAP (actifs et retraités) contre 100 000 en 1990. 2578 CCS administraient 970 000 ha, contre 780 000 ha en 1990. En effet les nouveaux usagers qui ont obtenu des parcelles avec la crise ont souvent intérêt à rejoindre une CCS. Ainsi la distribution de terres en usufruit non collectif conforte le modèle de la paysannerie familiale, jusque là peu valorisé en dépit des discours convenus sur le rôle irremplaçable des paysans au sein de la révolution. À la fin de 1996, on recensait 27 700 ha de terres à tabac remis à 13 000 nouveaux bénéficiaires (2 ha en moyenne par famille) et 46 600 ha de terres à café pour 9 500 bénéficiaires (5 ha en moyenne). Il s'agit de familles jeunes, ayant souvent gardé des attaches rurales.

L'enjeu est-il de reconstituer une agriculture paysanne à Cuba? Les arguments officiels qui accompagnent la distribution de terres n'en font pas mention. On remarque que les petits producteurs anciens qui demandent des terres supplémentaires, en particulier dans la plaine de La Havane, n'ont pas toujours satisfaction, alors que c'est davantage le cas dans les provinces comme Holguin ou Camagüey. Les terres déclarées disponibles pour les cultures alimentaires sont rares ou en mauvais état et distribuées selon des critères apparemment politiques (retraités ou familles jeunes susceptibles de s'installer à la campagne, en construisant leur maison sur la ferme – c'est le cas dans les zones caféières de montagne). Cependant le Minag s'intéresse depuis deux ans aux CCS, leur proposant une forme d'aide dite renforcée. Les CCS qui l'acceptent reçoivent quelques avantages à être davantage liées au ministère : des techniciens pour la gestion (comptable, agronome...), davantage d'intrants en fonction des engagements par contrats, un accès facilité dans les ateliers de réparation, de pièces détachées... Cependant cette offre n'est pas toujours acceptée. Ainsi la CCS Humberto Almeida dans le municipe de Güines (province de La Havane), spécialisée dans la canne et les cultures variées, y a renoncé car elle estime par

la voix de son président que l'État ne remplit pas ses obligations en terme de mécanisation et d'accès aux intrants. La CCS préfère rester maître de ses choix et demande à être mieux considérée par les organismes de tutelle : en particulier les paysans voudraient bien abandonner un certain nombre d'hectares de canne au profit des cultures légumières plus rentables, mais le plan le leur interdit.

La relance par produits

L'agriculture cubaine ne peut plus compter sur des approvisionnements réguliers en intrants d'origine industrielle qui, au prix du marché international, se révèlent très coûteux et donc rares. Ce qui explique sa difficile reconversion en une agriculture durable, économe en intrants. Si l'accent a été mis sur les cultures vivrières lors du plan alimentaire (1989-1993), en particulier dans la région de La Havane pour approvisionner une métropole vorace de plus de 2, 5 millions de consommateurs (pour une population totale de 11 millions d'habitants), cet effort s'est poursuivi de façon différenciée selon les régions. En revanche le secteur sucrier, qui avait vécu sur ses acquis dans les premières années de la crise, n'a pas réussi à se stabiliser, tandis que le secteur de l'élevage commence à peine sa récupération. Le secteur des agrumes a été le premier à trouver de nouveaux débouchés.

Les cultures de plein champ sont mieux aidées

La culture du riz dans les complexes étatiques, difficilement reconvertis en UBPC, marque le pas (180 000 tonnes en 1996, seulement 160 000 en 1998, pour une consommation évaluée à 500 000 tonnes). Mais la possibilité de semer du riz partout avec la crise a augmenté l'autoconsommation peu prise en compte dans les statistiques officielles. Il en est de même du maïs qui avaient disparu, faute d'encouragement. Les cultures de *viandas* (manioc, tubercules, bananes plantain...) ont été davantage développées dans les fermes d'État et les UBPC de cultures variées. Elles sont comptabilisées en volume en même temps que les légumes. La récolte de 1996 a fait l'objet de communiqués triomphants, après les années noires de 1993-1994, car elle aurait dépassé 1 million de tonnes, grâce à une récolte record de pommes de terre. Cette heureuse année 1996, il n'y avait eu aucune calamité naturelle. Cependant, dans la province d'Holguin où nous avons enquêté en 1997, les bons chiffres de la collecte (3 millions de quintaux) étaient mis en regard avec les nécessités nutritionnelles de la population et ne comblaient pas les déficits, sauf pour le secteur de l'armée. Pourtant la division Mambi, créée au plus fort de la crise en septembre 1994 avec des travailleurs urbains membres du parti organisés en contingents

pour donner la main d'œuvre indispensable aux fermes d'État, était créditée à elle seule du tiers de la collecte provinciale et conservait 2 000 personnes.

C'est dans la riche plaine de La Havane que les rendements sont les plus élevés, grâce à des sols mieux entretenus, à l'irrigation fonctionnelle, à la proximité des sources d'intrants et des aides techniques. Les paysans individuels de San Antonio de Los Baños ou de Güines obtiennent des rendements en pommes de terre supérieurs à 7 000 quintaux à l'ha contre 5 000 quintaux comme rendement moyen attendu et atteint dans les CPA et pas toujours dans les UBPC de la zone. Ils ont souvent un comportement d'entrepreneur, gérant avec efficacité 10 à 15 ha de terre maraîchère par rotation et complantage, générant à la fois des produits de qualité achetés par Frutas Selectas, des sous-produits et des excédents vendus librement. Ils sont à la fois encouragés et bridés par le Minag qui craint qu'ils ne s'enrichissent démesurément. Les CPA comme les CCS les plus dynamiques ont conclu des contrats avec Frutas Selectas qui leur assurent une partie du paiement en dollars. C'est le moyen d'avoir de nouveau accès aux tracteurs neufs, aux engrais, aux semences sélectionnées. Quatorze entreprises dans la province de La Havane en ont bénéficié en 1998.

L'agriculture urbaine est pérennisée par les jardins « organoponiques »

Lorsque les vivres de base ont commencé à manquer dans le système de distribution public, les habitants des villes ont spontanément récupéré les terrains vagues pour y installer des potagers avec les moyens du bord et l'appui des municipalités. Ces nouveaux jardiniers étaient des retraités, plus disponibles, aidés par des actifs entreprenants, tandis que ceux qui avaient la chance d'avoir leur propre jardin d'agrément le convertissaient en parcelle productive avec basse-cour et petit élevage.

Les entreprises et les institutions urbaines, comme les fermes d'État, étaient invitées de même à créer des potagers et des parcelles productives pour approvisionner leur cantine. Ce mouvement recouvrait en 1994 plus de 5 000 ha dans l'agglomération de La Havane (Cruz, 1995), effort modeste mais significatif pour une ville sans tradition potagère. Depuis, une partie des entreprises non agricoles ont renoncé à leurs jardins, devant la reprise des approvisionnements, tandis que le mouvement des jardins familiaux continuait dans les municipes les mieux organisés. En province, les municipalités ont souvent été à l'initiative de la distribution de parcelles pour subvenir aux besoins collectifs des hôpitaux ou écoles, voire pour créer des mini étables d'élevage laitier. Ces nouveaux producteurs, appelés parceleros, se joignent aux autres producteurs privés périurbains dispensés de quotas de vente avec l'État, et peuvent approvisionner les marchés libres urbains.

Par ailleurs, l'État central a encouragé la mise en place de jardins « organoponiques », qui ont fait tache d'huile dans les grandes villes. Ce sont des jardins à sols rapportés en bandes de 1, 2 m de large, installés sur des terrains incultes aux sorties des villes ou dans les quartiers peuplés. Dans les planches sont cultivées toute l'année des cultures maraîchères : échalote, haricot vert, radis, concombre, laitue, tomate, betterave rouge, carotte, persil, épices... par rotation. La couche de sol fertile est régulièrement complétée par des composts, fumiers et autres végétaux parfois décomposés avec des vers de terre. Un système d'irrigation, souvent branché sur le réseau d'eau potable, assure les rendements. Installations publiques, ces potagers sont gérés de façon autonome, avec un budget propre qui leur permet de vendre les récoltes (sur place aux clients du voisinage et en ville), d'acheter les intrants, de rémunérer les travailleurs (entre 200 et 300 pesos mensuels), de payer des impôts. Nous avons constaté que les prix des produits restaient élevés, faute de concurrence ou de contrôle social. En revanche, les légumes et crudités ont ainsi pu faire leur réapparition sur les tables cubaines. En 1997, on comptait 19 potagers de ce type dans l'agglomération de Holguin (300 000 habitants), qui regroupaient leurs excédents dans un point de vente journalier de légumes frais au centre-ville, et vendaient également sur place.

La revanche des *vegueros*

Ce sont les producteurs de tabac des vegas qui ont le mieux tiré parti de la crise, grâce à la nouvelle mode de consommation de havanes en Occident. Leur savoir faire reconnu a été encouragé par les firmes étrangères (espagnole, française...) qui ont conclu des contrats avec l'organisme d'État, Cubatabaco, qui a redonné une partie de la plus-value en dollars aux producteurs, ce qui est le seul cas, avec Frutas Selectas, dans l'agriculture cubaine aujourd'hui. En effet, le paiement du tabac à la ferme se fait à la fois en monnaie nationale et en dollars depuis cinq ans, fraction variable selon les zones et la qualité, plus forte dans la principale région productrice, le Vueltabajo. En 1997, dans le municipio de San Juan y Martinez par exemple (province de Pinar del Rio), le quintal de tabac était acheté 281 pesos minimum (le salaire minimum mensuel est de 200 pesos), plus une quote-part en devises. Il ne faut pas s'étonner qu'avec de tels encouragements, la production de cigares ait rapidement augmenté : de 70 millions de pièces en 1996, à 100 en 1997, 160 en 1998 et 200 millions prévus en 1999. Comme les producteurs de tabac font aussi du maraîchage en alternance, ils constituent l'aristocratie paysanne cubaine, retrouvant le rôle qui était encore le leur au XVIII^e siècle avant le raz-de-marée sucrier fondé sur l'esclavage.

La timide relance du secteur caféier

Le secteur caféier, pourtant bien soutenu par l'État et bénéficiant de nouveaux débouchés extérieurs, ne jouit pas des mêmes avantages. Comme dans les autres secteurs, les paysans et autres travailleurs doivent se contenter d'une rémunération additionnelle de « bons » en devises convertibles, qui ne peuvent être dépensés que dans des boutiques spéciales rarement bien approvisionnées en produits industriels indispensables (bottes et chaussures, vêtements, électroménager, lessives et produits d'hygiène, huile, matériel scolaire, etc.). Aussi, sauf exception, les rendements restent bas, mais les plantations ayant été renouvelées en café arabica de qualité, la récolte a été stabilisée autour de 375 000 sacs. La moitié est destinée à l'exportation grâce à une politique de recherche de qualité, en particulier vers le Japon, premier acheteur de cristal mountain, et vers la France.

Les difficultés persistantes de la canne

C'est le secteur de la canne qui a le plus souffert de la crise et ne s'en remet pas. L'absence d'énergie et de pièces détachées pour les moissonneuses, comme d'engrais en quantité suffisante a commencé à marquer les récoltes dès 1993 (4 millions de tonnes contre 8 millions, récolte record en 1990). L'année 1996 avait vu un léger redressement grâce à la recherche de crédits spécifiques négociés par chaque province (4, 25 millions de tonnes.). Faute de financements suffisants, les récoltes n'ont pu se redresser par la suite : 3, 8 millions de tonnes en 1997, 3 millions en 1998, 3, 8 millions étant prévues pour la campagne 1999-2000, alors que deux tiers des sucreries ont été arrêtés. Désormais les recettes issues du tourisme (1, 6 millions de touristes en 1999) dépassent celles du sucre. Les travailleurs des UBPC concernées sont peu encouragés par le système de rémunération, d'autant qu'ils n'ont pas le droit d'utiliser le marché libre pour vendre leurs surplus vivriers éventuels. Cette situation génère le départ de la main d'œuvre dès que d'autres sources de travail se font jour. Et ce n'est pas la mobilisation de volontaires plus ou moins consentants qui peut remédier au problème.

Vers une récupération de l'élevage laitier

Les grandes unités d'État spécialisées dans l'élevage laitier avaient été très atteintes par l'arrêt des importations de nourriture pour vaches Holstein. Les recommandations faites en leur temps par un agronome français nommé Voisin au début de la Révolution recommandant de semer des pâturages tournants, comme par René Dumont s'élevant contre la suppression des arbres et haies, le grossissement et le morcellement des processus d'élevage (Dumont, 1970)

ont été redécouvertes. On a cherché à faire pousser de l'herbe, engranger du fourrage pour passer la saison sèche, trouver des nourritures de substitution en utilisant la canne ou les céréales ; en même temps, tout en cherchant à éviter la mortalité du bétail, on a commencé à remplacer le cheptel par un nouveau croisement à base de zébu plus résistant aux conditions locales, pouvant manger de l'herbe et donc moins demandeur en nourriture importée.

Cette reconversion est déjà bien avancée dans la province de La Havane, comme nous avons pu le constater en visitant l'UBPC Victoria de Girón, dans le municipale de San Antonio de Los Baños. Ce cas reste cependant encore isolé et le prototype de ce qu'il est possible de réussir, tandis que la majorité des UBPC d'élevage du pays restent déficitaires (Carbon, 1999). Celle-ci est issue de l'entreprise Ariguanabo, qui couvre sur plusieurs municipes quatre UBPC d'élevage laitier et une de cultures variées. Son président, technicien agricole spécialiste d'insémination artificielle, a l'avantage d'avoir travaillé trente années dans l'entreprise. La néo-coopérative comprend aujourd'hui 885 ha et 76 travailleurs, dont 11 non productifs. Sur les six étables héritées du transfert, trois ont été remises en fonctionnement pour faciliter l'entretien et la surveillance du troupeau. Chaque sous-unité a en effet un administrateur (vacher spécialisé), deux autres vachers et deux gardiens contre les vols. À part quelques rescapées, les autres vaches Holstein ont été vendues et remplacées par un croisement zébu créole et Holstein qui se sont bien acclimatées à la pâture majoritaire et aux compléments nutritionnels minoritaires. Le troupeau comprend 776 têtes, dont 164 vaches en production laitière qui fournissent en moyenne 6 litres de lait par jour (contre 14 litres avant la crise). L'UBPC conduit tout le processus de reproduction, sauf l'élevage des veaux entre 2 mois et deux ans où les génisses sont réincorporées au troupeau laitier. La traite mécanisée deux fois par jour allège le travail des vachers et permet de mieux contrôler l'hygiène du lait conservé en bac réfrigéré, comme le troupeau dormant la nuit à l'étable. L'UBPC a reconstitué les pâturages en replantant les prés, en les cerclant pour en faire des pâtures tournantes, en replantant des arbres de type légumineuses pour l'ombrage à la place des abris en plaques de béton, tandis que des parcelles sont réservées au fourrage et que des greniers conservent l'ensilage.

Les vachers, issus de la région orientale, ont construit leur maison sur place, avec un jardin attenant et une basse-cour. Ils ont droit à un litre de lait par jour, mais on imagine qu'il est facile de détourner vers les clients locaux quelques litres chaque jour, ce qui ajoute un peu de revenu aux intéressés. Les parcelles de cultures et d'élevage pour l'autoconsommation des travailleurs sont bien entretenues et approvisionnent les membres, ce qui renforce la cohésion du collectif. Le prix d'achat du lait par l'organisme d'État n'a doublé de prix qu'en 1998, pour tenir compte de l'élévation des coûts de production, mais reste encore très bas. Depuis, l'UBPC a été déclarée rentable.

Cette brève analyse de quelques types de producteurs et de quelques produits révèle une forte diversification des unités de production agricole. Lorsque la production est convenablement rémunérée en dollars, comme dans le tabac, voire dans les fruits et légumes achetés par le secteur touristique, les rendements sont importants et la qualité au rendez-vous. Il n'y a donc pas de fatalité aux déficits agricoles dans l'île. Encore faut-il que les prix aux producteurs soient rémunérateurs.

LES CONSÉQUENCES DE LA LIBÉRALISATION DES MARCHÉS

Après la réforme des fermes d'État et de la distribution de certaines parcelles en usufruit, qui n'a pas immédiatement apporté l'augmentation de l'offre souhaitée, l'étape suivante a donc été l'ouverture des marchés libres agricoles en monnaie nationale, accompagnée de celle des marchés industriels. Le réseau des boutiques en devises s'est étendu à toute la population. Cette double réforme a consacré la dollarisation de l'économie, la valeur en dollars de chaque produit étant désormais le seul étalon, déjà utilisé par le marché noir. La réforme était également monétaire : la grande quantité de monnaie en possession des particuliers ne trouvait pas à s'employer faute de biens à acheter, et le cours du peso était monté jusqu'à 150 dollars au marché noir. La reconnaissance de la double monnaie a permis à l'État de stabiliser la monnaie nationale en six mois autour de 20 pesos le dollar, levant la fiction de l'équivalence officielle peso-dollar. Les boutiques de récupération des dollars dont les TRD (Tiendas de recuperacion de divisas), gérées par l'armée sous une enseigne explicite, ont pour but de vendre aux consommateurs, avec des profits très substantiels pour l'État, non seulement les produits importés, mais également ceux fabriqués sur place, en substitution d'importations, grâce aux usines mixtes, grossissant au profit du Ministère de l'industrie alimentaire les plus-values récupérées sur les agriculteurs dont les prix de vente à la ferme restent bloqués. Seuls les surplus au delà des quotas négociés avec les organismes de commercialisation de l'État, Acopio pour la population, Frutas Selectas et Islazul pour le secteur touristique, en général 20 % des productions, peuvent être commercialisés librement, en particulier dans les nouveaux marchés agricoles, ou agros (Roux, 1995).

Cependant une stricte classification des produits est établie. Le lait et les produits laitiers, la viande bovine, les produits de la mer, le sucre, le café, le cacao, la farine, le tabac et les pommes de terre, le riz des complexes spécialisés, sont exclus de la vente libre. Faute d'être fournis en quantité suffisante dans le système égalitaire maintenu du livret de rationnement, ils continuent à alimenter via les vols et les détournements divers les circuits du marché noir. À l'agro, on peut donc trouver du riz et du maïs (issus des parcelles nouvelle-

ment mises en culture), des tubercules et des racines, des bananes, des oignons et de l'ail, toutes sortes de fruits et de légumes de saison, des fleurs et des plats cuisinés, des condiments ; concernant les protéines animales, de la viande de porc, lapin, caprin, éventuellement des œufs. Les TRD et les autres chaînes de supermarchés en devises qui ont peu à peu couvert toutes les localités, outre la vente des produits industriels de base qui ont disparu définitivement des boutiques en pesos, peuvent proposer des produits laitiers (lait en poudre, fromages, beurre, importés ; lait UHT, yaourts, glaces made in Cuba), de l'huile, des conserves de viande ou de poisson, des poulets et de la viande surgelés, de la charcuterie, des boissons alcoolisées ou non, des vins importés, comme des biscuits, des pâtes et du riz, des saucisses pour hamburgers, des boissons gazeuses et des bières, sans oublier du « pain cubain », de fabrication nationale. Les commerces d'État en devises augmentent chaque année leur chiffre d'affaires (740 millions de dollars en 1997, contre 627 en 1996, alors que le montant des transferts de la diaspora est évalué à 1 milliard de dollars, selon le bulletin de janvier 1998 publié par le poste d'expansion économique de La Havane). Au sein de ces ventes les produits cubains auraient atteints 41 % en 1997, comme les produits lactés de marque Beatriz ou Guarima, le café moulu ou lyophilisé de marque Cubita ou Montanes, les jus de fruits avec la firme chilienne Indelco vendus sous la marque Tropical Island, les eaux minérales et autres boissons du groupe Los Portales (Nestlé), le rhum Habana Club, etc. Paradoxe d'un pays dit socialiste où des produits alimentaires indispensables à la vie des consommateurs sont lourdement taxés en dollars alors que la majorité des Cubains sont payés en pesos.

Les marchés libres en pesos n'ont pas fait baisser les prix à la consommation

L'accès au marché libre pour les unités de production est conditionné par le remplissage préalable des quotas avec le collecteur d'État chargé d'approvisionner le secteur public et le système de rationnement. Même diminués de 20 % en moyenne, il y a besoin de faire un effort productif pour obtenir des surplus pouvant être portés au marché libre, où les prix sont souvent dix fois plus élevés. Il reste difficile à obtenir en période de pénurie d'intrants, de main d'œuvre, de transport, cinq ans après l'ouverture des marchés.

Les premiers mois de leur lancement, fondés sur une préparation minutieuse de stocks de produits frais par Acopio, avaient permis à tous les producteurs, y compris les UBPC, les fermes d'État, les fermes de l'armée d'être représentés. Cependant les petits producteurs (nouveaux jardiniers urbains, paysans périurbains, membres de CCS) disposant de moyens de transport ou pouvant embaucher un représentant, ou les CPA ayant fait le choix de vendre au mar-

ché des produits à forte valeur ajoutée (ail, légumes et condiments, légumes, haricots, taro, fruits...), étaient déjà les plus nombreux à disposer de surplus. Les UBPC commençaient à peine à avoir leur propre autoconsommation, tandis que les CPA, sauf celles de cultures variées, devaient mettre en culture davantage de cultures vivrières pour générer des surplus. La souplesse des systèmes de production des petits producteurs, pratiquant une judicieuse rotation des cultures ou le complantage échappant aux contrats avec Acopio, leur permet de mobiliser chaque mois les produits les plus demandés. Les marchés de La Havane étant moins taxés qu'en province (5 % sur le prix de vente, contre 10 % dans les autres métropoles, et 15 % dans les bourgs) ont été vite approvisionnés. Mais un an après on constatait déjà un tassement du nombre des vendeurs, l'installation d'intermédiaires permanents (collecteurs à la ferme), la raréfaction de la participation du secteur collectif, car les coûts de mise en vente (transport, taxes) se révèlent trop élevés pour ces producteurs lorsque les quantités à écouler sont faibles. Les prix sont restés hauts, en particulier pour la viande et les fruits, faute d'une offre suffisante. Pour que le marché libre soit vraiment incitatif pour les producteurs collectifs, autres que ceux qui sont déjà spécialisés dans le maraîchage, il faudrait que la production de surplus vivriers soit davantage aidée en intrants et rentabilisée par des prix rémunérateurs à la ferme. Ce qui n'est pas le cas. Des gisements de surplus vivriers existent mais restent bloqués par le maintien des prix administrés.

Dans la ville d'Holguin, quatre marchés libres journaliers se sont stabilisés aux entrées de la ville. Le marché de la gare, le plus actif, a cependant perdu la moitié de ses vendeurs en trois ans. Entre 45 et 60 vendeurs proposent tous types de produits autorisés, y compris des œufs d'un élevage d'État. Ils proviennent de toutes les provinces du pays, jouant sur les spécialisations régionales. En 1996 ils ont déclaré 1 million de pesos de chiffre d'affaires dont 10 % a été prélevé en taxes. L'administrateur du marché public, comme intermédiaire avec d'autres producteurs, a vendu pour 452 000 pesos et perçu pour 750 000 pesos de services (location des emplacements, du stockage...). Comparées à la population globale, les quantités vendues dans ces quatre agros restent modestes et les prix élevés comparés au salaire moyen.

La diversification des circuits

L'organisme d'État Acopio est aussi bénéficiaire de la libéralisation des marchés. Il vend à prix libres les produits achetés en sus des quotas aux producteurs. Dans le municipe de San Antonio de los Baños, gros producteur de légumes, Acopio a collecté, en 1996, 760 000 quintaux de vivres dont les 5/6^e ont été dirigés sur les marchés de gros de la Havane. Il a établi un plan annuel de vente libre de 2 millions de pesos, qui lui permet de financer son activité (entre-

ten des camions, achat de l'énergie, etc.). Dans la province d'Holguin, où les petits producteurs et les CPA disposent de peu de moyens de transport, c'est aussi Acopio qui achètent les surplus à « prix différenciés » et les revend, soit à l'agro, soit dans ses propres marchés. De même, certaines fermes d'État ou de l'armée, lors des pics de récolte au printemps, viennent vendre sur le trottoir ou dans les placettes publiques des grandes villes de gros volumes de bananes, épis de maïs, manioc, choux, agrumes, etc. à des prix 10 % inférieurs de ceux de l'agro. Il ne faut pas s'étonner que le livret de rationnement soit de moins en moins fourni en fruits et légumes (hormis les pommes de terre et les produits de saison). Acopio a plus intérêt, aux saisons intermédiaires, à profiter du marché libre où les prix sont beaucoup plus élevés. On imagine qu'à terme, les produits frais ne pourront plus être achetés avec le livret de rationnement subventionné.

Les producteurs qui le peuvent ont intérêt à conclure des contrats avec des fournisseurs du secteur touristique comme Frutas Selectas ou Islazul, pour des légumes et des fruits de qualité. Si les quantités sont en général limitées et soumises à des conditions sévères, le paiement est en partie en dollars. Dans la province Havane et dans le municipale de San Antonio de los Baños, quatre CPA maraîchères (Antero Regalado, Augusto Sandino, Jorge Dimitrov et Gilberto Leon) ont ainsi perçu, en 1997, 9 000 dollars de l'entreprise Frutas Selectas

Ainsi le contexte du secteur agricole a changé. L'offre nationale alimentaire reste insuffisante, mais les autorités semblent devenues plus réalistes et les marchés libres ouvrent des opportunités aux producteurs qui le peuvent. L'heure n'est plus à l'imposition d'un modèle de production collectif supérieur. Elle est marquée par une plus grande diversification des acteurs et des agents économiques, même si l'État socialiste tient à garder toutes ses prérogatives et ne s'est pas encore départi de sa gestion verticale : contrôle des intrants et des crédits, contrôle des plans de récoltes et des cultures, des quotas de collecte, laissant peu d'initiative aux producteurs, en particulier collectifs. Mais aujourd'hui une CPA peut conclure un contrat avec une firme étrangère pour vendre des légumes de contre-saison. Les paysans du secteur du tabac perçoivent une partie du prix de vente de leur production en dollars. Dans ce nouvel environnement compétitif, il règne une plus grande incertitude mais aussi de plus grandes opportunités pour les producteurs décidés. Les conséquences du fractionnement des unités de production collectives sont à étudier de près : les néo-coopératives vont-elles réussir à s'autoadministrer et à rejoindre les dynamiques en cours dans les exploitations petites et moyennes qui portent des éléments positifs de croissance de la production ? La grave crise actuelle a le mérite de montrer que les producteurs agricoles ont un rôle positif à jouer dans le développement durable de l'île, pour nourrir la population. Encore faut-il les y encourager.

Notes

1 Le ministre des armées, Raul Castro, reconnaîtra lors des émeutes spontanées d'août 1994, qu'il s'agit d'émeutes de la faim, déclarant un mois plus tard : « Aujourd'hui, le problème politique, militaire, idéologique de ce pays, c'est chercher de la nourriture ». L'armée se retrouvant en première ligne, il fera pencher la balance pour l'ouverture des marchés libres où l'armée mettra en œuvre sa logistique et depuis elle reste une force décisive dans les approvisionnements vivriers.

Bibliographie

- Benjamin M., Collins J. et Scott M, 1987, *Cuba. Les enjeux de l'agriculture et de l'alimentation*, Paris, CÉTRAL-L'Harmattan, 300 p.
- Douzant-Rosenfeld, Denise, 1991, « Cuba : agriculture et alimentation », dans *Problèmes d'Amérique latine*, Paris, La Documentation française, n°99 janv-mars.
- Douzant-Rosenfeld, Denise et Girault, Christian, 1990, « Commercialisation alimentaire et crise dans les Caraïbes », « dans agriculture et alimentation », dans *Problèmes d'Amérique latine*, Paris, La Documentation française, n°96 avril-juin.
- Douzant-Rosenfeld, Denise, Linck Thierry et Zequeira Mario, 1995, « Se nourrir à Cuba : les enjeux de l'agriculture dans la région de La Havane », dans *Cahiers des Amériques latines*, n°19.
- Douzant-Rosenfeld, Denise, 1993, « Lorsque les professeurs d'université ont faim, la situation est critique », dans *Alizés*, Paris, AFSSAL, n°15.
- Douzant-Rosenfeld, Denise, 1995, « Approvisionnement de deux métropoles caraïbes : Santo Domingo et La Havane », 99-120 p, dans Douzant-Rosenfeld, D. et Grandjean P. (Eds), *Nourrir les métropoles d'Amérique latine*, Paris, L'Harmattan.
- Larifla, Lydia, 1995, *L'expérience cubaine de développement : système socialiste et régime-rentier associé*, Paris, Université de Paris VII (thèse en économie).
- Valdes Paz, Juan, « Hacia una tercera reforma agraria », dans *Debate agrario*, Lima-CEPES, 97-125p.
- Douzant-Rosenfeld, Denise, 1997, « L'approvisionnement alimentaire à Cuba : les producteurs entre l'État et le marché », dans *Cahiers Agricultures*, Paris, AUPELF.
- Douzant-Rosenfeld, Denise et Tulet, Jean-Christian, 1998, « Une transition incertaine. Observations sur la caféiculture cubaine », dans *Geodoc* n°48, Université de Toulouse-le-Mirail-UFR Géographie, 69-92 (série MOCA n°7-La caféiculture cubaine dans le « periodo especial »).
- Desarrollo rural y participacion*, 1996, La Habana, Departamento de ediciones-Universidad de La Habana, 180p.
- Herrera, Angelina, 1999, *La cooperativa como forma de tenencia y su papel en la organizacion del espacio rural cubano*, La Havane-Universidad de La Habana (thèse en sciences géographiques, mimeo 250 p).

- Cruz Cary, 1995, « L'agriculture urbaine à La Havane » dans *L'Ordinaire latino-américain*, Université de Toulouse-le-Mirail, n°157 (dossier Cuba).
- Dumont, René, 1970, *Cuba est-il socialiste?*, Paris, Seuil, 200 p.
- Carbon, Michael, 1999, *Dynamiques agraires à Cuba*, Université de Paris X-Nanterre (mémoire de DEA, mimeo). Le secteur de l'élevage laitier y est bien étudié dans la province de Camagüey.
- Roux, Maryse, 1995, « Les marchés agricoles entre principes et réalités », dans *L'Ordinaire latino-américain*, Université de Toulouse-le-Mirail, n°157 (dossier Cuba), ou Douzant-Rosenfeld, D., 1997, op. cit.

RÉSUMÉ - RESUMEN

Dix ans après la chute du mur, cinq ans après la troisième réforme agraire et le rétablissement des marchés libres, l'agriculture cubaine est en pleine mutation. Les producteurs petits et moyens, organisés en coopératives de crédits et de services, jouent un nouveau rôle dans les dynamiques productives du tabac et des cultures maraîchères, portées par la vague du tourisme. Les producteurs collectifs cherchent leur voie. Mais le manque d'intrants, les déficits en main d'oeuvre et la rigidité de l'organisation étatique restent des freins majeurs à l'augmentation de l'offre. Les producteurs bénéficient trop peu des encouragements en devises indispensables pour vivre à Cuba aujourd'hui.

Diez años después de la caída del muro, cinco años después la tercera reforma agraria y la apertura de los mercados agropecuarios, la agricultura cubana se encuentra en plena mutación. Los productores pequeños y medios, organizados en cooperativas de créditos y servicios, juegan un nuevo rol en las dinámicas productivas del tabaco y de los cultivos varios, apoyados por el auge del turismo. Los productores colectivos buscan su vía. Pero la falta de insumos, los déficits en mano de obra y la rigidez de la organización estatal quedan como frenos fuertes a la ampliación de la oferta. Los productores no tienen los suficientes estímulos en divisas indispensables para vivir en Cuba hoy.

ÉTATS-UNIS-CUBA : À L'AUBE D'UN SECOND SIECLE D'AFFRONTEMENT ?

DANIEL VAN EEUWEN*

LA POLITIQUE extérieure des États-Unis démontre leur faible capacité à la connaissance de l'Autre et de son histoire et leur propension à privilégier la projection de puissance, la protection de leurs intérêts économiques et la prise en compte des pressions intérieures. Dans leurs relations avec Cuba (Habel, 1998 : 181-188) ¹, la seule constante est l'imposition de l'hégémonie, la gestion de crise et l'affrontement au détriment de toute recherche d'engagement constructif.

L'histoire des deux pays est imbriquée depuis le milieu du XIX^e siècle, et dans l'imaginaire américain, la proximité de l'île en fait une sorte de prolongement territorial. Mais la méconnaissance de la réalité cubaine, l'ignorance du nationalisme engendré par un contentieux historique et la volonté de régner sur « l'arrière-cour » caraïbe, ont logiquement conduit à une résistance qu'incarnera la Révolution castriste de 1959 (Lynn Stoner, 1996 : 235-247).

Et pourtant, il y a une centaine d'années, les révolutionnaires cubains lançaient depuis le sol des États-Unis leurs expéditions militaires contre le gouvernement colonial espagnol. Après une première guerre d'indépendance (1868-1878), la deuxième (1895-1896), marquée par la mort du leader et théoricien nationaliste José Martí, s'achève par une répression sanglante. L'opinion américaine indignée va soutenir les combattants et les exilés cubains qui appellent à une intervention.

Alors que les États-Unis venaient de l'emporter sur la Grande-Bretagne au plan économique mais demeuraient isolationnistes et centrés sur l'accomplissement

*Centre de recherches sur l'Amérique latine et les Caraïbes (CREALC), Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence.

de leur « destin manifeste » c'est-à-dire le peuplement à l'Ouest de leur vaste territoire, leur engagement sera un point d'inflexion vers ce qui allait devenir cent ans plus tard, un pouvoir mondial. Désormais, ils vont se projeter vers l'extérieur et d'abord à Cuba.

En 1898, Washington entre en guerre avec Madrid, débarque un corps expéditionnaire et au terme de rudes combats, notamment à Santiago, l'Espagne capitule (Feuer, 1993 ; Abellard, 1998a, 1998b).

DOUBLE DÉPENDANCE ET NATIONALISME RÉVOLUTIONNAIRE

Après cette victoire, le général américain Leonard Wood administrera Cuba comme une colonie jusqu'en 1902, puis l'amendement Platt transformera l'île en protectorat, sans qu'aucun système politique viable ne soit mis en place. Les anciennes élites avaient été détruites par les trois guerres d'indépendance, la crise de l'économie sucrière ainsi que par l'afflux de compagnies américaines remplaçant les propriétaires terriens. Et les Forces armées cubaines, composées d'anciens esclaves, de noirs affranchis, de quelques propriétaires et de soldats professionnels – qui avaient combattu pour l'indépendance – espéraient tirer profit de la victoire et obtenir les droits et la participation politique réclamée par José Martí. Mais les États-Unis renvoyèrent les militaires de couleur et organisèrent une police formée de blancs qui mirent les régions du pays en coupe réglée. De 1902 à 1933, les généraux et vétérans acquirent richesse et pouvoir « caudilliste », s'employant à écarter – fut-ce par un massacre comme en 1912 – les Afro-Cubains qui exigeaient la rétribution de leur sacrifice (Hernandez, 1993). Pour imposer une stabilité sans démocratie ni véritable liberté, les États-Unis interviendront militairement à trois reprises, bafouant la souveraineté cubaine, et exerceront une répression contre les pauvres, les noirs ainsi que tous les opposants à la prescription de leurs règles. « Cette attitude insensible, méconnaissant la réalité du pays et à contresens de l'histoire, produira chez les Cubains des sentiments nationalistes anti-américains » (Benjamin, 1990).

La dictature de Gerardo Machado, instaurée en 1925, sera renversée en 1933 par une coalition d'étudiants – dirigée par Antonio Guiteros - et de sergents, dont Fulgencio Batista. Les réformes sociales et les aspirations nationalistes seront étouffées une première fois en 1934 par le coup d'État de Batista, soutenu par Washington, puis, après la présidence constitutionnelle de l'ancien sergent (1940-1944), par les gouvernements corrompus de Ramón Grau San Martín et Carlos Prío Socarrás, enfin par la dictature batististe à partir de mars 1952. La révolution frustrée, le gangstérisme politique, l'extrême accroissement des inégalités entre riches et pauvres, la discrimination raciale, l'incapa-

cité des politiques à tenir leurs promesses, et l'abandon de souveraineté constitueront le socle de la victoire castriste de 1959.

Janette Habel a analysé comment les États-Unis, prisonniers d'un anticommunisme obsessionnel qui les amène à redouter l'extension de l'influence du « Partido Socialista de Cuba » apporteront un soutien prolongé au « tyran ami » et au boom des investissements américains. Ce qui débouchera sur une lutte nationale, une confrontation résumée par le mot d'ordre populaire « Cuba si, Yankees no ! » (Habel, 1997).

Et Thomas Patterson explique comment, selon lui, les États-Unis ont « laissé échappé Cuba ». Tout d'abord, les dirigeants nord-américains pensaient contrôler Batista au point de pouvoir le convaincre de démissionner. Il n'en sera rien et c'est dans l'urgence qu'ils tenteront, comme plus tard au Nicaragua avant la chute de Somoza, de lui trouver un remplaçant.

En second lieu, ils ont sous-estimé le discrédit qu'entraînaient pour les présidents cubains leurs liens étroits avec les États-Unis.

Comme ils n'ont pas su mesurer la popularité du mouvement révolutionnaire et la prégnance du nationalisme radical à partir de 1957.

Enfin, ils n'ont pas saisi la dimension anti-impérialiste, donc anti-américaine, de Fidel Castro et sa détermination à libérer l'île.

Les diplomates et les chefs d'entreprise incapables d'apprécier le contexte régional, national, historique et culturel de la guerre civile ont mal analysé la situation, apporté de mauvaises réponses et alimenté le sentiment anti-américain (Patterson, 1994).

Il n'est pas exact, contrairement à ce que prétendent les exilés de Miami, que Fidel Castro ait imposé sa volonté à tout un pays plutôt favorablement disposé envers les États-Unis. Même les étudiants radicalisés de la « Nouvelle Gauche » américaine, fondateurs au début des années soixante de l'organisation « Fair Play for Cuba », destinée à contrebalancer une presse caricaturale dans son hostilité au castrisme, et désireux de voir le « rêve américain » s'incarner dans l'île, n'auront pas compris qu'au cœur de la Révolution étaient la souveraineté, la « cubanidad » et la quête de la dignité (Van Gosse, 1993). C'est ainsi que la population cubaine soutiendra massivement, après la révolution castriste, les expropriations des compagnies américaines.

Le « Lider Máximo » va instrumentaliser le nationalisme pour forger une conscience révolutionnaire et, à partir de l'invasion manquée de la Baie des Cochons, identifier les États-Unis à l'agresseur et l'Union Soviétique, nouvel « État-patron », au protecteur. Construite autour des valeurs du sacrifice, de l'héroïsme et de la mort, la dramaturgie castriste exige une distribution des rôles : les méchants seront à Washington (« bourreau des nations », « grand ennemi de l'humanité ») et à Miami (les exilés d'extrême-droite baptisés « *gusanos* » - vers de terre) (Tzvi Medin, 1990, Franklin, 1992). Fidel Castro saura

aussi récupérer l'« icône » de José Martí, convainquant aisément les Cubains qu'il se situe dans la continuité du combat contre l'humiliation et l'aliénation imposées par un demi-siècle de domination américaine (Rice, 1992) ¹⁰.

L'ANTAGONISME PERPÉTUEL À DEUX NIVEAUX

Pour analyser la permanence de l'affrontement entre les États-Unis et Cuba, il peut être utile de recourir à la « métaphore » de Robert Putnam qui considère toute négociation internationale comme articulée entre un niveau 1 de discussion sur un accord entre acteurs internationaux et un niveau 2 consistant pour les gouvernants à faire « ratifier » cet accord par leur opinion intérieure. C'est à l'intersection de la diplomatie et des contraintes intérieures que ce « *Two level model game* » situe la quête difficile de la décision. Historiquement, depuis 40 ans, et même en l'absence de négociations explicites, il apparaît bien que la position de Washington a basculé de la priorité aux considérations externes, dans un contexte de Guerre froide, à la prédominance des enjeux de politique intérieure (Putnam, 1998 : 427-460).

Au cours des premières années, les relations entre Washington et le régime castriste ont été principalement déterminées par des facteurs internationaux, leur détérioration étant largement due aux questions de sécurité et notamment au renforcement des liens de Cuba avec Moscou.

Une opinion publique hostile à Fidel Castro, les critiques de la droite et l'absence de soutien significatif à gauche contribuèrent au durcissement de l'attitude de l'exécutif nord-américain. À Cuba, l'affrontement avec les États-Unis servit à réduire le poids des modérés – pour l'essentiel pro-américains – au sein de la coalition révolutionnaire.

Tout au long des années soixante, l'hostilité demeurera. Washington demandera que l'île cesse de soutenir la subversion en Amérique latine et rompe avec l'Union Soviétique - ce qui aurait laissé Cuba sans défense et en faillite économique. La Havane posera comme préalable à toute discussion l'abandon unilatéral de l'embargo. Chaque camp savait que ses positions étaient inconciliables avec celles de l'adversaire.

À partir de 1971, des membres du Congrès appelèrent à un changement de politique tandis que les pays latino-américains normalisaient leurs relations avec Cuba, dont l'appui aux révolutionnaires se réduisait. Après des rencontres secrètes, à l'initiative d'Henry Kissinger en 1974 et 1975, l'administration Ford relâcha l'embargo – qui ne s'appliquerait plus aux filiales de sociétés américaines dans des pays tiers –, négocia un accord contre les détournements d'avion et vota pour la réduction des sanctions imposées par l'OEA en 1964. Ces réorientations étaient rendues possibles par la diminution significative du sou-

ci sécuritaire (question jugée « insignifiante » par le Département d'État en 1975) et par le retournement du Congrès, du secteur privé et de l'opinion publique désormais favorables à la coexistence avec le régime communiste.

Le Président Carter allait poursuivre le rapprochement qui se traduit par un traité sur les frontières maritimes, la libération de 4 000 prisonniers politiques cubains et la création de « Sections d'Intérêts » diplomatiques dans chaque capitale. Mais l'envoi de 20 000 soldats cubains en Éthiopie en 1978 – après celui de 30 000 hommes en Angola, fin 1975 -, démontrant que Fidel Castro ne renonçait pas à contrer, aux côtés de l'URSS, les intérêts des États-Unis à l'étranger, faisait resurgir le thème de la sécurité. Et surtout, l'émigration de 125 000 Cubains à partir du port de Mariel en pleine campagne présidentielle de 1980 allait renforcer le camp des « durs » autour de Ronald Reagan.

Au cours de ses deux mandats, ce dernier accusera Fidel Castro d'être responsable des luttes armées et des succès révolutionnaires en Amérique centrale, évoquant un lien ombilical entre Moscou, la Havane, le Nicaragua sandiniste et la guérilla salvadorienne. Il imposera de nouvelles sanctions interdisant à nouveau les voyages à Cuba, renforçant l'embargo et créant Radio Martí, station gouvernementale anti-castriste. Confirmant la fin de la « détente » des années soixante-dix, l'approche reaganienne s'inscrivait à nouveau pleinement dans une logique de Guerre froide.

DE LA « GUERRE FROIDE » À LA « GUERRE GLACIALE »

Avec l'effondrement des régimes communistes, Cuba privé de l'aide annuelle de 3,5 milliards de dollars de l'Union Soviétique et des 9/10^e de ses débouchés commerciaux, allait être victime d'un « deuxième embargo ». L'effondrement de près de 50 % du PNB entre 1988 et 1993, la nécessité d'attirer les investisseurs et les touristes et de réorienter les échanges vers l'Europe et l'Amérique latine, entraînaient d'importantes réformes économiques. Le régime, qui rapatrie ses troupes d'Afrique, n'est plus en mesure d'exporter sa révolution et ses liens militaires avec la Russie sont quasiment réduits à néant. Ainsi, « en 1993, toutes les principales questions de sécurité qui avaient empêché une normalisation des relations avec Washington ont disparu » (Leo Grande, 1998 : 73) et avec la fin de la Guerre froide, la politique étrangère ne peut plus s'organiser autour du principe de l'« endiguement » (« containment »).

Mais c'est alors que la promotion de la démocratie apparaît comme objectif de substitution, pour les présidents Bush et Clinton. Il s'agit désormais d'être ferme sur l'inacceptabilité du socialisme dans l'hémisphère et ce d'autant plus que Cuba – à la différence de la Chine – n'est plus un enjeu stratégique et

demeure d'un intérêt assez modeste sur le plan économique. Ce tournant quant aux fondements des relations cubano-américaines va être accentué par le renforcement du poids politique des exilés conservateurs.

Fondée en 1981 par Jorge Mas Canosa, la Fondation nationale cubano-américaine est devenue un puissant groupe de pression opposé à tout accommodement avec le régime honni de Fidel Castro. Finançant des candidats (à hauteur de 3 millions de dollars en 15 ans), soutenant la création de TV Martí par Georges Bush, elle obtient en 1992 le vote de la loi Pour la Démocratie cubaine (« Cuban Democracy Act ») qui restaure l'interdiction de commercer avec Cuba pour les filiales de compagnies nord-américaines ayant leur siège dans des pays tiers et précise que seules des élections démocratiques permettront la levée de l'embargo.

La théorie de Putnam selon laquelle « un groupe interne faisant preuve de cohésion et politiquement mobilisé a le pouvoir de bloquer un accord international dont le coût politique retomberait principalement sur lui alors que les avantages n'en seraient répartis que de façon diffuse » serait ainsi vérifiée (Leo Grande, 1998 : 75).

En effet, pour l'opinion – qui demeure plutôt favorable à une normalisation – l'affaire n'est pas cruciale : aucun groupe à l'intérieur du pays ne tirerait à court terme un gain substantiel de concessions à Cuba et les chefs d'entreprise, bénéficiaires potentiels à long terme, ne se manifestent guère pour obtenir le relâchement de la pression. En revanche, il n'y aurait que peu ou pas d'avantages pour un président, démocrate ou républicain, à une ouverture, tandis que les Cubano-Américains et leurs alliés républicains conservateurs pourraient le pénaliser lourdement. La dynamique interne détermine donc bien les choix politiques.

Cuba va s'inscrire en tête de l'agenda de politique étrangère des États-Unis avec la crise des réfugiés d'août 1994. Refusant un nouveau Mariel, la Maison Blanche internera 32 000 « *balseros* » à Guantanamo et au Panama, leur appliquant le même traitement qu'aux expatriés haïtiens. Jusqu'alors, tout Cubain s'était vu octroyer automatiquement l'asile politique et la communauté cubano-américaine va donc protester contre cette « punition infligée aux victimes de Castro ». Pour l'apaiser, le président Clinton imposera de nouvelles sanctions : restrictions des voyages et des transferts monétaires. Mais, pour éviter un nouvel afflux, il signera, en mai 1995, un accord négocié secrètement prévoyant qu'après l'admission sur le territoire des États-Unis des réfugiés de 1994, tout Cubain intercepté en mer serait renvoyé à Cuba où il ne serait pas poursuivi. Il s'engagera même à s'opposer à la nouvelle loi anti-Castro parrainée par le sénateur Jesse Helms.

On observe, dans ce cas, des hiérarchisations successives entre niveaux 1 et 2 de la négociation internationale. De plus, la question de l'immigration s'est

avérée « hétérogène », c'est-à-dire qu'elle s'est traduite par un conflit d'intérêts entre un large secteur de l'opinion nationale, dont les démocrates de Floride soucieux de contrôler l'immigration illégale et les Cubano-Américains soutenus par les Républicains conservateurs désireux d'ouvrir largement les portes (Leo Grande, 1998 : 79).

Après la mort de quatre aviateurs abattus par la chasse cubaine le 24 février 1996, l'attention portée par un plus grand nombre d'électeurs américains à la question cubaine allait conduire le président Clinton, en campagne pour sa réélection, à modifier ses calculs politiques. Contraint de réagir fermement, il signera le 12 mars 1996 la loi Pour la liberté cubaine et la solidarité démocratique, dite loi Helms-Burton. Celle-ci autorise les nationaux des États-Unis à poursuivre devant les tribunaux américains les entreprises ou les individus dont les opérations concernent des biens expropriés par Fidel Castro.

Malgré l'opposition de ses principaux alliés (Union européenne, Canada, Mexique) le président Clinton s'est ainsi déterminé en fonction d'enjeux internes.

Jorge Dominguez, lui aussi, s'est demandé pourquoi la Guerre froide achevée, celle-ci est devenue « glaciale » entre les États-Unis et Cuba (Dominguez, 1997 : 49-75). L'île, définitivement désoviétisée, s'est adaptée aux mutations du système international. Militairement, elle ne peut plus s'offrir le luxe d'une politique extérieure à risque² et ne « représente de menace que pour elle-même » ; économiquement, elle s'est modelée sur l'économie de marché et a réorienté ses échanges. Washington qui s'est employé à ce que les Russes rompent leur alliance avec Fidel Castro, aurait dû, en bonne logique « néo-réaliste », se satisfaire du retrait cubain dans un contexte de disparition de la seconde superpuissance. Et pourtant, son hostilité s'est accrue au moment même où la Havane cessait de constituer un danger pour la sécurité nord-américaine et alors même que les États-Unis établissaient des relations avec tous les régimes communistes (Chine, Vietnam, Serbie avant la guerre, et même Corée du Nord).

Pour l'auteur, cela s'explique tout d'abord par la dimension idéologique de la politique extérieure des États-Unis, depuis la doctrine Monroe et le « corollaire Roosevelt » - qui justifia l'occupation de Cuba de 1906 à 1909. À partir de 1989, débarrassés de la menace soviétique, ils ont retrouvé leurs vieux démons, étendant leur volonté d'ingérence jusqu'à la redéfinition de la politique intérieure de leurs proches voisins : Panama, en décembre 1989, Haïti en septembre 1994 et Cuba. Car la loi Helms-Burton détermine dans ses sections 205 et 206 ce que doivent être un gouvernement de transition puis un gouvernement démocratique, vidant de sens la section 201 qui établit le « droit souverain du peuple cubain à s'autodéterminer sans ingérence de gouvernements étrangers ». La période transitoire doit être caractérisée par la légalisation des organisations et activités politiques, la libération de tous les prisonniers politiques,

des élections libres sous contrôle international, le respect de la propriété privée et l'exclusion de Fidel Castro comme de son frère Raúl, ministre des Forces armées. Un gouvernement démocratiquement élu ne pourrait bénéficier de la levée de l'embargo et de l'aide américaine qu'après avoir restitué aux exilés tous leurs biens expropriés depuis 1959. On voit ainsi que les États-Unis, redécouvrant les vertus de l'impérialisme de la fin du XIX^e siècle, s'arrogent aujourd'hui le droit de fixer le cadre politique et le système économique qui leur conviendront à Cuba.

Selon Jorge Dominguez, ils bénéficient de la perte d'adhésion au credo révolutionnaire dans l'île même, où les dirigeants des années quatre-vingt-dix ont « perdu leur boussole idéologique ». Ils sont contraints d'autoriser des réformes économiques qu'ils désapprouvent mais tentent de justifier par des discours alambiqués et contradictoires. Leur intolérance s'accroît en proportion inverse de leur capacité à incarner les idéaux originels, et d'après l'auteur, « Cuba tend à ressembler à un régime autoritaire dont l'objectif est de protéger des capitalistes internationaux en échange de la croissance économique » (Dominguez, 1997 : 60).

Enfin, l'auteur rejoignant les tenants du « linkage » entre la diplomatie et la politique intérieure, estime que cette dernière a activé les motifs structurels et idéologiques potentiels d'intensification du conflit. Il affirme, à juste titre, que les faucons de chaque camp sont devenus des alliés objectifs et montre comment les « durs » l'ont emporté aux États-Unis en sachant utiliser un « incident mobilisateur » (l'élection de 1992 pour la loi Torricelli, les avions des « Brothers of Rescue » abattus et l'arrestation de dirigeants de l'opposition à Cuba pour la loi Helms-Burton).

« DEUXIÈME VOIE », DOUBLE FACE OU SENS UNIQUE

La loi pour la Démocratie cubaine de 1992 avait toutefois ouvert une « deuxième voie » (« Track 2 ») : le développement des contacts non-gouvernementaux, à côté de l'embargo (« Track 1 »).

C'est à ce titre que le président Clinton a en octobre 1995, mars 1998 – après la visite du pape Jean-Paul II à Cuba – et janvier 1999 :

- amélioré les liaisons téléphoniques et établi des services postaux directs,
- autorisé des vols charters humanitaires directs à partir de tout aéroport pour les représentants d'organisations culturelles, religieuses et humanitaires,
- permis à tout résident aux États-Unis d'envoyer 1 200 dollars par an,
- accéléré les formalités pour l'envoi de médicaments,
- autorisé la fourniture de vivres, de machines agricoles et d'engrais à des agriculteurs privés, restaurants indépendants et associations caritatives,

- permis aux ONG américaines d'aider leurs homologues à Cuba et subventionné l'aide aux ONG engagées dans la défense des droits de l'homme ou le renforcement de la société civile,
- donné son accord à l'ouverture de bureaux à La Havane par des journaux, chaînes de télévision (CNN) et agences de presse (Associated Press)³,
- autorisé l'équipe de base-ball des Orioles de Baltimore à disputer des matchs à Cuba.

Comme l'ont précisé le président des États-Unis et la Secrétaire d'État Madeleine Albright, il s'agit de « tendre la main au peuple cubain au travers d'efforts humanitaires et en l'aidant à développer (...) une société civile et démocratique appelée à prendre la relève à la fin du régime castriste⁴ ». L'idée, déjà appliquée à l'Europe de l'Est, est que les contacts « de peuple à peuple », comme les échanges culturels, favorisent la circulation des idées, l'émergence de groupes de citoyens organisés et affaiblissent le contrôle politique de l'État autoritaire.

Mais cette politique de « deuxième voie » est à double face. Washington cherche à en maximiser les effets subversifs, en exploitant l'ouverture d'espaces démocratiques dans le but avoué de renverser le régime castriste. Ainsi, seules les ONG dont les objectifs correspondent à ceux du gouvernement américain sont autorisés à intervenir dans l'île et financées par le canal de « Freedom House » (Leo Grande, 1997 : 218).

Et la « diplomatie du base-ball », inaugurée par le match du 28 mars 1999 qu'ont remporté les Orioles de Baltimore, n'est pas exactement de même nature que celle du ping-pong vis-à-vis des dirigeants chinois ou du football envers Téhéran. Le président Clinton a affirmé qu'il appliquerait à Cuba « le même traitement qu'à la Chine... en cas d'avancées démocratiques », or celles-ci sont inexistantes à Pékin, et l'attitude discriminatoire de Washington est patente. De même, les Américains souhaitent que les recettes de la rencontre soient versées à l'Église catholique cubaine, qui critique le régime.

Un autre exemple est celui des sociétés téléphoniques nord-américaines qui doivent plus de 110 millions de francs à la compagnie italo-cubaine de télécommunications : elles refusent de payer et la justice des États-Unis est invitée à saisir ces sommes pour indemniser les familles des trois pilotes d'une organisation anticastriste abattus en 1976.

Les dirigeants cubains ont parfaitement compris que les prétendus contacts « de peuple à peuple » visaient directement à les déstabiliser et l'un des effets pervers de ces mesures a été de renforcer la répression contre la dissidence politique et les intellectuels – y compris dans les centres de recherche officiels comme le CEA – liés à des groupes ou fondations nord-américains. Selon William M. Leo Grande, « l'intolérance de Castro envers l'opposition peut confiner à la

paranoïa, mais il a un ennemi réel et puissant qui nourrit constamment ses soupçons » (Leo Grande, 1997 : 219).

L'attitude des nord-américains semble à la fois relever de la « self fulfilling prophecy » (« le pire – annoncé – est toujours sûr ») et induire un double effet pervers : le renforcement, ou du moins le maintien au pouvoir de Fidel Castro tant du fait des Cubano-Américains que de la poursuite de l'embargo.

FIDEL CASTRO DOUBLEMENT RENFORCÉ...

La position des Cubano-Américains constitue un puissant facteur de perpétuation du régime castriste. Même s'ils transfèrent, depuis Miami, un milliard de dollars vers l'île – soit plus que les recettes d'exportation du sucre –, et si le camp des « dialoguistes » favorables à des négociations et à l'envoi de médicaments inclut les 3/4 des 18-29 ans, soit une sorte de relève générationnelle face aux extrémistes de la Fondation National Cubano-Américaine qu'incarrait le défunt Jorge Canosa.

De fait, La Havane peut continuer à dénoncer « les groupes terroristes » de l'exil responsables des attentats contre des hôtels commis en 1997 par deux Salvadoriens liés à la FNCA. Et surtout à instrumentaliser l'angoisse de la population et son rejet d'un retour à la situation antérieure à 1959. 3 % des expatriés de Floride sont non-blancs alors que 50 % des Cubains sont noirs ou mulâtres et les tensions entre Afro-Américains, immigrants haïtiens et Cubano-Américains à Miami laissent mal augurer de la nature des relations raciales dans le cas d'un retour au pouvoir des anciens maîtres (Mesa Lago, 1994 : 30). Ceux-ci revendiquent, par ailleurs, les raffineries, les mines de nickel, les domaines fonciers ou les hôtels, voire les maisons individuelles, les écoles ou les hôpitaux qui leur ont appartenu ; leur revanchisme est au cœur même de la loi Helms-Burton⁵.

Par ailleurs, les États-Unis n'ont nullement renoncé à leur stratégie d'isolement, d'asphyxie et de renversement du régime. Dans un rapport publié par la Maison Blanche le 28 janvier 1997, ils ont fait appel aux Forces armées cubaines qui pourraient jouer « un rôle positif » en contribuant au départ des frères Castro et promis une aide de 4 à 8 milliards de dollars – sans compter 1 milliard versé par les exilés –, la renégociation du statut de Guantanamo et la préservation des « intérêts professionnels » des militaires⁶.

Et surtout, la « première voie » (« Track 1 »), celle de l'embargo – pourtant condamnée le 14 octobre 1998 par 157 États de l'ONU contre 12 abstentions et 2 oppositions (les États-Unis, Israël) – n'est pas abandonnée. Au contraire, elle est dorénavant « inscrite dans la loi » Helms-Burton et seul le Congrès peut l'abolir : c'est le président américain lui-même qui est désormais sous embar-

go. Il ne peut plus recourir à une réponse « graduelle » que dans les limites de la sanction majeure, pour l'heure irréversible, limitation de ses pouvoirs qui aurait sans doute été inacceptable s'il s'était agi du Moyen-Orient, de la Russie ou du Japon (Leo Grande, 1997 : 81). Et un député cubain estime même que « les mesures annoncées début janvier [1999] par l'administration Clinton ne constituent pas un assouplissement de l'embargo. Elles visent au contraire à intensifier l'appui à la dissidence et à la subversion interne »⁷.

À la fin de 1998, atteint par le « Monicagate » et soucieux de préserver les chances électorales de son vice-président, le président Clinton a rejeté une proposition bipartisane de 24 sénateurs et de deux anciens Secrétaires d'État républicains Henry Kissinger et Lawrence Eagleburger visant à réviser la politique des États-Unis vis-à-vis de Cuba.

On peut s'interroger doublement sur l'efficacité du maintien de l'embargo.

À l'intérieur, la modification du calendrier des élections, qui ne fait plus de l'élection de Floride un match avancé et surtout les pronostics largement favorables au républicain George Bush Jr., si celui-ci était candidat, devraient relativiser l'importance du vote cubano-américain pour les démocrates. En 1992, Bill Clinton n'avait d'ailleurs obtenu que 18 % de ces suffrages et son score de 40 % en 1998 tenait au fait que cette minorité, à l'image des autres, avait voté pour le parti de l'âne sans se déterminer majoritairement par rapport à la question cubaine.

Par ailleurs, les interdictions actuelles pénalisent les entreprises des États-Unis, dont les concurrents préparent sur place l'après-Castro.

Enfin, et surtout, l'embargo permet à Fidel Castro de se poser en victime de Washington, qui, depuis 40 ans, a défié neuf présidents américains au cours de leurs treize mandats, résisté à des dizaines de tentatives d'attentat, au débarquement de la Baie des Cochons, à la crise des missiles d'octobre 1962 et à l'asphyxie économique.

Les plus âgés des Cubains imputent souvent l'appauvrissement de leur pays aux seules sanctions américaines⁸. Et, loin d'isoler diplomatiquement le leader historique, cela le renforce comme l'attestent sa tournée triomphale dans la Caraïbe anglophone et en République dominicaine (juillet-août 1998) ou la visite du pape en janvier de la même année. Sans compter les sommets ibéro-américains auxquels Fidel Castro participe chaque année depuis 1991 : celui de 1996 avait vu la condamnation de la loi Helms-Burton et celui de novembre 1999 devrait se tenir à La Havane. Ou encore, la normalisation des relations avec l'Espagne en avril 1998 après seize mois de crise, la première visite d'un Premier Ministre canadien depuis 1976, l'adhésion à l'Aladi et à la prochaine Convention de Lomé, l'aide financière française au titre de la « solidarité prioritaire⁹ » et l'afflux des investisseurs étrangers malgré les menaces de représailles américaines. Tandis que Cuba, pour sa part, entend rendre obligatoire l'usage de l'euro

dès le 1^{er} juillet 1999 pour ses échanges avec l'Europe, puis avec la Chine, le Vietnam et la Corée du Nord.

Enfin, les plaintes déposées contre Fidel Castro pour « génocide » ou « crimes contre l'humanité » ont été rejetés par les tribunaux espagnol (novembre 1998) et français (janvier 1999), et la Commission des droits de l'homme de l'ONU a repoussé en 1998, pour la première fois depuis 1992, le projet de résolution des États-Unis condamnant les violations des droits de l'homme à Cuba.

...MAIS AFFAIBLI PAR L'INFLEXIBILITÉ DES DEUX CAMPS

Mais au printemps 1999, un durcissement du régime va sérieusement hypothéquer les succès diplomatiques de l'année précédente. Contraints à une ouverture économique et une dollarisation génératrices d'inégalités et d'informalité sans restaurer véritablement la croissance, les « orthodoxes » du PCC ont obtenu le renforcement du contrôle politique (Caroit, 1999 : 6).

Votée par le Parlement le 16 février et entrée en vigueur le 15 mars, une loi de « protection de l'indépendance nationale et de l'économie » prévoit des peines pouvant aller jusqu'à 20 ans pour les personnes coupables de « collaborer » avec les États-Unis. Des procès ont abouti à l'emprisonnement de dissidents réclamant pacifiquement la démocratisation ; qualifiés de « contre-révolutionnaires payés et organisés par les États-Unis », ils ont été condamnés pour « agissements contre la sécurité de l'État en relation avec un délit de sédition » tandis que des journalistes indépendants étaient arrêtés. Une déclaration de Ricardo Alarcon, président du Parlement résume la philosophie de cette vague de répression : « À Cuba, nous ne connaissons pas d'autre opposition que celles des États-Unis »¹⁰. Le Canada a aussitôt annoncé qu'il allait « revoir l'ensemble » de ses relations avec l'île et le chef du gouvernement espagnol a stigmatisé ce « recul regrettable » pouvant remettre en cause la visite du roi Juan Carlos. Le 23 avril 1999, à Genève, la Commission des droits de l'homme des Nations Unies a approuvé une résolution critiquant la répression politique à Cuba et demandant la libération de tous les prisonniers politiques¹¹.

Si certains opposants voient dans cette crise, comparable selon eux à celle de février 1996, une « nouvelle manifestation machiavélique » du gouvernement cubain, les castristes soulignent que c'est la relation conflictuelle avec les États-Unis qui est une nouvelle fois au cœur de la tension. « En refusant de réexaminer sur le fond la politique américaine envers Cuba, Bill Clinton aurait renforcé les adversaires du dialogue des deux côtés du détroit de Floride et accéléré le durcissement du régime castriste » (Caroit, 1999).

Tous les facteurs semblent concourir à une confrontation militaire, les États-Unis entendent renforcer leur ingérence en tirant profit de la nouvelle vulnérabilité

cubaine, et les intransigeants de chaque camp se renforcent mutuellement. Pourtant, la guerre a jusqu'ici été évitée.

Jorge Domínguez en donne trois explications :

- les Forces armées de l'île restent dissuasives,
- les alliés des États-Unis contrebalancent les tentations bellicistes,
- des réseaux de communication et des mesures furtives visant à établir la confiance (« low-key confidence – building measures ») ont été mis en place dans les domaines de l'immigration, de la surveillance maritime, de la lutte contre le narco-trafic ou les cyclones.

Il estime toutefois que cela n'est plus suffisant et que lors d'un prochain incident, la probabilité est forte que le président américain autorise des représailles militaires (Domínguez, 1997 : 67-68).

À l'inverse, on peut estimer que la diplomatie américaine a tout son temps et que le cheval de Troie qui pourrait permettre son succès est la faiblesse même de Fidel Castro dont la seule stratégie de survie, sans projet, ne saurait répondre aux aspirations des 7 millions de Cubains – sur 11 - nés depuis la Révolution, et notamment des plus jeunes (Habel, 1998 : 188).

Un second siècle d'affrontement vient donc de s'inaugurer non sans paradoxes puisque près d'un demi-million de Cubains tentent leur chance à la loterie organisée par les États-Unis pour la délivrance annuelle de 20 000 visas.

Notes

1 Nous avons abordé l'actualité successive de ces relations dans diverses publications. Notre objectif, limité, est de mettre en perspective un siècle d'affrontement à partir d'études parues au cours des dix dernières années.

1 Même si un journal londonien, le *New African*, évoque l'arrivée imminente de Cubains en Angola à la demande du régime de Luanda (cf. *Courrier International*, 25-31/3/1999).

2 Les autorités cubaines qui ont accueilli CNN en 1997 et AP en 1999, mais refusé le *Miami Herald*, octroient « un certain espace » aux correspondants étrangers mais harcèlent les journalistes cubains « indépendants », cf. Christian Lionet, « Castro fait la paix avec AP », *Libération*, 4/1/1999.

3 Discours du 5 janvier 1999, cf. *El País* et AFP, 6/1/1999.

4 *The Economist*, 2 janvier 1999.

5 *Le Monde*, 1er février 1997.

6 *Le Monde*, 25-26 avril 1999.

7 *The Economist*, 2 janvier 1999.

8 *Le Figaro*, 12 février 1999.

9 *Libération*, 17 mars 1999.

10 Estimés à « quelques centaines » par Amnesty International et plus précisément à 339 selon une autre organisation.

Bibliographie

- Abellard, Alain (1998 a), « Les États-Unis débarquent à Cuba », *Le Monde*, 5-6 juillet.
- Abellard, Alain (1998 b), « The War of 1898. Forget the Maine! », *The Economist*, 3 janvier.
- Benjamin, Jules R., (1990), *The United States and the origins of the Cuban Revolution : an empire of liberty in an age of national liberation*, Princeton, N. J., Princeton University Press.
- Caroit, Jean-Michel, (1999), « La répression politique à Cuba de nouveau condamnée aux Nations Unies », *Le Monde*, 25-26 avril, p. 6.
- Dominguez, Jorge I., (1997), « US-Cuban relations : From the Cold War to the Colder War », *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, November, p. 49-75.
- Feuer, A. (1993), *The Santiago Campaign of 1898 : a soldier's view of the Spanish-American war*, Westport, Conn., Praeger, 1993.
- Franklin, Jane, (1992), *The Cuban Revolution and the United States : a chronological history*, New York, Ocean Press/Center for Cuban Studies.
- Habel, Janette (1997), « Les contradictions de la politique nord-américaine sous la dictature de Batista (1952-1959) », dans James Cohen et Françoise Moulin-Civil (dir.), *Cuba sous le régime de la Constitution de 1940*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 199-211.
- Habel, Janette (1998), « Cuba - États-Unis : perpétuation de la Guerre froide », *La Revue Internationale et stratégique*, n° 31, automne, p. 181-188.
- Hernandez, José M. (1993), *Cuba and the United States : Intervention and militarism, 1868-1933*, Austin, University of Texas Press.
- Leo Grande, William M., (1997), « Enemies Evermore : US Policy Towards Cuba After Helms-Burton », *Journal of Latin American Studies*, vol. 29, Part 1, février.
- Leo Grande, William M., (1998), « From Havana to Miami : US Cuba Policy as a Two-Level Game », *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, vol. 40, n° 1, printemps.
- Lynn Stoner, K. (1996), « Recent literature on Cuba and the United States », *Latin American Research Review*, vol 31, n° 3, pp. 235-247.
- Mesa Lago, Carmelo, 1994, *Are Economic Reforms propelling Cuba to the Market?*, Miami, Fla : North-South Center, University of Miami.
- Patterson, Thomas G., (1994), *Contesting Castro : the United States and the triumph of the Cuban Revolution*, New York, Oxford University Press.
- Putnam, Robert D. (1998), « Diplomacy and Domestic Politics : The logic of Two Level Games », *International Organization* 42 (summer), p. 427-460
- Rice, Donald E., (1992), *The rhetorical uses of the authorizing figure : Fidel Castro and José Martí*, New York, Praeger.

Tzvi Medin, (1990) *Cuba : The Shaping of Revolutionary Consciousness*, Boulder : Co, Lynne Rienner.

Van Gosse, (1993), *Where the boys are : Cuba, the Cold War, and the making of the New Left*, New York, Verso.

RÉSUMÉ - RESUMEN

Volonté d'hégémonisme des États-Unis et volonté d'indépendance de Cuba sont intimement imbriqués depuis plus d'un siècle, lorsque les américains s'installent à Cuba après l'indépendance de l'île (néocolonie, base de Guantanamo) puis en sont chassés avec la victoire du castrisme. L'affrontement pendant la guerre froide a paradoxalement fait place à la « guerre glaciale » depuis la chute du mur, avec le renforcement de l'embargo, lequel renforce Fidel Castro plus qu'il ne l'affaiblit.

Voluntad de hegemonía de Estados Unidos y voluntad de independencia de Cuba están ligadas estrechamente desde hace más de un siglo, desde que se instalaron los Norteamericanos en la isla recién independiente (neocolonia, base de Guantanamo) hasta que fueron rechazados por la victoria del castrismo. Paradojicamente, el enfrentamiento durante la Guerra fría dejó lugar a la Guerra glacial. Fue relevante dicho fenómeno desde la caída del muro y cuando se manifestó el reforzamiento del embargo el cual resfuerza más aún a Fidel Castro.



PHOTOGRAPHIE N° 18. SLOGAN SUR UN MUR DE TRINIDAD : « YANKEE, ICI LA PEUR N'EST PAS AU MENU ! VIVE FIDEL ET RAUL ! » (CLICHÉ DENISE DOUZANT-ROSENFELD).

Señores imperialistas:

CUBA NIO SERÁ LA PROXIMA

PORQUE SOMOS DE UNA

TIERRA BRAVA



LA COMMUNAUTÉ CUBAINE DES ÉTATS-UNIS : D'« EXILÉ » À « IMMIGRÉ », UNE NOUVELLE IDENTITÉ ?

MICHEL FORTEAUX*

LA NOTION d'« exception cubaine » en matière migratoire a très souvent été mise en avant par la littérature sociologique traitant de la problématique des minorités ethniques aux États-Unis.

S'il est vrai que tant le contexte idéologique de la Guerre froide que la politique d'accueil des autorités fédérales nord-américaines ont pendant longtemps favorisé - voire encouragé - l'immigration cubaine vers les États-Unis depuis 1959, la situation n'est plus la même depuis le tournant de 1994-1995, date à laquelle le traitement des flux migratoires cubains a été aligné sur le droit commun applicable aux autres nationalités.

Quel peut être alors l'avenir de l'« exilé » cubain, identité toujours fortement revendiquée par les membres du groupe ? Ce concept doit-il irrémédiablement laisser la place à celui d'« immigrant » pour désigner la communauté ?

Afin de mieux cerner les limites sociologiques et psychologiques de la cohabitation de ces deux identités, il s'agit d'étudier les comportements cubains face aux différentes étapes que constituent 1) l'acceptation de la permanence de l'exil, 2) l'éveil de la conscience ethnique, 3) le processus d'acculturation, 4) la naturalisation.

Photographie n° 19. *Slogan relevé sur un mur durant l'été 1998* (Cliché Lorraine Karnouh).

* Université de Paris VII - Denis Diderot.

L'ACCEPTATION DE LA PERMANENCE DE L'EXIL

Plusieurs enquêtes menées au cours des années 1970 et 1980 révèlent que le caractère définitif de l'exil aux États-Unis semble déjà à cette époque accepté par la majorité des membres de la communauté (Portes, 1984 ; Pachon, De Sipio, 1994).

Certaines de ces études associent cette prise de conscience d'un exil à long terme aux trois décennies (la quatrième est aujourd'hui tout juste achevée) s'étant écoulées depuis l'arrivée des premiers exilés cubains en 1959, marquant ainsi trois étapes progressives ayant conduit, pour reprendre l'expression d'un universitaire cubano-américain, à la transformation du *nowhere* en *now here* (Pérez-Firmat, 1994). D'autres préfèrent marquer la prise de conscience d'un exil définitif par des événements historiques précis, comme la crise des Missiles d'octobre 1962.

De fait, il apparaît que la communauté cubaine des États-Unis a progressivement intégré la notion d'exil définitif à partir du milieu des années 1970, sous l'impulsion des plus jeunes, arrivés dans le pays d'accueil encore enfants ou jeunes adolescents, et par conséquent moins marqués que leurs aînés par le traumatisme de l'exil. Le renouvellement migratoire, d'autre part, en favorisant une diversification sociale progressive des populations fuyant l'île à partir du milieu des années 1960, va également contribuer à « banaliser » l'exil cubain aux États-Unis et par conséquent atténuer les espoirs de retour.

Car c'est bien cette notion de retour, en terme de faisabilité, qui détermine l'installation définitive aux États-Unis. C'est pourquoi il paraît essentiel de se demander si le désir de retour est aujourd'hui envisagé de la même manière qu'auparavant.

Si l'on peut relever la constante expression au fil des années d'une volonté de retour définitif, on s'achemine de plus en plus vers l'acceptation plus pragmatique d'un retour temporaire à Cuba, dans le cadre de visites de courte durée. Une étude de 1995 révélait ainsi que 92 % des Cubano-Américains interrogés envisageaient alors un retour temporaire dans l'île « si au gouvernement en place se substituait un gouvernement plus démocratique » (Cuban Research Institute, 1995).

Ce glissement s'explique à mon sens par l'adaptation non seulement sociale, mais également culturelle, au pays d'accueil. De manière très significative, ceux qui parlent aujourd'hui de retour définitif dans l'île ne sont plus seulement les anciens « combattants de la liberté » n'ayant jamais abandonné l'espoir de rentrer victorieux au pays, mais plus simplement les victimes d'une marginalisation sociale qui les exclut du « rêve américain » que les migrants cubains de la première vague, au début des années 1960, avaient eux-mêmes contribué à magnifier. Le témoignage d'une cubaine arrivée aux États-Unis en 1982 et recueilli par Estela Bravo pour son documentaire *Miami-Havana*, tourné en

1993, illustre la réalité de cette désillusion : « Je pensais depuis toujours que nous serions heureux ici... Mais c'est le contraire. Il est douloureux d'abandonner sa famille (...). Il faut travailler dur pour gagner sa vie ici, et ce que l'on gagne n'est pas toujours suffisant. Je pensais que ça serait plus facile, mais c'est très dur. J'aimerais pouvoir retourner là-bas. C'est le rêve de ma vie : retourner là-bas »¹.

La prise de conscience du caractère irréversible de l'exil aux États-Unis est également perceptible au travers des efforts déployés par la communauté pour faciliter l'intégration des nouveaux arrivants, principalement depuis l'épisode migratoire de Mariel² et plus encore avec les *balseros* en 1994-1995, lorsque des volontaires se rendirent dans le camp de Guantanamo afin d'« éduquer » leurs compatriotes aux mœurs et coutumes de la société américaine³.

La sévère désillusion occasionnée par l'échec des efforts entrepris par les exilés cubains pour libérer Cuba du joug communiste depuis près de quarante ans est une raison supplémentaire d'envisager de manière définitive le séjour aux États-Unis : dans cette optique, le processus est manifestement subi. Intégrer l'échec revient à questionner tant le bien-fondé d'un combat auquel beaucoup se sont entièrement consacrés et identifiés que les moyens d'action mis au service de cette politique.

Sur un certain nombre de sujets dits « sensibles », en effet, on assiste à l'émergence d'un débat au sein de la communauté, ce qui était encore impensable il y a quelques années. Ainsi, les thèmes de la levée de l'embargo économique, ou bien encore du dialogue avec les autorités de l'île sont analysés avec plus de recul, et sont même repris par une partie de la presse communautaire. Des magazines comme *Areito* et *Contrapunto*, tous deux publiés à Miami, remettent en cause la politique très conservatrice privilégiée jusque-là par les leaders politiques et médiatiques de la communauté.

Dès lors, le recul pris par rapport aux événements autorise un nouvel élan de réflexion, qui pose le problème de la relation individuelle à l'île alors que le retour n'est plus un leitmotiv pour le groupe.

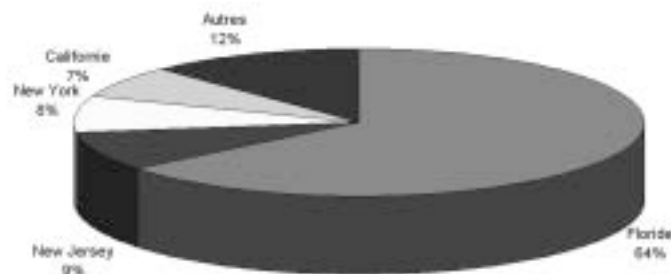
C'est également pour partie le vécu personnel aux États-Unis, envisagé avec davantage de pragmatisme, qui suscite de nouvelles interrogations sur les liens au pays d'origine. Reste à déterminer si cette réalité génère une remise en question identitaire au sein de la communauté au point que ses membres appréhendent de manière différente les relations avec la société d'accueil.

CONSCIENCE ETHNIQUE ET CONSCIENCE MINORITAIRE

Toute conscience ethnique est *a priori* une conscience minoritaire, puisqu'elle détermine la place d'un groupe ethnique au sein de la société dite « dominante »⁴. Rapportée à la situation cubaine aux États-Unis, cette définition

n'est cependant pas vérifiée : au cours des années 1960 et 1970, la communauté ne s'estime pas majoritairement victime d'une quelconque discrimination de la part de la société américaine, d'autant que ce sont principalement des valeurs idéologiques, comme l'anticommunisme, qui définissent à cette époque l'identité cubaine en exil (or ces valeurs sont partagées par la majorité de la population américaine).

Ce phénomène est encouragé par la très forte concentration géographique de cette communauté, principalement dans le comté de Dade, en Floride, et à moindre échelle dans certaines villes du nord du New Jersey, comme celle d'Union City (comté d'Hudson).



Répartition géographique de la population cubano-américaine aux États-Unis (recensement de 1980)

La communauté limite les contacts avec l'extérieur à des échanges commerciaux et financiers, et encore ces derniers sont-ils l'exclusivité des élites sociales du groupe. À ce niveau, c'est la notion même de groupe dominant/groupe dominé qui est alors remise en question. Alejandro Portes parle dès 1969 d'« enclave » cubaine dans le sud de la Floride, un concept guère éloigné de l'idée d'insularité, et qui décrit l'émergence d'une société « parallèle » se développant en marge des institutions locales. Doit-on y voir la volonté plus ou moins consciente de recréer les frontières d'où les Cubains estiment avoir été exclus, de mettre en place une deuxième « nation » cubaine, et d'offrir ainsi une alternative crédible et concurrentielle aux discours patriotiques de Fidel Castro?

Toujours est-il que l'émergence d'un pouvoir économique cubano-américain exacerbe les conflits sociaux sous couvert de revendications ethniques, les catégories sociales les moins privilégiées au sein de la société « dominante » s'estimant injustement privées d'un ascendant considéré jusque-là comme « naturel » sur les populations immigrées.

À cet égard, la crise migratoire de Mariel en 1980 va servir de détonateur à une frustration trop longtemps contenue par l'omniprésence cubaine dans le

sud de la Floride et l'accueil favorable réservé jusqu'alors aux immigrants cubains par les autorités fédérales. Cet exil massif et désordonné - et couvert de manière désastreuse par les médias américains (Portes, Stepick, 1993) - ternit l'image trop policée des réfugiés cubains auprès de l'opinion publique américaine. Ainsi, à la fin de l'année 1980, la population du comté de Dade approuve à plus de 70 % par référendum une ordonnance interdisant la dépense de fonds municipaux « pour l'utilisation de toute autre langue que l'anglais ou la promotion de toute autre culture que celle des États-Unis » (Castro, 1992).

Abandonnée par les autorités fédérales, qui octroient aux *marielitos* un statut migratoire (*special entrants*) les privant de l'aide financière reçue par leurs prédécesseurs, la communauté réduit les attaques dont elle fait l'objet à un combat ethnique, et développe alors peu à peu une certaine forme de conscience minoritaire qui va lui permettre d'accéder rapidement, en raison de sa forte concentration géographique, à diverses responsabilités (locales puis fédérales) au sein des institutions politiques américaines : en 1989, le premier député cubano-américain (Ileana Ros-Lehtinen) est élu au Congrès. Ils sont trois depuis 1992, réélus avec une confortable avance sur leurs opposants à chaque échéance électorale.

Menant une existence marginale par rapport aux autres Hispaniques, la communauté cubaine va également peu à peu se rapprocher de ces minorités nationales, mais de manière très prudente et bien souvent plus par calcul politique qu'en raison d'affinités culturelles avérées.

Car il faut bien souligner, et les joutes électorales à Miami sont là pour le rappeler, que le candidat le plus ferme vis-à-vis de Castro - qu'il soit hispanique ou non et quel que soit le mandat brigué - emporte toujours l'adhésion de la communauté. Par conséquent, la pénétration politique cubaine au sein des institutions américaines n'entraîne pas nécessairement l'abandon de valeurs politiques « symboliques » uniquement tournées vers l'île de Cuba. D'ailleurs, certains responsables politiques appartenant à la communauté n'ont pas hésité à quitter le parti démocrate pour le parti républicain afin de faciliter leur élection dans le comté de Dade (c'est par exemple le cas du député de Floride Lincoln Diaz-Balart). D'autres s'empressent de réaffirmer la prépondérance de leurs « racines cubaines » sur toute autre considération, telle que le principe - à replacer il est vrai dans le contexte politique nord-américain - d'une « discipline de parti »⁵.

L'émergence d'une conscience ethnique cubaine au service d'intérêts minoritaires mérite par conséquent d'être considérée avec beaucoup de prudence.

LE PROCESSUS D'ACCULTURATION

Il est établi dans la littérature sociologique que l'acculturation décrit « le déclin régulier de la culture immigrée et l'acquisition des caractéristiques dominantes » (Moore, Pachon, 1985). Les rythmes et degrés de cette transformation sont sujets à discussion, certaines études résumant l'acculturation à une « américanisation », d'autres l'identifiant plutôt au phénomène de biculturalisme issu de la rencontre entre les deux cultures (Lacorne, 1997).

Comment définir tout d'abord la culture cubaine en exil ? Il ne s'agit pas seulement d'un transfert des valeurs culturelles originelles vers le pays d'accueil, mais bien de l'émergence d'une « culture *de l'exil* » motivée par les conditions historiques, sociales, et dans une certaine mesure psychologiques de la migration cubaine post-révolutionnaire vers les États-Unis. S'il est exact que l'on assiste à la recréation d'un environnement culturel familier, et par conséquent « rassurant », dans le quartier cubain de Miami (rues rebaptisées, restaurants reproduits à l'identique), on ne peut que souscrire à l'opinion de deux observateurs de l'Université internationale de Floride lorsqu'ils indiquent que « l'anticommunisme est devenu une forme d'auto-identification ethnique au sein de la communauté cubaine » (Moreno, Warren, 1992). Cet aspect idéologique contribue en outre à rendre le groupe plus prisonnier encore d'une frontière temporelle hautement symbolique, celle des années 1950, qu'il n'ose franchir par crainte de se retrouver en territoire « inconnu ».

Le processus d'acculturation fut cependant initié dès l'arrivée des premiers immigrants cubains aux États-Unis, et parfois même avant : les classes les plus aisées possédaient de nombreux contacts en Amérique du Nord, ce qui facilita la transition au moment de l'exil. Plus tard, l'identification des migrants cubains aux modèles politiques et sociaux de la classe dominante plutôt qu'aux valeurs partagées par les autres minorités ethniques ajouta à ce constat. En s'affranchissant de la frontière sociale délimitant généralement le cadre des relations entre les minorités et les « Américains de souche »⁶ la communauté avait elle-même encouragé le processus d'acculturation.

Bien entendu, il est plus que probable que le renouvellement générationnel auquel la communauté se trouve d'ores et déjà confrontée modifiera les repères culturels des individus. En effet, que ce soit au travers de l'école, ou plus généralement par l'inévitable contact avec la société de consommation américaine, les fils et filles d'exilés cubains vont se trouver confrontés à un phénomène d'ambivalence culturelle à un moment de l'existence (l'adolescence) où l'individu est à la recherche de son identité propre. Un auteur emploie pour décrire cette génération le terme de « génération un et demi » (Pérez-Firmat, op. cit.), à cheval entre deux identités.

Pour les membres de la communauté nés aux États-Unis de parents exilés, l'identification aux valeurs culturelles de la société nord-américaine sera encore un peu plus naturelle, étant entendu que l'intérêt porté à la « culture de l'exil » déclinera avec l'émergence de cette troisième génération. Dès lors, l'attachement à une « culture cubaine » se manifestera principalement au travers de symboles tels la nourriture ou bien encore la musique. Il n'est même pas sûr que la langue espagnole réussisse à survivre à cet inéluctable processus de déculturation⁷.

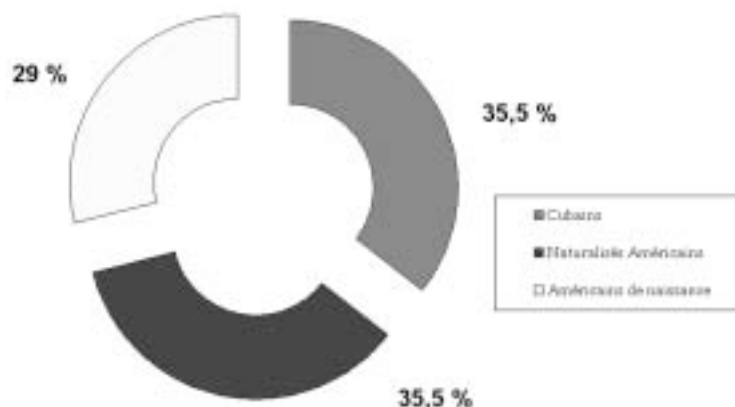
La revendication d'une certaine « exception culturelle » et la volonté exprimée par certains de résister à une complète assimilation ne sont certainement plus à mettre sur le compte des mêmes motivations. Il ne s'agit plus de maintenir intact un profond sentiment national et patriotique, argument avancé par la première génération pour justifier le départ de Cuba, mais plutôt de redécouvrir ses origines ethniques. Cette démarche n'exige en aucune façon d'adhérer aux principes idéologiques de la « culture de l'exil », et il est probable que cette dernière disparaîtra avec la génération de ses instigateurs.

LA NATURALISATION

Le taux de naturalisation d'une communauté ethnique installée hors de ses frontières devrait a priori témoigner de sa volonté de s'installer définitivement dans le pays d'accueil : cette étape peut être en effet considérée comme l'ultime phase du processus d'assimilation pour une communauté étrangère. Les comportements cubano-américains face à l'acquisition de la citoyenneté américaine procèdent-ils de cette logique ?

D'après le recensement de population mené en 1990, près de 65 % des individus d'origine cubaine installés aux États-Unis sont aujourd'hui des citoyens

Citoyenneté des personnes d'origine cubaine vivant aux États-Unis (recensement de 1990)



américains, de naissance ou par naturalisation. 35,5 % d'entre eux avaient volontairement acquis la nationalité américaine, un chiffre largement supérieur à celui de tous les autres groupes d'Hispaniques (Cuban-American Policy Center, 1994).

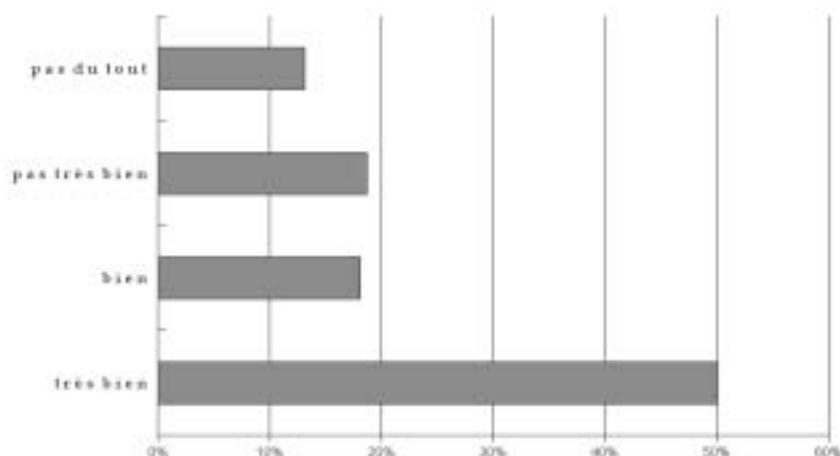
Les trois motivations principales invoquées par la communauté lors de l'acquisition de la citoyenneté américaine sont 1) la volonté d'être plus intégré à la vie américaine (un souhait assez vague partagé par les autres Latino-Américains), 2) celle de participer à la vie politique américaine (là aussi, la communauté cubaine rejoint les autres communautés hispaniques, à l'exception notable des Dominicains), 3) enfin le souhait - cette fois-ci marginal par rapport aux autres Latino-Américains - d'exprimer une certaine forme de « gratitude » envers les États-Unis.

En revanche, la communauté cubaine se distingue par le faible niveau de réponses en rapport avec l'obtention d'avantages spécifiques liés à l'acquisition de la nationalité américaine, notamment d'un point de vue économique (Pachon et De Sípío, *op. cit.*)⁸.

La volonté de « participer à la vie politique américaine » et d'« exprimer sa gratitude envers les États-Unis » mérite toutefois que l'on s'interroge sur les raisons poussant le groupe à manifester tant d'intérêt pour les institutions du pays d'accueil. Il paraît hasardeux d'attribuer à une prise de conscience minoritaire le désir d'être politiquement actif aux États-Unis : pour beaucoup, la participation politique est une façon de placer la question cubaine sur le devant de la scène, afin de faire pression sur les dirigeants américains - si tant est que cela fût nécessaire, tant la politique anticommuniste de l'administration fédérale fut menée avec ardeur. C'est d'ailleurs ainsi que peut se justifier ce sentiment de gratitude précédemment évoqué : la naturalisation s'interprète alors comme une adhésion à la politique de Guerre froide des États-Unis, dont le soutien, ne serait-ce que rhétorique, à la lutte menée depuis l'extérieur par les dissidents cubains demeura longtemps l'une des expressions les plus concrètes.

Il paraît donc hasardeux de relier directement la naturalisation volontaire des Cubano-Américains à la prise de conscience d'un exil définitif, même s'il doit être souligné que les individus n'ayant pas entamé ce processus invoquent en guise d'explication des arguments « techniques » plutôt éloignés de considérations d'ordre patriotique, comme l'allégeance à un idéal national dont la révolution de 1959 les aurait privés. Les problèmes de langue, de connaissances par rapport à l'histoire américaine, ou bien encore les difficultés rencontrées pour correctement remplir le formulaire de candidature, jugé « trop compliqué », sont majoritairement avancés par ceux ayant conservé la nationalité cubaine (Pachon et De Sípío, *op. cit.* : 100).

Pourcentage de Cubano-Américains estimant parler anglais (recensement de 1990)...



IMPACT DE LA POLITIQUE MIGRATOIRE DES ÉTATS-UNIS ENVERS CUBA

Il est intéressant de relier les éléments développés jusqu'à présent à la remise en cause officielle du traitement privilégié de l'immigration cubaine en 1995, lorsque l'administration américaine décida de se donner les moyens de limiter les arrivées de *balseiros* sur son territoire⁹.

La nouvelle législation devrait permettre de voir se mettre en place une immigration régulière et ordonnée d'une partie de la population de l'île désireuse de faire des États-Unis son nouveau lieu de résidence¹⁰. On peut cependant craindre que le « filtrage » auquel les autorités fédérales procéderont en amont (prédominance du principe du regroupement familial, priorité donnée aux personnes hautement qualifiées dans un secteur professionnel précis...) ne vienne fausser la représentativité des futurs immigrants cubains : que vont devenir les personnes sans famille aux États-Unis, celles sans qualification ? L'objectif clairement affiché par Washington en leur ôtant tout espoir de rejoindre les côtes de Floride semble être de les pousser à la révolte, alors souhaitée comme l'étape ultime de leur désespoir¹¹.

Mais il est évident que le renouvellement démographique de la communauté influencera la vision des premières générations d'immigrants, et viendra confirmer aux plus réticents que le retour vers la terre natale n'est plus à espérer... Il appartiendra alors à l'administration américaine de normaliser les échanges entre les deux pays, en permettant notamment une libre circulation des individus à l'occasion de séjours temporaires. Le gouvernement cubain semble

avoir pris l'initiative dans ce domaine avec l'instauration d'un passeport à validité permanente pour les Cubains installés hors des frontières de Cuba (et ce même si les personnes ayant acquis une nouvelle nationalité ne peuvent prétendre à ce passeport...). Cette interaction permettrait à la communauté cubano-américaine d'entrevoir de manière moins idéalisée la notion de retour, principe fondateur de la culture de l'exil.

Le niveau des échanges entre les deux peuples cubains, encouragés par la nouvelle politique migratoire des États-Unis (à condition que les 20 000 visas annuellement promis soient effectivement délivrés...) ¹², va influencer de manière sensible la définition même d'une culture cubano-américaine aux États-Unis. Moins conflictuelle et conduite de manière progressive, la rencontre entre la culture actualisée de l'île et les nouvelles réalités de l'existence en tant que minorité ethnique aux États-Unis permettra d'assurer le lien entre l'exilé et l'immigrant cubain.

Sans doute la fin de l'« exception cubaine » en matière migratoire forcera-t-elle les membres de la communauté à s'interroger sur leurs rapports à l'île de Cuba, et facilitera l'émergence d'un débat démocratique permettant l'expression de dissidences par le passé réduites au silence au nom de l'unité dans la lutte contre Fidel Castro. Une fois vaincu le tabou de l'installation définitive aux États-Unis, de nouveaux centres d'intérêt apparaîtront. À cet égard, la minorité (ou majorité, selon les appréciations) « silencieuse » pourrait bien être menée à faire entendre sa voix.

Notons enfin que la remise en cause du statut migratoire privilégié de la communauté cubaine semblait avoir été acceptée par ses représentants politiques dès la fin de 1994 à l'occasion de l'accord signé entre Cuba et les États-Unis. En outre, dès le mois de novembre 1994, les trois députés cubano-américains au Congrès manifestaient leur opposition à la proposition de loi 187 née de la volonté des autorités californiennes d'exclure des bénéficiaires sociaux les immigrants illégaux. Cette soudaine « cause commune » avec le reste de la communauté hispanique a de quoi surprendre, tant les Cubains ont par le passé vécu en marge des alliances de ce type. Si les véritables motivations de ce nouveau rapprochement méritent une étude plus attentive, il n'en demeure pas moins que le processus ira croissant, les réfugiés cubains ayant compris depuis le mois de mai 1995 que leur ancien « allié naturel », le gouvernement des États-Unis, n'était plus disposé à soutenir leur cause.

Enfin, le passage d'une communauté d'exilés à une communauté d'immigrés encouragera un peu plus les membres du groupe à demander la citoyenneté américaine, mais pour des raisons différentes de celles avancées par le passé. La recherche d'une existence plus confortable aux États-Unis motivera les nouveaux candidats. Il est par ailleurs probable que les personnes installées depuis longtemps sur le territoire américain et ayant jusqu'alors conservé la nationalité cubaine pour les raisons mentionnées précédemment finiront par

vaincre leurs réticences initiales. Depuis le mois de novembre 1994, en effet, le climat social aux États-Unis s'est profondément dégradé pour tous les étrangers résidant dans le pays. La remise en cause des aides publiques aux populations immigrées, même en situation de séjour régulier, est désormais à l'ordre du jour¹³.

D'autre part, les citoyens américains bénéficient de facilités supplémentaires pour faire venir auprès d'eux leurs proches désirant quitter le pays d'origine au titre du regroupement familial. Cet élément pourra lui aussi peser d'un poids certain, et plus encore en raison du caractère traumatique de l'exil cubain aux États-Unis, celui-ci ayant conduit à des séparations brutales très difficiles à supporter.

On percevait déjà ce nouvel élan au cours de l'été 1995, lorsque, par exemple, l'Université Internationale de Floride organisa - à l'initiative du groupe de professeurs cubano-américains - une « journée de naturalisation » permettant aux personnes qui le souhaitaient de remplir le formulaire de candidature. Dans le même temps, le *Miami Herald* se chargeait de publier le type de questions (et les réponses correspondantes...) posées lors de cet examen. 1995 fut d'ailleurs une année record en terme de naturalisations aux États-Unis (environ 500 000 demandes acceptées...), tendance confirmée en 1996 avec plus d'un million de « nouveaux » citoyens américains¹⁴.

Près de quarante années après l'arrivée des premiers réfugiés cubains de la période post-révolutionnaire sur le sol américain, le renversement de la dictature castriste demeure la principale préoccupation de la communauté cubaine des États-Unis, du moins ce discours intransigeant ne laisse-t-il encore que peu d'espace d'expression à une pensée dissidente.

Cependant, cet objectif prioritaire ne s'est pas posé comme un obstacle à l'adoption progressive de comportements minoritaires caractéristiques des communautés « immigrées » : désir d'installation et de réussite sociale et économique, lutte contre la discrimination ethnique, perméabilité croissante à la culture du pays d'accueil, naturalisation.

Le renouvellement générationnel et démographique de la communauté cubano-américaine, associé à la remise en cause au niveau fédéral des privilèges offerts par le passé aux « combattants de la liberté » cubains confirmera sans nul doute dans les années à venir le mouvement initié.

De manière tout aussi importante, ces évolutions constituent et constitueront encore un sérieux challenge à une « culture de l'exil » qui ne sera plus envisagée comme l'unique principe de référence au sein de la communauté.

La transition entre l'exilé et l'immigré cubain est par conséquent un processus inéluctable, en dépit des efforts toujours déployés par les plus conservateurs pour maintenir intacte l'illusion d'une « deuxième nation » cubaine en exil.

Notes

- 1 Les immigrants cubains des années 1980 semblent avoir éprouvé plus que leurs aînés de réelles difficultés d'intégration sociale : un sondage effectué par une télévision locale en 1990 auprès de 264 personnes à Miami révélait par exemple qu'un Cubain sur trois, parmi les personnes entrées aux États-Unis après 1980, manifestait un désir de retour définitif dans l'île. La proportion n'était que de un sur sept pour les réfugiés arrivés entre 1960 et 1980. (« 1 in 5 Dade Cubans would go back », *Miami Herald*, 20 février 1990, pp. 1A, 11A.)
- 2 Entre les mois d'avril et septembre 1980, 125 000 ressortissants cubains rejoindront les côtes de Floride depuis le port de Mariel, à Cuba.
- 3 Voir par exemple « Cursillos preparan a balseiros para nueva vida en los E.U. », *Nuevo Herald*, 10 août 1995, pp. 1A, 8A.
- 4 Alejandro Portes (op. cit.) donne cette définition de la conscience ethnique : « La conscience ethnique peut être définie comme la perception par les membres d'une minorité de la distance sociale les séparant du groupe dominant et de l'existence d'une discrimination basée sur des différences culturelles ou raciales. (...) Le contraire de la conscience ethnique est alors un sentiment d'égalité, la conviction selon laquelle on peut librement se mêler à n'importe qui d'autre dans la société, de telles considérations étant caractéristiques des minorités complètement 'assimilées' ».
- 5 Les attaques de Robert Menendez, député démocrate du New Jersey, contre la politique du président Bill Clinton vis-à-vis de Cuba en sont une parfaite illustration.
- 6 Désignés comme les Native Americans, ils sont bien entendu tous issus des vagues successives d'immigration ayant fondé l'identité américaine...
- 7 Selon une enquête effectuée par l'Université Internationale de Floride en 1995, 85 % des adolescents d'origine cubaine préfèrent utiliser l'anglais à l'espagnol. Il semble en fait qu'à chaque langue soit dévolue une utilisation précise : en 1986, Fernando Gonzales-Reigosa constatait lors de tests effectués auprès de jeunes Cubano-Américains que ces derniers répondaient correctement aux questions concernant la vie domestique lorsque celles-ci étaient posées en espagnol, tandis qu'ils apportaient une réponse satisfaisante à des questions d'ordre scolaire uniquement lorsqu'elles étaient formulées en anglais. L'auteur soulignait ainsi la réalité d'un double environnement linguistique pour les plus jeunes membres de la communauté (J. Toomer, (1986).
- 8 Précisons toutefois que les immigrants de Mariel, en 1980, ne représentent qu'une part infime des personnes interrogées lors de cette enquête, alors qu'ils constituent pourtant près d'un tiers des primo-arrivants cubains aux États-Unis depuis 1959. Nul doute qu'une prise en compte plus équitable de cette catégorie d'immigrants cubains dans le sondage utilisé par les deux auteurs aurait davantage souligné l'importance des facteurs économiques dans la décision d'adopter la citoyenneté américaine.

9 à partir de la fin du mois d'août 1994, des milliers de personnes vont tenter, sur des embarcations de fortune (les balsas), de rejoindre les côtes de Floride. Les autorités américaines vont immédiatement réagir, craignant un nouveau Mariel. Les candidats à l'exil vont donc être recueillis en mer puis envoyés vers des camps d'internement, au Panama et sur la base navale américaine de Guantanamo... à Cuba! Ce sont au total plus de trente mille personnes qui furent ainsi détenues, et certainement bien plus qui tentèrent leur chance, le nombre de Cubains ayant péri en mer avant d'avoir pu être secourus ne faisant l'objet d'aucune statistique officielle.

10 Concrètement, l'accord migratoire de septembre 1994 signé entre les États-Unis et Cuba prévoit l'octroi chaque année de vingt mille visas d'immigration aux ressortissants cubains en ayant fait la demande auprès de la Section d'intérêts nord-américaine de La Havane, une législation conforme à celle appliquée à tous les autres pays du monde. La nouvelle loi de 1995, d'autre part, également issue de négociations avec le régime castriste, stipule que les candidats à l'exil recueillis en haute-mer ou atteignant les côtes américaines sans visa seront rapatriés vers Cuba.

11 Au début de l'année 1995, Richard Nuccio, haut fonctionnaire du Département d'État, déclarait ainsi : « Le prochain président cubain se trouve à Cuba. (...) Le culte de la fuite depuis Cuba n'est dorénavant plus un élément de solution. (...) Il est temps pour la communauté cubano-américaine d'encourager la lutte à l'intérieur de Cuba. » (Propos recueillis au cours de la conférence intitulée Caribbean Boat People : Mass Refugee Flows and U.S. Policy, Université de Columbia, New York, 15 février 1995).

12 N'oublions pas que le pacte migratoire de septembre 1994 n'est que la réaffirmation d'un précédent accord signé à deux reprises (en 1984 et 1987) et n'ayant pu être appliqué jusque-là, principalement en raison de l'insuffisance des moyens dont disposait la représentation consulaire américaine à Cuba pour faire face aux très nombreuses demandes de visas.

13 *Le Monde*, 20 septembre 1995, p. 3.

14 *Jeune Afrique*, 19-25 mars 1997, p. 48.

Bibliographie

Castro, Max J. (1992), « The Politics of Language in Miami », in Guillermo Grenier et Alex Stepick (éds.), *Miami Now! Immigration, Ethnicity, and Social Change*, Gainesville : University Press of Florida.

Cuban Research Institute (1995), Florida International University, *The 1995 Cuba Poll*, Miami.

Cuban-American Policy Center, (1994), *A Demographic Profile of Cuban-Americans*, Miami.

- J. Toomer (éd.), (1986), *Appreciating Difference. Readings in the Psychology of Cultural Diversity*, Lexington, MS : Gin Press.
- Lacorne, Denis (1997), *La crise de l'identité américaine. Du Melting-Pot au multiculturalisme*, Paris : Fayard.
- Moore, Joan, Pachon, Harry, (1985), *Hispanics in the U.S.*, Englewood Cliffs, N. J. : Prentice-Hall.
- Moreno, Dario, Warren, Christopher, (1992), « The Conservative Enclave : Cubans in Florida », in R. O. de la Garza et Louis De Sipio (éds.), *From Rhetoric to Reality. Latino Politics in the 1988 Elections.*, Boulder, CO. : Westview Press.
- Pachon, Harry, De Sipio, Louis, (1994), *New Americans by Choice. Political Perspectives of Latino Immigrants.*, Boulder, CO. : Westview Press.
- Pérez-Firmat, Gustavo, (1994), *Life on the Hyphen. The Cuban-American Way.*, Austin : University of Texas Press.
- Portes, Alejandro, (1984), « The Rise of Ethnicity. Determinants of Ethnic Perceptions among Cuban Exiles in Miami », *American Sociological Review*, vol. 49, juin.
- Portes, Alejandro, Stepick, Alex, (1993), *City on the Edge. The Transformation of Miami*, Berkeley : University of California Press.

RÉSUMÉ - RESUMEN

La notion d'exception cubaine en matière d'immigration aux États-Unis est entrain de disparaître suite au tournant de 1994-95 (crise des *balseros*) où le traitement des flux migratoires cubains a été aligné sur le droit commun. Les comportements de la communauté cubaine en exil sont analysés à travers quatre étapes depuis les années soixante-dix : l'acceptation permanente de l'exil, l'éveil de la conscience ethnique, le processus d'acculturation, enfin la naturalisation.

La noción de excepción cubana a nivel de la inmigración en los EE-UU está desapareciendo a consecuencia de la vuelta de 1994-95 (crisis de los balseros) donde el tratamiento de los flujos migratorios cubanos fué ajustado al derecho comun. Los comportamientos de la comunidad en exilio se analizan a través de cuatro etapas desde los años setenta : La aceptación permanente del exilio, el despertar de la conciencia étnica, el proceso de aculturación, por fin la naturalización.

MÉDITATIONS SUR LA LITTÉRATURE CUBAINE D'AUJOURD'HUI

ABILIO ESTÉVEZ*

Il y a quelques jours, un journaliste me demandait d'essayer de résumer en un mot l'état actuel de la nouvelle ou de la littérature cubaine. Vous connaissez les caprices des journalistes, pas toujours intelligents, et la difficulté parfois de leur échapper. J'ai alors pensé que le mot que j'emploierai, quel qu'il soit, serait le même pour résumer notre littérature aux temps de José María Heredia, de Plácido, de José Jacinto Milanés, de Zenea, de Luisa Pérez de Zembrana, de Casal et de Martí, de Poveda et de Boti, de Lino Novas Calvo, Emilio Ballagas et Labrado Ruiz, de José Lezama Lima, Nicolas Guillén, Virgilio Piñera, Alejo Carpentier et Reinaldo Arenas. Ce que je veux dire, rhétorique mise à part, c'est que notre littérature a toujours eu un destin relativement supérieur à notre destin historique de nation. Pêcherais-je par narcissisme si je dis que, alors que nous sommes une île perdue dans le Golfe du Mexique, nous pouvons nous donner le luxe de présenter une des cultures les plus solides du continent, à la hauteur de l'Argentine, du Brésil ou du Mexique? Si je pêche par arrogance, je vous prie de m'excuser. Comme je l'ai déjà dit, je ne crois pas trop préjudiciable cette ingénue poussée d'orgueil national : c'est, étant un petit pays pauvre, se féliciter de posséder des peintres, des musiciens, des romanciers ou des poètes, ce qui est plus noble que se vanter de posséder des idéologies politiques, des économies solides, de grandes armées ou des supériorités de race supposées.

* Écrivain contemporain de la révolution, né à La Havane en 1954, poète (*Manual de las tentaciones*, 1989), nouvelliste (*Juego con gloria*, 1987, *El horizonte y otros regresos*, 1998) et romancier (*Tuyo es el reino*, 1997), également dramaturge (*La verdadera culpa de Juan Clemente Zenea*, 1987, *Un sueño feliz*, *La noche*, 1998) ; membre du Conseil de direction de *La Gaceta de Cuba* (Union nationale des écrivains et artistes de Cuba). Conférence prononcée à Mons, le 5 décembre 1998, traduite par Maryse Roux. L'organisation du texte, le titre et les intertitres, relèvent d'une initiative du traducteur. L'introduction et la conclusion, en italique, proviennent d'une note de l'auteur, extérieure au texte.

ON M'A DEMANDÉ de parler de la littérature cubaine aujourd'hui, de celle qui s'écrit aujourd'hui, en cette année 1998 qui s'enfuit si rapidement, avec cette manie qu'a le temps de réduire en poussière, même ce qui est le plus solennel et le plus sacré. Ce serait plus facile si, de prime abord, je reconnaissais que ce que je vais dire n'est peut-être que pure spéculation, notes qui ne décrivent rien, abstractions trompeuses, exactement comme si j'avais voulu tirer les yeux fermés vers une cible en mouvement. Je dois avouer que ma première réaction a été évidemment de ne pas m'en croire capable. Sans en modifier un iota, la seconde a été de considérer que ne pas le tenter relèverait de la lâcheté. La troisième, sans doute un tantinet cynique, m'a fait décider avec suffisance qu'en fin de compte tout essai d'appropriation de la réalité, même le plus prétentieux, même le plus scientifique, se terminait toujours au royaume de la fiction. Aussi, même si je vais essayer d'être le plus plausible, je vous propose d'écouter cet exposé pour ce qu'il est : une histoire possible parmi d'autres.

Comment définir la littérature cubaine aujourd'hui ?

Comme le chercheur qui s'évertue à chercher une approximation de ce qui s'écrit aujourd'hui à Cuba, je me heurterai à divers obstacles. Le premier, le plus logique, le plus indiscutable : comment étudier une réalité qui n'a pas encore été « fixée » par l'histoire, comment contredire Héraclite et essayer de contenir ce fleuve qui à chaque instant cesse d'être lui-même, comment emprisonner une chose évanescence, comment retenir une brise éphémère. C'est un fait connu que pour cette étude nous sommes désavantagés : la perspective historique nous fait défaut. Mais nous devons à la vérité et à la justice de dire, que le temps ne détruit pas seulement, sinon qu'il s'attache également à mettre les choses qui survivent à leur juste place.

Le second problème est, pour utiliser un euphémisme, de « caractère conjoncturel ». Le fait est, que à Cuba, l'on écrit bien plus que ce qui est publié. La pauvreté économique, qui a été baptisée « période spéciale en temps de paix », a limité l'édition. Il arrive aussi que ceux qui écrivent, et qui par malheur ne s'alimentent pas que de livres, étant donné que par malchance l'esprit et le corps n'ont pas toujours les mêmes raisons, ceux-là partent à la recherche d'une maison d'édition catalane ou providentielle, leur apportant non seulement le bonheur d'une publication bien soignée, mais aussi leur assurant le manger et la vie modeste. Mais il existe nombre de livres qui n'existent pas. C'est-à-dire, que beaucoup de littérature est en train de dormir dans des tiroirs, à peine tapée à la machine, littérature « mythique », dont on parle, mais à laquelle, pour des raisons évidentes, nous n'avons pas accès. Par exemple, Reynaldo Gonzalez, présent dans cette île, a écrit un roman objet de commentaires exaltés de la part

des quelques privilégiés qui ont assisté à la lecture de un ou deux de ses chapitres, mais il n'est toujours pas paru. De la même manière, Anton Arrufat, un autre auteur cubain d'importance, a également écrit il y a quelque temps un roman qui reste méconnu. Sans parler de Arturo Arango, Jorge Angel Pérez et Pedro de Jesús. Et de bien d'autres qui forment une liste bien longue. L'on comprend alors que cela crée une conjoncture particulière. Nous voilà revenus à une situation pratiquement médiévale d'une histoire de la littérature faite sur la base de commentaires. Ce n'est pas alors seulement entrer dans l'analyse d'une réalité changeante, ou non « fixée » par l'histoire, mais être conscient que ce l'on sait n'est pas tout ce que l'on pourrait ou devrait savoir. Je veux dire par là que ce que l'on appréhende comme réel n'est pas tout le réel, qu'il y a une existence cachée, un côté voilé, une part qui nous échappe, et rend encore plus fugace l'évanescence du présent dans laquelle se trouve la littérature de mon pays.

On en déduira automatiquement que cet inconvénient n'est pas exclusivement réservé au chercheur en littérature mais affecte également le créateur, qui peut se sentir seul à mener un travail isolé (l'adjectif sonne d'autant plus juste qu'il vient du substantif « île ») : sans interlocuteurs ou contradicteurs en face de lui ; il lui semble qu'il va sans compagnon de route ou sans lecteur. Certes, il existe bien quelques revues, et quelques éditions paraissent ; mais tout cela est bien peu pour combler les déficits. Si bien des livres et des auteurs paraissent relever de la superstition ou de l'imaginaire, les lecteurs également sont devenus une autre superstition, un autre imaginaire. Autant dire qu'on ne peut pas parler de dialogue entre auteur et lecteur.

De ce dernier aspect dérive un troisième problème : l'absence de critique réellement sérieuse et rigoureuse, qui sache guider efficacement le goût de ce public. Des critiques il y en a, bien sûr, et même des bons. Ce n'est pas de leur inexistence qu'il s'agit. Mais du fait qu'apparaissant déjà comme des égarés, ils n'ont pas accès aux moyens de communication les plus importants, et leurs voix se perdent au milieu du brouhaha. J'essaierai plus avant de faire référence aux tentatives de systématisation de cette critique, aux efforts presque héroïques déployés pour trouver un sens, un corps, à la littérature actuelle de l'île.

Il y a enfin une quatrième difficulté, à laquelle sans doute ceux qui ne sont pas cubains ne peuvent donner toute sa dimension. Ce qui se passe, c'est que Cuba n'est plus une île. Cuba est aujourd'hui un gigantesque paysage. Elle n'est plus ce que d'une manière ou d'une autre elle avait toujours été : une portion de terre, un petit héritage. Cuba est devenue la fantastique région d'un rêve ou d'un désir, d'une langueur, une immense région mythique, faite de climats, d'esprits, d'angoisses et de besoins différents. Une nostalgie, en somme. Et cela fait des années que mon pays a cessé d'être une île. C'est ainsi que nous devrions commencer à le comprendre, à le sentir, si nous voulons nous placer

sur un terrain qui puisse nous offrir une plus ou moins grande sécurité. La littérature cubaine aujourd'hui ne s'écrit plus seulement dans l'île. Elle s'écrit à Miami, à Londres, à Madrid, à Honolulu, à San Juan, à Barcelone, ou à Mexico, et même jusqu'à cette cité lointaine et gelée de Malmö.

La littérature cubaine est aujourd'hui aussi étendue que sa géographie, « la géographie multiple de cette île », comme l'affirma avec raison un de ses grands poètes, Gaston Baquero, qui a vécu à Madrid, après 1959, jusqu'à sa mort, sans jamais être revenu à Cuba, lui si cubain. On ne peut exclure de notre prose de fiction, sans se fourvoyer scandaleusement, des noms comme Cabrera Infante, Antonio Benítez Rojo, Carlos Victoria, Mayra Montero, Jesús Díaz, Eliseo Alberto, Daina Chaviano et bien d'autres. C'est comme si nous laissions de côté (toutes distances dans le temps gardées) José Maria de Heredia, Cirilio Villaverde, Gertrudis Gómez de Avellaneda, le Père Félix Varela ou José Martí, sous le prétexte qu'ils ont passé la plus grande partie de leur vie en exil. La littérature cubaine est, de fait, multiple en intentions, en motivations, en thèmes, en atmosphères, comme son actuelle topographie compliquée. Je veux dire : si nous abordions exclusivement la narration qui s'écrit à l'intérieur de l'île, le résultat serait mutilé et faux par obligation.

Et un point assez grave, c'est la distance qui existe entre, disons, un écrivain de Miami et un écrivain de La Havane. Je ne parle pas de distance réelle, évidemment. Mais pour nous qui vivons à Cuba même, un écrivain comme Carlos Victoria est un parfait inconnu. Comme l'est pour ceux qui vivent à Miami, un Pedro de Jesús. La même rupture, la même excision, celles qui se sont produites dans la famille ou dans la société, affectent inévitablement d'autres domaines. Et cette situation ne fait qu'aggraver la solitude de l'écrivain. L'absence de communication joue cette fois pour la relation avec ses égaux dans d'autres parties du monde. Nous touchons à nouveau du doigt l'expérience épouvantable de la retraite qu'expérimente l'écrivain cubain : il se sent désemparé par l'absence de présent littéraire dont il se croit entouré lorsqu'il s'assoit à sa table. Et c'est peut-être là la raison pour laquelle ce même auteur se raccroche avec tant de désespoir à la tradition, à sa tradition littéraire. Il est bien connu qu'écrire est un sacrifice (ou une épiphanie, je ne sais) que l'on réalise toujours en solitaire. De même que nous parlons de solitude en pleine compagnie, ou de retrait du monde. Le plus probable c'est qu'un anachorète ait peu de choses à narrer.

Quant au domaine que je me propose d'examiner, je précise que je me restreindrai à la littérature cubaine écrite à l'intérieur de l'île. Et je préférerais également me limiter à la nouvelle pour une raison sans doute subjective : c'est selon moi le genre qui connaît en ce moment une renaissance glorieuse.

Pour une esquisse historique de la nouvelle cubaine

Nous serons au moins d'accord sur quelque chose, les Espagnols et les Cubains : la guerre de 1895 s'est soldée par un double désastre. L'Espagne a perdu la guerre, et Cuba ne l'a pas gagnée. L'intervention des États-Unis a empêché les Cubains d'atteindre leur rêve d'indépendance. Dite ainsi, la phrase sonne comme une expression rebattue. Nous l'avons tellement entendue et tant de fois lue dans des manuels d'histoire si déplorables. Et après tout, c'est sans doute une expression rebattue. Ces mystères que nous nous entêtons à appeler « réalité » et « histoire » ont leurs pièges, leurs labyrinthes de lieux communs auxquels il est parfois impossible d'échapper.

L'histoire que je voudrais vous raconter commence par un désenchantement. Le récit de celui-ci est compliqué mais il suffit néanmoins de rappeler que la liberté totale n'a pas plus été atteinte que les conditions historiques, qui ont eu lieu pour le changement nécessaire, ne peuvent justifier autant de guerres. La fin du XIX^e siècle n'aura été brillante ni pour la poésie ni pour la prose cubaines. Pour la première, en raison de la mort de Julián del Casal et de José Martí : il faudra après eux patienter un long moment avant que n'apparaissent deux poètes d'importance, Regino Botti et José Manuel Poveda. Pour la seconde, parce que après la publication de *Cecilia Valdés* de Cirilio Villaverde, et de *Mi tío el empleado* de Ramón Meza (à mon avis la meilleure contribution au roman de ce siècle), il faut attendre jusqu'en 1918 *Las honradas*, de Miguel de Carrión, et l'éclosion de la première génération incontournable de romanciers à ses côtés tels Carlos Loveira, Jesús Castellanos, Alfonso Hernández Cata.

Il s'agit d'un roman, non dépourvu de qualités ou de charmes, mais qui nous semble aujourd'hui un peu lourd dans sa structure et sa langue trop naturaliste, dans la lignée alors un peu désuète d'Emile Zola. Je pense que sa meilleure vertu réside dans la manière dont il fait le portrait d'une époque. Alfonso Hernández Cata, qui a vécu en Espagne la plus grande partie de sa vie, et Carlos Montenegro, sont considérés comme les meilleurs romanciers de cette génération.

Mais ce n'est cependant pas avant les années quarante que la nouvelle cubaine acquiert ses formes, thématique et langage, de la maturité. Je parle de l'heureuse époque de Lino Novas Calvo, Alejo Carpentier, Lydia Cabrera, Onelio Jorge Cardoso, Virgilio Piñera, Enrique Labrador Ruiz, etc. Je parle de ces années insolites qui produisent des nouvelles fondamentales et définitives comme *Viaje a la semilla* de Alejo Carpentier, un vrai « tour de force »¹, une pièce parfaite, *La noche de Ramón Yendía* de Novas Calvo, *Conejito Ulán* de Labrador Ruiz, *El conflicto de Viigilio Piñera* et *Les contes nègres*² de Lydia Cabrera. Je parle de cette décennie résolument aventureuse où la nouvelle cubaine se met au diapason mondial, avec ses meilleurs courants, où elle acquiert une dimension

qui franchit les horizons de l'île. N'oublions pas que Novas Calvo, par exemple, qui dominait très bien l'anglais, a traduit Huxley, Joyce, Faulkner, etc. On doit considérer cette décennie des années quarante comme un centre irradiant d'où dérive la bonne étoile de la nouvelle dans l'île.

Dans les années cinquante, celles de l'obscurité historique, de l'asphyxie politique, où les maux que traînaient la République finissent de la définir dans son horreur la plus évidente, apparaissent des volumes comme *Guerra del tiempo* de Alejo Carpentier, *Cuentos fríos* de Virgilio Piñera, *El cuentero* de Onelio Jorge Cardoso, *El gallo en el espejo* de Labrador Ruiz. Auxquels il faut ajouter *Aquellare* de Ezequiel Vieta, qui mène à son terme la ligne des sonorités surréalistes ouverte auparavant par Virgilio Piñera. Et durant ces années se préparent dans l'ombre des auteurs qui vont fournir des livres solides dans les années soixante : Calvert Casey, Guillermo Cabrera Infante, Humberto Arenal, Antón Arrufat, etc.

C'est alors que l'histoire opère l'un de ses retournements énigmatiques et de cause à effet. Le président indésirable, Fulgencio Batista fuit avec toute sa famille en République dominicaine, et le 1^{er} janvier 1959, Fidel Castro arrive au pouvoir. Les conséquences sociales sont énormes, radicales. Au niveau littéraire également, comme il est aisé de l'imaginer. La vie cubaine change définitivement et pour toujours. La littérature cubaine tente de se mettre en harmonie avec cette métamorphose apocalyptique. Les premiers auteurs de ces temps, tels Guillermo Cabrera Infante, Calvert Casey (en dépit de son nom, de sa naissance à Baltimore et de son suicide à Rome, c'est l'un de nos meilleurs auteurs de nouvelles de notre siècle), Humberto Arenal, Antón Arrufat et Antonio Benitez Rojo ont alors recours au passé dans leurs œuvres. À la façon d'un exorcisme ?

Une promotion d'écrivains beaucoup plus jeunes se propose de refléter la commotion sociale que subit le pays. Jesús Díaz, Norberto Fuentes et Eduardo Heras León seront ceux qui en toute conscience ont voulu exprimer le changement ; et la violence de ce changement. Le plus important des trois, Jesús Díaz (et pas seulement en raison de son livre, *Los años duros*, Prix Casa de las Américas en 1970, mais parce qu'il a su maintenir la qualité de sa création) a laissé un exemple qui sera suivi avec plus ou moins de bonheur par beaucoup d'auteurs plus jeunes. À circonstances inédites, thèmes inédits. Les transformations de la vie apporteront des intérêts nouveaux en littérature : l'euphorie des changements, l'espoir qu'ils soient porteurs de l'accomplissement national dont a eu tant besoin le pays, favorisent l'éclosion du nouveau récit.

Ces années soixante ont formé une autre de ces décennies prodigieuses. Je voudrais pouvoir arriver à vous faire sentir l'intéressante complexité du monde littéraire cubain de ces années là. Tout discours est forcément schématique par nécessité et tend à l'organisation d'un ordre dont se moque bien la réalité. Ce sont des années qui inaugurent le thème épique, où surgissent les guérrilleros comme personnages, où la rudesse et l'impiété de la guerre sont pré-

sentes. Mais ce sont aussi les années où ces thèmes côtoient d'autres thèmes venant de plus loin, issus d'autres sensibilités. Parce que la réalité, on le sait, n'est jamais d'une seule couleur. Des auteurs de différentes générations, de mondes et de styles différents coexistent pour former un tissu exquis, une variété admirable, autre instant de magie de la prose de fiction cubaine.

Impossible de poursuivre sans mentionner Reinaldo Arenas, qui commence à publier dans ces années là ses premiers textes si stupéfiants, et dont le talent et l'imagination prodigieuse vont remplir la fiction cubaine de ces dernières décennies de notre siècle, qui est en train de se convertir en passé. Arrivé ici, il nous faut aborder une question quelque peu lamentable. Les années soixante se terminent sur le célèbre « cas Padilla », et les suivantes s'ouvrent avec le Premier congrès national sur l'éducation et la culture, sur lequel il ne vaut pas la peine de s'attarder. Ils représentent un tournant dans la politique culturelle. Le résultat est que certains auteurs cubains les plus importants vont cesser d'être publiés : José Lezama Lima et Virgilio Piñera, pour ne parler que des sommités, sont effacés des programmes de littérature, disparaissent de la vie publique et finissent par devenir des inventions de toute pièce. Ce sont les années qu'un critique bienveillant a baptisées « quinquennat gris », quand, en réalité, il serait plus judicieux de parler de décennie noire. Conséquence logique : la médiocrité, toujours à l'affût, en a profité pour se rendre maîtresse des circonstances, d'où la production d'une prose de fiction étonnamment mauvaise.

Il faut attendre les années quatre-vingt pour qu'apparaissent les premiers symptômes de reprise de la nouvelle cubaine, dont les premiers signes arrivent avec un jeune santiagais, Rafael Soler, le fils de José Soler Puig (brillant romancier, inconnu, allez savoir pourquoi, en dehors de Cuba). Mais Rafael Soler qui était un élu des dieux meurt par malheur dans un accident à trente ans. Peu à peu, la littérature cubaine commence à laisser de côté la préoccupation anticapitaliste, la construction de l'homme nouveau, l'analyse manichéenne du passé et du présent pour revenir aux grands thèmes classiques : la peur, la douleur, la perte de l'ingénuité, la difficulté de la vie quotidienne. Des auteurs comme Senel Paz et Miguel Mejides sont ainsi les acteurs de cette lente et douloureuse récupération avec des livres comme *El niño aquel* et *Tiempo de hombres* respectivement. La nouvelle cubaine laisse peu à peu de côté la solennité, et se rend compte à nouveau de l'importance de la causticité, de l'ironie, de l'ambiguïté, de la subtilité ; elle a besoin de créer des mondes irréels qui deviennent littérairement crédibles ; de trouver le mot juste, d'élaborer un langage, de créer de vrais personnages, des créatures authentiques, complexes, contradictoires. En deux mots, les écrivains ont besoin de faire de la littérature.

La réalité nationale elle-même devenait de plus en plus complexe. En 1980 a lieu l'exode massif vers les États-Unis par le port de Mariel. Dans le même temps où les Cubains qui étaient partis du pays depuis 1959, ceux que l'on appelait

avec mépris les *gusanos* (vers de terre) et dont il valait mieux parler à voix basse, étaient autorisés à revenir en visite dans l'île. Et ils sont revenus, oui, chargés de pacotille, de biens de consommation. Et avec une vision différente de la vie. Et démonstration a aussi été faite que le monde est grand, divers, possible, c'est-à-dire qu'il existait une réalité au delà de cette frontière naturelle, jusqu'alors infranchissable, qu'on appelle l'horizon. Et si la réalité ne pouvait plus prétendre, ou ne pouvait plus se permettre le luxe d'être idyllique, la littérature beaucoup moins encore. Des thèmes nouveaux et dramatiques, jusqu'alors restés cachés ou sur lesquels régnait le silence, surgissent telles des cartes que l'on retourne sur la table. Ceux de la double morale, de l'opportunisme politique, de la prostitution, de la séparation des familles, de l'homosexualité, de la marginalité, ou l'histoire de jeunes désenchantés, des guerres d'Angola et d'Éthiopie, synonymes d'angoisse et non plus de faits épiques et glorieux.

La nouvelle cubaine aujourd'hui

La nouvelle actuelle, celle qui est en train de s'écrire en cette fin de décennie, a suscité l'intérêt de plusieurs critiques. J'ai fait référence aux efforts presque héroïques pour rendre systématique l'étude de cette chose évanescence, impalpable, et pourtant bien réelle : la littérature cubaine d'aujourd'hui. On a appelé ceux nés entre 1958 et 1969, « les novissimes », ceux nés entre 1969 et 1972, les « postnovissimes », et ceux nés après 1973, les « transnovissimes ». Une autre classification qui s'appuie sur les thèmes et les styles parle d'« iconoclastes », de « rockers », de « traditionalistes », de « conteurs ». Certains critiques préfèrent s'en tenir à deux seules catégories : « iconoclastes » et « néo-violents ».

J'ignore si vous avez la capacité d'abstraction suffisante ou le calme nécessaire pour comprendre quelque chose à ces regroupements diaboliques. Moi, non. J'avoue mon inaptitude. La vie, d'autre part, m'a fait la démonstration que les classifications sont faites pour nous donner l'illusion que nous comprenons ce qui semble échapper à notre entendement. La réalité et la littérature cubaines sont aujourd'hui si complexes, si difficilement objets de compréhension et d'expression (surtout pour ceux qui ne la vivent pas) que toute approche risque de s'avérer rudimentaire, approximative, trompeuse et même tautologique. Il y a une certitude possible, assez pathétique, sans laquelle il n'est pas vraisemblable de soutenir que l'on comprend ce qui se passe, dans la vie en général comme dans la littérature, et c'est celle-ci : cent ans après le grand échec de la guerre contre l'Espagne, cent ans après cette désillusion, nous avons à nouveau accosté, entre des eaux ourlées de récifs, au port d'une autre désillusion.

N'importe lequel d'entre vous, le plus heureusement éloigné du brouhaha mondain, ou des horreurs et des merveilles de ce monde dans lequel il semble que nous vivions, sait l'impact qu'a eu la disparition de ceux que nous appelions « les pays socialistes » pour l'île. Il ne s'agit pas seulement, et ce serait déjà beaucoup, de l'aggravation de la pauvreté économique. Il s'agit de quelque chose de plus grave, et qui n'y est du reste pas étranger, c'est l'évidence qu'aucune vérité sociale n'est éternelle ou immuable. Cela paraît naïf, et l'est sans doute. Nous qui nous voulions si dialectiques, comment est-il possible que nous ayons pu croire en une société immobile ? J'imagine que nous étions, que nous sommes, trop ingénus, trop puérils, trop paradoxaux. La certitude réside dans ces propos connus de Valery, écrits en ce temps apparemment lointain de l'année 1919 : « Nous, les civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles » ; ils ont acquis, soudain pour nous, une scandaleuse actualité. Un monde était en train de s'écrouler, et avec lui, les espoirs de beaucoup d'autres : l'illusion de la justice, le désir d'égalité, le monde de la perfection humaine, le paradis sur terre. Nous ne savions, ou nous ne voulions pas savoir, que comme dans n'importe quel paradis, là aussi poussait un arbre du bien et du mal. Nous avons ressenti comme jamais le poids de l'histoire, nous nous sommes sentis désemparés et plus isolés que de coutume.

Problèmes matériels qui provoquent des problèmes moraux qui provoquent des problèmes existentiels qui provoquent le besoin d'écrire. Je ne suis pas certain que l'équation soit toujours la même : que les époques de crise sociale soient celles de floraison pour la littérature. Pour être sincère, je suis sûr de très peu de choses. Ou plutôt si, je dirais que, parmi les nombreuses raisons et absences de raison, on écrit parce que le monde ne nous satisfait pas. Ou pour être plus exact : si l'on écrit autant c'est parce que nous aimons le monde mais pas son côté obscur, son imperfection. On a la suffisance de le recomposer, de le réorganiser, mais avec la conviction qu'il s'agit en définitive d'un acte inutile. Car nous savons maintenant que Oscar Wilde avait raison : « tout art est complètement inutile ». Ne pourrait-on dire que dans l'essence de l'acte d'écrire il y a le besoin désespéré de ne pas se montrer conforme, de ne pas être d'accord, de dire non ?

Il n'est pas impossible que l'on trouve là l'une des raisons du retour triomphal de Virgilio Piñera. Après des années de marginalisation et de silence, cet auteur merveilleux (un des plus grands écrivains cubains et latinoaméricains de ce siècle), semble être le modèle des plus jeunes auteurs. On dirait que son œuvre difficile, créant la distance, caustique, provocatrice, intellectuelle, résolument froide, démystificatrice, qui va à l'essence, obstinément négatrice, est la plus appropriée pour les temps que vit mon pays. C'est une littérature qui rejette tout sentiment, qui se propose d'échapper à toute explication, qui s'en tient pour son analyse (s'il est licite d'employer ici ce terme) aux faits purs.

Une littérature qui ne cherche ni à condamner ni à sauver. Qui ne veut rien d'autre que montrer le vide ou l'inutilité du monde dans lequel nous vivons. C'est une littérature sans concession et sans fausse bonté. La relation spirituelle entre Virgilio Piñera, mort en 1979, et les jeunes qui commencent à écrire ensuite est un fait toujours plus notable. Autre chose encore : le plus admirable chez Virgilio Piñera, ce n'est pas sa littérature, mais sa vocation obstinée (qu'on me pardonne un mot aussi laid, « vocation »), son besoin opiniâtre d'écrire. Il a été maintenu pendant dix ans en dehors du monde social et littéraire de La Havane. Durant ces dix années, il n'a pu publier une seule ligne. Et cependant Virgilio Piñera se levait chaque matin et allait s'asseoir devant sa vieille machine à écrire. Résultat : à sa mort, huit livres inédits.

Car je voudrais le souligner : une des caractéristiques de la nouvelle cubaine récente est cette emphase avec laquelle elle s'essaye à dire non. Elle le fait de manière diverse, avec des moyens variés, mais l'important c'est qu'elle reste en désaccord permanent avec la réalité. Je crois relever dans la majorité des dernières nouvelles un scepticisme, un désir de critique, un cynisme que l'on n'avait encore jamais vu, au moins en intensité ou en signification. Le désir de démystifier est évident, en même temps que l'on perçoit l'usage conscient de l'ironie, de la satire, de la raillerie. Je vais en choisir un exemple. Dans l'un des meilleurs ouvrages de ces dernières années, sous le titre *Lapsus calami* du jeune auteur Jorge Angel Pérez, aurait dû figurer la nouvelle *Locus solus o el retrato de Dorián Gray* dans lequel un jeune homosexuel se déclare amoureux de José Martí qu'il a vu en photos. De manière brillante, elle résume l'histoire de la passion physique de ce jeune gay à partir de ce que les vieilles photographies lui suggèrent du héros. Lorsqu'on sait que José Martí a toujours été notre héros national, que c'est un symbole presque mystique de la nation, qu'il est idolâtré jusqu'à la béatification, et que le discours officiel cubain est profondément machiste, on saisit le degré de démystification et d'effronterie de ce texte. J'ai pris cet exemple parce qu'il me paraissait un degré suffisamment élevé de transgression, et de transgression salutaire.

Des auteurs comme Daniel Díaz Mantilla, Michel Perdomo, Ernesto Santana, Ena Lucía Portela, Ronaldo Menéndez Plasencia, José Miguel Sánchez (Yoss), José Manuel Prieto González, Jorge Angel Pérez, Pedro de Jesús (dont les excellents *Cuentos fríos* viennent de paraître aux éditions Olalla en Espagne) pour n'en citer que quelques uns, s'approchent de ce qui les environne sans préjugé ni autocensure, avec une vitalité agressive. Et ils le font avec une évidente volonté esthétique, en travaillant le langage, avec l'intention de donner une forme appropriée au matériel narratif que la réalité met devant eux. De manière générale, il serait juste d'affirmer qu'ils n'ont pas une conception traditionnelle de la littérature. Bien souvent les frontières disparaissent presque entre nouvelle et essai. La nouvelle devient une réflexion. C'est le cas avec *Nunca antes había*

visto el rojo de José Manuel Prieto González, qui a étudié en Union Soviétique, et narre la fin d'un monde dont il est le témoin. Les voix se mêlent. L'auteur se confond avec ses personnages ; le récit s'arrête lorsqu'on s'y attend le moins ; il n'y a aucune structure dramatique. Et l'on en vient à penser que l'intention démystificatrice, le besoin de transgression, qui s'observent sur le fond, commencent, à l'évidence, par où ils se doivent de le faire, par la forme.

Le sursaut et l'angoisse de l'homme faisant face à la vie, à la mort, à l'Histoire, l'absence de communication, le déchirement de la distance, la préoccupation morale, la perte de crédibilité des idéologies, la peur que provoque la page blanche : ainsi pourrait-on résumer, avec le soin de celui qui sait la fausseté de tout résumé, les thèmes, éternels, les plus évidents de ceux qui écrivent aujourd'hui à Cuba.

Je ne nierai pas les dangers qui se profilent. Mais où les dangers ne sont-ils pas à l'affût ? On écrit aussi aujourd'hui de la mauvaise littérature. Mais où n'en écrit-on pas ? Pour chaque Balzac, combien de Victorien Sardou ? La mauvaise littérature dans ce cas a une particularité : on peut l'appeler comme cela a déjà été fait, « littérature d'urgence ». Parfois, l'homme de lettres se sent l'obligation d'endosser la nécessité d'un autre : celle du journaliste. À Cuba le journalisme est extrêmement mauvais, si jamais il existe. Les problèmes de l'immédiat, de la quotidienneté harassante, asphyxiante, ne s'étalent pas dans la presse ou les médias. Le journalisme d'opinion brille par son absence. Et lorsque dans une colonne on tente d'y suppléer, il est bien connu que le journaliste d'opinion manque totalement d'opinion. De nombreux écrivains tombent alors dans le piège de se laisser bercer par les chants des sirènes sur le provisoire ou le momentané. Partout l'abîme ou l'éphémère sont à l'affût. Et comme la réalité est dure et forte, péremptoire et belliqueuse, il y a des écrivains qui se retrouvent plongés dans l'abîme. Et paradoxe, par ces étranges caprices de la mode et du marché, ces écrivains négligés et « saboteurs » qui cultivent la banalité et la vulgarité, sont souvent à certains moments les plus lus. C'est bien connu : les frontières entre la vraie et la fausse littérature, entre le roman, la nouvelle et le simple témoignage, dans un présent chaotique comme tous les présents, ne sont pas toujours délimitées avec précision.

Chaque jour, comme dans le mythe d'Osiris, les auteurs cubains recueillent les fragments dispersés d'un pays fragmenté et à la dérive, d'un pays qui souffre. Ils les réunissent dans des pages qui tentent de recomposer l'île dans son entier car, où que nous soyons, nous en portons tous le poids. Ces pages, aux côtés des musiques et des tableaux, seront en fin de compte notre particularité, le meilleur de ce qui restera de nous. Peut-être les seules choses à perdurer. Le vrai mystère. Au moins c'est cette grâce que les dieux ont voulu nous donner en compensation.

Notes

1 En français dans le texte (NDLT).

2 Paru d'abord en français en 1936, puis à Cuba en 1940 sous le titre

Notes biographiques sur la littérature cubaine du XX^e siècle*

Alberto, Eliseo (Eliseo Diego Alberto, 1951, La Havane-). Fils du poète Eliseo Diego. Journaliste, scénariste, écrivain, poète. Depuis la moitié des années 1990, installé au Mexique. Roman : *La fogata roja* (1985), *Caracol Beach* (1998). Témoignage/essai : *Informe sobre mi mismo* (1997). Poésie : *Importará el trueno* (1975), *Las cosas que yo amo* (1977), *Un instante en cada cosa* (1980).

Arango, Arturo (1955, Manzanillo-). Journaliste, critique littéraire et écrivain. Chef de rédaction de la revue *Casa de las Américas*, puis actuellement de *La Gaceta de Cuba*. Anthologie de la littérature cubaine en cours. Essai : *Reincidencias* (1990) ; nouvelles : *La Vida es una semana* (1990), *La Habana elegante* (1997), *Quiéres vivir otra vez?* (1997) ; roman : *Una lección de anatomía* (1998).

Arenal, Humberto (1926, La Havane-). Journaliste, romancier, dramaturge et metteur en scène. A vécu au Canada, Mexique, États-Unis, voyages en Europe. Romans : *El sol a plomo* (1958), *Los animales sagrados* (1967), *Quién mató a Ivan Ivanovitch?* (1995) *A Tarzán con seducción y engaño* (1997?). Nouvelles : *La vuelta en redondo* (1962), *El tiempo ha descendido* (1964), *Del agua mansa* (1982), *En el centro del blanco* (1989). Théâtre : *El caballero Charles* (1983).

Arenas, Reynaldo (1943, Holguin-1990, New York). De milieu paysan modeste il rejoint la guérilla à 15 ans. D'abord primé pour son premier roman *Celestin antes del alba* (plus tard paru en France sous le titre *Le Puits*) il est critiqué en 1968 pour le second, *Le monde hallucinant*, qui sera publié à Paris. Homosexuel et anti-conformiste, emprisonné après une tentative d'évasion du pays, il vit aux États-Unis à partir de 1980. Atteint du sida en 1987, fait preuve d'une intense activité littéraire jusqu'à son suicide qui intervient après son autobiographie *Antes que anochezca* et sa nouvelle *Adios a Mama* (à partir de premiers écrits). Romans : *Otra vez el mar*, *Arturo la estrella más brillante*, *La loma del Angel*, *El portero*, *Viaje a la Habana*, *El color del verano* ; recueils de poésie et essais.

Arrufat, Antón (1935, Santiago-). Réside aux États-Unis de 1957 à 1959. Rédacteur en chef de la revue *Casa de las Américas* de 1960 à 1965. Poète, conteur et dramaturge. Nouvelles : *Mi antagonista y otras observaciones* (1963), *La caja está cerrada* (1985) *Ejercicios para hacer de la esterilidad virtud* (1997). Théâtre : *Zona cero* (1959), *Todos los domingos* (1965), *Los siete contra Tebas* (1968),

* Auteurs cités dans le texte (sauf un), élaborées par Maryse Roux et Julián Garavito, avec la collaboration de Andrés Escobar et de l'Institut cubain de littérature et de linguistique de La Havane, consulté pour les jeunes auteurs. Il ne s'agit donc en rien d'une recension exhaustive. Ces indications permettent de mieux situer la richesse de la littérature cubaine récente, qui ne dément pas la gloire des aînés mieux connus du public européen.

- La tierra permanente* (1987). Essai/témoignage : *Virgilio Piñera : entre él y yo* (1995?).
- Benítez Rojo, Antonio (1931, La Havane-). Etudes de commerce et statistiques à La Havane et Washington. Directeur du département de statistiques du ministère du Travail et directeur de la Maison du Théâtre du Conseil national de la culture. Demande l'asile politique en Europe en 1980, puis réside aux États-Unis, enseignant. Nouvelles : *Tute de reyes*, Prix Casa de las Américas 1967, *El escudo de hojas secas*, Prix Uneac 1969, *Los inquilinos* (1976), *Heroica* (1977), *El mar de las lentejas* (1979).
- Botí, Regino (Guantanamo, 1878 -1958). Etudes à Barcelone. Docteur en droit (1917), en philosophie et lettres (1942). Enseignant, puis notaire, journaliste. Compilateur de chants populaires cubains *La lisa cubana* (1919). Recueil de poésies : *Arabescos mentales* (1913), *El mar y la montañana* (1921), *La torre del silencio* (1926), *Kodak ensueño* (1929), *Kindergarten* (1930).
- Bobes, Marilyn (1958, La Havane-). Journaliste, poète et nouvelliste. Actuellement éditrice de la revue *Unión* (de l'UNEAC). Œuvre poétique : *La Aguja en el pajar* (1979), *Hallar el modo* (1989), *Revisitaciones y homenajes* (1998). Nouvelle : *Alguién tiene que llorar* (1995).
- Cabrera, Lydia (1900, New York-1991, Miami). Écrit depuis 1913. Initiée au folklore afro-cubain par Fernando Ortiz. Retourne aux États-Unis en 1960. Œuvre la plus connue après *Cuentos Negros*, *El monte* (1958), *Anagó, vocabulario lucumí* (1957), *La sociedad secreta Abkuá* (1959), *Ayapá* (1971), *Cuentos para adultos, niños y retrasados mentales* (1983).
- Cabrera Infante, Guillermo (1921, Jibara-). Journaliste, critique de cinéma, fonde la cinémathèque en 1951, dirige *Lunes de Revolución* de 1959 à 1961. Attaché culturel en Belgique en 1962, s'exile à Londres en 1965. Parmi son œuvre : les nouvelles telles *Así en la paz como en la guerra* (1960), *Vista del amanecer en el trópico* (1974) et les romans : *Tres tristes tigres* (1964), *La Habana para un infante difunto* (1979) ; essai : *Arcadia todas las noches* (1978).
- Cardoso, Onelio Jorge (1914, Las Villas-1986, La Havane). Bachelier puis autodidacte ; instituteur, marchand ambulant, photographe, représentant. Journaliste à *Radio 1010* du Parti socialiste populaire. Nouvelles : *Taíta, diga Ud como* (1945, Prix Hernández Cata), *El cuentero* (1958), *Cuentos completos* (1962), *El hilo y la cuerda* (1974), *La cabeza en la almohada* (1983). Reportage : *Gente de pueblo* (1962).
- Carpentier, Alejo (1904, La Havane-1980, Paris). De père français et de mère russe. Exilé en France sous la dictature de Machado, et au Venezuela sous celle de Batista. Carrière de journalisme écrit et à la radio (programmes de musique), diplomatique après 1959 (en France). Ses romans sont une interprétation littéraire de l'histoire latino-américaine, « une chronique du réel merveilleux » (théorie exposée dans *El reino de este mundo*, 1949). Ensemble de l'œuvre publiée en

français chez Gallimard : *Los pasos perdidos*, *El Siglo de las Luces*, *Concierto barroco*, *El recurso del método*, *La consagración de la primavera*, *El arpa y la sombra* ; y compris son premier récit *Ecue Yamba O* paru en 1933 et ses essais : *La musica en Cuba*, et *Ese musico que llevo adentro*.

Casey, Calvert (1924, Baltimore-1969, Rome). Enfance et études à Cuba. Voyages. Traducteur à l'ONU. Journaliste à Cuba (*Ciclón*, *Lunes de Revolución*, *La Gaceta de Cuba*). Exilé ; se suicide en Italie. Nouvelles : *El regreso y otros relatos* (1962), *Notas de un simulador* (1967) ; essai : *Memorias de una isla* (1964).

Castellanos, Jesús (1879, La Havane-1912). Etudes de lettres et droit, plus tard de dessin et architecture. Journaliste. Voyages en France, États-Unis. Romans : *La conjura* (1909), *La manigua sentimental* (1910).

Chaviano, Daina (1957, La Havane-). Auteur de science fiction. Réside depuis 1991 aux États-Unis où elle travaille à l'édition en espagnol de la revue *Newsweek*. Nouvelles : *Los mundos que amo* (1980), *Amoroso planeta* (1983), *Historias de hadas para adultos* (1986), *Fábulas de una abuela extraterrestre* (1988), *El abrevadero de los dinosaurios* (1990) ; poésie : *Confesiones eróticas y otros hechizos* (1994), Roman : *El hombre, el hambre y la hembra* (1998).

de Carrión, Miguel (La Havane, 1875-1929). Enseignant, médecin, journaliste. Parmi l'œuvre romanesque : *Las honradas* (1917) *Las impuras* (1919), *La esfinge*.

Díaz, Jesús (1941, La Havane-). Guérilla dans la Sierra Maestra. Études de philosophie. Enseignant, écrivain, cinéaste. Directeur de *Pensamiento Crítico* et de *El Caiman Barbudo*. En Europe depuis quelques années, Espagne depuis 1996. Nouvelles : *Los años duros* (1966), *Canto de amor y de guerra* (1978) ; témoignage : *De la patria y el exilio* (1979) ; romans : *Las iniciales de la tierra* (1987), *Palabras perdidas* (1995), *La Piel y la máscara* (1996) ; films : *55 hermanos* (1978), *En tierra de Sandino* (1981), *Polvo rojo* (1981), *Lejanía* (1985).

Díaz Mantilla, Daniel (1970, La Havane-). Poète, nouvelliste et critique. Nouvelles : *En el estero*, *Las palmeras domésticas* (1996). Romans : *En trance* (1998), inédits : *Diez y siete animales y una mujer*, *Surrealandia*, *Anorgasmia*.

Fuentes, Norberto (1943, La Havane-). Journaliste et écrivain. Nouvelles : *Condenados del condado* (1968, Prix Casa de las Américas). Témoignage/essai : *Hemingway en Cuba* (1984), *Nos impusieron la violencia* (19786). Réside hors de Cuba depuis quelques années.

Gonzalez, Reynaldo. (Ciego de Avila, 1940-). Directeur actuel de la cinémathèque. Collaborateur des principales revues culturelles du pays. Mention *Casa de las Américas* en 1968 avec *Siempre la muerte su paso breve*, puis *Miel sobre hojuelas*, *La fiesta de los tiburones*, *Contradanzas y latigazos*, et *Cuba, una assinatura pendiente*.

Guillén, Nicolas (1902, Camaguey-1989, La Havane). Mulâtre d'origine modeste, typographe. Poète considéré d'abord comme « négriste », ses vers martelés ont

- la sonorité de l'Afrique (*Motivos de Son*, 1930, *Sóngoro Cosongo*, 1931). Il s'affirme rapidement comme engagé par une poésie de combat anti-impérialiste (*West Indies Ltd*, 1934, *Cantos para soldados y sones para turistas*, 1937) et pro latino-américaine (*El son entero*, 1947). En exil à Paris sous la dictature de Batista (*Elegias antillanas* et *La Paloma de vuelo popular*). La révolution le déclare Poète national, il devient le président de l'UNEAC. Il célèbre les temps nouveaux dans *Tengo*, *El grán zoo*, *La rueda dentada*, *Problemas del subdesarrollo*. Publie ses mémoires en 1982, *Páginas vueltas*.
- Hernandez Cata, Alfonso (1885, Espagne-1940, accident d'avion). Enfance à Santiago jusqu'à 14 ans, fin d'études en Espagne, retour à Cuba en 1905. Lecteur dans une manufacture de tabac. Carrière consulaire à partir de 1909. Parmi les nouvelles : *Cuentos pasionales* (1907), *Novela erótica* (1909), *Pelayo Gonzalez* (1909), *La juventud de Aurelio Zaldivar* (1911) ; théâtre lyrique, texte de *Martierra* (musique de Jacinto Guerrero).
- Heras León, Eduardo (1940, La Havane-). Six ans dans les FAR. Journaliste. Nouvelles : *La guerra tuvo seis nombres* (1968, Prix David), *Los pasos en la hierba* (1970), *Acero* (1977), *A fuego limpio* (1980).
- de Jesus, Pedro (Pedro de Jesús López Acosta, 1979, Fomento-). Œuvre connue : *Maneras de hablar* (199?), *Cuentos Frígidos* (199?).
- Labrador Ruiz, Enrique (1902, Sagua la Grande-1991, Miami). Autodidacte, journaliste, critique. Quitte Cuba en 1973 pour le Venezuela, et Miami depuis 1976. La trilogie « gazéiforme » est l'œuvre la plus connue : *El laberinto de sí mismo* (1933), *Cresival* (1936), *Anteo* (1940) ; autres romans : *La sangre hambrienta* (1950), *Cartas a la carte* (1991). Nouvelles : *Carne de químera (novelines neblinosos)*, 1947), *Trailer de sueños* (1949), *El gallo en el espejo* (1953), *Cuentos* (1970). Essais : *Manera de vivir* (1941), *Cenizas de conversación* (1975).
- Lezama Lima, José (La Havane, 1910-1976). Influence décisive de sa mère, veuve, sur le destin littéraire de cet enfant asthmatique. Il fondera plusieurs revues (*Verbum*, *Espuela de Plata* et surtout *Orígenes*, regroupant plasticiens et écrivains prestigieux entre 1944 et 1956) à la recherche d'images nouvelles, sorte « d'ateliers renaissants », où se trouve défendue la cubanité, avec un mode d'expression baroque dans son œuvre qui marque son époque et les générations actuelles. Son roman *Paradiso* en 1966 ne passe pas inaperçu de la critique internationale. Sa poésie (*Muerte de Narciso*, 1937, *Enemigo Rumor*, 1941, *Aventuras sigilosas*, 1945, *Dador*, 1960) qui s'accompagne de la réflexion sur celle-ci dans ses essais (*Anacleto del reloj*, 1953, *La cantidad hechizada*, 1970) est ignorée pendant quinze ans environ à partir des années 1970.
- Loveira, Carlos (1881, Las Villas-1928). Origine modeste, orphelin jeune, va à New York travailler chez les patrons de sa mère. À seize prend part à la guerre d'indépendance à Camagüey ; interprète pendant l'occupation des États-Unis ; cheminot en Amérique centrale, syndicaliste et journaliste, collaborateur au Yucatán

de Venustiano Carranza. De 1921 à 1926, collaborateur de l'Organisation internationale du travail. Romans : *Los inmoraes* (1919), *Generales y doctores* (1922), *Las ciegas* (1922), *La última lección* (1924), *Juan Criollo* (1927).

Llanna, María Elena (1936, La Havane-). Longtemps journaliste à l'agence de presse *Prensa Latina*. Auteur des nouvelles : *La reja* (1965), *Casa del Vedado* (1983).

Méjides, Miguel (1950-) Enseignant et écrivain. Voyages en Afrique et Europe de l'Est. Nouvelles : *Tiempo de hombre* (1977, Prix David), *El jardín de las flores silvestres* (1982, Prix UNEAC), *Rumba Palace* (1995); roman : *La habitación terrestre* (1989).

Menéndez, Ronaldo Plasencia (1970, La Havane-). Poète, essayiste. Co-auteur avec Ricardo Arrieta (1967) du recueil de contes *Alguién se va lamiendo todo* (1990, Prix David, publié en 1997); *El derecho al pataleo de los ahorcados* (1998). Travaille à l'institution culturelle *Casa de las Américas*.

Montenegro, Carlos (1900-?). Né en Galice de parents cubains. Marin, mineur, ouvrier en Argentine, au Mexique et aux États-Unis. Suite à un meurtre à 19 ans à La Havane, il commence à écrire en prison; il reçoit un prix littéraire et est gracié. Journaliste en Espagne pendant la guerre civile. Quitte Cuba en 1959. Œuvre : *El renuevo* (1929), *Dos barcos* (1934), *Hombres sin mujer* (1938), *Los heræes* (1941)

Montero, Mayra (1952, La Havane-). Vit depuis son enfance à Porto Rico. Intérêt pour les religions afrocaribéennes. Recueil de contes : *Veinte tres y una tortuga* (1981). Romans : *La trenza de la hermosa luna* (1987), *La última noche que pasé contigo* (1991), *Del rojo su sombra* (1992), *Tú, la oscuridad* (1995), *Como un mensajero tuyo* (1998).

Novas Calvo, Lino (1905, Galice-1983, États-Unis). Arrivé à sept ans à Cuba. Journaliste. Participe, côté républicain, à la guerre civile espagnole. Professeur de français et traducteur. Part aux États-Unis en 1960. Romans : *El negrero* (1933), *Un experimento en el barrio chino* (1936), *En los traspatios* (1946); nouvelles : *La luna nona y otros cuentos* (1942), *No sé quién soy* (1945), *Cayo Canas* (1946), *Maneras de contar* (1970), *Ocho narraciones policiacas* (1996).

Padilla, Humberto (1932, Pinar del Rio-). Enseignant aux États-Unis. Journaliste à Cuba (*Lunes de Revolución*, *El Caïman Barbudo*, *Juventud Rebelde*), sa critique de *Pasión de Urbino* de Lisandro Otero, et son éloge de *Tres tristes tigres* de Cabrera Infante, deviennent l'objet de polémiques au delà des frontières en 1968. Prix de poésie *Casa de las Américas* en 1968 (*Fuera de juego*); en 1971, une controverse avec Cabrera prend des proportions internationales, il compare devant l'UNEAC, intervention publiée dans la revue *Casa*. Traducteur. Aux États-Unis depuis 1980. Roman : *En mi jardín pastan los heræes* (1981); mémoires : *La mala memoria* (1989).

Paz, Senel (1950, Fomento-). Journaliste, professeur, scénariste. Nouvelles : *El niño aquel* (1980), *El hombre, el lobo y el bosque* (Prix Radio France internationale, plu-

- seurs adaptations théâtrales et une au cinéma : *Fresa y chocolate*). Roman : *Un rey en el jardín* (1990). Travaille à l'ICAIC, participe à divers scénarios de films, et réalise celui de *Fresa y Chocolate*.
- Perdomo, Michel (1969, La Havane). *Los amantes de Konarak* (1997), *En el borde* (199?).
- Pérez, Jorge Angel (1961, Vueltas-). Editeur à la *Editora Abril*. Œuvre connue : *Relaciones de Osaida* (1989?), *Paisajes y leyendas* (1991?) *Hamartia* (1994?), *Lapsus Calami* (1996).
- Piñera, Virgilio (1912, Cardenas-1979, La Havane). Etudes de philosophie et lettres. Membre du groupe *Orígenes*. Directeur des éditions R. Poète, conteur, dramaturge, critique, journaliste. Passe 14 ans en Argentine dans les années 1940/1950. Retour au pays avec la révolution. Poésie : *Las furias* (1941), *La isla en peso* (1943), *La vida entera* (1969) ; romans : *La carne de René* (1952), *Pequeñas maniobras* (1963), *Pasiones y diamantes* (1967) ; nouvelles : *Cuentos fríos* (1959) ; théâtre : *Electra Garrigó* (1941) *Aire frío* (1959), *Teatro completo* (1960), *Dos viejos pánicos* (1968, Prix *Casa de las Américas*). C'est ensuite un « oublié » de l'édition, 8 textes non publiés à sa mort.
- Portela, Ena Lucia (1972, La Havane-). Editrice de la revue *Unión*, de l'UNEAC. Roman : *Pájaro : pincel y tinta* (1999) ; nouvelle : *Una extraña entre las piedras* (1999).
- Poveda, José Manuel (1888, Santiago-1926, Manzanillo). Journaliste. Juge à Manzanillo. Œuvre : *Versos precursores* (1917).
- Prieto Gonzalez, José Manuel (1962, La Havane-). Nouvelle : *Nunca antes había visto el rojo* (1996) ; roman : *Enciclopedia de una vida en Rusia* (1998).
- Sanchez José Miguel (Yoss) (1969, La Havane-). Nouvelles : *W* (1997), *Timshel* (199?).
- Santana, Ernesto (1958, Puerto Padre-). Nouvelles : *Nudos en el pañuelo* (1993), *Bestiario pánico* (1996).
- Soler, Rafael (1945, Santiago-1975, accident). Fils du romancier José Soler Puig. Une seule œuvre publiée : *Noche de fósforo* (1974).
- Vieta, Ezequiel (La Havane, 1922-1995). Professeur d'université (États-Unis et Cuba). Directeur du *Grupo de teatro experimental* de Santiago de Cuba. Journaliste, essayiste, conteur, dramaturge. Nouvelles : *Aquelarre* (1954), *Libro de los epilogos* (1963), *Swift, la lata de manteca* (1980), *Baracutey* (1984) ; romans : *Pailock el prestidigitador* (1966), *Vivir en candonga* (1966) ; théâtre : *Los permanentes*, *Sin palabras*, *En Compañía*, (Teatro, 1966). Essai : *El mundo subterráneo de Fiodor Dostoievski* (1952). Récit : *Mi llamada es* (1982).

RÉSUMÉ - RESUMEN

Dans cette conférence donnée en espagnol, Abilio Estévez souligne la difficulté à faire un panorama de la création littéraire à Cuba aujourd'hui, particulièrement féconde, vu la faible diffusion des écrits, même concernant le genre de la nouvelle. Cette difficulté s'est retrouvée à d'autres moments de la période révolutionnaire. Cependant les jeunes auteurs s'inscrivent dans la longue tradition des lettres cubaines, dont un aperçu nous est donné en contrepoint. La traductrice y a ajouté une brève présentation des auteurs cités.

En esta conferencia pronunciada en español, Abilio Estévez hace resaltar la dificultad de presentar la creación de las letras en Cuba hoy día, particularmente fecunda, dada la débil difusión de la cosa escrita, aun relativa a la novela. Esta dificultad existió a otros momentos del periodo revolucionario. Sin embargo los jóvenes cuentistas se integran dentro la larga tradición de las letras cubanas, que esta presentada en contrapunteo. La traductora ha anadido una breve resena de los autores citados.

ÉTUDES

LAURENT FARET
ANA MARIA DIAZ

LES TRANSFORMATIONS DE LA MIGRATION INTERNATIONALE AU MEXIQUE : CONDITIONS DE CRISE ET LOGIQUES TERRITORIALES DANS LES ANNÉES 1990

LAURENT FARET*

AU MOMENT où l'histoire des flux de migration économique entre le Mexique et les États-Unis devient centenaire, l'image du migrant mexicain en route pour les grandes métropoles du Nord a gardé toute son actualité. En passe de devenir l'archétype du migrant international, le migrant mexicain est entré depuis longtemps dans le fonds commun des images que véhicule le Mexique dans sa relation complexe avec son voisin du nord. Cela étant, la relation migratoire entre les deux pays n'est pas un processus linéaire et figé : des modifications récentes des logiques de migration invitent à s'interroger sur le contexte de la mise en mouvement des populations mexicaines, de même que sur le poids de l'option migratoire parmi d'autres possibilités de dépassement des situations locales de crise.

Historiquement, la migration aux États-Unis s'est développée comme une migration saisonnière, limitée à quelques mois dans l'année, essentiellement orientée vers les campagnes et l'emploi dans l'agriculture (situation illustrée par le modèle de la migration sous contrat du programme *bracero*). À partir des années 1970, et plus encore au cours de la dernière décennie, la transformation des modèles migratoires a complexifié le schéma général développé

* SEDET - Université Paris 7

antérieurement. L'installation durable aux États-Unis d'une part importante des migrants, l'élargissement des expériences migratoires à d'autres catégories sociales, l'urbanisation et la diffusion spatiale du phénomène ont conjointement contribué à reformuler les logiques de la mobilité.

Au Mexique, la crise économique des années 1980 a entraîné une détérioration générale des perspectives d'emploi et des niveaux de vie. Avec le maintien de la demande pour une main d'œuvre faiblement qualifiée aux États-Unis, on a assisté à un renforcement de ce qu'il est convenu d'appeler la complémentarité du marché du travail entre les deux pays. L'accroissement du différentiel dans la rémunération du travail (notamment à la suite des dévaluations successives de la monnaie mexicaine) et les incertitudes suscitées par la fragilisation des situations familiales ont permis au modèle de la migration internationale de se répandre rapidement. L'éventail des catégories sociales concernées par la migration s'est élargi, notamment par la mise en mouvement de personnes qualifiées délaissant leur secteur de compétence et par l'augmentation de la migration féminine (non limitée aux mouvements issus du regroupement familial mais constituant un vrai flux de travail). C'est aussi spatialement que s'est observée la diffusion des pratiques de migration, depuis le milieu rural vers les centres urbains de toutes tailles et depuis les régions traditionnelles vers de nouvelles portions du territoire mexicain. En cela, c'est un certain modèle social de réussite qui s'est diffusé : dans un contexte de rétrécissement des opportunités locales, l'image traditionnellement dépréciée du migrant international s'est peu à peu inversée au vu du nouveau statut auquel il a accédé dans son lieu d'origine.

Avec un peu plus de deux millions de foyers concernés au début des années 1990, la question des effets et de l'évolution du flux migratoire vers le voisin du nord se pose de façon insistante à l'échelle du pays dans son ensemble. Marquée par de nettes variations régionales, l'ampleur du fait migratoire est localement beaucoup plus importante encore. Dans la région d'émigration dite « traditionnelle », près d'un foyer sur quatre (23,2%) est impliqué directement dans le phénomène¹. Dans certaines régions du Mexique, il n'est pas possible de discuter en profondeur les formes du développement régional sans prendre en compte les impacts du fait migratoire. Parfois qualifiée « d'invisible » - parce que c'est avant tout de l'absence que l'on parle - la migration est une réalité sociale de premier ordre dans le contexte local et régional des groupes sociaux et des espaces sur lesquels ils vivent. En nous intéressant aux différentes formes de distribution et de propagation spatiale des logiques migratoires, nous visons précisément ici à caractériser les transformations majeures d'un processus dont l'ampleur et les conséquences font un élément de tout premier plan dans les évolutions du Mexique contemporain.

UNE GÉOGRAPHIE DE L'ÉMIGRATION MEXICAINE : PERMANENCE ET RECOMPOSITION

Derrière les disparités régionales, la variété des contextes locaux, les antagonismes apparents des pratiques rurales et urbaines, ce sont le sens et l'importance de la migration internationale pour le pays de départ qui peuvent être analysés. La longue tradition migratoire a produit des logiques socioculturelles significatives en certains lieux. Avec le temps, des pratiques migratoires sont localement devenues traditionnelles, et l'environnement social qui les supporte est le meilleur garant de leur maintien, même lorsque les conditions du déclenchement de la migration ne sont plus réunies. Dans d'autres lieux, c'est au contraire dans la situation économique récente qu'il faut chercher une explication à l'essor de pratiques migratoires jusqu'alors marginales ou inexistantes.

Dans ces conditions, la question des disparités spatiales du phénomène migratoire est importante et l'observation multiscalaire des logiques de mobilité présente un double intérêt. En s'intéressant aux distinctions inter et intrarégionales, elle contribue à une analyse comparée des causes et des modalités du processus d'émigration dans différents contextes locaux. Au-delà, elle fournit un éclairage contrasté des conséquences diachroniques de ce processus dans le pays de départ : à des situations avérées de dépendance envers la logique migratoire - que l'on peut lire comme le paroxysme d'un rapport à la mobilité, entamé depuis plusieurs générations - s'opposent des situations d'entrée récente dans le phénomène migratoire, ce qui se traduit par d'autres types d'influence locale et régionale.

Une région traditionnelle et des transformations récentes

Historiquement, la distribution du phénomène migratoire est marquée au Mexique par une concentration prononcée des départs au sein d'une grande région centre-ouest, alors que toute la partie sud du pays n'est que marginalement concernée. Aujourd'hui comme hier, les États du centre-ouest² fournissent le plus gros contingent de migrants internationaux : en 1993, près d'un migrant sur trois est originaire des États de Guanajuato, du Michoacán ou du Jalisco³. Les États de l'*altiplano* du centre-nord fournissent la seconde part la plus importante de migrants (les cinq États de Chihuahua, Zacatecas, Coahuila, Durango et San Luis Potosí représentent la même part du flux (près de 32 %).

Cette distribution en parts relatives du flux total donne une indication de l'origine des migrants. Toutefois, l'importance du fait migratoire ne peut réellement s'apprécier qu'en tenant compte de son poids relatif dans les lieux qu'il affecte. La figure n°1 indique l'importance régionale du fait migratoire en présentant le rapport entre la part de migrants internationaux et la population

totale de chaque État. Si la géographie du phénomène n'est pas profondément transformée, l'association de la migration internationale comme une image traditionnelle et quelque peu exclusive de l'Ouest mexicain (si fréquente dans la littérature, et de façon plus générale encore dans l'opinion) est partiellement remise en cause. C'est tout autant à Zacatecas et au Durango qu'au

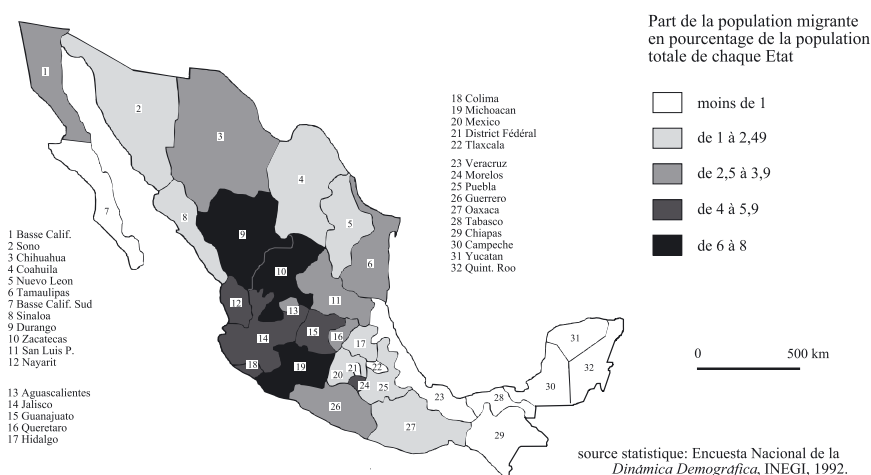


FIGURE 1 - Provenance des migrants mexicains par État en 1992

Michoacán, et plus qu'au Jalisco par exemple, que le mouvement vers le pays voisin revêt une importance de tout premier ordre⁴.

À cette échelle, la distribution générale du phénomène ne correspond pas, même de loin, à une géographie des zones de plus faible développement du pays, ne laissant pas de place à l'hypothèse d'une relation unicausale pauvreté - émigration. On ne peut pas plus retenir à ce stade le paramètre du faible niveau d'intégration au territoire national des régions d'expulsion, bien au contraire. Comme nombre d'études de cas l'ont montré à des échelles locales, les facteurs explicatifs de cette distribution inégale du fait migratoire au Mexique sont avant tout à chercher dans les composantes de l'histoire régionale. Le facteur géographique de la distance, s'il ne doit pas être écarté, ne peut être considéré comme un élément central : de même qu'aux États-Unis les lieux atteints ne sont pas forcément les plus proches de la frontière (l'exemple le plus notable étant celui de Chicago), les régions directement au sud de la frontière ne sont pas celles qui sont - ni furent - les plus intensément concernées.

En fait, si le facteur distance n'est pas à évacuer sans y prêter attention, c'est parce qu'à l'intérieur du territoire mexicain, l'organisation de l'espace en régions polarisées conduit à prendre en compte la position de chaque lieu dans un ensemble. De manière générale, les régions centre et sud du pays n'ont

pas historiquement participé en masse à la migration internationale. À la distance avec les États-Unis, il faut rajouter la dimension attractive du centre de la république et surtout de la région urbaine de Mexico, canalisant une bonne part des migrations rurales-urbaines depuis les années 1940, et jouant le rôle d'une certaine « barrière » sur la route vers le Nord. De la même manière, mais à une autre échelle, le rôle de pôle économique majeur dans la partie nord du pays joué par Monterrey peut expliquer en partie que des régions à faible ou moyenne distance de la frontière (Nuevo León, Tamaulipas, nord de Veracruz) n'aient pas été concernées comme on aurait pu le penser. Pour les années 1970 et 1980, le développement des activités pétrolières du Golfe a pu aussi jouer dans le même sens.

Dans le centre-ouest du pays, aucun « obstacle » majeur n'existe en revanche entre cette région traditionnellement peuplée (21 % de la population totale en 1930, 17,2 en 1990, pour seulement 9,2 % de la superficie nationale) et le sud-ouest des États-Unis (si l'on excepte le rôle polarisant de la région frontalière, mais celui-ci est récent en comparaison et surtout résulte en grande partie des flux vers les États-Unis). Que dire alors du rôle de polarisation régionale de Guadalajara ? Sans doute que le développement progressif du deuxième centre urbain du Mexique, essentiellement basé sur la petite industrie, les services et le commerce, est surtout dû à une attraction régionale forte mais s'étendant sur un espace limité, à la différence de Monterrey et Mexico, dont les aires d'attraction sont plus vastes (Bataillon, 1988, p. 274). De plus, le rythme de sa croissante démographique, l'un des plus élevés des grandes villes du pays à partir de 1940⁵, montre que ses capacités d'absorption ont été utilisées à plein, et sans doute au-delà, dans un contexte régional marqué par la forte mobilité des travailleurs (Winnie, 1984).

À partir de cette situation contrastée, l'élément le plus marquant d'un point de vue dynamique est la dispersion progressive du fait migratoire international à l'intérieur du territoire mexicain (figure n° 2). Alors que trois États concentraient au début du siècle la grande majorité des migrants, au début des années 1990 l'importance relative dans chaque État du fait migratoire international est supérieure à la moyenne nationale dans 16 entités. Sans signifier un quelconque fléchissement du processus dans les régions traditionnelles de départ, la participation au flux internationaux de secteurs du pays jusqu'alors dépourvus d'une longue tradition migratoire (et de l'organisation sociale spécifique que cette caractéristique sous-entend : réseaux d'entraide, « niches » aux États-Unis, savoir-faire spécifique, etc.) est allée en augmentant rapidement au cours de la dernière décennie (Cornelius, 1990 et 1994 ; Escobar, 1995). Il est particulièrement significatif de noter que cette dynamique spatiale est concomitante de la diversification des composantes sociales des flux migratoires (augmentation de la part des femmes dans les flux, élargissement de la structure socioprofessionnelle

des migrants, réunification des familles aux États-Unis, etc.), et qu'elle peut à plus d'un titre en être vue comme une composante (Corona, 1993). Il importe de voir ici quelles sont les modalités de ces modifications spatiales et dans quel environnement elles sont survenues depuis le début des années 1980.

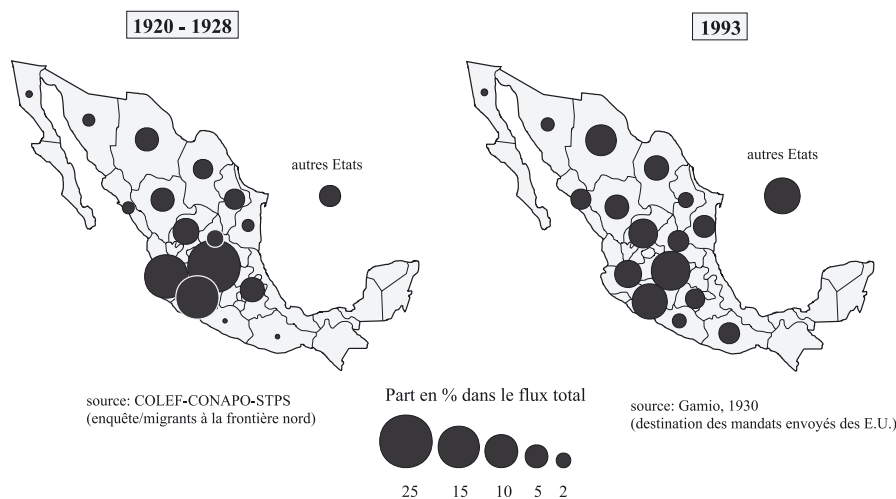


FIGURE 2 - Évolution de la provenance des migrants mexicains 1920-1993

Des évolutions liées aux logiques du développement régional au Mexique

Dans le contexte de globalisation de l'économie et de hiérarchisation des systèmes de production à l'échelle mondiale, l'ouverture de l'économie mexicaine à partir du début des années 1980 (réduction des barrières douanières, ouverture aux capitaux étrangers, reconsidération des formes et de l'orientation des marchés de production interne, etc.) a affecté de façon profonde et variée l'ensemble du territoire. Le processus en cours de modernisation des activités de production, aussi bien agricoles qu'industrielles, place le pays dans une phase de forts ajustements dont toutes les conséquences ne sont pas encore mesurées. Dans ce contexte, une constante significative de l'évolution actuelle est qu'il en soit la mise en relation de plus en plus intense de l'ensemble des points du territoire avec l'extérieur, et en premier lieu les États-Unis. À l'intensification et la propagation spatiale des échanges commerciaux, on doit ajouter la diffusion rapide au Mexique d'un modèle culturel de type urbain, issu de la consommation de masse et véhiculé par l'ensemble des médias, basée sur une rhétorique fortement marquée par des archétypes nord-américains (sur cet aspect, cf. par exemple Bonfil, 1995). En parallèle de ce processus de pénétration de logiques économiques et culturelles - sur lequel nous allons revenir -

se greffe les logiques récentes du développement régional et de l'organisation du territoire mexicain qu'il convient de signaler.

Dans la seconde partie de la décennie 1980 et plus encore depuis 1990, la mutation des pôles d'attraction et par là des flux de migration interne ont transformé la logique territoriale. Le pays est entré dans une nouvelle phase de la « transition de la mobilité » (selon l'expression de W. Zelinsky) signalée dès avant le recensement de 1980, à même de redistribuer de façon significative la population aux échelles régionale et nationale. Fait marquant dans ce processus, le déplacement d'une main d'œuvre importante, généralement peu qualifiée et se déplaçant seule ou avec la famille vers les grands centres urbains du pays - et en premier lieu la zone urbaine de Mexico - s'est progressivement tassé devant les difficultés rencontrées par les nouveaux arrivants dans ces lieux (en termes d'emploi, de logement, d'accès aux services, d'insécurité et de contraintes diverses liées au milieu urbain des métropoles). Les déplacements régionaux à destination des villes moyennes, dans le même temps, se sont développés au fur et à mesure que les villes de taille comprise entre 100 000 et 1 million d'habitants (au nombre de 56 sur l'ensemble du territoire en 1990) se convertissaient en nouveaux pôles de la croissance économique nationale.⁶

À l'échelle régionale, la dynamique de population dépend de deux autres éléments : d'une part, l'essoufflement, depuis le début des années 1980, des pôles d'attraction du Golfe, dont le développement a été fortement lié à l'activité pétrolière (par exemple les villes de mono-activité des États de Veracruz, Tabasco et Campeche comme Poza Rica, Coatzacoalcos ou Ciudad del Carmen) ; d'autre part, les effets pour les pôles touristiques côtiers des difficultés relatives du tourisme international dans le contexte actuel (la population de la péninsule du Yucatan mise en mouvement par le développement du cordon littoral du Quintana-Roo, par exemple, semble dépasser les réelles possibilités d'absorption offertes par celui-ci⁸).

Dans le même temps, la région frontalière du Nord a continué à être la zone la plus attractive à l'échelle nationale sur la décennie 1980-1990. Comme l'ont souligné la plupart des auteurs, le dynamisme de cette région, du moins dans sa phase récente, est un effet direct de la restructuration de l'économie mexicaine. Cependant, les tendances économiques et migratoires dans cette région laissent penser que l'attraction n'a pas le caractère de permanence connu précédemment par la région centrale autour de Mexico (Escobar, 1995). Les États frontaliers comptent néanmoins en 1990 pour 16,3 % de la population totale du pays et le niveau d'attraction des centres urbains y est parmi les plus importants à l'échelle nationale. De fait, ce sont surtout les municipes frontaliers qui ont enregistré la grande majorité de la croissance démographique de la région. Sous le double effet des migrations internes et des vagues de refoulement depuis les États-Unis des migrants sans-papiers, les huit principaux

municipes de la frontière ont connu entre 1980 et 1990 un taux de croissance annuel moyen de + 2,96 %, pour regrouper lors du dernier recensement 3,2 millions de personnes⁹. Dans des contextes différents le long de la frontière, marqués par des relations sud-nord variées mais de faibles connexions est-ouest, la logique spatiale du développement semble être avant tout bi-nationale plus que régionale au sens classique du terme, et l'intégration de cet espace frontalier est partielle (Revel-Mouroz, 1993 ; Alegría, 1992). Il est ainsi particulièrement difficile de situer l'attrait de la région frontalière sur le reste du pays entre des facteurs propres à son développement (notamment l'activité maquiladora) et d'autres liés à son rôle de relais sur le chemin des États-Unis. Quoi qu'il en soit, il est évident que les deux phénomènes (migration interne et internationale) jouent dans le même sens à l'échelle du pays, celui d'une forte mise en mouvement polarisée par les opportunités économiques du voisinage avec le puissant voisin du Nord.

De façon générale, ces logiques d'organisation du territoire font écho aux logiques de pénétration depuis l'extérieur et de renforcement des connexions avec les États-Unis. Dans le domaine productif, un exemple significatif de la pénétration du territoire mexicain par des formes d'activité jusqu'alors absentes est celui de l'activité *maquiladora*¹⁰. Limitée dans les années 1970 à la frange frontalière avec les États-Unis (essentiellement les villes jumelles directement reliées au marché du pays voisin), sa diffusion a été rapide et particulièrement nette au cours de la dernière décennie : elle s'est introduite d'autant plus facilement que dans de nombreux endroits elle répondait de façon opportune à une stagnation du marché de l'emploi dans le secteur industriel¹¹. S'étendant d'abord dans les régions du Nord, on trouve aujourd'hui des maquiladoras aussi bien à Guadalajara qu'à San Luis Potosí ou Querétaro, c'est-à-dire partout où l'amélioration du réseau routier permet une connexion efficace et sûre avec les États-Unis.

Dans ce cas comme dans celui de la pénétration culturelle, un élément important de la transformation des territoires et de leur rapport à l'extérieur a été le développement des réseaux de transport et de communication. Aujourd'hui, le réseau routier national, loin encore de couvrir de manière égale l'ensemble du pays, est particulièrement bien développé lorsqu'il s'agit de circuler en direction du nord, et l'ensemble des points du territoire se retrouvent ainsi mieux connectés avec les États-Unis. L'essor des techniques modernes de télécommunication est quant à lui spectaculaire, et n'est pas aussi contraint que les infrastructures de transport à des investissements lourds et forcément progressifs. Son développement spatial apparaît plus rapide et plus diffus.

La recomposition des dynamiques migratoires internes et les transformations du territoire telles que décrites jusqu'ici ont contribué chacune à leur mesure à la modification des flux vers les États-Unis. Dans la recherche de meilleures opportunités économiques à l'extérieur de leur région d'origine, de plus en

plus de personnes ont inclus les États-Unis dans l'éventail des lieux potentiels de destination. Un meilleur accès au pays voisin rendait plus facile cette option et, dans l'autre sens, facilitait la diffusion de certains modèles et la connaissance des expériences migratoires en vigueur dans d'autres régions du pays. Les distances paraissaient se raccourcir au moment où les pôles nationaux d'attraction des décennies antérieures perdaient beaucoup de leur dynamisme à l'intérieur du territoire. Surtout - et il convient de voir comment - ces transformations se produisaient dans le contexte particulier de la crise économique, dont les conséquences ont été ressenties par l'ensemble des foyers mexicains depuis 1982 et amplifiées à nouveau par la dévaluation de 1994¹². Sans entrer dans le détail des dimensions régionales et locales des effets de la crise, on peut ici souligner quelques éléments à même de rendre visibles les liens entre celles-ci et la diffusion des pratiques migratoires internationales.

L'attrait renouvelé de la migration internationale

W. Cornelius a relevé, à propos des flux à destination de la Californie, le fait significatif que plusieurs des « aires non-traditionnelles » d'envoi de migrants regroupent les États les plus défavorablement touchés par la crise des années 1980 (le District Fédéral, Morelos, Hidalgo, Guerrero et Puebla¹³) (Cornelius, 1990, p. 114). L'auteur établit une distinction entre les migrants de ces régions, fortement touchés par la détérioration de leur situation économique (véritables « réfugiés économiques » dont la migration participe d'une « stratégie de survie de l'unité domestique »), et les familles du cœur traditionnel de la migration, où le déplacement vers le Nord est avant tout une option économique visant à l'amélioration des conditions de vie. Il nous semble possible d'étendre aujourd'hui cette observation, faite à la fin des années 1980, à d'autres États tels que Oaxaca, Mexico, Queretaro et Veracruz par exemple, pour l'apparition de nouveaux courants migratoires depuis ces régions. À ce sujet, une observation intéressante et significative est celle de la « reprise » d'expériences migratoires antérieures au cours des dix dernières années. En certains lieux, les migrations saisonnières sous contrat du programme *Bracero* n'avaient pas été suivies de l'installation de courant migratoire, et la mobilité internationale avait été délaissée. Trente à quarante ans plus tard, les conditions locales et régionales amènent à réactiver les apprentissages de cette époque pour donner naissance à de nouvelles routes migratoires¹⁴.

Il nous semble qu'il n'a pas été suffisamment fait allusion, dans ces circonstances, à la portée et à l'image du modèle migratoire international dans le contexte des années 1980 et 1990. En termes absolus, les dévaluations successives du peso vis-à-vis du dollar (à partir de 1976, mais surtout en 1982 et 1994¹⁵) ont bien entendu fait resurgir d'autant l'intérêt d'une paie ou de

virements dans la seconde monnaie pour les personnes qui les reçoivent au Mexique. À lui seul, ce différentiel en constante augmentation peut expliquer la diffusion de l'attrait pour le marché du travail des États-Unis. Mais il faut aussi insister sur la transformation relative de la place des pratiques migratoires et de leur statut. Depuis longtemps, et presque par définition, la migration de travail a véhiculé l'image d'une certaine précarité, associée à différents facteurs : insuffisance des ressources locales qui poussent à partir ; difficultés rencontrées par le migrant pour s'insérer dans un environnement extérieur sur lequel il n'a pas de prise et dans lequel il est assigné à la plus petite place sur l'échelle sociale ; incertitude du chemin et de l'inconnu, etc.

La situation de précarité et d'incertitude face à l'avenir, engendrée de façon beaucoup plus systématique au Mexique par le rétrécissement du marché du travail et les privations multiples issues de la dégradation du pouvoir d'achat ont comparativement transformé l'image de la migration¹⁶. Alors même que la majorité des éléments « négatifs » associés au mouvement restent vrais dans le cas Mexique - États-Unis, le fait de soutenir une unité domestique grâce à la mobilité est apparu comme une stratégie viable et souvent profitable à court et moyen terme. Il est tout à fait significatif que ce processus se développe à un moment où l'intégration sur le marché de l'emploi aux États-Unis n'est pas aussi aisée qu'elle a pu l'être dans les années antérieures, et surtout où les difficultés pour accéder au territoire états-unien et y demeurer sans documents légaux se multiplient. La somme d'argent nécessaire pour recourir aux services d'un *coyote* (passeur), par exemple, est devenue comparativement plus importante au fur et à mesure de la dégradation des rapports pesos - dollar¹⁷. On sait pourtant que ce sont les migrants récents - dépourvus d'expérience ou de réseau migratoire établi tout autant que de possibilité de se procurer facilement une telle somme - qui ont le plus besoin de leurs services. La diffusion de la migration internationale dans ce contexte est à l'image de la dégradation de la situation économique des ménages mexicains : malgré les différents coûts d'un départ pour l'étranger (économiques mais aussi sociaux), la transformation des conditions locales de vie rend paradoxalement la migration plus attractive.

Nul doute que cette nouvelle valorisation tient beaucoup au rôle joué par les migrants internationaux (temporaires ou permanents) et à l'image qu'ils donnent d'eux-mêmes lorsqu'ils regagnent leurs communautés d'origine pour différentes occasions. Achat de propriétés, construction de maisons spacieuses, circulation à bord de gros véhicules immatriculés aux États-Unis, largesse des dépenses courantes, jusqu'aux façons de s'habiller et de se donner à voir marquent indiscutablement les paysages locaux, d'une manière susceptible de rendre valable l'option de la migration pour de nouveaux prétendants. À l'autre bout de la chaîne migratoire, l'installation durable de familles, les pratiques d'entraide en vigueur aux États-Unis et plus généralement le développement de

barrios mexicains dans les villes nord-américaines donnent au migrant un certain nombre de garanties, s'il peut profiter d'un réseau établi, ou pour le moins une caution à même de rivaliser avec les appuis souvent limités sur lesquels il peut compter dans la situation actuelle au Mexique. On touche ici au rôle de la migration comme force de pénétration sociale et de transformation des logiques régionales. Il y a lieu de s'intéresser dans ce cadre aux modes de reproduction et de diffusion, dans un contexte évolutif, de ce qui a localement les apparences d'un « nouveau modèle de réussite ».

LES LOGIQUES DE DIFFUSION LOCALE ET RÉGIONALE D'UN « NOUVEAU MODELE DE RÉUSSITE »

Les développements des années récentes invitent à donner une attention particulière aux processus de diffusion spatiale à l'échelle locale. En premier lieu, l'analyse est ici volontairement circonscrite dans l'espace (le Centre-Ouest et les États qui le bordent au nord) afin d'aborder pour cette région-cœur de la migration internationale les mécanismes socio-économiques qui sous-tendent la diffusion et contribuent à différencier l'espace régional. En second lieu, une autre logique d'importance est à décrire, dont la distribution apparaît nationale : c'est celle de l'insertion dans les courants migratoires au cours des années 1980 et 1990 d'une part importante de citoyens, transformant en profondeur l'image traditionnelle de la migration internationale qui avait fait des campagnes mexicaines les « réservoirs » naturels de la main d'œuvre migrante aux États-Unis.

Polarisation et diffusion dans le Centre-Ouest

Au-delà des informations fournies par les études de cas, l'étude à l'échelle locale des disparités spatiales des dynamiques migratoires se heurte invariablement à l'insuffisance des données. Bien que l'exercice soit difficile, une possibilité de palier l'absence d'indicateurs à une échelle locale est l'utilisation de données indirectes, forcément incomplètes mais dont une discussion raisonnée peut apporter un certain nombre d'éléments (López et Zendejas, 1988 ; Tamayo et Lozano, 1992). Nous utilisons ici successivement les données du Recensement Général de la Population de 1990 (INEGI) et celles de l'enquête de la frontière nord réalisée par le *Colegio de la Frontera Norte* en 1993 et 1994¹⁸.

À partir de la première source, nous proposons la construction d'un « indicateur de l'ampleur de la migration internationale » à l'échelle municipale. Aucune question dans le recensement de 1990 ne portant directement sur la migration internationale, l'indicateur est manifestement sommaire et doit conduire à une interprétation prudente, empreinte des traditionnelles réserves

relatives à l'utilisation des données statistiques relatives à la population mexicaine¹⁹. La figure n°3, construite à partir d'une classification de cette indicateur en cinq niveaux, permet une régionalisation de l'importance du fait migratoire. Une zone allongée de forte émigration se dessine entre le nord de Guadalajara, les *Altos de Jalisco*, Calvillo et le secteur Zacatecas-Fresnillo. Deux autres sous-régions sont repérables, l'une correspondant au *Bajío michoacano* autour de Zamora et s'étendant au sud vers Uruapan et Apatzingán, l'autre à

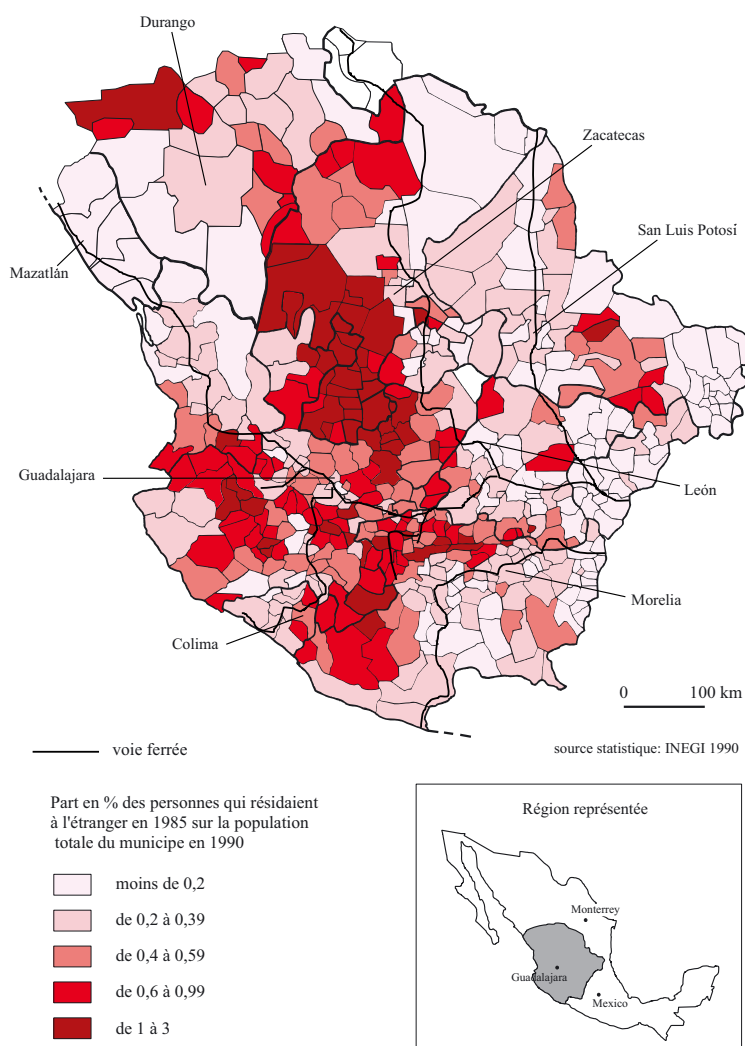


FIGURE 3 - Migration internationale dans le Centre-Ouest du Mexique (indice d'ampleur à l'échelle municipale, 1990)

la région montagneuse du Jalisco entre Guadalajara et l'Océan Pacifique. Plus localement, d'autres petits secteurs s'individualisent, par exemple à l'ouest de San Luis Potosí, au nord de Durango et au nord de la Sierra de Zacatecas²⁰.

Les facteurs locaux qui peuvent expliquer les disparités dans l'intensité de la migration sont variables d'une région à l'autre. S. Zendejas et G. López ont montré que pour le *Bajío michoacano* et le sud-ouest de l'État, l'intégration des activités agricoles de ces secteurs à des circuits commerciaux importants (nationaux ou internationaux) avaient renforcé la tendance à l'émigration (1988, p. 57). Le remplacement progressif des cultures traditionnelles (maïs, haricot et blé essentiellement) par des cultures commerciales plus rentables (fourrage, sorgho, cultures maraîchères) a eu deux effets indirects sur les populations de la zone. Le niveau de mécanisation supérieur des nouvelles activités a conduit à la réduction du marché du travail dans l'agriculture, donc au renforcement de la demande orientée vers des activités extérieures à la région. D'un autre côté, et d'une façon qui ne manque pas d'être paradoxale, l'amélioration des revenus familiaux pour les personnes ayant pu s'intégrer à la nouvelle forme d'activité a pu se traduire, dans certains cas, par une possibilité de couvrir les frais nécessaires à la migration d'un autre membre de la cellule familiale. On retrouve ainsi au Michoacán, selon les auteurs, une correspondance nette entre les régions de forte émigration et celles de développement de l'agriculture commerciale.

Dans le secteur formé par l'axe Guadalajara - Zacatecas, si plusieurs situations ont conduit à la migration, une caractéristique commune est la faiblesse des activités locales susceptibles d'occuper la population active. La région que le fait migratoire permet de définir s'individualise tout aussi nettement si l'on cartographie le taux de « dépendance économique » dans l'Ouest du pays, c'est-à-dire le rapport entre le nombre de personnes économiquement inactives et le nombre de personnes occupées (*Niveles de bienestar en México*, INEGI, 1993, p. 28). On observe là une nette différence avec la région précédente comme avec les régions d'expulsion du Jalisco (où le taux de dépendance économique est plus proche de la moyenne nationale). Il faut rapprocher ce paramètre du caractère difficile et aléatoire de l'activité agricole et des faibles offres de travail de l'élevage extensif dans ces régions aux conditions climatiques plus contraignantes.

Enfin, partout il faut tenir compte des facteurs historiques évoqués dans la partie précédente. Il est singulier de noter que dans la région Ouest telle que représentée, la distribution du fait migratoire peut être rapprochée assez fidèlement de l'expansion originale du réseau ferré (voir figure n°3) : les points du territoire mis en relation par les lignes de chemin de fer du début du siècle apparaissent en 1990 parmi ceux où l'on observe un indicateur élevé de migration internationale (par exemple les régions du Michoacán autour de Zamora

et Los Reyes, du Jalisco à proximité d'Ameca, Ciudad Guzman ou Lagos de Moreno) ²¹.

À contrario, l'observation des sous-régions de plus faible importance de la migration peut conduire à différencier deux types de secteurs, dépourvus chacun de tradition migratoire : ceux où une polarisation régionale forte apparaît comme prépondérante (environs de Querétaro, Est du Michoacán) ; ceux marquées par une faible intégration aux espaces régionaux et aux différents réseaux de communication (Sierra Gorda entre Guanajuato et Querétaro, bassin du Río Balsas, Sierra de Durango, etc.). À ce titre, une comparaison cartographique est intéressante : la figure n°4 présente à l'échelle municipale la distribution

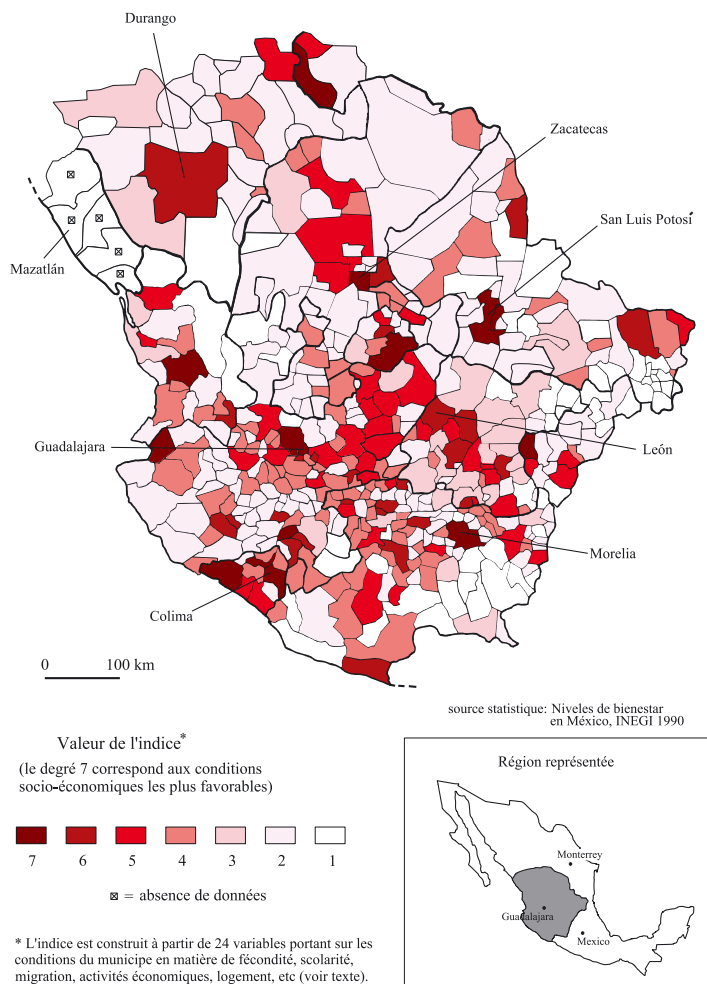
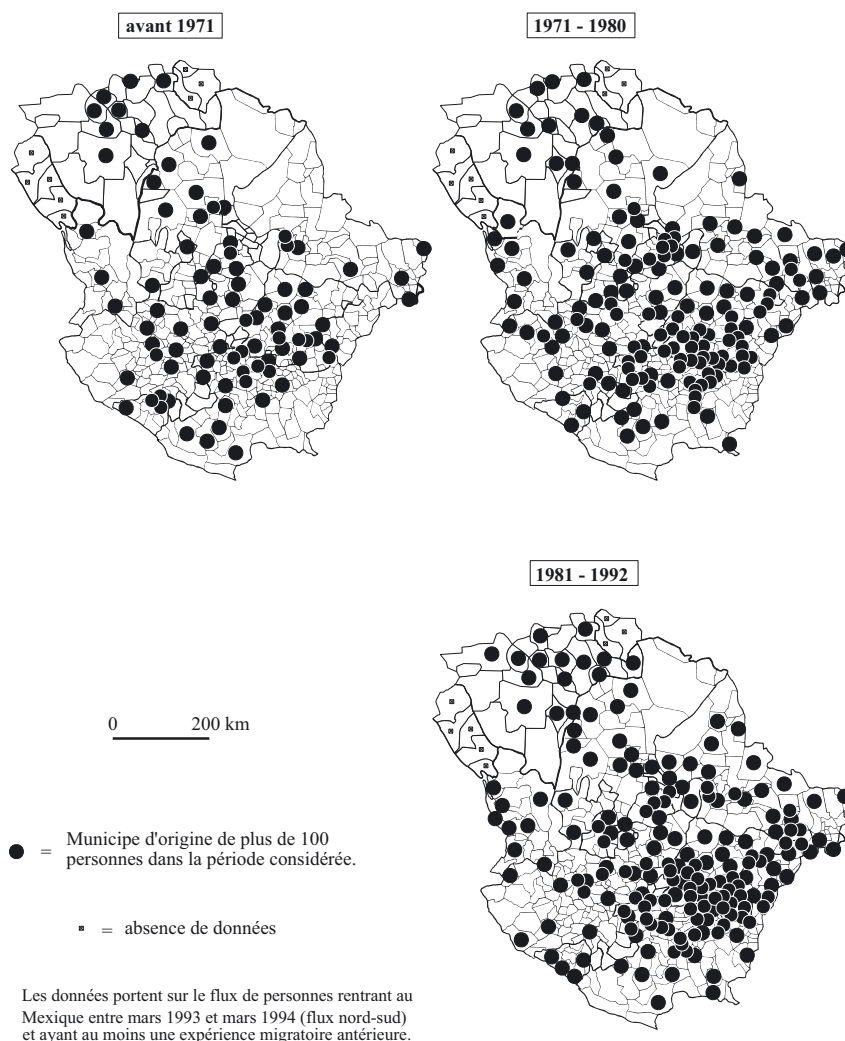


FIGURE 4 - Indice de développement socio-économique dans le Centre-Ouest du Mexique, 1990

de « l'indice de développement socio-économique », établi à partir de différentes variables du recensement de 1990²², pour la même région de l'Ouest mexicain. On observe en la rapprochant de la carte établie avec l'indicateur de migration (figure n°4) que le mouvement vers les États-Unis est loin de se développer dans les secteurs les plus marginaux, confirmant l'hypothèse que la mobilité internationale ne doit être associée à la faiblesse du développement économique qu'avec prudence. Sauf dans certains cas (notamment dans l'État de Zacatecas) les secteurs d'émigration présentent un indice de développement socio-économique supérieur à la moyenne. Bien sûr, pour être plus affirmatif sur ce point, il resterait ici à définir dans quelle mesure le degré de développement atteint n'est pas précisément un des effets de la migration internationale et du poids des entrées de devises qu'elle génère dans ces secteurs.

Les données provenant de l'enquête du COLEF de 1993-1994 permettent de compléter l'analyse par une observation de la dynamique récente du fait migratoire dans l'espace régional considéré ici. Nous avons retenu la variable de l'année de première migration aux États-Unis et nous sommes intéressés à sa distribution à l'échelle municipale en distinguant trois périodes successives de premier départ à l'étranger (avant 1971, 1971-80, 1981-92)²³. Pour l'ensemble de la période couverte, la tendance à la diffusion spatiale des pratiques migratoires est nette (figure n°5). À partir des premières zones de départ, essentiellement autour du *Bajío*, cette diffusion s'oriente de façon préférentielle vers l'est et le nord, confirmant à une échelle locale la dynamique d'élargissement déjà mentionnée à propos des États mexicains. Plus en détail, pour les périodes 1971-80 et 1981-92, une logique précédemment évoquée est également repérable : la diffusion s'est faite aussi bien vers des régions économiquement dynamiques (de façon spectaculaire dans toute la zone du *Bajío*, où le recours à la mobilité n'est pas nouveau mais semble s'être fortement répandu à de nouvelles populations) que vers des régions moins bien intégrées et/ou de peuplement indien (comme la région huasteca de San Luis Potosí (autour de Tamazunchale) et sa prolongation vers la Sierra Gorda de Querétaro). Il faut voir en cela (surtout pour la dernière période) la rapide diffusion sociale du modèle migratoire dans un contexte marqué par la crise et la stagnation de la majorité des autres formes d'activité, modernes ou traditionnelles. Dans le cas de la Tierra Caliente de Michoacán (région de Huetamo) E. Léonard souligne fort justement, à ce propos, la rapide importance prise dans la décennie 1980 par ce qu'il nomme les « recours illégaux » pour dépasser la crise (1992, p. 192) : migration sans documents et culture de la marijuana se sont imposées comme des stratégies beaucoup plus rentables que les activités traditionnelles rurales et urbaines, surtout pour leur relative « étanchéité » à la dégradation généralisée des conditions locales de travail et de rémunération.

Il est intéressant de noter que le processus général de diffusion spatiale dégagé ici répond assez clairement à un modèle d'extension depuis un centre (les régions des premiers départs) vers des périphéries (celles de développement plus récentes de la migration), sans pour autant que les régions originelles aient abandonné leur participation dans l'ensemble. Comme nous l'avons signalé auparavant, cette forme de diffusion témoigne de l'importance de la proximité géographique dans la transmission des pratiques de mobilité. Localement, l'extension des réseaux sociaux de la migration existant dans un



*source statistique: Encuesta sobre Migración en la Frontera Norte, COLEF-CONAPO-STPS, 1994

FIGURE 5 - Date de première entrée aux États-Unis (enquête EMIF*, municipes du Centre-Ouest du Mexique, 1993)

lieu à des personnes connues dans un lieu voisin est le moteur de cette diffusion, le processus pouvant se reproduire aussi souvent qu'existent des contacts entre localités voisines.

L'urbanisation de la migration internationale

Un fait dorénavant admis chez les observateurs de la migration internationale est celui du processus en cours « d'urbanisation » du fait migratoire, c'est-à-dire la contribution croissante de personnes originaires d'un contexte urbain dans les flux vers les États-Unis. La croissante participation des citadins à la migration participe des transformations des vingt dernières années et elle en est sans doute un des éléments les plus significatifs. Elle symbolise en même temps deux dynamiques, celle de l'extension sociale du processus et celle de la diffusion spatiale des pratiques de mobilité telle qu'analysées ci-dessus. Elle se place en outre, et il est important de le rappeler, dans le contexte d'urbanisation rapide en cours au Mexique depuis les années 1940. En est-elle alors la simple conséquence mécanique ou s'agit-il d'un réel processus de transformation structurelle des flux migratoires, aux logiques et dimensions indépendantes ?

À une échelle globale, les chiffres ne laissent plus beaucoup de place à l'image traditionnelle d'un phénomène très majoritairement attaché aux campagnes mexicaines. Les deux sources récentes précédemment mentionnées concordent largement sur la prédominance en termes absolus, au début des années 1990, des migrants d'origine urbaine. Selon l'enquête du COLEF (1993-1994), 54,8 % des personnes interrogées ayant une expérience migratoire antérieure sont originaires d'une localité de 15 000 habitants ou plus. (45,2 % proviennent de localités de taille inférieure). Selon l'enquête de l'INEGI de 1992, la migration depuis la ville de taille moyenne ou grande est mise en avant de façon plus explicite : 44,3 % des foyers concernés par le fait migratoire sont situés dans une localité de 100 000 habitants ou plus. Replacé dans le contexte de la distribution des foyers par taille de la localité au Mexique en 1992, la seconde source montre que c'est la tranche des entités de 2500 à 100 000 habitants, c'est-à-dire les agglomérations de population qu'on peut qualifier de petites villes, qui est somme toute la plus concernée par la migration (13,9 % des foyers). Viennent ensuite les localités rurales (moins de 2500 habitants) puis les agglomérations de plus de 100 000 habitants²⁴. La distribution de ces données relatives, assez serrée, montre que la migration ne se distribue pas dans les années 1990 de façon très éloignée de celle de la population mexicaine dans son ensemble.

Dans un sens historique, il y a donc bien lieu de parler d'une « urbanisation » de la migration internationale, étant donnée sa forte dimension rurale antérieure. Il n'y a pas par contre proportionnellement de sur-représentation manifeste

d'un secteur sur l'autre à l'heure actuelle, montrant que si les citadins sont majoritaires dans les flux, ce n'est qu'en proportion de leur présence également majoritaire dans l'ensemble de la population mexicaine²⁵. Le processus en cours, qu'on pourrait qualifier de « rattrapage » vis-à-vis d'une situation générale, est pour autant bien à voir comme une diffusion socio-spatiale du fait migratoire qui a conduit à une généralisation de la pratique de mobilité vers des pans plus vastes de la société.

La diffusion en milieu urbain doit être soulignée pour la rapidité de sa progression. C'est vraisemblablement au cours de la décennie 1970-1980 que débute la modification de la structure du flux migratoire, même si les migrants ruraux sont cependant encore nettement majoritaires à la fin de cette période²⁶. De ce fait, l'extension du fait migratoire international au sein de la population urbaine doit être perçue dans le contexte de la période dans laquelle il survient, c'est à dire postérieurement au mouvement général d'urbanisation : pour le rythme que connaît cette diffusion depuis le début des années 1980, c'est indiscutablement au contexte des années de crise économique que traverse le pays depuis cette date qu'elle doit être avant tout rapprochée.

Les grands traits dessinés ici, cependant, dissimulent des situations régionales très disparates, et il y a une multitude de contextes urbains de la migration. Une composante importante est celle de l'origine réelle des personnes auxquelles on fait référence. Les études de cas montrent que nombreux sont les migrants qui n'ont en fait qu'une « expérience urbaine » avant de se rendre aux États-Unis, mais dont les origines sont dans un autre lieu de taille généralement inférieure. Cet aspect des logiques migratoires, partie de ce que la littérature qualifie comme processus de *step migration* (ou « migration par paliers »), n'a pas reçu une attention suffisante dans le cas du système migratoire nord-américain. Il est vrai que jusqu'à une époque récente il semblait constituer une minorité des cas, le modèle migratoire étant plus fréquemment direct entre le lieu d'origine et les États-Unis.

L'hypothèse de l'origine rurale d'une partie importante des mouvements urbains vers le Nord peut être appuyée par deux éléments : le secteur d'activité antérieur à la migration internationale et le milieu dans lequel se sont développés les réseaux migratoires utilisés pour se rendre de l'autre côté de la frontière. Concernant le premier point, on remarque par exemple qu'une personne sur deux ayant travaillé au Mexique avant de migrer déclare avoir exercé une activité dans le secteur agricole en 1993 (Bustamante et al., 1994). Si cette observation ne signifie pas obligatoirement une origine différente avant celle qui a été déclarée²⁷, il est probable que pour une partie conséquente du flux ce soit réellement le cas. Dans le cas d'une ville moyenne du Michoacán (Zamora, 180 000 habitants), G. Verduzco souligne le fait que, dans une agglomération constituant depuis longtemps un pôle local attractif (un adulte sur deux n'est

pas originaire de la ville), le rapide développement de la migration internationale n'est pas un facteur purement interne, mais au contraire fortement connecté aux municipes ruraux environnants (le *Bajío zamorano* est une des régions d'émigration aux États-Unis les plus importantes de l'Ouest mexicain). La ville, synonyme d'autres activités et d'un autre type de relations sociales, semble alors être aussi le lieu de la reproduction des façons de vivre des régions qui l'entourent. Pour un ensemble de raisons où la persistance d'une culture rurale de la mobilité tient vraisemblablement sa place, accéder à un mode de vie urbain ne signifie pas laisser de côté les pratiques du contexte antérieur, surtout lorsque les structures sociales que celles-ci ont permis de construire restent facilement mobilisables. La migration depuis les petites villes et villes moyennes semble ainsi observer un patron souvent proche de celui décrit ici, renvoyant à l'idée qu'elles sont souvent, malgré leur taille, des « villes de ruraux ».

L'attention portée aux réseaux migratoires établis atteste également du lien étroit entre le milieu rural et urbain, fréquent dans le cas des villes moyennes et petites, mais perceptible aussi pour la grande ville. Des travaux dans un quartier de Guadalajara ont montré par exemple que la migration internationale reposait sur les réseaux de connaissance des personnes originaires des campagnes voisines qui les étendaient jusqu'à leurs nouveaux lieux de vie (Massey et al., 1987). Pour les citadins n'ayant pas d'origine paysanne, la meilleure possibilité partir aux États-Unis est alors de s'intégrer aux réseaux existants, dans lesquels un de leurs voisins a des chances d'être impliqué. Le développement de pratiques migratoires à partir de ce transfert initial pouvant ensuite se généraliser auprès d'autres populations ne présentant pas de lien direct avec le milieu rural.

Dans ce cadre, le développement progressif de modèles migratoires de type urbain - c'est-à-dire fonctionnant ensuite sans relation avec le milieu rural environnant et dans un contexte économique marqué par les activités des secteurs secondaires et tertiaires - est une tendance émergente et qui reste à documenter. Dans de nombreux cas, l'explication de l'essor récent de la migration urbaine est à rechercher dans les différentiels de salaires entre les deux pays que la crise mexicaine a rendu manifestes. Les centres urbains de taille moyenne des régions d'émigration traditionnelle du *Bajío* fournissent en ce sens un exemple significatif. Si l'on peut trouver du travail assez facilement dans les activités locales dominantes, c'est à un salaire que la situation générale du pays maintient bas. Les réseaux sociaux établis sur place permettent alors d'envoyer à des coûts limités un membre du foyer aux États-Unis, ce qui rendra possible une stratégie qui ne le serait pas autrement, celle de former un capital ou simplement améliorer les conditions de vie quotidienne (Durand, 1996).

Dans le même ordre d'idée, l'extension du phénomène migratoire dans des contextes urbains isolés de tradition migratoire régionale (ce qui n'est pas

le cas des exemples précédents) est à voir comme une logique liée directement aux dégradations des conditions de vie de la décennie 1980. Dans les grandes villes, le fait migratoire apparaît avant tout comme une nouvelle stratégie que l'insuffisance des opportunités locales suscite, au-delà du seul jeu des réseaux ruraux que peut entretenir une part des habitants non-natifs. Dans de nombreux cas, l'essor de la migration internationale coïncide avec l'augmentation du chômage et du sous-emploi urbain : à partir de la seconde moitié des années 1980, la part des personnes dans cette dernière situation au moment de leur premier départ aux États-Unis se fait plus importante (Papail et Arroyo, 1996). Il était auparavant notable au contraire que le flux de migrants n'était que marginalement composé de personnes sans travail mais plutôt d'individus en recherche d'une opportunité de compléter leurs revenus (Cornelius, 1979).

Si l'élaboration de réseaux sociaux permettant la migration tient du mimétisme avec ceux qui existent à la campagne, « l'apprentissage » de la migration internationale se révèle ainsi avant tout comme un processus local visant à surmonter les effets de la crise. La participation des habitants de la ville de Mexico au flux vers les États-Unis, par exemple, est un élément récent qui méritera une attention particulière : en part de la population totale de la capitale, le nombre de migrants est faible, mais W. Cornelius montre que dans une série de travaux menés localement en Californie et au Texas entre 1973 et 1988, la part des migrants sans papiers, originaires de la capitale, est en progression constante²⁸ (Cornelius, 1994). Révélateur de la mobilisation croissante et sans tradition antérieure des habitants de Mexico, c'est parmi les migrants du District fédéral qu'on trouve en 1994 la plus grande part de personnes sans expérience antérieure (57,5 %).

Quelles évolutions futures à l'échelle régionale ?

De façon plus générale, on peut se demander en fin de compte quelles pourraient être les bases d'une diffusion future du fait migratoire international au Mexique. Pour prendre la mesure des dynamiques à venir, une observation intéressante est celle de la part dans le flux international des migrants n'ayant pas d'expérience migratoire antérieure aux États-Unis. Si l'on considère que la migration repose fortement sur la mise en place de réseaux sociaux et de filières géographiques, on peut logiquement penser que les lieux où se multiplient les nouvelles expériences sont ceux dans lesquels le fait migratoire a des chances de s'enraciner. L'enquête du Colegio de la Frontera Norte sur les flux à la frontière (sud-nord mais aussi nord-sud), menée à partir de mars 1993, permet de dresser le panorama de cette migration en devenir (tableau I) :

TABLEAU I : *Migrants sans expérience migratoire antérieure (enquête EMIF, 1994, flux nord-sud⁹⁹)*

États	part en % du total par État
District Fédéral	57,5
Guerrero	55,6
Morelos	52,2
Chiapas	48,5
Mexico	47,1
Sonora	43,6
Tamaulipas	41,1
Colima	40,9
Puebla	40,7
Michoacan	38,6
Basse Californie	37,8
Nayarit	34,4
Jalisco	33,9
Hidalgo	32,6
Sinaloa	29,1
Oaxaca	27,8
Zacatecas	27,7
San Luis P.	25,7
Coahuila	25,4
Nuevo Leon	23,5
Veracruz	21,2
Guanajuato	20,3
Queretaro	20,2
Durango	15,8
Chihuahua	15,6
Aguascalientes	15,5

source : Encuesta sobre Migración en la Frontera Norte, COLEF-CONAPO-STPS, 1994.

Sans que cela soit surprenant, huit des dix États de plus fort pourcentage de migrants sans expérience sont extérieurs à la région « cœur » de la migration. Plus intéressant est le fait que quatre des cinq premiers États appartiennent à la région centre-sud du pays, ce qui confirme que c'est là, autour de la capitale nationale, que les transformations des modèles migratoires au profit des États-Unis sont les plus forts dans la première moitié des années 1990. Alors que Mexico et les pôles industriels qui l'entourent avaient paru jouer le rôle de frein à l'extension spatiale des pratiques migratoires depuis le centre-ouest (à l'exception notable d'Oaxaca), la tendance de la nouvelle décennie pourrait être, au fur et à mesure de l'intégration en Amérique du Nord, celle de la diffusion

au-delà de ce noyau centralisateur. Les courants migratoires depuis l'Amérique centrale vers les États-Unis, dont le développement est notable (au Guatemala, au Salvador, au Honduras...), montrent que ni le facteur distance ni la composition ethnique de la population ne constituent une réelle entrave à la diffusion vers le Sud. Comme on l'a souligné auparavant, c'est avant tout l'extension sociale du processus, dans le contexte économique et politique à venir entre le Mexique et les États-Unis, qui devrait donner ses formes à une nouvelle extension spatiale.

Dans ce sens, s'intéresser à une géographie dynamique de l'émigration, c'est aussi plus largement s'intéresser à la place actuelle et future de la question migratoire dans les logiques de développement régional. Il y a là plus de questions que de réponses. On constate aujourd'hui que le rôle joué par les acteurs de la migration, partout où celle-ci est ancienne et intense, n'est pas uniquement celui de membres isolés agissant à leur propre compte. Pris dans leur globalité, les impacts de la migration (tels l'utilisation des remises en argent, le développement de nouvelles activités par ceux qui reviennent ou ceux qui circulent de façon continue, l'implication politique des migrants dans leur lieu d'origine, la transformation des mentalités et des modèles sociaux et culturels, etc.) sont de puissants facteurs de transformation des espaces régionaux. La discussion du sens dans lequel jouent et joueront dans l'avenir ces facteurs reste néanmoins une question complexe : peuvent-ils être producteurs d'un développement régional, ou au contraire ne font-ils que laisser perdurer une situation structurellement en crise ? Dans ce sens, est-ce surtout la réussite de ceux qui partent ou la situation dégradée de ceux qui ne partent pas qui expliquent l'extension du phénomène ? Les éléments développés dans ce texte montrent qu'un bilan est d'autant plus difficile à établir que les lieux sont affectés par des formes de mobilité multiples répondant à différentes temporalités, précisément selon le degré d'affirmation et de pérennisation des pratiques migratoires.

Là encore, les échelles d'observation sont donc déterminantes. À trois niveaux d'analyse (national, régional et local) correspondraient en fin de compte trois perspectives qui ne se réduisent pas à la déclinaison du même processus à différents échelons. À l'échelle nationale, au Mexique comme dans tous les pays d'émigration, la mobilité des travailleurs et de leur famille - temporaire ou plus encore définitive - pose la question de « l'atomisation » d'une communauté nationale, alors que dans le cas du Mexique celle-ci est déjà fortement hétérogène. À l'échelle régionale, le rôle de la migration internationale comme mécanisme compensatoire des déséquilibres structurels ou conjoncturels est indiscutable dans les régions d'intense mouvement. Dans les zones de plus faible intégration, le fait migratoire est le moteur d'un « développement de première nécessité », même s'il ne fait que pallier des insuffisances graves et anciennes auxquelles il n'apporte pas de solution. À l'échelle locale enfin, les pos-

sibilités offertes par le départ à l'étranger n'ont pas d'équivalent direct, notamment dans les villages et quartiers de ville où une part conséquente des familles vit du travail des membres absents. Dans les années 1990, la migration y fait incontestablement figure à la fois d'option économique présentant les meilleures garanties et de puissant modèle de réussite individuelle et sociale.

Notes

- 1 Source : enquête nationale de dynamique démographique (Enadid, Inegi, 1992)
- 2 Dans cette définition, la région centre-ouest est composée de cinq États : Aguascalientes, Jalisco, Guanajuato, Colima, Michoacán.
- 3 Source : enquête du *Colegio de la Frontera Norte* (Colef) à la frontière nord du Mexique, 1993-1994.
- 4 Il est intéressant de noter à ce titre que c'est dans les États de moins forte polarisation par un ou plusieurs centres urbains de taille importante que le fait migratoire a proportionnellement le plus d'importance. Alors que le mouvement concerne beaucoup de personnes au Jalisco et à Guanajuato, son poids relatif est y moindre, une forte part de la population étant respectivement constituée par les pôles urbains de Guadalajara et le cordon des villes du Bajío *guanajuatense* (León-Irapuato-Celaya). Il faut être ici prudent cependant : si cette observation signifie que le rôle de la migration est plus notable encore dans les États moins fortement urbanisés, cela ne veut pas dire que les centres urbains ne sont pas concernés par la migration internationale, comme nous aurons l'occasion de le voir plus en avant.
- 5 Pour la décennie 1950-1960, Guadalajara enregistre le plus fort taux moyen de croissance (+6,6%) des treize villes du pays de plus de 100 000 habitants, villes frontalières mises à part (Garza et Rivera, 1994).
- 6 Il est à noter que la croissance récente des villes moyennes est due à la conjonction de migrations « classiques » rurales-urbaines et de mouvements plus récents interurbains, en particulier ceux qui se font selon une échelle descendante (d'une grande ville vers une ville de rang inférieur).
- 7 La ville de Poza Rica (Veracruz), par exemple, après avoir eu un des taux de croissance les plus forts du pays dans les années 1950-1970, est la seule ville du pays à voir sa population décroître entre 1980 et 1990 (Garza et Rivera, 1994, p. 20).
- 8 Bien que le Quintana Roo conserve le taux de croissance annuel le plus fort du pays (+ 6,5%), le *conteo* de 1995 montre que celui-ci s'est réduit depuis le dernier recensement de 1990 par rapport à la période 1980-1990 (+ 8,46% annuel).
- 9 Ce rythme de croissance fait suite à des taux respectivement de 4,03 et 2,87% pour les décennies 1960-1970 et 1970-1980. Si l'on garde à l'esprit que la

région frontalière se caractérise par un taux de fécondité plus faible que dans tout le reste du pays (zone métropolitaine de Mexico exceptée), la part des mouvements de personnes doit être considérée comme le facteur essentiel de sa croissance (Zavala de Cosio, 1996).

10 La *maquiladora* est une usine d'assemblage dont les capitaux et les marchandises proviennent le plus souvent de l'étranger. Elle profite d'une main d'œuvre nombreuse et à bas salaire de l'intérieur du Mexique et réexporte ses produits vers l'extérieur.

11 En 1990, l'indice de croissance de l'emploi industriel à l'échelle nationale, sans intégrer l'activité maquiladora, est similaire à celui enregistré dix ans auparavant. L'indice se référant à la maquiladora a lui été multiplié par environ 2,7 (Hiernaux, 1991, p. 203). Selon le même auteur, de par sa situation d'intégration nationale partielle, l'activité maquiladora est une source importante d'emplois « directs » mais génèrent beaucoup moins d'emplois « indirects » que l'activité traditionnelle, ne jouant donc pas d'effet multiplicateur régional.

12 De 1982 à 1988, le PIB mexicain enregistre une croissance absolue en prix constants de moins de 1%. À la même époque, la population connaît elle une croissance annuelle moyenne de + 1,9% (1980-90), ce qui se traduit par une dégradation significative du niveau de vie des foyers mexicains (Mungaray et Ocegueda, 1995).

13 Les économies des trois premiers États cités se sont contractées de plus de 2% sur la période 1980-1985 ; celles des deux derniers de 0,1 - 2% (Cornelius, 1990, p. 114).

14 Cette remise à jour des expériences antérieures est une raison fréquemment donnée par les migrants sans contact direct aux États-Unis pour expliquer la direction de leurs tentatives aux États-Unis, lorsqu'aucune autre « piste » plus fiable n'est disponible (entretiens personnels, Guanajuato, décembre 1996).

15 L'évolution du rapport dollar-peso est la suivante : de 1956 à 1976, la stabilité du change est maintenue à 12,5 pesos pour un dollar. En février 1982, la parité entre les deux monnaies est laissée au libre jeu des forces du marché : le taux de change passe de 32,2 pesos pour un dollar au début de 1982 à 3 207 pesos pour un dollar en 1994 (soit 3,2 *nuevos pesos*, depuis la redéfinition de la monnaie mexicaine de 1000 pesos à 1 *nuevo peso* en 1993). Sur la même période l'indice des prix au Mexique est multiplié par + 169, celui des États-Unis par + 1,6. À partir de décembre 1994 et d'un nouvel ajustement de la parité des deux monnaies aux forces réelles du marché, le dollar se change contre 6,4 pesos (moyenne annuelle) (source : Mungaray et Ocegueda, 1995). À la mi-novembre 1997, le taux de change interbancaire est de 8,3 pesos pour un dollar.

- 16 Même les phases de reprise à l'intérieur de cette période (85/93 ou 96/97 par exemple) n'ont pas dissipé les incertitudes des ménages sur l'évolution de leur niveau de vie et l'instabilité du marché de l'emploi.
- 17 Il faut ajouter par ailleurs que les prix pratiqués par les coyotes ont eu tendance à augmenter avec l'accroissement des peines encourues aux États-Unis pour l'introduction illégale de personnes sans documents migratoires (Faret, 1997).
- 18 Nous tenons à remercier ici MM Bustamante et Santibañez, responsables scientifiques du projet au COLEF, pour la mise à disposition des données issues de l'enquête et la possibilité offerte à Tijuana d'en comprendre le sens précis grâce à l'observation sur le terrain des différentes phases de constitution des échantillons et de collecte des informations.
- 19 L'information utilisée ici est celle fournie par la question relative au lieu de résidence en 1985 en fonction du lieu où est recensée la personne en 1990 (tableau 5, *censo* 1990, INEGI). Nous faisons l'hypothèse qu'un nombre élevé de personnes vivant dans le municipe de référence en 1990 et résidant en 1985 aux États-Unis est significatif de l'importance de la migration internationale dans ce municipe (la somme de ces personnes étant rapportée à la population totale du municipe). La validité de cette hypothèse suppose que les propositions suivantes sont valables : 1) Concernant le lieu de résidence en 1985, la question du recensement à l'échelle municipale ne faisait pas de distinction par pays pour les réponses « à l'étranger ». On sait cependant qu'en 1990, pour les États retenus ici, 96,2 % du total de personnes nées au Mexique et résidant à l'étranger cinq ans auparavant se trouvaient aux États-Unis. Nous considérons donc comme négligeable le nombre de personnes qui ayant résidé à l'étranger ne l'aurait pas fait aux États-Unis²⁰. 2) Nous estimons tout aussi marginale la part de personnes n'étant pas nées au Mexique ou n'étant pas d'origine mexicaine, sauf cas exceptionnel²¹. 3) Nous admettons que l'indicateur ne peut pas être pleinement assimilé à un indice de retour (donc à une information véritablement spécifique de chaque municipe), une personne pouvant avoir migré aux États-Unis et être ensuite retournée au Mexique dans un autre lieu que celui qu'elle avait quitté.
- 22 Telle que décrite ici, cette régionalisation est cohérente avec les travaux existants (Winnie, 1984 ; Dagodag, 1984 ; Tamayo et Lozano, 1992 ; Alonso et García, 1990).
- 23 Cette observation peut aussi conduire à penser, tel que nous l'avons déjà signalé, que l'indicateur construit tend à donner une image de la migration la plus « traditionnelle », c'est-à-dire qu'il souligne son importance dans les lieux où l'installation de personnes à l'étranger s'est le plus précocement manifestée.
- 24 L'indice de développement socio-économique construit par les services de l'INEGI prend en compte 24 indicateurs dans les domaines suivants : fécondité,

migration interne, éducation, importance de la population active, secteurs d'emploi, services disponibles dans les logements et condition rurale ou urbaine du municipe (*Niveles de bienestar en México*, Inegi, 1992).

25 Comme dans le cas précédent, l'information discutée ici doit être prise comme une approche partielle du fait migratoire. Même si le travail du Colef consiste en une étude spécifique à la migration internationale et représente un effort d'envergure tout à fait notable sur ce thème, l'utilisation des résultats de l'enquête à l'échelle locale mérite quelques observations et précautions : 1) La distribution des données à l'échelle municipale entraîne une diminution considérable de la représentativité statistique de l'échantillon pour chaque unité spatiale, malgré un échantillon de départ important (3400 personnes enquêtées). Pour limiter autant que possible ce biais, nous n'avons pris en compte l'année de première migration qu'à travers des périodes de dix ans et n'avons pas considéré le volume de personnes mais seulement le fait qu'il y ait (ou non) au moins 100 départs dans le municipe pour chaque période. 2) Nous avons choisi la sous-population des flux nord-sud (retours au Mexique) pour sa distribution relativement équilibrée entre personnes résidant au Mexique et personnes vivant aux États-Unis. 3) La question ayant été posée à des personnes franchissant la frontière entre mars 1993 et mars 1994, la comparaison entre les périodes de premier départ peut difficilement se faire en termes de volume : on suppose que les personnes parties au cours des années les plus proches de la date d'enquête ont tendance à être plus nombreuses que celles dont la première expérience est plus ancienne. L'intérêt de la mise en rapport des données est ici d'ordre spatial et l'on s'intéressera donc à la distribution de la variable plus qu'à sa dimension mathématique.

26 Respectivement 12,1 et 10% de foyers concernés. Source : Corona, 1996.

27 Au recensement de 1990, 71,3% de la population du Mexique résidait dans une localité de plus de 2500 habitants. Bien que l'Institut national de la statistique (Inegi) se réfère à ce seuil comme celui définissant les entités urbaines des entités rurales, la réalité des situations locales invite à placer ce seuil plus haut, l'ensemble de traits pouvant définir le caractère urbain n'étant que difficilement perceptible en dessous des 10 000 habitants, et parfois plus. Si l'on garde toutefois ce dernier seuil, six personnes sur dix vivent en milieu urbain au Mexique en 1990.

28 En 1978-79, 69,8% des personnes enquêtées à la frontière provenaient d'une localité de moins de 20 000 habitants (Zazueta et García y Griego, 1982).

29 Une activité agricole antérieure n'est pas la preuve systématique d'une origine différente à la ville de provenance, cette activité étant bien évidemment fréquente aussi dans les bourgs dépassant de peu les 15 000 habitants.

30 En 1987-88, les migrants originaires de la capitale constituent le plus fort contingent (17,7%) des personnes récemment arrivées auxquelles s'intéressent

les membres du *Center for U.S.-Mexican Studies* à San Diego et Los Angeles. Il est intéressant de noter que la part dans le flux est diminuée de moitié si l'on s'intéresse au lieu de naissance de ces personnes et non au dernier lieu de résidence.

31 La population de référence est ici celle née au Mexique qui atteint la frontière en provenance des États-Unis (retour au Mexique) entre mars 1993 et mars 1994. Le choix de cette population tient à sa composition : elle inclue aussi bien des personnes résidant aux États-Unis (43,2 %) que des migrants saisonniers de retour vers leur lieu de résidence au Mexique (56,8 %)

Bibliographie

- Alegría, Tito, 1992, *Desarrollo urbano en la frontera México-Estados Unidos*, Consejo nacional para la cultura y las artes, Mexico, 285 p.
- Bataillon, Claude, 1988 (1967), *Las regiones geográficas en México*, (9^e édition), Siglo Veintiuno, México, 346 p.
- Bonfil, Guillermo, 1995, « Quinientos años después : ¿llegaremos finalmente a un pacto de civilizaciones? », in *Obras escogidas de Guillermo Bonfil*, tomo 4, pp. 425-254.
- Bustamante, Jorge, Corona, Rodolfo et Santibañez, Jorge, 1994, *Encuesta Sobre Migración en la Frontera Norte, Síntesis ejecutiva*, Colef-Conapo-STPS, Tijuana, 50 p.
- Colegio de la Frontera Norte, 1994, *Encuesta sobre migración en la frontera norte*, Colef-Conapo-STPS, Tijuana.
- Cornelius, Wayne, 1979, « La migración ilegal mexicana a los Estados Unidos : conclusiones de investigaciones recientes, implicaciones políticas y prioridades de investigación », in El Colegio de México, *Indocumentados, mitos y realidades*, Mexico, pp. 69-109.
- Cornelius, Wayne, 1990, « Les entreprises et les industries californiennes dépendantes des immigrants mexicains », in *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol 6, n°1, pp. 71-90.
- Cornelius, Wayne, 1994, « From sojourners to settlers : the changing profile of mexican immigration to the United States », in Bustamante J., Reynolds C. et Hinojosa R. (éd.), *US-Mexico Relations Labor market interdependence*, pp. 155-195.
- Corona, Rodolfo, 1993, « La migración de mexicanos a los Estados Unidos : cambios en la década de 1980-1990 », in *Revista Mexicana de Sociología*, n° 1, pp. 231-233.
- Corona, Rodolfo, 1996, « Dimensión de la migración de Guanajuatenses a Estados Unidos desde la perspectiva de los hogares », communication au *Coloquio internacional sobre migración mexicana a Estados Unidos*, Guanajuato, 9-11 décembre.

- Dagodag, W. Tim, 1984, « Illegal Mexican immigration to California from Western Mexico », in R. Jones (éd.), *Patterns of undocumented migration. Mexico and the U.S.*, Rowman & Allanheld, New Jersey, pp. 61-73.
- Durand, Jorge, 1996, *Migrations mexicaines aux États-Unis*, CNRS, Paris, 209 p.
- Escobar, Agustín, 1995, « Reestructuración en México y Estados Unidos y migración internacional », in *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol 11, n°2, pp. 73-96.
- Faret, Laurent, 1997, « Chemins et négoce entre le Mexique et les États-Unis : les routes de la migration internationale », in *Trace*, n° 31, pp. 51-63.
- Garza, Gustavo et Rivera, Salvador, 1994, *Dinámica macroeconómica de las ciudades en México*, Inegil, Mexico, 119 p.
- Hiernaux, Daniel, 1992, « Algunas perspectivas sobre la modernización económica y las migraciones internacionales », in Conapo (éd.), *Memoria del seminario sobre la migración internacional y el desarrollo económico de México*, pp. 197-212.
- Inegi, 1990, *XI^e Censo general de población y vivienda*, Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática, Mexico.
- Inegi, 1992, *Encuesta nacional de dinámica demográfica (Enadid)*, Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática, Mexico.
- Inegi, 1993, *Niveles de bienestar en México, XI^e Censo general de población y vivienda 1990*, Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática, Mexico.
- Leonard, Eric, 1992, *Una historia de vacas y golondrinas. Ganaderos y campesinos temporeros del Trópico seco mexicano*, Mexico.
- López, Gustavo et Zendejas, Sergio, 1988, « Migración internacional por regiones en Michoacán », in Calvo T. et López G. (éd.), *Movimientos de población en el occidente de Mexico*, Cemca, Mexico, pp. 51-79.
- Massey, Douglas, Alarcón, Rafael, Durand, Jorge et González, Humberto, 1987, *Return to Aztlan. The social process of international migration from western Mexico*, University of California Press, Berkeley, 333 p.
- Mungaray, Alejandro et Ocegueda, Juan Manuel, 1995, « La nueva frontera norte : entre la devaluación y la 187 », in *Comercio exterior*, vol. 45, n° 6, pp. 450-459.
- Papail, Jean et Arroyo, Jesús, 1996, *Migración mexicana a Estados Unidos y desarrollo regional en Jalisco*, Universidad de Guadalajara, Mexico, 158 p.
- Revel-Mouroz, Jean, 1993, « La nouvelle frontière : au cœur de l'intégration aux États-Unis », in Prévôt-Schapira M.F. et Revel-Mouroz J. (éd.), *Le Mexique à l'aube du troisième millénaire*, Credal, Paris.
- Tamayo, Jesús et Lozano, Fernando, 1992, « Mexican perceptions on rural development and migration of workers to the United States and actions taken, 1970-1988 », in *Commission for the study of Intenational Migration and Cooperative Economic Development*, n°55, pp. 1-25.
- Verduzco, Gustavo, 1992, *Una ciudad agrícola : Zamora. Del porfiriato a la agricultura de exportacion*, El Colegio de Mexico-El Colegio de Michoacan, Mexico, 282 p.

- Winnie, William, 1984, *La movilidad demográfica y su incidencia en una región de fuerte emigración. El caso del Occidente de México*, Universidad de Guadalajara, Guadalajara.
- Zavala de Cossío, María Eugenia, 1996, « La frontera norte de México : singularidad demográfica y factores de cambio », in Bovin P. (éd.), *Las fronteras del istmo. Fronteras y sociedades entre el Sur de México y América central*, pp. 31-38.
- Zazueta, Carlos et García Y Griego, Manuel, 1982, *Los trabajadores mexicanos en Estados Unidos : resultados de la encuesta nacional de emigración a la frontera norte y a los Estados Unidos (Enefneu)*, Cenet, Mexico, 93 p.

RÉSUMÉ - RESUMEN

L'image du Mexicain traversant à la nage le rio Grande est devenu l'archétype du migrant international. Pourtant, dans un contexte économique et politique en pleine recomposition, les flux migratoires entre les deux pays ne sont pas figés. Au cours des années 1990, de nouvelles logiques migratoires invitent à s'interroger sur l'évolution des dynamiques territoriales qui affectent le développement régional au Mexique.

La imagen del Mexicano que cruza nadando el río Grande volvió a ser el arquetipo del migrante internacional. Sin embargo, en un contexto económico y político en vía de reestructuración, los flujos migratorios entre los dos países no aparecen fijados. Durante los años 90, nuevas lógicas migratorias nos conducen a reflexionar sobre la evolución de las dinámicas territoriales que afectan el desarrollo regional en México.

LE PROCESSUS DE L'INDÉPENDANCE ET LA NOTION DE *PATRIE* DANS L'IMAGINAIRE PARAGUAYEN

ANA MARIA DIAZ*

AL'HEURE de la globalisation, de la mondialisation des marchés, des pactes, associations et blocs économiques, il peut sembler paradoxal de se pencher sur un problème lié à l'autonomie d'un territoire. Sans remonter jusqu'à Simón Bolívar, le rêve d'une Amérique latine unie est une idée constante dans l'imaginaire culturel du continent. Sur le plan économique, la réalisation du Mercosur, dont le Paraguay fait partie, concrétise en partie cette ambition. Mais la réussite de ce marché commun dépend de la capacité de ses membres à surmonter d'innombrables obstacles. Au-delà des divergences concernant les choix en matière de politique économique ou les différentes réactions face au contextes de crise, au-delà des déséquilibres évidents entre les pays membres, ne faudrait-il pas examiner aussi un autre aspect de la question ? Ne faudrait-il pas chercher dans le passé les origines d'un sentiment d'appartenance à une communauté spécifique, d'un sentiment sur lequel se fonde l'idée d'une Nation et d'une Patrie qui, au bout du compte, l'emporte sur le rêve bolivarien ? Sur ce thème, le singulier parcours du Paraguay vers l'indépendance pourrait peut-être donner matière à réflexion.

Il est généralement admis que la crise de la monarchie espagnole qui s'est concrétisée par l'invasion française, l'abdication de Charles IV en faveur de Ferdinand VII (1808), l'émergence des Juntas provinciales et la guerre d'indépendance, a de multiples conséquences sur les territoires espagnols d'outre-mer.

* Université de La Rochelle - Flash

C'est en effet le début d'une période d'inquiétude et d'effervescence dans les colonies américaines bien que, dans la plupart d'entre elles, le loyalisme envers la couronne continue à primer et à s'imposer. En 1810, la dissolution de la Junte centrale et l'instauration du Conseil de régence comme représentant du monarque sera un élément central d'un nouveau processus de transformation des liens entre les territoires américains et la Couronne, qui va aboutir à la crise définitive de l'ordre colonial. (Fernández, Novales, Derozier, 1987 ; Guerra, 1992, 1995 ; Halperin, 1985, Lynch, 1989).

Pendant cette période, la vice-royauté du Rio de la Plata subit certaines transformations. Il y a des dissidences, des rivalités et des réactions liées au nouveau contexte qui reflètent l'importance toujours croissante des Créoles. Pourtant, tout au début de 1810, un ordre apparent règne à nouveau, et ceci jusqu'à la « révolution de mai » à Buenos Aires. Cet événement est le point de départ d'une nouvelle série de dissensions au sein de la vice-royauté. L'acceptation et le serment d'allégeance du Conseil de régence d'une part, et l'ignorance de la légitimité de cet organisme de l'autre, entraînent une « mise à l'épreuve » du loyalisme envers la couronne. Dans cette perspective, bien que les forces qui s'opposent défendent en réalité des valeurs similaires, les orientations radicales que prend la Junte provisoire de Buenos Aires vont entraîner une rupture dans la hiérarchie instaurée auparavant avec la création de la vice-royauté du Rio de la Plata, en 1776, et l'application du Plan de Intendencia en 1782 (Verdo, 1998 : 41-45).

L'opposition nuancée d'Asunción à Buenos Aires se traduit finalement par une rupture franche des liens de tutelle et d'obéissance vis-à-vis de la capitale de la vice-royauté. La réaction paraguayenne, en l'occurrence motivée par son loyalisme envers la couronne, peut également s'expliquer par les relations conflictuelles qui existaient entre les deux capitales et surtout par la hiérarchie imposée avec la création de la vice-royauté. Ces antécédents qui, conjointement à d'autres facteurs, ont créé une cohésion et une adhésion à un territoire, mobilisent les Paraguayens qui s'opposent aux troupes de Buenos Aires pour défendre leur territoire et leur « patrie ». C'est le début d'une nouvelle étape de l'histoire paraguayenne, où se mêlent attachement à l'ordre traditionnel et manifestations d'un autre ordre qui conduiront la Province à l'autonomie.

Pour la province du Paraguay, les rapports avec Buenos Aires se soldent par un bilan négatif. Cette situation est liée aux problèmes et aux divergences qui opposent les deux entités et qui se concrétisent dans les domaines économique et militaire (Acevedo, 1966). Ce « ressentiment » du subordonné -la province du Paraguay- envers un supérieur qui lui a été imposé, se manifestera de façon évidente au Congrès du 24 juillet 1810. Mais d'autres motifs peuvent expliquer aussi la résistance paraguayenne aux propositions de ralliement et de nouvelle subordination faites par la Junte de Buenos Aires. Ces motifs

sont liés aux antécédents historiques : l'adversité à laquelle la société paraguayenne s'est vue confrontée au cours de son histoire a consolidé un sentiment de cohésion et d'appartenance à une communauté, que certains n'ont pas hésité à voir comme les bases d'une conscience nationale. Le Paraguayen Fulgencio Moreno insiste ainsi sur l'existence d'un sentiment de solidarité profondément enraciné :

«... solidaridad en el sufrimiento, solidaridad en las protestas, solidaridad en la indignación sorda que produce el esplendor ajeno como causa de la miseria propia [...] Imaginémonos esta Provincia tal como era entonces abandonada en el corazón del continente, dentro de su circunscripción, con su pueblo homogéneo, su educación severa, su lengua expresiva y enérgica, sus intereses de un mismo orden, su vigorosa y persistente aspiración económica [...] habremos por fuerza de reconocer que esta Provincia constituía una sociedad con carácter — sin semejanza con Provincia alguna — dentro de la vasta extensión del virreinato. Y reconoceremos asimismo en la cohesión de sus elementos constitutivos, de sus caracteres psicológicos, en el especial proceso histórico de su propia vida, los sólidos fundamentos de la nacionalidad.» (Moreno, 1985 : 56-57).

Par ailleurs, d'autres historiens insistent aussi sur la même idée de solidarité dont les origines sont géographiques, humaines, économiques, religieuses, « libertaires » et « héroïques » (Cardozo, 1991, Helmer, 1993).

Ce sentiment de cohésion qui trouve ses racines dans le passé, émerge avec force et devient évident en 1810 à cause des décisions et des agissements de la Junte *porteña* c'est-à-dire la Junte de Buenos Aires, le *port* de la vice-royauté. Il se manifeste concrètement dans une volonté de défendre le territoire paraguayen. Il s'agit de la conscience -parfois ambiguë- d'appartenir à un sol qu'il est nécessaire de préserver, de protéger et de sauvegarder.

VERS LA GENESE DE LA NOTION DE PATRIE DANS L'IMAGINAIRE PARAGUAYEN

Dans le discours officiel paraguayen transparait parfois de manière diffuse, parfois clairement, ce sentiment d'adhésion, d'attachement à une terre qui n'est pas seulement la mère patrie espagnole, mais déjà la patrie paraguayenne. Pour les Paraguayens, fidèles à la conception traditionnelle pactiste -selon laquelle ils se régissent en stricte conformité aux rapports qui les relient à la personne du souverain- et défenseurs des intérêts de l'élite espagnole, l'attitude de Buenos Aires est le détonateur qui va réactiver, raviver le respect et l'attachement qu'ils ont pour leur territoire.

Les Paraguayens, comme Buenos Aires mais dans une autre perspective, prennent conscience que l'unité territoriale de la monarchie est en danger, et que la province du Paraguay l'est aussi. Le territoire paraguayen est menacé à double titre, dans une perspective globale et dans une perspective particulière. Le point de départ, c'est-à-dire la défense d'une double appartenance, devient ainsi la défense d'une appartenance unique et essentielle.

Ce phénomène, qui est une des expressions les plus évidentes de la cohésion « historique » de la Province, est l'un des signes embryonnaires du sentiment d'Indépendance du Paraguay. Cependant, il n'explique pas totalement les orientations autonomistes prises après les événements des 14 et 15 mai 1811, avec le soulèvement militaire qui, sur le moment, ne signifie pas un changement fondamental de l'ordre établi (Díaz, 1999).

Bien qu'il soit un territoire subordonné à la capitale de la vice-royauté et une province fidèle entre toutes, et malgré son attachement aux traditions et son conservatisme, le Paraguay se dirige vers l'autonomie. En effet, la Province exprime cette adhésion sans faille aux institutions traditionnelles. Mais, en même temps, la prise de conscience de la nécessité de défendre le territoire la pousse à s'orienter dans la voie difficile et complexe de l'indépendance.

À l'origine, le processus d'autonomie du Paraguay va de pair avec le système et les procédés d'une société conservatrice, hiérarchisée et fondée sur le respect des autorités et le maintien de l'ordre. C'est-à-dire que ce processus d'autonomie s'instaure à l'aide des mécanismes traditionnels qui permettent de légitimer le fonctionnement de la société paraguayenne. En fait, dans ce cadre traditionnel apparaissent les signes discursifs d'une conscience, qui, dans un premier temps, fait appel non seulement à une adhésion aux valeurs qui constituent le fondement de l'ordre établi, mais aussi aux liens avec le sol, avec un territoire conçu comme un ensemble cohérent. Les deux phénomènes se manifestent clairement au Congrès du 24 juillet où convergent la doctrine traditionnelle et les signes annonciateurs d'une possible rupture.

L'INÉBRANLABLE LOYAUTÉ DE LA PROVINCE

La convocation et la réalisation du Congrès du 24 juillet 1810, répondent aux mécanismes d'une société hiérarchisée. Les autorités supérieures, le gouverneur et le *Cabildo* décident de convoquer une Junte Générale -tout d'abord pour le 4 juillet- où participeront logiquement les autorités civiles, ecclésiastiques et militaires — «... se compondra del Rdo Obispo, Clero, corporaciones, Gefes, Magistrados... »¹ ainsi que les principaux *vecinos* de la Province. L'élite de la capitale et de certaines régions du Paraguay, ainsi que les représentants des

Cabildos de villes de l'intérieur, sont appelés à s'informer et éventuellement à discuter sur les « graves » événement de Buenos Aires.

Il s'agit effectivement de la réunion d'une élite, précisément désignée et reconnue, puisque les personnes conviées reçoivent un carton d'invitation personnel envoyé par le gouverneur. Le reste des habitants à qui s'adresse le *Bando* forme le « public », qui doit être informé des résolutions prises et doit donner sa confiance aux sentiments, à la fidélité, au patriotisme et à la capacité de jugement de l'élite, «... lucas de tan respectable congreso... »².

Mais il semblerait que la convocation de cette Junte générale de la Province inaugure un lent processus d'érosion de la hiérarchie traditionnelle. En effet, pendant toute l'époque coloniale la subordination juridico-politique est consubstantielle de la subordination économique et sociale. L'existence d'un régime de sectorisation catégorielle, *loestamentos*, se concrétise dans l'inégalité des droits. En résumé, la hiérarchisation de cette société coloniale se manifeste dans la condition de *vecino*.

Si le problème de l'exercice de la souveraineté des *pueblos* et de sa représentation ne se pose pas encore à Asunción, il n'en est pas moins vrai que le terme de *vecino* prend une signification un peu plus large dans la mesure où les habitants d'Asunción ne sont plus les seuls à être convoqués et à être consultés. L'Assemblée n'est pas seulement formée d'illustres *vecinos* de la ville d'Asunción, mais aussi de représentants d'autres régions du territoire, qui garantissent la participation et la représentation d'un ensemble plus vaste, c'est-à-dire de toute la Province. L'aspect restrictif de la représentation élitiste qui marginalisait la population rurale à l'époque de l'instauration de la vice-royauté tend à s'atténuer légèrement (Chiaromonte, 1977 : 146-147).

Dans le *Bando* du 2 juillet, le gouverneur Velasco annonce qu'étant donné les difficultés qui existent pour que « certains vieillards respectables de la campagne » puissent participer à l'Assemblée, dont l'opinion « doit être le reflet du vote général de la province », l'importante réunion sera remise au 24 juillet. Et il demande par la même occasion, loyauté, respect, soumission et ordre au reste de la population : «... y encargo a este noble y fiel vecindario continue dando pruebas de su confianza a los Magistrados y respetuosa subordinacion a sus mandatos de las ideas de buen orden, armoniosa amistad y conservacion de la tranquilidad publica »³.

Le Congrès reproduit d'une certaine manière la dichotomie existant entre l'élite et la population. Les invités au Congrès n'ont pas été convoqués pour débattre sur les événements et les propositions de Buenos Aires. Ils sont venus pour écouter et pour approuver par leur vote un manifeste préparé par le gouverneur et le *Cabildo*. Les autorités ont fixé à l'avance les informations et les propositions que le Congrès doit à leur avis approuver unanimement :

«... y en el interín y para vuestro mayor acierto nos estábamos aconsejando de lo que sería más conveniente proponeros [...] y teniendo adelantado el plan sobre que debíamos decidir, y determinar, lo que os pareciese justo y conforme a las circunstancias en que nos consideramos [...] esto es [...] lo que el gobierno, nuestro amantísimos señor Obispo, y otras personas muy respetables, juzgan que debemos todos hacer, para el bien general de la provincia »⁴.

Les décisions soumises au vote sont cautionnées par le renom, l'importance et l'autorité morale et civile de leurs auteurs. Cependant, la population a la possibilité de manifester son désaccord, de repousser une proposition et d'en faire une autre : « Ahora que estáis enterados de nuestros sentimientos, dad vuestros votos, y si no os conformáis con nuestra propuesta, decidid libremente lo que juzguéis mejor para nuestro bien »⁵.

Un témoin de l'époque affirme : « Terminose la lectura de esta arenga o llámase manifiesto, en aclamacion de Viva el Consejo de Regencia! sin dar lugar a que algunos de los concurrentes diesen su voto libremente como se les pedia; y como todo estava ya hecho y prevenido se procedió inmediatamente a poner por diligencia con calidad de resolución del Congreso quanto había propuesto el gobernador » (Molas, 1957 : 103). La réponse est toujours l'unanimité espérée.

Dans ce manifeste la fidélité au roi et à la monarchie est réaffirmée : «... que en prueba de su fidelidad al rey, esta pronta a sacrificar las vidas y haciendas de sus habitantes para la conservación de los dominios de S.M. »⁶ Cette fidélité sera à nouveau confirmée une fois la junte constituée par la cérémonie traditionnelle du serment : « [...] cuyo acto se executo con toda solemnidad, y general regocijo delante del Sor crucificado, puestas las manos sobre los Santos Evangelios, habiendo dado principio el Sor Gover Intendente [...] en la forma siguiente : Juro a Dios Sor y á los Santos Evangelios que corporalmente toco, que reconosco en el Supremo Consejo de Regencia la representation y autoridad RI de Nro Augusto Soberano el Sor Dn Fernando Septimo, establecido legitimante por el voto universal de la Nacion, y que obedeceré y cumpliré sus orns y soberanas resoluciones »⁷.

Or, il nous semble important de souligner que, parallèlement à toutes ces manifestations, il y a aussi la manifestation d'un ensemble de références concernant l'affirmation et la défense territoriale et qui définissent les limites de la province et les liens entre cet espace et ses habitants.

LA DÉFENSE DU TERRITOIRE

Ainsi, le manifeste s'adresse aux « chers concitoyens » et dit sa préoccupation pour le « bien-être et la joie de la province où nous habitons »⁸, ainsi que

la nécessité de s'organiser pour la défense du territoire, devant l'éventuelle menace d'une puissance étrangère, ce qui donne prétexte à une affirmation identitaire qui vient se joindre à l'affirmation territoriale :

« Mostremos lo que somos y debemos ser para evitar ser subyugados de nadie que no sea nuestro legitimo soberano [...] sin ir fuera de nuestro territorio a molestar a ninguno ni permitir que nadie altere nuestra tranquilidad »⁹.

De plus, comme on l'a déjà évoqué, on constate que la reconnaissance de l'autorité de la Junte provinciale de Buenos Aires n'apparaît plus dans ces résolutions, et il est dit que cet Acte : « sera conservé dans les archives comme souvenir perpétuel ».

L'application des accords du Congrès général¹⁰, la constitution de la Junte de Guerre et la création de l'armée donnent lieu à des discours où les arguments concernant la défense du territoire seront sans cesse repris. Ainsi, dans la « Circulaire » que Bernardo de Velasco envoie aux *Comisionados de Costa Arriba y Costa Abajo*, le gouverneur les informe de l'instauration d'une Junte de guerre et de la formation d'un corps militaire « pour le service et la défense de la patrie », et il signale les bases et les conditions du recrutement de deux cents volontaires par ville. Il demande au *Comisionados* de mettre tout leur zèle et tout leur « patriotisme » pour que les premiers à se présenter soient des jeunes, et il confirme que ce service militaire n'impliquera pas qu'ils aient à sortir du territoire :

«... para que los mozos solteros sean los primeros en apresentarse gustosos : muy seguros de que en ningun caso saldrán de la Provincia como se le ofrece este Gobierno en lo que deben estar firmamente persuadidos, pues todo su Serv. lo desempeñaran dentro de los limites de la Patria »¹¹.

Le ton grandiloquent et la rhétorique de circonstance mènent Velasco à s'identifier aux habitants du Paraguay : «... que en nada se les faltará, que serán muy bien tratados y que qualquiera acontecimiento ocurra, su Gobernador ha de ser su General y el primer Patriota que derramará su sangre con ellos ». Et dans la dernière partie de son discours, le gouverneur ira encore plus loin dans la caractérisation du territoire, de sorte qu'il procède à la fois à une sorte de personnalisation de cette « Patrie » et à la situer dans le domaine de l'abstraction :

«... todas las fatigas iban á ser consagradas a la Patria, por quien y para quien nada debe escasearse »¹².

Dans la proclamation du Gouvernement et du *Cabildo* du 11 septembre, on retrouve à nouveau des expressions où se mêlent sentiments et principes d'adhésion au souverain et au sol paraguayen :

*« Si obedecieramos a la junta de Buenos Aires, tendríais que ir a combatir en su defensa [...] Pues cuanto mejor será poder luchar por el propio país y por los Derechos de nuestro legítimo monarca [...] y si es preciso morir, moriremos en nuestra Patria en su defenza y en defenza de los Derechos de nuestro amado Rey... »*¹³

Dans le même sens, les affirmations de José Antonio Zavala, chef de l'expédition militaire chargée de récupérer les bateaux paraguayens retenus à Corrientes, sur des instructions de Buenos Aires, sont également intéressantes.

En effet, le premier affrontement important entre les Paraguayens et les habitants de Buenos Aires, a lieu à Corrientes. Il s'agit d'un échange de lettres et de propos verbaux. Zavala, chef de l'expédition paraguayenne chargée de récupérer les bateaux de la Province, s'adresse à Elias Galván, commandant de Corrientes, et demande réparation pour l'offense subie par Asunción. Ce communiqué contient également des allusions relatives au sentiment d'appartenance à un territoire :

*« La capital de la Asunción del Paraguay ha observado desde tiempo inmemorial la mejor correspondencia con [...] Corrientes [...] de subito se halla insultada alevosamente [...] no permitiendo que los pasajeros de aquella naturaleza (los habitantes) y forasteros, regresen a su patria y vecindad »*¹⁴.

Et José Antonio Zavala se permet d'insister sur le fait que le territoire paraguayen est la terre-mère, le point de départ de la colonisation espagnole dans la région :

*« Y esta resolución será la única que se admitirá en desagravio del gravísimo insulto que ha recibido aquella antiquísima y respetable provincia, madre de las ciudades del Río de la Plata »*¹⁵.

On retrouve des idées similaires dans d'autres documents officiels, y compris dans des textes signés par Pedro Gracia, pro-espagnol acharné et gouverneur intérimaire de la Province pendant l'absence de Velasco en mission dans l'ancien territoire des Jésuites. Dans un communiqué adressé à Zavala où il lui donne des instructions pour l'expédition à Corrientes, il insiste sur le fait que Zavala doit être ferme avec les habitants de cette ville, lesquels, vivant sur la rive ouest de Paraná, ne sont pas très fidèles à Asunción. Ces habitants de la région doivent être chassés «... por seguir un partido enteramente opuesto a la justa

causa que defendemos, porque no es regular, que sobre tener que defender el territorio, tengamos tambien que estar constantemente alerta sobre las traiciones o maldades, que nos pueden hacer sus habitantes »¹⁶.

Conjointement aux *bandos* envoyés aux *Comisionados* pour la préparation et la formation des forces militaires, le gouvernement de la province envoie des communiqués aux différents districts. Il s'agit de recenser toutes personnes en état de servir. Ainsi, par exemple, dans une note adressée à la paroisse de Limpio, il est dit que « personne n'est libre ni ne peut l'être de servir la Patrie »¹⁷. Il est précisé, pour rassurer la population, que l'on n'aurait recours à elle qu'en cas de stricte nécessité. Il s'agit de défendre la Patrie, mais à l'intérieur de son territoire : «... mucho mas quando esta Gente ha de ser ocupada en un caso estricto y absolutamente preciso, y de ningun modo para salir de la Provincia su Patria, à quien defienden y Sirven »¹⁸.

De la même manière, et dans l'éventualité d'un affrontement, les instructions du gouvernement aux *Cabildos* des villes de l'intérieur, intructions qui à leur tour seront transmises dans tout le territoire à travers les *Comisionados de Campaña*, indiquent clairement quelles sont les actions qui doivent être entreprises ainsi que ses objectifs. Ce sont des mesures de défense d'un espace géographique spécifique. Cet espace est celui de la Province, c'est-à-dire, celui de la « Patrie » :

*«... solo en caso de que esta Provincia se halle atacada por alguna fuerza extraña que quiera distraerla de la obediencia que tiene jurada a su legitimo Soberano [...] en esta virtud los Magistrados encargados de la seguridad y tranquilidad de este territorio no tienen otras miras ni otras ideas que conservar la Provincia en la obediencia del Rey [...] que no tiene por objeto el salir de nuestro Territorio, á hazer daño a nadie; sino defenderlo de quien quiera hazernos mal [...] que tambien concurran á la defensa de la Patria »*¹⁹.

Dans le camp opposé, le général Belgrano, commandant de l'armée « auxiliadora » (c'était le nom donné aux forces de l'ancienne capitale de la vice-royauté qui devaient assujettir les provinces s'opposant aux nouvelles autorités) envoyée par la Junte *porteña* afin de soumettre le Paraguay, fait mention dans un des communiqués qu'il adresse à la Junte de Buenos Aires, de la passion, de la force et de l'héroïsme des Paraguayens dans la défense de leur territoire :

*« Asi es que han trabajado para venir a atacarme de un modo increíble, venciendo imposibles que sólo viendolos pueden creerse : pantanos formidables, el arroyo a nado, bosque inmenso e impenetrable, todo ha sido nada para ellos; pues su entusiasmo todo les ha allanado; que mucho si las mujeres, niños, viejos, clérigos y cuantos se dicen hijos del Paraguay están entusiasmados por su patria »*²⁰.

La symbiose Province-Patrie

Ces termes fréquemment employés et liés à une spécificité territoriale, et en particulier ceux de *Province* et de *Patrie* demandent quelques précisions.

Le terme de Province est employé pour désigner un territoire plus vaste que celui d'une ville et de sa campagne environnante ; la province englobe plusieurs villes et villages. D'après le *Diccionario castellano de palabras jurídicas y técnicas tomadas de la legislación Indiana* de Rafael Altamira y Crevea, ce mot possède un double sens : « Provincia fue el territorio, a veces muy extenso, gobernado por una de las autoridades supremas e independientes entre si que creó el regimen colonial. Estos territorios fueron llamados tambien virreinos y gobiernos aparte que solian limitarse en su jurisdicción a una Provincia, ya dirigidos por una audiencia (pretoriales), ya por un funcionario llamado gobernador o Capitán general. Por la otra aceptación designó aquella palabra las divisiones interiores de los virreinos y de los grandes gobiernos [...] Lo que no obstó para que [...] se llamase a veces a un virreinato Provincia, en singular, y otra veces se hablase de las provincias que contenía » (Altamira y Crevea, 1951 : 256-257).

En parlant de Province, le mot étant accompagné dans la plupart des cas d'un adjectif possessif (notre) ou d'un adjectif démonstratif (cette), les Paraguayens font allusion à une unité territoriale qui administrativement ne dépendrait pas d'une autre autorité, comme c'est le cas dans la hiérarchie de la vice-royauté. Dans le manifeste du *Cabildo* du 24 juillet, la province du Paraguay est plus d'une fois citée dans le contexte d'un ensemble plus grand et dans le cadre d'une entité administrative à laquelle elle est réellement subordonnée :

*«... felicidad de la provincia que habitamos, sin prejuicio de ninguna otra del Virreinato [...] lo mismo haremos con los demás Ayuntamientos del Virreinato [...] ni cosa alguna de las que demuestren la fraternidad y unión de esta provincia con la capital, y demas provincias y pueblos del Virreinato »*²¹.

La « Provincia del Paraguay » est une expression qui possède une forte connotation dans l'imaginaire paraguayen. Ce que les habitants de la Province défendent est le territoire, resté inchangé depuis la première division administrative de la région, celle de 1617. La division administrative ultérieure, introduite par le Plan d'Intendance en 1782, n'implique pas une modification fondamentale de la délimitation territoriale ; c'est toujours une juridiction équivalente. Par ailleurs, la plupart des villes qui faisaient partie de la Province dès 1617 furent détruites ou toujours menacées ou transférées. D'où l'importance et le rôle plus que significatif assumé par Asunción tant sur un plan concret

que sur un plan symbolique. Asunción devient la métonymie de la Province, c'est-à-dire du Paraguay.

Pour les Paraguayens, la « Provincia » n'est pas celle qui a été créée à partir des réformes des Bourbons, mais la Province qui a existé et à laquelle ils se sont attachés à partir de 1617. Félix de Azara témoigne des désaccords territoriaux constants entre Asunción et Buenos Aires tout au long du XVII^e et XVIII^e siècles : «... aún lo que queda hacia el sur se lo disputaron los gobernadores de Buenos Aires [...] Sin embargo de esto y de las instancias del Señor don Pedro Melo no se han aplicado las tierra que hay desde Ñeembucú al Paraná porque el gobierno de Buenos Aires no ha querido cumplir en esta parte dicha real disposición... » Ce sont des désaccords qui se manifestent aussi au sein de l'Église : «... pero como no hubiese obispo en Buenos Aires, ni Tucumán, el del Paraguay atendió a todo hasta que viéndose erigido obispo en Buenos Aires tuvieron ambos multitud de disputas sobre límites, las cuales se acabaron por una real cédula del año de 1720 » (Azara, 1994 : 103-104). Par ailleurs, le même Azara met en évidence la supériorité et la portée de l'ancienne province du Paraguay : « Los primeros jefes de esta provincia fueron adelantados que a lo menos equivalen a los actuales virreyes y se les confirió el mando por contra- ta que hicieron con el rey... », (Azara, 1994 : 104).

« Provincia » est associée aussi au mot « territoire », et ce mot-là, à son tour, est accompagné par les mêmes déterminants que « Provincia ». La Province est donc le territoire, un territoire permanent dans l'imaginaire paraguayen. Et le territoire que l'on défend est la Province, et en même temps la Patrie à laquelle s'identifie la communauté.

Quant à la « Patrie », si ce mot peut dans certains cas faire référence à la ville, à la région ou à la nation espagnole, il semble évident qu'il est le plus souvent utilisé dans ces textes dans son sens le plus traditionnel, c'est-à-dire pour faire allusion au lieu de naissance, à la *patria chica* avec laquelle on a un lien affectif commun, un lien spirituel et moral. Le mot province est aussi associé au sens d'une *madre patria chica* (une « petite mère patrie »).

Ce terme peut aussi avoir, mais de manière atténuée, la dimension « irrationnelle » dont parle Pierre Vilar (Vilar, 1973 ; Clément, 1998), et qui au-delà du sens d'appartenance et de lien territorial, lui donne une connotation politique et sacrée : lorsqu'il s'agit de servir la patrie, de mourir pour défendre la patrie, de se dévouer pour la patrie. Dans les discours officiels Asunción apparaît la plupart du temps accompagnée de sa caractérisation de capitale de la Province, ce qui témoigne d'une hiérarchie interne conformément à laquelle le reste du territoire et les autres villes lui sont subordonnés. L'usage du mot « capitale » dans les documents destinés à des centres administratifs n'appartenant pas à la juridiction du Paraguay lui confère un statut particulier, sinon de supériorité, du moins d'égalité avec les autres capitales.

La cohésion chère aux Paraguayens, cohésion exprimée et ressentie, est une singularité qui tire ses éléments constitutifs d'une géographie, d'un développement économique et culturel et d'une histoire collective hasardeuse marquée par des signes particuliers. S'ajoute à cela un sentiment vital d'appartenance au territoire de naissance. Ainsi se construit au Paraguay l'imaginaire d'une communauté qui partage les mêmes valeurs particulières, valeurs accompagnées d'autres valeurs également partagées sur lesquelles se fonde la nation espagnole dans son ensemble, comme par exemple la fidélité au souverain (Guerra, 1992 : 319-350).

Le temps n'est pas encore venu de parler de nation ni de nationalité paraguayenne. La conscience très marquée qu'ont les Paraguayens d'appartenir à une même Patrie n'est pas incompatible avec l'appartenance à la nation espagnole. Les observations faites par Mario Góngora à propos du Chili, peuvent s'appliquer au Paraguay, à savoir :

Durante la colonia se desarrolla un sentimiento nacional criollo, un amor a la « patria » en su sentido de tierra natal de que nos dan amplio testimonio los cronistas [...] Pero no creo que se pueda llamar sentimiento nacional a ese regionalismo natural, aliado, por lo demás a la fidelidad a la Monarquía española (Góngora, 1986 : 37-38).

Ce qui est indiscutable c'est ce phénomène de différenciation et d'auto-identification que l'on observe chez les Paraguayens, et dont le sentiment d'appartenance à un territoire est un élément constitutif essentiel. C'est ce qui explique en grande partie la mobilisation générale qui s'est produite devant le danger que représentait l'expédition de Belgrano. La Province du Paraguay, par l'intermédiaire de son élite, face à l'alternative entre la subordination à la capitale et le loyalisme absolu envers la représentation du pouvoir souverain, choisit cette deuxième solution. Ce choix, qui n'est certes pas celui de tous et qui est une rupture de l'ordre hiérarchique, ne peut que conduire à un affrontement avec Buenos Aires.

Il faudrait peut-être ajouter que ce sentiment d'appartenance s'exprime dans d'autres occasions. En effet, en dehors des partisans des orientations de la Junte de Buenos Aires qui furent contactés par les émissaires de cette dernière, on constate que certains Paraguayens furent arrêtés et emprisonnés pour avoir émis des opinions contraires à l'opinion officielle. (Chávez, 1959 : 43-60). Dans ces cas aussi nous trouvons les allusions à la « Province ». Par exemple à Villa Real de Concepción, le 5 novembre 1810, Julián de la Villa dénonce José Maria Aguirre auprès du commandant militaire et politique José Ramón Gómez de la Pedrera, en présence du curé et de trois témoins. D'après les délateurs, l'accusé aurait dit que

«... el Sor Gobernador y Ministros del Paraguay eran ladrones que usurpaban al rey sus sueldos y que por esto no querian obedecer á la Junta de Buenos Aires [...] el Sor Gobernador Inte del Paraguay y mandatarios contra quienes se habia expresado en publico el referido Aguirre; unos ladrones y picaros que usurpaban el Erario, y que por eso no obedesen á la Junta de Buenos Aires, que todos devian ser ahorcados y el primero el Gobernador [...] que cuando se hiso la Junta en el Paraguay se alló allá el Aguirre y que cada uno desus individuos llevaba su dictamen en el bolsillo o muchos de ellos, pero como el Cabildo tenia hecho su consejo de antemano que no se habia hablado nada. Que al Gobernador le habia escrito a Buenos Ayres que su autoridad siempre seria respetada : y que por hacer lo que habia determinado el Cabildo andaba el en defender la Provincia : que entonces el declarante le dijo que callase y no moviese esa conversacion porque se haria odiar y que él replicó [...] que daba cuidado de eso que es la unica vez que le reprehendió ».

Arrêté et emprisonné le jour même, l'accusé est envoyé à Asunción le 10 novembre :

«... respecto ha que no aparecen mas sujetos a quien examinar sobre este sumario remitase al Sr. Gobernador Intendente para que en su vista delivre lo que estime conveniente : conduciendose el acusado reo don José Maria Aguirre a igual disposicion de su señoría y al cargo de Francisco Quiñones, cabo y José Antonio ([...]) quien dejara recibo lo proveí y firmé con testigos de que certifico... »²².

C'est la défense de la Province, de la Patrie, qui conduit le Paraguay à s'opposer aux décisions de Buenos Aires. Cet affrontement avec Buenos Aires passera par différentes étapes plus ou moins violentes. C'est un affrontement verbal, mais aussi une réponse armée à l'agression territoriale. Dans tous les cas, le discours construit autour de la notion de la Province-Patrie est un élément qui directement et indirectement participe à l'élaboration et à la consolidation de la prise de conscience par le Paraguay de son autonomie.

Notes

1 Bando de Bernardo Velasco. Asunción, 28 juin 1810, ANA (Archivo Nacional de Asunción), SH (Sección Historia), 211.

2 Ibid.

3 Bando de Bernardo Velasco. Asunción, 2 juillet 1810. ANA, SH, 211.

4 Acte du Congrès du 24 juillet 1810, ANA, SH, 211. L'espace public de discussion est occupé par l'élite qui l'ouvre aux représentants de la Province pour légitimer par leur participation les orientations et les choix prédéfinis. Nous ne sommes pas loin de la conception pré-démocratique de la démocratie (l'individuation de la participation et le refus de toute médiation) dont parle Patrice Gueniffet (Gueniffet, 1993 : 24).

- 5 Acte du Congrès du 24 juillet 1810, ANA, SH, 211.
- 6 Acte du Congrès du 24 Juillet 1810. *loc. cit.*
- 7 ANA, Colección Rio Branco, I-29, 22, 1-2.
- 8 Acte du Congrès du 24 juillet 1810. ANA, SH, 211.
- 9 Acte du Congrès du 24 juillet 1810, ANA, SH, 211.
- 10 En premier lieu, reconnaître le Conseil de régence et lui prêter serment. Deuxièmement, garder de bonnes relations et une amitié fraternelle avec la Junte de Buenos Aires, mais en laissant en suspens la question de la reconnaissance d'une éventuelle subordination envers la Junte de Buenos Aires : «... suspendiendo todo reconocimiento de superioridad en ella, hasta tanto que SM resuelva lo que sea de su soberano agrado ». Troisièmement, étant donné le danger que représente la puissance voisine, former une Junte de Guerre chargée de prendre les mesures adéquates pour défendre la province. Et enfin rendre compte et informer des décisions prises au Conseil de régence et à la Junte de Buenos Aires. Id.
- 11 Bernardo de Velasco. Circulaire aux *Comisionados de Costa Arriba*. Aux *Comisionados de Costa Abajo*. Asunción 27 juillet 1810. ANA, SH, 212.
- 12 Ibid.
- 13 Proclamation du Gouvernement du *Cabildo* d'Asunción, Capitale de la Province du Paraguay, à ses habitants. Asunción. 11 septembre 1810. ANA, SH, 211.
- 14 José Antonio Zavala à Elías Galván, Corrientes, 1e octobre 1810, ANA, SH, 212.
- 15 José Antonio Zavala au Commandant de Armas Elías Galván. Corrientes. 1e octobre 1810. ANA, SH, 212.
- 16 Communiqué du Gouverneur Pedro Gracia au Lieutenant Colonel Zavala y Delgadillo, Asunción, 24 septembre 1810. ANA, SH, 212.
- 17 Communiqué du Gouvernement au M. D H José del Casal. District de la Paroisse de Limpio, Asunción, 1 août 1810. ANA, SH, 212.
- 18 Ibid.
- 19 Communiqué de Pedro Gracia aux Mm. du *Cabildo* de Villa Rica. Asunción del Paraguay, 29 août 1810. ANA, SH, 212.
- 20 Communiqué du général Belgrano à la Junte, dans lequel il relate les événements postérieurs à la bataille de Tacuarí. Candelaria, 14 mars 1811. *Biblioteca de Mayo*, 1963 : 12536.
- 21 ANA, SH, 211.
- 22 10 novembre 1810. ANA, SH, 215.

Bibliographie

- Acevedo Edberto Oscar, (1966), *La Intendencia del Paraguay en el Virreinato del Río de la Plata*, Buenos Aires, Ed. Ciudad Argentina.
- Altamira y Crevea Rafael, (1951), *Diccionario Castellano de palabras jurídicas y*

- técnicas tomadas de la legislación Indiana*, México, Instituto Panamericano de Geografía e Historia.
- Cardozo Efraím, (1991), *El Paraguay Colonial*, Asunción, Ed. El Lector (1^e éd. 1953).
- Chávez Julio César, (1959), *Historia de las relaciones entre Buenos-Ayres y el Paraguay 1810-1813*, Buenos Aires, Ed. Nizza.
- Chiaramonte José Carlos, (1997), *Ciudades, provincias, Estados : Orígenes de la Nación Argentina. 1800-1846*, Buenos Aires, Ariel.
- Clément, Jean-Pierre, (1998), *El Mercurio Peruano, 1790-1795*, Frankfurt, Vervuert Verlag.
- De Azara Félix, (1994), « Descripción histórica, física, política de la Provincia del Paraguay 1793 », in *Escritos Fronterizos*, Madrid, Icona-CSIC.
- Díaz, Ana María, (1999), *L'invention de l'indépendance du Paraguay (1810-1813). Le discours officiel, vecteur d'un imaginaire*. Thèse de doctorat sous la direction de J-P. Clément. Université de Poitiers.
- Fernandez de Pinedo E, Novales A. G et Derozier A. (1987), « Centralismo, ilustración y agonía del Antiguo Régimen (1715-1833) », in : M. Tuñón de Lara (coord.), *Historia de España, Tome V*, Barcelona, Labor.
- Góngora Mario, (1986), *Ensayo histórico sobre la noción de Estado en Chile en los siglos XIX y XX*, Santiago de Chile, Editorial Universitaria.
- Gueniffet Patrice, (1993), *Le nombre et la raison. La Révolution française et les élections*, Paris, EHESS.
- Guerra François Xavier, (1992), *Modernidad e Independencias. Ensayos sobre las revoluciones hispánicas*, México, Fondo de Cultura Económica.
- (1995), *Las Revoluciones hispánicas : independencias americanas y liberalismo español*, Madrid, Ed. Complutense.
- Halperin Donghi Tulio, (1985), « Reforma y disolución de los imperios ibéricos, 1750-1850 », *Historia de América Latina*, 3, Madrid, Alianza Editorial.
- Helmer Marie, (1993), « À propos des origines de la conscience nationale au Paraguay », *Cantuta*, Madrid, Casa Velázquez, pp. 207-210 (1^e parution in *Bulletin de la Faculté des Lettres de Strasbourg*, 1966).
- Lynch John, (1989), « El siglo XVIII ». *Historia de España*, XII, Barcelona, Editorial Crítica.
- Molas Mariano Antonio, (1957), *Descripción histórica de la antigua Provincia del Paraguay*, Buenos Aires, Ed. Nizza, (1^e ed. 1868).
- Moreno Fulgencio, (1985), *Estudio sobre la Independencia del Paraguay*, Asunción, Ed. Carlos Schauman, 3^e éd, (1^e éd. 1911).
- Senado de la Nación, (1963), *Biblioteca de Mayo*, volume XIV, *Guerra de la Independencia*, Buenos Aires.
- Verdo Geneviève, (1998), *Les provinces désunies du Río de la Plata : Souveraineté et représentation politique dans l'indépendance argentine (1808-1821)*. Thèse de doctorat sous la direction de François-Xavier Guerra, Université de Paris-I

Vilar Pierre, (1973), « Patrie et Nation dans le vocabulaire de la Guerre d'indépendance espagnole », in *Actes du Colloque Patriotisme et Nationalisme à l'époque de la Révolution française et de Napoléon*. XIII^e Congrès international des sciences historiques, Paris, Société des études robespierristes.

RÉSUMÉ - RESUMEN

L'adversité qui a caractérisé l'histoire de la société paraguayenne a donné naissance à un sentiment de cohésion et d'appartenance à une communauté spécifique, à un sentiment sur lequel se forge l'idée d'une Nation et d'une Patrie. Dans le singulier parcours du Paraguay vers son indépendance et dans les discours officiels de l'époque se trouve la genèse de la notion de Patrie. Dans ces textes transparait ce sentiment d'adhésion, d'attachement à une terre qui n'est pas seulement la mère patrie espagnole, mais déjà la patrie paraguayenne. L'analyse de ce discours montre que celui-ci est un élément qui directement et indirectement participe à l'élaboration et à la consolidation de la prise de conscience par le Paraguay de son autonomie.

La adversidad que caracterizó la historia de la sociedad paraguaya dio origen a un sentimiento de cohesión y de pertenencia a una comunidad específica, un sentimiento sobre el cual se forja la idea de Nación y de Patria. En el singular recorrido del Paraguay hacia su independencia y en los discursos oficiales de la época se encuentra el origen de la noción de Patria. En esos textos aparece ese sentimiento de adhesión, de vínculo a un territorio que no es sólo la «madre patria» española sino también la patria paraguaya. El análisis de estos discursos muestra que éstos constituyen un elemento que directa e indirectamente participa en la elaboración y la consolidación de la toma de conciencia de la autonomía paraguaya.

INFORMATION SCIENTIFIQUE

JOSÉ MARIA ZAVALA

LECTURES

FRONTIÈRES ET ETHNOHISTOIRE : LE CAS MAPUCHE¹

JOSÉ MANUEL ZAVALA

IL EXISTE une longue tradition littéraire à propos des Mapuche. Cette tradition se confond avec les origines mêmes du Chili et du processus de conquête de son territoire, les lettres du conquistador Pedro de Valdivia (1969 [1550-52]) dénotent déjà cet intérêt pour ces Indiens guerriers immortalisés un peu plus tard par d'Alonso de Ercilla y Zuñiga dans son poème épique « La Araucana » (1981 [1569]). Mais, sans doute doit-on aux missionnaires jésuites les pages les plus remarquables de l'ethnographie coloniale mapuche ; il faut rendre hommage aux travaux de Luis de Valdivia (1887 [1606]), de Diego de Rosales (1989 [vers 1674]) et de Miguel de Olivares (1874 [vers 1736]) pour n'en citer que trois parmi les meilleurs.

On dispose donc d'un certain nombre de textes datant de la période coloniale que l'on pourrait sans doute qualifier d'« ethnographiques » ; c'est principalement l'œuvre des Jésuites, mais pas uniquement. Il faut y ajouter aussi quelques descriptions très précieuses de fonctionnaires, militaires et voyageurs dont on soulignera celle très émouvante du Mestre de camp et ancien captif chez les Mapuche, Francisco Núñez de Pineda y Bascuñan (1974 [1673]).

Par ailleurs, il existe une nombreuse documentation administrative coloniale ayant directement ou indirectement trait aux Mapuche ; elle provient en grande partie de l'Audience du Chili et traite de la gestion militaire, administrative et missionnaire, de ce qu'on appelait à l'époque la « Frontière » du Royaume du Chili, c'est-à-dire du dispositif militaro-missionnaire de la région du fleuve Bío-Bío, des Andes adjacentes et, selon les périodes, de la province de Valdivia. Un autre pôle important d'information administrative, en particulier pour le XVIII^e siècle, provient de Buenos Aires et concerne les explorations

et les tentatives de colonisation et d'évangélisation des Indiens de la Pampa et de la Patagonie.

Nous avons essayé dans notre travail de thèse de mettre en parallèle le plus possible ces sources distinctes ; gardant toujours un regard critique sur les écrits « ethnographiques » ; les comparant souvent avec la documentation administrative de l'époque (parfois sans valeur ethnographique apparente) et tenant compte des décalages créés par l'existence de points d'observation différents en termes géographiques (perception distincte des groupes entre Buenos Aires et Chili).

LES ÉTUDES MODERNES ET L'APPROCHE ETHNOHISTORIQUE

Les études modernes sur les Mapuche peuvent être divisées, grosso modo, en deux courants principaux ; celui des historiens, dont Sergio Villalobos (1982) a renouvelé l'intérêt dans les années quatre-vingt, en abordant la question des relations frontalières hispano-mapuches, et celui des ethnologues qui reste encore aujourd'hui marqué par la perspective fonctionnaliste des travaux du début des années soixante de Louis Faron (1969 [1961]).

Actuellement, des tentatives surgissent (Boccaro, 1998 ; Zavala, 1999) pour essayer de dépasser cette division entre une approche historique qui reste, malgré tout, superficielle quand il s'agit de comprendre l'histoire du point de vue des Mapuche et une approche ethnologique qui s'avère souvent incapable de traiter la complexité née des processus historiques vécus par les Mapuche. Ainsi, Guillaume Boccaro (1998) s'interroge dans son travail sur l'identité mapuche et essaie de repérer la construction historique de cette identité.

Il est vrai, comme le signale Boccaro, qu'il n'existe pas chez les Mapuche une identité immuable, une « essence » indienne définie une fois pour toutes et perpétuée au travers les siècles mais, au contraire, une construction identitaire nourrie des processus complexes de contacts et d'interrelations avec le monde colonial.

Cela dit, Guillaume Boccaro (1998-18) semble situer au XVIII^e siècle le point de rupture qui aurait permis la naissance de l'ethnie mapuche actuelle, à partir d'une ancienne ethnie reche. Sur ce point nous divergeons de Boccaro car les Indiens que nous avons « rencontrés » au XVIII^e siècle, au travers les documents historiques, sont déjà des Mapuche sur un plan linguistique et culturel ; tout au moins, possèdent-ils les principaux traits des Mapuche : langue, culture du cheval, industrie du tissage, système d'intégration sociale fondé sur des rassemblements politico-rituel temporaires et périodiques, résidence stable et non concentrée malgré des déplacements fréquents et longs.

Autre chose est le problème lié à la terminologie utilisée pour se référer aux Mapuche et à l'évolution historique de cette terminologie (Zavala, 1999, pp. 29-32 et 371-379) ; questions qui ne sont pas, à notre avis, nécessairement révélatrices d'un processus d'« ethnogenèse ».

En ce qui concerne notre étude, il faut dire qu'elle se concentre principalement sur le XVIII^e siècle. En effet, les informations que nous allons chercher en amont et en aval nous servent pour mieux éclairer la société mapuche du XVIII^e siècle. Ainsi, notre ambition interprétative apparaît plus limitée que celle de Boccara mais notre approche de certains événements historiques et plus détaillée. De même, notre recherche englobe-t-elle une aire plus vaste que l'Araucanía – région où se concentre le gros des études sur les Mapuches – puisqu'elle concerne aussi la province de Valdivia, les Andes et la Pampa argentine. Ces divers espaces ont été pris dans une même dynamique inter-ethnique sous domination des Mapuche.

LES MAPUCHES DU XVIII^e SIÈCLE ET LE RAPPORT FRONTALIER

Les Mapuches habitaient au XVIII^e siècle les basses terres humides du Chili situées au sud du fleuve Bío-Bío. Il occupaient également - au moins depuis le milieu du XVII^e siècle - les vallées andines voisines de ces terres, s'étendant par la suite - de plus en plus - sur le piémont oriental des Andes jusqu'à occuper - au début du XIX^e siècle - une grande partie de la Pampa située au sud de l'axe « Mendoza-Buenos Aires » et au nord du Río Negro, ancien territoire des groupes Puelche et Tehuelche.

Pour la seule Araucanía et les vallées andines adjacentes, la population mapuche était estimée dans un recensement de 1796 à un peu moins de cent mille personnes (Contreras et al., [1971], p. 44). Si on considère des estimations antérieures² et si on prend en compte les phénomènes migratoires vers l'est, on peut estimer que la population mapuche totale pourrait dépasser facilement, à cette époque, les deux cent mille personnes - chiffre important si on considère que le royaume du Chili comptait au début des années 1790 entre trois cent mille et trois cent cinquante mille personnes entre Blancs, Métis et Indiens³, ces derniers, par ailleurs fondamentalement de source culturelle mapuche.

La conclusion à laquelle nous a amené notre travail est que si les Mapuche ne se trouvent pas dans une situation de subordination vis-à-vis des Espagnols à la fin du XVIII^e siècle, c'est parce qu'il s'est cristallisé sur cette frontière une relation spécifique entre les deux sociétés. Il s'agit d'une relation d'équilibre que nous avons appelée « partenariat conflictuel » ; faute d'un terme plus précis. Ce partenariat est construit sur la base d'un rapport d'échange identique à celui

établi entre d'autres sociétés indiennes, de pasteurs ou de cavaliers - par exemple les groupes des Plaines nord-américaines (Fard, 1972), les Guajiros de la Colombie (Picon, 1980) et les Chiriguanos de la Bolivie (Combès et Saignes, 1991) - et le monde colonial. Le rapport d'échange laisse aux sociétés indiennes une liberté d'action beaucoup plus grande que le rapport de travail ; tant sur un plan politique et économique que sur le plan des capacités à réaménager le système symbolique de façon à le rendre compatible avec la présence du conquérant.

LA FRONTIÈRE COMME LIEN INTERCULTUREL

La question première auquel notre travail voulait répondre était la suivante :
Peut-on connaître l'envers de cette frontière dont nous parlent les historiens et qu'on situe sur le fleuve Bío-Bío ?

Autrement dit, peut-on avoir une approche qui dépasse la simple chronique de ce dispositif militaro-missionnaire espagnol afin de rendre compte de l'autre acteur, mais tout en conservant ce contexte de contact et d'interrelations appelé frontière ?

Cette tâche était bien sûr confrontée à une difficulté majeure : il s'agissait de faire parler un acteur historique muet, les Mapuche, puisque toute la documentation est d'origine espagnole.

Mais, très vite, une deuxième question a pris une place prépondérante dans notre réflexion :

Qu'est ce au juste que la frontière ?

En effet, ce qui apparaissait comme une évidence pour les historiens, puisqu'ils faisaient de l'*Historia fronteriza* (Villalobos, 1982), nous a paru de moins en moins évident. Le mot « frontière » était pour les Espagnols du XVIII^e siècle un terme servant à désigner plusieurs réalités, certaines très précises, comme par exemple l'ensemble du dispositif militaro-administratif qui avait en charge les rapports avec les Mapuche, d'autres moins, comme par exemple l'étendue territoriale et humaine qu'il désignait, ainsi que le sens de mouvement de progression qu'on lui octroyait. Bref, le terme n'était pas sans ambiguïté et servait plus à occulter qu'à rendre compte de la richesse de cet univers inter-ethnique.

En réalité, cette frontière était au XVIII^e siècle - au contraire de ce qu'on pouvait croire au premier abord - un système complexe de relations sociales ; un formidable lieu d'échange, de rencontre, de métissage et de passage tout en étant, à la fois, un lieu d'affrontement et de rupture.

Il se trouve donc qu'on ne peut pas concevoir ces Mapuche du XVIII^e siècle de façon indépendante de cette dynamique inter-ethnique qui les relie indissolublement au monde colonial - tout d'abord pour des raisons de méthode (principale et presque unique clef d'accès à leur univers provient des témoignages

espagnols), mais aussi, et d'une façon plus fondamentale, parce que la réalité du contact avec le monde colonial fait partie intégrante de l'univers des Mapuche : elle constitue un élément central de leur identité et alimente des processus d'innovation et d'adaptation qui font leur force.

INSTITUTIONS DE CONTACT ET STRATÉGIES DE RÉSISTANCE

Une grande partie de notre travail a consisté à « revisiter » en détail les institutions de contact imposées - au moins en théorie - par les Espagnols : dispositif et action militaire, traités de paix, missions, commerce.

Quel enseignement tirons nous de cette analyse ?

Tout d'abord, dans leurs applications concrètes ces institutions sont loin d'accomplir l'objectif de domination qui leur a été octroyé au départ et cela au moins pour deux raisons : d'une part, parce que les intérêts locaux sont souvent en contradiction avec les intérêts de la Couronne. Au niveau local on pense plus au maintien d'une situation qui permet de compter avec des subventions royales et des ressources indigènes qu'à une véritable entreprise de conquête ; d'autre part, parce que ces institutions sont, en réalité, des hybrides qui ont besoin, pour être opérationnels, d'une certaine dose d'éléments indigènes.

L'exemple le plus frappant est sans doute celui des traités de paix, des *Parlamentos*. Cette institution (Zavala, 1998) récupère, en fait, la tradition mapuche des grandes rencontres politico-rituelles, les *borracheras*, pour la situer dans un contexte inter-ethnique. Que dire aussi, des *malocas*, cette guerre de pillage et de rapt dont les Espagnols s'accommodent si bien ?

Ensuite, en ce qui concerne l'effet que peuvent avoir ces institutions de contact sur la population cible, le résultat est décevant. Véhiculent-elles des processus d'acculturation générateurs de dépendance culturelle et de perte d'identité ?

Notre réponse est négative.

Car le contact avec le monde colonial octroie aux Mapuche les outils pour mieux lui résister. En effet, sur trois niveaux, au moins, on peut percevoir l'utilisation qui font les Mapuche de cette « *dynamique du dehors* » - pour utiliser un terme cher à Georges Balandier (1986) - que leur apportent les Espagnols : au niveau de leur « économie » ; au niveau de leurs instances politiques et au niveau de leur système symbolique.

En ce qui concerne « l'économie » mapuche (au sens large de ce terme) notre travail a assez insisté - croyons nous - sur l'importance du « partenaire » espagnol, soit en tant que fournisseur de biens au travers des dons officiels (*agasajos*) ou des échanges privés (*conchavos*), soit en tant que « marché » récepteur des

produits mapuches (principalement des ponchos). Ce rapport d'échange comporte en soit - ainsi que nous l'avons développé dans notre thèse - une connotation politique indéniable puisque il tend à l'établissement d'une relation d'équilibre entre partenaires, ce qui est bien différent d'un rapport de travail construit sur la base d'une subordination de l'Indien en tant que main-d'œuvre dépendante et intégrée aux structures productives (agricoles ou minières) de la société coloniale.

De même, l'échange joue un rôle considérable dans la constitution d'un « noyau dur » de chefs traditionalistes qui trouvent là un moyen de renforcer leur autorité grâce aux produits apportés par les Blancs qu'ils introduisent dans le système traditionnel d'obtention de femmes et d'alliés.

Au niveau des instances politiques, la présence espagnole a permis la cristallisation d'une bipolarité de la chefferie. L'existence de deux types de chefs, l'un qualifié de « chef des Espagnols » (*Huinca-ulmen*) et l'autre de « chef des Mapuche » (*Mapu-ulmen*) permet de donner une cohérence et de rendre compatibles des pouvoirs aux sources distinctes voire opposées. Ainsi le *Huinca-ulmen* trouve sa légitimité dans sa capacité à se lier au monde du dehors : c'est l'homme du dialogue avec les Espagnols, celui au travers duquel les Mapuche accèdent aux dons, à la concertation de la paix et à l'établissement des alliances politiques externes. Pour sa part, le *Mapu-ulmen* trouve sa légitimité dans le monde des ancêtres, c'est donc un expert rituel, un homme secret et « du secret », qui a pour tâche d'être le gardien de la tradition la plus noble et occulte des Mapuche - celle des puissances qui commandent la guerre. C'est lui qui, dans les assemblées, appelle au combat et interpelle le *Huinca-ulmen* en établissant avec lui une controverse à propos de la justesse ou non de faire la guerre. Devant une telle dualité de pouvoir, les Espagnols souvent dépourvus d'une stratégie de contrôle adéquate se seront trouvés impuissants face aux mouvements intempestifs de révoltes qu'aucun cacique « officiel » ne semblait capable de maîtriser.

Enfin, au niveau du système symbolique, la place occupée par l'Espagnol n'est pas négligeable et elle s'explique par le type de relation établie entre les deux sociétés. Pour le Mapuche, l'Espagnol a droit de cité dans son univers symbolique, puisque le monde est par définition dual et qu'ordre et désordre cohabitent. Le Mapuche est un guerrier qui a besoin d'ennemis et d'alliés. L'idéal mapuche est celui du guerrier héroïque qui mérite d'emprunter le chemin de l'est qui l'amènera parmi les grands ancêtres guerriers qui continuent à combattre entre ciel et hautes montagnes andines contre leurs ennemis espagnols. On a donc un besoin presque « fonctionnel » de l'Espagnol ; aussi bien dans le monde terrestre que dans le monde céleste. La stratégie mapuche face à l'Espagnol est donc d'essayer de transformer un ennemi potentiel en un allié véritable afin d'augmenter sa capacité à entreprendre le combat. Il n'existe pas de véritables frontières ethniques dans cette stratégie.

CONTEXTE RÉGIONAL ET RAPPORT À L'AUTRE

Le contexte régional dans lequel ont évolué les Mapuche est sans doute un élément qui explique en grande partie leur attitude envers l'Autre. En effet, ils se sont vu confrontés à deux grandes puissances étatiques : tout d'abord l'empire Inca, puis l'empire espagnol, mais, également, à des peuples de chasseurs nomades des Andes et de leur piémont oriental. Du nord sont toujours venus les premiers, vers l'est se sont toujours situés les seconds. Entre ces deux pôles, les Mapuche arrivent à faire une sorte de synthèse et constituent un troisième pôle qui récupère des éléments culturels et des individus en provenance des deux horizons. De sorte que les Mapuche se situent de tout temps dans un contexte régional où la présence de l'Autre est très significative. Cette présence les amène à se ressouder dans une stratégie de résistance militaire qui n'est pas cependant un repli culturel, mais un moyen d'établir des contacts et d'intégrer des innovations techniques tout en marquant une autonomie territoriale.

Cette dynamique inter-ethnique se développe dans un cadre géographique bien précis qui détermine une valorisation symbolique de l'espace. Ainsi, le Nord constitue-t-il la voie d'accès du conquérant, le monde de l'étranger qui vient dominer mais qui apporte en même temps des innovations techniques permettant de mieux résister. L'Ouest est une frontière maritime insurmontable, le cul-de-sac du monde. Le Sud est un lieu de repli et un domaine réservé où la résistance peut s'organiser. Enfin, l'Est est un front à conquérir, un monde sauvage et de sauvages.

Notes

- 1 Cet article reproduit une partie du texte de soutenance de notre thèse de doctorat : « *L'envers de la frontière. Dynamique des relations inter-ethniques et stratégies de résistance des Mapuche du XVIII^e siècle* » (Paris III, 1999, 488 p.). Après une brève présentation des sources et des études modernes, nous exposons la façon dont nous avons abordé le sujet et construit notre thèse. Ce travail cherche à montrer que la frontière du fleuve Bio-Bío n'a pas été autre chose qu'un formidable lieu de rapport social inter-ethnique où conflits, échanges et pouvoirs s'entremêlent. Nous voudrions remercier tous ceux qui, au sein de l'IHEAL, nous ont soutenu ou conseillé tout au long de ces années de préparation de notre thèse, entre autres : Jacques Chonchol, Christian Gros, Frédéric Mauro, Jean Revel-Mouroz et notre directeur Pierre-Yves Jacopin.
- 2 La population Mapuche non soumise du Chili était estimée vers 1741 à 300 000 personnes (Medina, 1965, vol.3, p.317).
- 3 Les recensements des archevêchés de Santiago de 1791 et de Concepción de 1793 donnaient un total de 308 846 habitants. Certains auteurs trouvent ce chiffre

diminué par rapport aux données antérieures et situent la population totale du royaume du Chili à 350 000 personnes (Contreras et al., s.d. [1971], p.43 et 51).

Bibliographie

- Arrué, Michèle, 1992, *Comment peut-on être Mapuche ?*: Continuité et adaptation des Mapuche du Chili. Th. 3^e c. : Paris 7.
- Balandier, Georges, 1986, *Sens et puissance : les dynamiques sociales*. 3^e éd. Paris : Quadrige/PUF. 335 p.
- Boccard, Guillaume, 1998, *Guerre et ethno-genèse mapuche dans le Chili colonial. L'invention de soi*. Paris : L'Harmattan. 390 p.
- Casanueva, Fernando, 1981, *La société coloniale chilienne et l'église au XVIII^e siècle : les tentatives d'évangélisation des indiens « rebelles »*. Th. 3^e c. : EHESS-Paris 4.
- Combès (I.), Saignes (T.), 1991, *Alter-Ego, naissance de l'identité chiriguano*. Paris : EHESS. (Cahiers de l'Homme.)
- Contreras A. (J.) et al., s.d. [1971 ou 1972], *Fuentes para un estudio de Demografía histórica de Chile en el siglo XVIII*. Concepción : Universidad de Concepción.
- Domeyko, Ignacio, 1971 [1845], *Araucanía y sus habitantes : recuerdos de un viaje hecho en las Provincias Meridionales de Chile en los meses de Enero y Febrero de 1845*. Buenos Aires-Santiago : Ed. Francisco de Aguirre. 168 p.
- Ercilla, Alonso de, 1981 [1569], *La Araucana*. Barcelona : Ramón Sopena. 559 p. (Biblioteca Sopena, 592.)
- Farb, Peter, 1972, *Les Indiens : Essai sur l'évolution des sociétés humaines*; traduit de l'américain par J. du Mourier. Paris : Seuil. 365 p.
- Faron, Louis, 1969 [1961], *Los Mapuches, su estructura social*; traduit de l'anglais [1^e édition de 1961]. Mexico : Instituto indigenista interamericano. 284 p.
- Febres, Andrés, 1765, *Arte de la lengua general del reyno de Chile : con un dialogo chileno-hispano muy curioso : a que se añade la Doctrina Christiana, esto es, Rezo, catecismo, Coplas, Confesionario, y Platicas ; lo mas en Lengua Chilena y Castellana : y por fin un vocabulario hispano-chileno, y un Calepino Chileno-Hispano mas copioso*. Lima : calle de la Encarnación.
- Gay, Claudio, 1846 et 1852, *Historia Física y Política de Chile* : Documentos. Paris : chez l'auteur, vol. 1 (1846), vol. 2 (1852).
- Guevara, Tomás, 1898, *Historia de la civilización de Araucanía*. Santiago : Imprenta Cervantes. 309 p.
- Havestadt, Bernardo, 1777, *Chilidúgu sive res chilenses vel descriptio status tum naturalis, tum civilis, tum moralis regni populique chilensis*. Cologne : Monasterii Westphaliae. 2 vols., 952 p.
- Jara, Alvaro, 1961, *Guerre et société au Chili : essai de sociologie coloniale*. Paris : IHEAL. 219 p.
- Latcham, Ricardo, 1924, *La organización social y las creencias religiosas de los antiguos araucanos*. Santiago : Imprenta Cervantes. 626 p.

- Lenz, Rodolfo, 1905-1910, *Diccionario etimológico de las voces chilenas derivadas de lenguas indígenas americanas*. Santiago : Imprenta Cervantes. 953 p.
- Medina, José Toribio, 1965, *Biblioteca Hispano-Chilena : 1523-1817*. 2^e éd. Amsterdam : Israel. 3 vols. : 653, 616 et 575 p.
- Métraux, Alfred, 1967, « Le chamanisme araucan », pp. 179-235 in : *Religion et magies indiennes de l'Amérique du Sud*. [Édition posthume d'un article paru dans la *Revista del Instituto de Antropología de la Universidad de Tucumán* en 1942.] Paris : Gallimard. 291 p.
- Núñez de Pineda y Bascañán, Francisco, 1974 [1673], *El Cautiverio Feliz*. 3^e éd. Santiago : Editora Zig-Zag. 139 p.
- Obregon I., Jimena, 1991, « Les Araucans du Chili au milieu du XVII^e siècle selon un manuscrit anonyme ». *Journal de la Société des Américanistes*, vol. 77, 1991, pp.157-172.
- Olivares, Miguel, 1874 [vers 1736], *Historia de la Compañía de Jesus (1593-1736)*. [Introduction et notes de Diego Barros Arana.] Santiago : Imprenta Andrés Bello. 563 p. (CHCh, vol.7.)
- Olivares, Miguel, 1864 [vers 1766], *Historia militar, civil y sagrada de Chile : primera parte*. Santiago : Imprenta del Ferrocarril (CHCh, vol.4.)
- Picon, François-René, 1980, *Contact et adaptation : Ethnohistoire de l'adoption de l'élevage et des changements socio-économiques chez les Indiens guajiros*. Th. 3^e c. : Ethnologie : Paris V.
- Rosales, Diego de, 1989 [vers 1674], *Historia General del Reino de Chile, Flandes indiano*. 2^e éd. [révisée par Mario Gongora]. Santiago : Ed. Andrés Bello. 2 vols.
- Turgeon, Laurier, 1996a, « De l'acculturation aux transferts culturels », pp. 11-32 in : *Transferts culturels et métissages/sous la direction de Laurier Turgeon, Denys Delâge et Réal Ouellet*. Paris : L'Harmattan. 580 p.
- Turner, Frederick Jackson, 1963, *La Frontière dans l'histoire des États-Unis*; traduit de l'anglais par Annie Rambert. Paris : PUF.
- Universidad de la Frontera, 1988, *Misioneros en la Araucanía, 1600-1900*. Temuco : Universidad de la Frontera. 385 p.
- Valdivia, Luis de, 1887 [1606], *Arte, Vocabulario y Confesionario de la Lengua de Chile compuestos por Luiz de Valdivia*. [Fac-similé de l'édition de 1606 fait par Julio Platzmann]. Leipzig : B. G. Teubner. Pagination irrégulière.
- Valdivia, Pedro de, 1960 [1550-1552], « Cartas de Pedro de Valdivia que tratan del Descubrimiento y Conquista de Chile », pp. 1-74 in : *Crónicas del reino de Chile*/Francisco Esteve Barba (éditeur). Madrid : Ediciones Atlas (Biblioteca de autores españoles, 131.)
- Villalobos R., Sergio, 1982, « Tres siglos y medio de vida fronteriza », pp. 11-64 in : *Relaciones fronterizas en la Araucanía*. Santiago : Universidad Católica de Chile. 283 p.

- Vivar, Gerónimo de, 1979 [1558], *Crónica y relación copiosa y verdadera de los Reinos de Chile* (1558). [édition et notes de Leopoldo Saez-Godoy]. Belin : Colloquium Verlag. XIX-343 p. (Biblioteca Ibero-americana, 27.)
- Wachtel, Nathan, 1974, « L'acculturation », pp. 124-146 in : *Faire de l'histoire* : 1. Nouveaux problèmes/sous la direction de J. Le Goff et P. Nora. Paris : Gallimard.
- Zavala, José Manuel, 1998, « L'envers de la « Frontière » du royaume du Chili. Les cas des traités de paix hispano-mapuches du XVIII^e siècle ». *Histoire et Sociétés de l'Amérique latine*, n°7, 1998, pp. 185-208.
- Zavala, José Manuel, 1999, *L'envers de la frontière. Dynamique des relations inter-ethniques et stratégies de résistance des Mapuche du XVIII^e siècle*. Th. Paris III, 1999, 488 p.

LECTURES

Dominique Gresle-Pouligny, *Un plan pour Mexico-Tenochtitlan : les représentations de la cité et l'imaginaire européen (XVI^e-XVIII^e siècle)*. Paris, L'Harmattan, 1999, collection Recherches Amérique latine, 360 p.

L'ouvrage de Dominique Gresle-Pouligny était attendu depuis plusieurs années par les spécialistes de l'histoire coloniale du Mexique, et plus particulièrement par les chercheurs qui travaillent sur l'histoire des idées et des représentations mentales. En effet, cette recherche dépasse le cadre étroit de la littérature mexicaniste pour s'inscrire dans un contexte plus large : celui des travaux réalisés, en France comme à l'étranger, sur les relations complexes qui s'établissent, de manière différente selon la société étudiée, entre la perception et la représentation de l'espace et du territoire. Afin de décoder le message adressé par l'auteur d'un dessin ou d'une peinture à son destinataire, il est nécessaire de reconstituer l'ensemble du système de pensée qui soutient la représentation iconographique. Comme le signale à cet égard Christian Jacob dans *L'empire des cartes* : « La cartographie n'est pas seulement une opération technique, avec des méthodes, des instruments immuables. La diversité même des matérialisations des formes géogra-

phiques à travers l'histoire est là pour nous le rappeler : la configuration des cartes dépend non seulement de l'état d'avancement des connaissances géographiques, mais aussi des codes graphiques, de l'univers visuel et esthétique partagé par l'auteur du document et ses destinataires »¹. C'est cette tâche difficile mais nécessaire qu'a décidé d'entreprendre Dominique Gresle-Pouligny dans une thèse soutenue en 1997 à l'EHESS, et dont le présent ouvrage propose au lecteur une version abrégée (on regrettera à cet égard que le format du livre ne permette qu'une reproduction de taille très réduite des 59 illustrations qui ont été sélectionnées par l'auteur pour cette édition).

Tout le mérite du travail réalisé par Dominique Gresle-Pouligny est de s'intéresser à un territoire réduit (la ville de Mexico) mais porteur d'une forte charge symbolique, dont une représentation de base (le fameux plan dit de Cortés, publié à Nuremberg et à Venise en 1524) a été réutilisé pendant plusieurs siècles pour véhiculer une image stéréotypée de l'ancienne capitale aztèque. Mais cette image s'inscrit chaque fois dans un contexte historique et culturel différent, et l'illustration initiale finit par fonctionner comme une « coquille vide », pour reprendre une expression de l'auteur, dans laquelle

chacun peut placer ce qui l'intéresse, sans pour autant refléter une quelconque « réalité » urbaine. Centrée sur l'étude d'un plan de ville très connu, la problématique de l'ouvrage ne se limite pourtant pas à une simple analyse de la sémiologie graphique employée par l'auteur du document pour exprimer à la fois son art et sa vision du monde. En effet, c'est tout le contexte intellectuel de son époque (le début du XVI^e siècle), qui est examiné afin de faciliter son interprétation.

Deux grandes parties permettent de mieux comprendre la mise en place du modèle initial et son évolution dans le temps (L'élaboration de l'image de Mexico-Tenochtitlan : un plan pour une ville et Les variantes de l'image : le plan et ses métamorphoses). La première partie sert de cadre intellectuel au document princeps et permet de mieux comprendre dans quelles conditions il a été élaboré. On passe ainsi de l'environnement culturel et mental du plan cortésien aux textes historiques qui lui sont associés en passant par les modèles qui ont pu inspirer à la fois la représentation iconographique de Tenochtitlan et ses descriptions littéraires. Bien entendu, l'image que donne de Mexico le plan de 1524 est en grande partie le reflet de villes antérieures – celles de l'Ancien Monde – qui étaient largement représentées par les cosmographes et les cartographes européens de la fin du XV^e et du début du XVI^e siècle. C'est pourquoi Dominique Gresle-Poulligny s'intéresse aux plans de ville composés en Europe avant 1520, afin de mettre en évidence leurs points communs et leurs diffé-

rences. Ce qui pourrait apparaître comme une longue digression ou un fastidieux catalogue pose en fait les bases d'une étude comparative axée sur trois villes qui occupent une place centrale dans la cartographie de l'époque : Paris, Venise et Jérusalem.

Le plan est ainsi replacé dans son cadre historique (la découverte de l'Amérique), culturel (les œuvres littéraires les plus connues des Espagnols en route pour les Indes), scientifique (la cosmographie et les progrès de la géographie), mais aussi technique (les procédés de fabrication et de diffusion des images par l'intermédiaire de l'imprimerie et de la gravure sur bois). Grâce à un travail approfondi mené dans les archives, mais aussi à une très grande connaissance de toute la littérature contemporaine de l'apparition du plan princeps, l'auteur peut non seulement montrer l'originalité de la représentation cortésienne, mais aussi son adéquation aux témoignages laissés par les conquérants de la ville aztèque. Comme le fait remarquer Jean-Pierre Berthe dans sa préface, même si le graveur allemand (peut-être Erhard Schoen) a respecté les conventions artistiques de son temps, le plan est bien une représentation objective de la cité. Ce n'est que dans la deuxième partie de l'ouvrage que Dominique Gresle-Poulligny s'intéresse à la description analytique du plan de 1524, après un bref chapitre portant sur les antécédents mexicains de l'image espagnole. Cette étude, d'une grande précision, d'une minutie extrême, est sans aucun doute un modèle du genre. Tous les éléments de l'urbanisme mexicain préhispanique

sont analysés en détail (chaussées, digues, canaux, principaux édifices, aqueduc...), ainsi que la structure et l'organisation d'ensemble de la cité. Afin de démontrer que le document initial, loin d'être une image fantasmagorique de la capitale indienne, se fonde sur une représentation à peu près exacte de la réalité, l'auteur met en valeur les rapports qui existent entre le contenu du plan et la réalité physique de la ville, telle qu'on peut la reconstituer à la lumière des textes et de l'archéologie. Le troisième chapitre de cette deuxième partie est conçu comme un catalogue raisonné de vingt-cinq représentations de Mexico directement inspirées du plan de 1524, depuis le croquis de l'Alberico de A. Zorzi (1525, publié en 1538), jusqu'au plan de Pierre de Hondt, édité à La Haye en 1754. Cette étude, particulièrement fouillée, permet de mettre en valeur les quelques repré-

sentations cartographiques de la ville espagnole qui se détachent du modèle initial, comme la grande carte d'Uppsala (1556-1558), attribuée à Alonso de Santa Cruz, le plan de Juan Gómez de Trasmonte (1628) ou celui de Nicolas de Fer (1700-1705). Cependant, aucune d'entre elles n'a été autant copiée, déformée ou détournée que le premier plan dit de Cortés, dont la diffusion au fil du temps traduit non seulement l'importance des représentations symboliques dans la cartographie européenne des XVII^e et XVIII^e siècles, mais aussi la fragilité de la frontière entre le réel et l'imaginaire dans nos mémoires collectives.

Alain Musset,
EHESS, Paris.

1 JACOB, C., 1992, L'empire des cartes. Paris, Albin Michel, p. 240.

Sous-commandant Marcos, Yvon Le Bot : « *Le rêve zapatiste* ». Ed. Le Seuil, Paris, 1997.

Fruit d'une recherche personnelle et d'une remarquable rencontre avec le sous-commandant Marcos, « *Le rêve zapatiste* » présente un ensemble de réflexions stimulantes sur les origines et la signification du mouvement néo-zapatiste.

L'ouvrage est organisé en deux parties. Les interviews avec Marcos, le major Moisés et le commandant Tacho sont précédées d'une analyse sociologique très synthétique, destinée à restituer le contexte du conflit chiapanèque. Yvon Le Bot y développe sa réflexion personnelle sur les origines, la signification et les perspectives du soulèvement zapatiste.

L'originalité de l'ouvrage réside dans cette combinaison difficile entre une démarche « journalistique » (les entretiens ont été menés avec la collaboration de Maurice Najman, du Monde diplomatique) et une vocation proprement scientifique. Là réside également sa dimension la plus controversée, critiquée par divers spécialistes du Chiapas.

Les entretiens ne sauraient être résumés ; tant pour le connaisseur que pour le novice, leur lecture sera fort enrichissante. Avec une franchise exceptionnelle, les rebelles répondent aux questions du sociologue. Sans révéler des « secrets d'État », les dirigeants zapatistes acceptent l'exercice de l'auto-critique. Ils abordent aussi bien des thèmes largement débattus par le

passé (conception politique et projet du néo-zapatisme) que des questions souvent évitées (origines et héritages idéologiques de l'EZLN). Afin de faciliter la lecture, l'auteur a regroupé les entretiens de façon thématique. Treize sections permettent d'appréhender de façon accessible la position du principal protagoniste du conflit chiapanèque : l'Armée Zapatiste de Libération Nationale.

Dans sa partie analytique, « *Le rêve zapatiste* » apporte des éclairages et des hypothèses stimulantes sur le soulèvement zapatiste. Au cœur de la réflexion se trouvent deux questions : celle de la genèse de l'insurrection et celle de l'originalité du mouvement armé.

Yvon Le Bot insiste ainsi sur les rapports étroits mais discontinus entre le mouvement paysan-indien et l'organisation politico-militaire : « *L'insurrection est née en réalité de deux impossibilités. Celle de la guérilla et celle du mouvement social. (p. 36) [...] Loin d'être la continuation de la guérilla et l'expression la plus élevée du mouvement social, le mouvement armé indien est né d'une double rupture : de ce que Marcos appelle la « première défaite de l'EZLN » d'une part, d'autre part du basculement de secteurs communautaires confrontés aux impasses de la modernisation et du développement, en butte à la répression et au racisme.* » (p. 38)

Cette hypothèse - que l'auteur a développée par le passé dans l'analyse d'autres expériences latino-américaines¹ - propose une réponse intéressante au problème des liens entre l'action collective et la violence politique. Elle insiste sur l'importante mobi-

lisation paysanne-indienne, qui précède le projet armé et permet d'expliquer son ampleur. Toutefois, l'auteur souligne que l'insurrection résulte de divisions et de ruptures, qu'elle contribue à aggraver. « *Le basculement dans la violence se fait lorsque le mouvement social est empêché, se trouve dans une impasse ou se décompose. Et ce basculement précipite la destruction du mouvement et des acteurs sociaux. Le soulèvement zapatiste illustre cette idée.* » (p. 103)

Cette nuance est essentielle, car elle corrige une vision idéalisée du soulèvement. Ce dernier n'est pas le produit d'une décision consensuelle et unanime, mais exprime des conflits et des tensions qui traversent les communautés et le mouvement paysan-indien chiapanèque.

Ceci nous amène à un problème beaucoup plus délicat : la particularité du zapatisme en tant que mouvement armé. Et c'est ici qu'Yvon Le Bot développe ses hypothèses les plus fortes et les plus controversées. Pour l'auteur, le zapatisme ne saurait être assimilé aux mouvements de libération nationale castro-guévaristes. S'appuyant sur les déclarations des dirigeants zapatistes, il avance la thèse de la « métamorphose de la lutte armée » : « *La guérilla, formée par une poignée de révolutionnaires professionnels, s'est transformée en un mouvement communautaire armé.* » (p. 68)

Suite à un « choc » avec les communautés, l'organisation politico-militaire se serait indianisée et aurait changé de nature, pour devenir une « anti-guérilla » : « *Le mouvement zapatiste n'est pas la continuation ou la relance de l'ancienne guérilla. Il naît au contraire de son échec, [...] celui du projet zapatiste lui-*

même [...] Une « défaite » infligée non par l'ennemi, mais dans la rencontre avec les communautés indiennes. Loin de convertir ces dernières à la logique de l'organisation politico-militaire, le contact produit un choc culturel qui débouche sur un renversement des hiérarchies où ceux des membres de l'ancienne avant-garde qui ont survécu et qui sont restés dans la Selva se transforment en serviteurs d'une dynamique de soulèvement indien. » (p. 69)

Cette métamorphose serait à l'origine du zapatisme du premier janvier 1994, qui subira à son tour une deuxième transformation après l'échec de son projet insurrectionnel, au contact avec la société mexicaine. « *Apparaît ainsi un « néo-zapatisme » [...] déjà en gestation dans le précédent. Le projet politico-militaire a cédé la place à un mouvement communautaire armé qui lui-même cherche à se transformer en un mouvement civil [...] dont le projet serait moins de renverser la pyramide du pouvoir que d'inventer un système et une culture politiques qui soient au service de la société, de la base.* » (p. 70) Insistant sur la nouveauté de cette « stratégie de non-violence armée », l'auteur rappelle que « *les zapatistes d'aujourd'hui disent vouloir disparaître en tant qu'organisation de lutte armée et ne souhaitent pour eux-mêmes aucune position de pouvoir.* » (p. 71)

L'originalité de cette proposition mérite d'être soulignée. La connaissance actuelle sur le fonctionnement interne de l'EZLN étant encore fragmentaire et controversée. Loin de s'accorder sur une interprétation commune, les spécialistes de la question sont divisés. D'une part, il est difficile d'évaluer la signification concrète et la por-

tée de l'indianisation de l'armée zapatiste. Mais surtout, sa nature participative en tant qu'organisation politico-militaire subordonnée au pouvoir des communautés est fortement contestée. Des questions d'autant plus délicates qu'elles se trouvent au cœur de la bataille pour la légitimation du mouvement zapatiste.

Il serait donc prématuré de vouloir trancher ce débat avant de disposer de connaissances plus solides sur l'organisation et les dynamiques internes du mouvement. Dans ce contexte, la position d'Yvon Le Bot a le mérite d'être claire et de constituer un point de repère, une hypothèse de travail.

Dès sa publication, « *Le rêve zapatiste* » a déchaîné les passions au Mexique. La majorité du public s'accorde pour lui reconnaître de nombreuses qualités. Sans vouloir les minimiser, quelques critiques méritent néanmoins d'être formulées, afin de restituer la complexité du débat.

Certains lui reprochent notamment une interprétation trop proche de la position de Marcos. En privilégiant l'analyse du discours zapatiste, le sociologue fait une place trop réduite aux autres acteurs du conflit armé, pourtant incontournables. Il en va ainsi pour les gouvernements local et fédéral, pour l'Église, pour l'armée mexicaine, pour les partis politiques et les associations civiles locales et nationales, pour les groupes de pouvoir municipaux, régionaux et nationaux. À cet égard, la vision de l'acteur le plus impliqué résulte nécessairement insuffisante pour appréhender le conflit dans toute sa complexité.

Un autre point délicat concerne les rapports entre le mouvement zapatiste et la population locale. Tout en soulignant que le soulèvement armé naît de divisions et de ruptures, l'auteur ne s'attarde pas sur les conflits et les tensions provoqués par le soulèvement. Quelles sont les relations entre l'EZLN et les civils (zapatistes ou non) dans la forêt ? Comment les logiques politico-militaires s'articulent-elles aux dynamiques communautaires, ethniques et sociales ? Comme l'a fait remarquer récemment Daniel Pecaut, « *l'invocation d'un rapport fusionnel ne résout guère les interrogations* »².

Enfin, la conception zapatiste du pouvoir reste elle-même problématique. S'attachant à en décrire l'originalité, Yvon Le Bot insiste sur les limites et les risques de la démocratie « communautaire ». Mais lorsqu'il constate que les zapatistes n'aspirent pas au pouvoir, il néglige quelque peu les réalités locales et régionales. Dans sa zone d'influence, l'EZLN constitue un pouvoir *de facto*, une organisation politique et armée qui revendique le monopole de la violence légitime, et le dispute au gouvernement mexicain et à tous les autres acteurs présents sur le terrain.

Ainsi, les propositions d'Yvon Le Bot méritent d'être confrontées aux autres thèses existantes. En langue espagnole, on trouvera un nombre impressionnant d'ouvrages sur le sujet³. Le lecteur francophone peut se référer à l'article d'Henri Favre, paru dans un ouvrage collectif présenté dans le numéro précédant des CAL⁴. Dans un registre plus journalistique, on pourra également

consulter l'ouvrage récent de Bertrand de La Grange et Maite Rico, dont la vision s'oppose radicalement à celle d'Yvon Le Bot.

En explorant « *Le rêve zapatiste* », il ne faut donc pas s'attendre à une analyse sociologique exhaustive du soulèvement et du mouvement zapatiste. L'objectif de l'auteur réside ailleurs. Son introduction vise à contextualiser les entretiens, qui constituent la pièce maîtresse de l'ouvrage. Des interviews très complètes, menées avec intelligence et finesse, qui reprennent de façon synthétique les principales questions soulevées par la rébellion.

Comme en témoigne l'importance des tirages en France et à l'étranger, le livre est destiné au grand public. Néanmoins, l'ouvrage demeure une référence sérieuse et incontournable sur le sujet. Une démarche rigoureuse qui fait le choix délibéré de donner la parole aux

insurgés. Une réflexion de grande utilité pour la compréhension des enjeux posés par le conflit chiapanèque. Mais surtout, une contribution précieuse aux multiples débats qui ont suivi le soulèvement, reformulés ici avec une clarté exceptionnelle.

Willibald Sonnleitner
CREDAL-ERSIPAL

1 Voir notamment ses ouvrages *Violence de la modernité en Amérique latine*, Ed. Karthala, Paris, 1994, ainsi que *La Guerre en terre maya*, Ed. Karthala, Paris, 1992.

2 Cité de la lecture du livre que Daniel Pecaut a proposé dans *Problèmes d'Amérique latine*.

3 On pourra se référer, entre autres, aux ouvrages de Juan-Pedro Viqueira et Mario H. Ruz, Xochitl Leyva Solano et Gabriel Ascencio Franco, Carlos Montemayor, Andres Oppenheimer, Carlos Tello Diaz, Carmen Legorreta, ainsi que Bertrand de La Grange et Maite Rico.

4 Cet article porte le titre : « Le révélateur chiapanèque ». Il a été également publié dans la revue *Problèmes d'Amérique latine*, n° 25, avril-juin 1997.